



HAL
open science

Les effets macroéconomiques des envois de fonds dans les pays d'origine des migrants : croissance économique, vulnérabilités et politiques publiques

Nicolas Yol

► **To cite this version:**

Nicolas Yol. Les effets macroéconomiques des envois de fonds dans les pays d'origine des migrants : croissance économique, vulnérabilités et politiques publiques. Economies et finances. Université de Bordeaux, 2017. Français. NNT : 2017BORD0835 . tel-01948882

HAL Id: tel-01948882

<https://theses.hal.science/tel-01948882>

Submitted on 9 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE
POUR OBTENIR LE GRADE DE

**DOCTEUR DE
L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX**

ÉCOLE DOCTORALE ENTREPRISE, ÉCONOMIE, SOCIÉTÉ (ED 42)
SPÉCIALITÉ SCIENCES ÉCONOMIQUES

Par **Nicolas Yol**

**Les effets macroéconomiques des envois de fonds dans les pays
d'origine des migrants : croissance économique, vulnérabilités et
politiques publiques**

Sous la direction de :
M. Stéphane BECUWE et M. Éric ROUGIER

Soutenue le 8 décembre 2017

Membres du jury :

M. Edwin LE HERON

Professeur des Universités, Sciences-Po Bordeaux, *Président du jury*

Mme Mathilde MAUREL

Directrice de Recherche CNRS, Centre d'Économie de la Sorbonne, *Rapporteuse*

M. Jean-Louis COMBES

Professeur des Universités, Université Clermont Auvergne, *Rapporteur*

M. El Mouhoub MOUHOUD

Professeur des Universités, Université Paris-Dauphine, *Examineur*

M. Éric ROUGIER

Maître de Conférences, Université de Bordeaux, *Directeur de Thèse*

M. Stéphane BECUWE

Directeur de Recherche CNRS, Université de Bordeaux, *Directeur de Thèse*

Titre : Les effets macroéconomiques des envois de fonds dans les pays d'origine des migrants : croissance économique, vulnérabilités et politiques publiques

Résumé :

Cette thèse étudie les impacts macroéconomiques des transferts de fonds dans les pays d'origine des migrants. Six chapitres traitent des problématiques liées à la croissance, à la volatilité et aux politiques publiques. Le premier chapitre s'intéresse aux effets des envois de fonds sur la croissance à travers leurs impacts sur la consommation, l'investissement et les exportations. Il montre que les transferts monétaires stimulent la demande interne et que les exportations sont évincées. Le deuxième chapitre examine les implications des envois de fonds sur l'économie de la Moldavie à l'aide d'un modèle stock-flux cohérent et suggère que les chocs externes se transmettent à l'économie moldave via les transferts des migrants. Le chapitre 3 souligne que la concentration des migrants dans un faible nombre de pays d'accueil et l'instabilité de ces derniers augmentent la volatilité des envois de fonds. Le chapitre 4 ajoute que des envois monétaires instables associés à des flux commerciaux importants entre le pays d'origine et les pays d'accueil accroissent la volatilité de la croissance dans les pays d'origine des migrants. Le chapitre 5 s'intéresse aux dépenses publiques de santé et montre que si les envois de fonds permettent aux ménages de financer des services de santé privés non couverts, ils créent également un effet d'éviction au détriment des dépenses de santé publiques. Enfin, le chapitre 6 met en lumière le rôle des envois monétaires sur le développement économique de la Moldavie. Il souligne que les revenus des ménages, mais également de l'État, dépendent des envois de fonds dont les fluctuations créent des incertitudes sur la pérennité du modèle économique moldave.

Mots clés : Envois de fonds des migrants, migration, macroéconomie, politiques publiques, économétrie des données de panel, modélisation stock-flux cohérente.

Title : Macroeconomic impacts of remittances in migrants' origin countries : economic growth, vulnerabilities and public policies

Abstract :

This thesis studies the impacts of remittances in migrants' origin countries. Six different chapters focus on economic growth, volatility and public policies. The first chapter aims to estimate the impacts of remittances on growth through several channels : households' consumption, investment and exports. It is shown that remittances stimulate internal demand, while exports are reduced. The second chapter proposes a stock-flow consistent model for Moldova and suggests that remittances spread external shocks to the Moldovan economy. Chapter three shows that migrants' concentration in few host countries, as well as their instability, increase the volatility of remittances. Chapter four stresses that instable remittances enhance output growth volatility in migrants' origin countries when associated with important trade flows between both origin and destination countries. The fifth chapter focuses on public health spending and shows that remittances increase out-of-pocket health expenditure while crowding-out public health expenditure. The last chapter highlights the role of remittances on the economic development of Moldova. It suggests that both households and government revenues depend on remittances, whose fluctuations cast doubts about the economic sustainability of the Moldovan model of development.

Keywords : Migrants' remittances, migration, macroeconomics, public policies, panel data analysis, stock-flow consistent modeling.

Remerciements

Je tiens à remercier en premier lieu les membres du jury qui me font l'honneur d'évaluer cette thèse. Je remercie en particulier le professeur Jean-Louis Combes et la directrice de recherche Mathilde Maurel qui ont accepté d'en être les rapporteurs.

La réalisation d'une thèse de doctorat, ultime étape du cursus universitaire en tant qu'étudiant, est une épreuve passionnante et enrichissante mais également éprouvante. Je me dois de remercier les nombreuses personnes dont l'appui, la présence ainsi que les encouragements ont contribué à accroître l'aspect stimulant et à atténuer les périodes tourmentées.

D'un point de vue professionnel, je tiens à remercier mes directeurs de thèse, Stéphane Becuwe et Éric Rougier, pour avoir suivi mon travail au cours de ces quatre années. Leurs remarques, suggestions et conseils ont été décisifs pour faire aboutir cette thèse et pour la valoriser dans le cadre d'articles en cours de publication. Je voudrais également remercier Edwin Le Heron dont la rencontre, bien que récente, a permis d'élargir mon champ de recherche au cours d'échanges passionnants et très enrichissants. Un grand merci à Lydia Bézard et Pascale Delage qui m'ont donné l'opportunité de travailler dans d'excellentes conditions lors des mes deux premières années de thèse n'ayant pas bénéficié d'un financement.

Le travail d'un doctorant consiste également à enseigner à l'université. À ce titre, j'exprime mes remerciements aux enseignant-e-s m'ayant confié leurs groupes de travaux dirigés, en particulier Christophe Carrincazeaux et Marc-Alexandre Sénagas pour la macroéconomie ainsi que Tanguy Bernard pour l'économétrie. L'enseignement est un aspect passionnant du doctorat et travailler avec des personnes exerçant leur rôle avec sérieux et conviction est un atout précieux.

D'un point de vue personnel, je ne saurais exprimer toute ma reconnaissance à mes parents ainsi qu'à mes sœurs qui - malgré mes paroles confuses, nébuleuses voire obscures autour de mon projet universitaire - ont toujours soutenu mon travail et permis sa réalisation. Merci pour tout, vous êtes merveilleux.

Remerciements

Un grand merci à mes ami-e-s et collègues pour leur soutien au quotidien et pour les moments plus légers hors du travail, si indispensables. Merci à François, Marjorie, Pierre, Riana, Suneha, Thibaud, Viola pour leur précieuse relecture du manuscrit final. Une reconnaissance particulière à Suneha pour avoir relu des dizaines de pages issues de ma thèse mais également d'articles anglophones. Merci à Dan pour ton soutien et pour les nombreuses discussions au travail et en dehors. Merci à Fadoua, Jérémy, Lucile, Pauline et Tsiry, je vous souhaite le meilleur.

Mention spéciale à mes amis de quinze ans Nini, Croch', Sylvain pour votre présence, quelle chance de vous avoir à mes côtés.

« Personne ne t'a donc jamais dit que celui qui ne se sert pas de ses dons trahit la vie, qu'il se trahit lui-même et se condamne à mourir malheureux ? »

Jón Kalman Stefánsson

À toi,

Sommaire

Remerciements	5
Introduction générale	15
I Envois de fonds et croissance économique	33
1 Les canaux de transmission des effets des transferts de fonds sur la croissance : une analyse en données de panel	35
Introduction	37
1 Consommation, investissement et exportations : les effets contrastés des envois de fonds	38
2 Stratégie empirique et données	46
3 Résultats et discussion	61
Conclusion	68
2 Le rôle des envois de fonds dans la transmission des chocs externes : une modélisation stock-flux cohérente de l'économie moldave	71
Introduction	73
1 Les apports de la modélisation stock-flux cohérente et ses applications	76
2 Modélisation de l'économie moldave	81
3 Résultats du modèle et reproduction des faits stylisés	103
4 Simulation de chocs externes	110
Conclusion	118

II	Envois de fonds et volatilité	121
3	Les effets de la concentration de la diaspora et du cycle économique des pays d'accueil sur la volatilité des envois de fonds	123
	Introduction	125
1	Les transferts de fonds entre effets stabilisateurs et volatilité	126
2	La concentration de la diaspora augmente-t-elle la volatilité des transferts de fonds ? Une analyse empirique	140
	Conclusion	157
4	Les impacts de l'instabilité des envois de fonds sur la volatilité de la croissance des pays d'origine et les effets amplificateurs du commerce bilatéral	159
	Introduction	161
1	Comment les échanges commerciaux et financiers amplifient-ils les effets des envois de fonds sur l'instabilité de la croissance ?	162
2	Analyse empirique	175
	Conclusion	200
III	Envois de fonds et politiques publiques	203
5	L'effet d'éviction des envois de fonds sur les dépenses publiques de santé	205
	Introduction	207
1	Les dépenses publiques dans les pays en développement	208
2	Les envois de fonds se substituent-ils aux dépenses de santé publiques ? . . .	218
3	Analyse empirique des effets directs et indirects des envois de fonds sur les dépenses de santé	228
	Conclusion	259
6	Les effets des envois de fonds sur l'économie et les politiques publiques : le cas de la Moldavie	263
	Introduction	265
1	Un contexte historique complexe	267
2	Le difficile équilibre des relations avec l'Europe et la Russie	271
3	L'émigration massive de la population moldave depuis l'indépendance	273
4	L'économie de la Moldavie depuis son indépendance	276

5	L'importance des transferts de fonds pour le revenu des ménages	282
6	Envois de fonds, recettes fiscales et dépenses du gouvernement	288
	Conclusions et perspectives	295
	Conclusion générale	301
	Bibliographie	309
	Annexes	339
	Liste des figures	355
	Liste des tableaux	358

Introduction générale

Les envois de fonds des migrants, entre appui au développement et incertitudes inédites

Dans son ouvrage *Théorie de la pauvreté de masse*, John Kenneth Galbraith considère l'émigration comme « le plus ancien moyen de lutte contre la pauvreté » (Galbraith, 1980, p. 149) et observe qu'elle améliore généralement la situation des migrants eux-mêmes, mais également celle des individus restés au pays d'origine¹. L'une des façons d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement est la possibilité pour les migrants de partager leurs gains financiers avec leur famille ou leurs proches. L'augmentation des « transferts de fonds » observée depuis la seconde partie du XX^e siècle a conduit de nombreux auteurs à s'intéresser à leurs déterminants et impacts, notamment depuis les années 1980 (Lucas et Stark, 1985 ; Borjas, 1987)². D'abord axés sur les comportements individuels (décision de migrer, analyse coût/bénéfice, considérations stratégiques) les travaux universitaires ont peu à peu évolué vers des questions macroéconomiques, à mesure que la disponibilité des données mettait en évidence les mouvements monétaires considérables générés par la migration. L'ouverture des économies, la réduction des coûts de transaction et le développement technologique ont largement contribué à faciliter les transferts monétaires internationaux entre individus. Ainsi, les migrants ont la possibilité de renvoyer de l'argent à leur famille beaucoup plus facilement qu'auparavant. Lucas et Stark (1985) examinaient déjà les déterminants des transferts d'argent des migrants botswanais à l'aide d'enquêtes ménages qui représentaient alors les rares données disponibles. Le développement des transactions électroniques et la meilleure prise en compte des flux informels permettent désormais d'obtenir des données sur plusieurs dizaines de pays et d'améliorer notre compréhension des externalités économiques des envois de fonds.

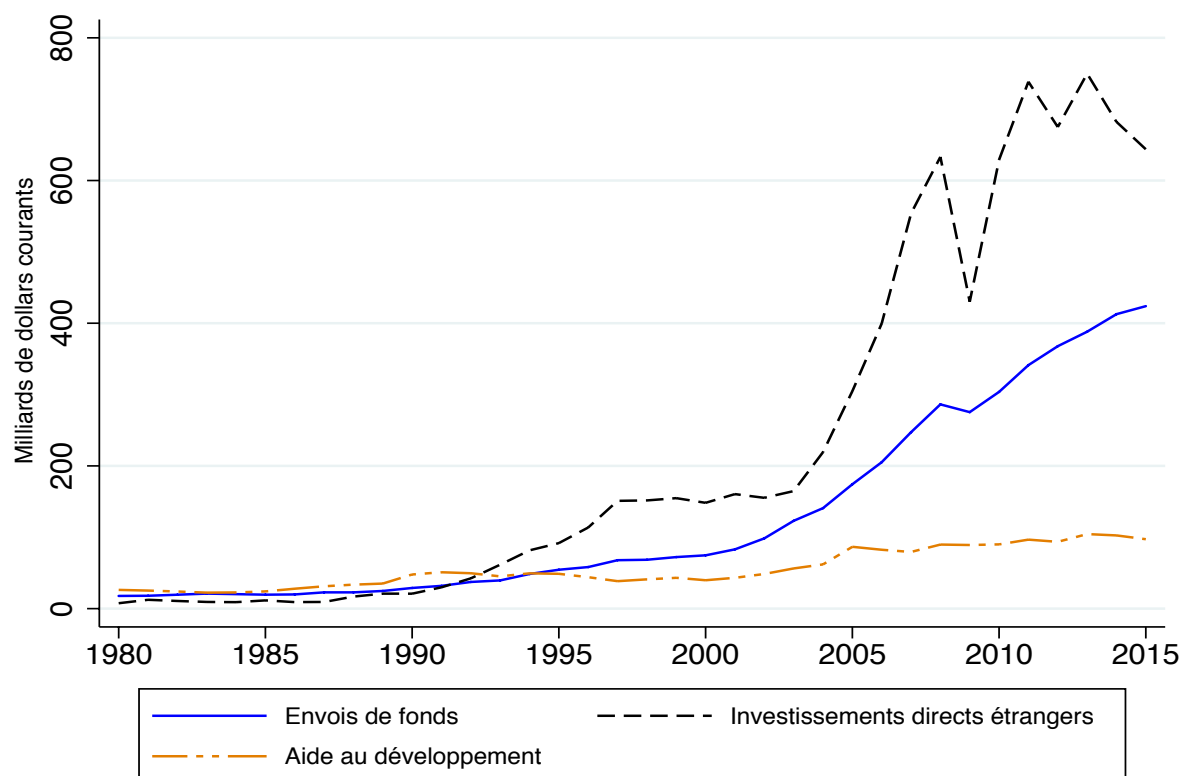
Les envois de fonds des migrants représentent la seconde source de capitaux étrangers pour les pays en développement. La figure 0.1³ expose l'importance de ces flux et leur

1. Les qualificatifs « pays d'origine », « pays source » et « pays receveur » [des transferts de fonds] feront référence au pays d'origine des migrants tout au long de cette thèse. « Pays d'accueil » et « pays de destination » désignent les pays dans lesquels les migrants sont installés, c'est-à-dire à partir desquels les envois de fonds sont transférés au pays d'origine.

2. Dans un premier temps, les chercheurs semblent s'être focalisés sur les transferts internes entre le milieu urbain et rural (Johnson et Whitelaw, 1974 ; Rempel et Lobdell, 1978). D'autres économistes se sont intéressés plus précocement aux migrations (Sjaastad, 1962 ; Todaro, 1969), que les géographes comme Ernst Georg Ravenstein avaient déjà étudiées.

3. La figure 0.1 utilise la définition la plus large des envois de fonds, comprenant les rémunérations des salariés employés à court terme. Nous reviendrons sur la mesure des transferts monétaires des migrants dans l'introduction générale.

FIGURE 0.1 – Principaux flux de capitaux à destination des pays en développement



Données Banque mondiale, réalisation de l'auteur.

stabilité apparente en comparaison aux investissements étrangers, plus volatils. Même si l'augmentation des transferts de fonds est en partie une illusion statistique - sur laquelle nous reviendrons - leur importance croissante pour les pays en développement est un fait indiscutable. Cette augmentation a conduit de nombreux auteurs à conclure que les envois monétaires sont un appui important pour la croissance économique (Ratha, 2005 ; Catrinescu *et al.*, 2009). Toutefois, la crise de 2008 et les incertitudes économiques dans nombre de pays accueillant des migrants (États-Unis, Grande Bretagne, Union Européenne, Russie, pays du Golfe, etc.) interrogent sur la capacité des envois de fonds à se maintenir malgré leur croissance particulièrement robuste dans les années 2000.

La Banque mondiale a ainsi publié un communiqué en avril 2017⁴, qui précise que pour la deuxième année consécutive, une baisse des transferts des migrants vers les pays en développement a été observée en 2016. Inédit depuis trente ans, ce phénomène attire l'attention sur les effets économiques qu'il implique dans les économies bénéficiant de ces

4. « *Remittances to Developing Countries Decline for Second Consecutive Year* », communiqué de presse du 21 avril 2017 disponible sur <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/04/21/remittances-to-developing-countries-decline-for-second-consecutive-year>

transferts monétaires.

L'intérêt d'étudier les implications des ces fluctuations récentes est d'autant plus pertinent que les envois de fonds, de part leur importance, financent une part non négligeable de la consommation courante des ménages dans les pays concernés, mais également des dépenses d'éducation, de santé et parfois même d'investissement. Contrairement à l'aide internationale, les transferts privés sont directement envoyés aux ménages et augmentent significativement leur revenu. Par conséquent, des incertitudes économiques dans les pays de résidence des migrants sont susceptibles de faire fluctuer leurs envois monétaires et de déstabiliser les économies auxquelles ils sont destinés. Les pays recevant des montants élevés d'envois de fonds sont alors vulnérables car le fonctionnement de leur économie (consommation des ménages, investissement, entrées de devises étrangères) est en partie fondé sur les transferts monétaires générés par la migration de la population. De tels modèles de développement ne peuvent perdurer que si les envois monétaires des migrants sont stables et réguliers, ce que les dernières observations tendent à remettre en cause.

Quels sont les impacts macroéconomiques des envois de fonds dans les pays d'origine des migrants ?

De nombreuses institutions internationales comme la Banque mondiale ou les Nations Unies⁵ considèrent depuis plusieurs années les envois de fonds comme un élément central du développement (De Haas, 2005, p. 1277). Les économistes demeurent divisés sur leurs impacts macroéconomiques, malgré quelques points de convergence. Parmi eux, le rôle des transferts des migrants sur la consommation est souligné par un nombre important d'articles, y compris à l'échelle microéconomique (Combes et Ebeke, 2011 ; Démurger et Wang, 2016), ce qui s'explique par leur effet positif sur le revenu des ménages bénéficiaires. Par conséquent, les transferts des migrants représentent un moyen de lutte contre la pauvreté (Combes *et al.*, 2014b), même si l'impact sur les inégalités est plus discuté (Adams *et al.*, 2008 ; Wouterse, 2010). En augmentant le revenu des ménages, les transferts de fonds permettent non seulement d'accroître la consommation de base, mais également de la stabiliser (Combes et Ebeke, 2011) et renforcent la résilience des foyers bénéficiaires en diversifiant les ressources financières. Cet impact est crucial pour les pays exposés aux ca-

5. La cible 10.c des objectifs durables du développement vise à limiter à 3% les coûts de transaction sur les transferts de fonds.

tastrophes naturelles et aux variations brutales des prix des denrées alimentaires : lorsque les ménages subissent un choc affectant leur revenu ou leur pouvoir d'achat, ils peuvent utiliser les transferts reçus de l'étranger comme complément à court terme. Mohapatra *et al.* (2012) identifient même des stratégies de prévention dans lesquelles les transferts des migrants permettent de construire des habitations plus résistantes aux conditions climatiques et de protéger le capital productif des ménages. Plutôt que de vendre des actifs pour financer la consommation après un choc, les ménages peuvent utiliser les transferts comme substitut temporaire au revenu. Plus généralement, l'augmentation de la consommation implique des effets différents sur l'activité économique selon les capacités productives du pays d'origine du migrant. Si l'économie n'est pas en mesure de répondre à la demande émanant des transferts, alors cette dernière fuira en importations et ne fera que diminuer le solde commercial.

Si un consensus sur les effets positifs des envois de fonds sur la consommation semble avoir émergé depuis quelques années, les conclusions sont plus mitigées concernant l'investissement privé. Cette question est d'autant plus importante que l'investissement est une variable déterminant la production de long terme et par conséquent la croissance. Les études actuelles identifient deux leviers principaux pouvant stimuler l'investissement : d'une part le relâchement des contraintes de liquidité et d'autre part le substitut direct à l'investissement. Aggarwal *et al.* (2011) montrent ainsi que les transferts sont positivement corrélés au crédit bancaire et aux dépôts, impliquant un développement du secteur financier favorable à l'investissement. Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) soulignent que les effets des transferts des migrants sont d'autant plus importants sur la croissance que le niveau de développement financier est faible. Dans ce cas, l'argent renvoyé par les migrants permet de passer outre la contrainte de financement liée au sous-développement bancaire et d'entreprendre des investissements. Les évidences empiriques demeurent toutefois contradictoires : Woodruff et Zenteno (2007) rapportent un effet positif des envois de fonds sur le développement des micro-entreprises au Mexique alors que Abdih *et al.* (2012b) ne notent aucun impact significatif sur un panel de plusieurs pays. En revanche, de nombreuses études microéconomiques notent que les investissements dans l'éducation des enfants sont plus importants pour les foyers bénéficiant d'envois de fonds, suggérant que ces derniers permettent de favoriser la scolarisation, notamment dans des établissements privés (Salas, 2014).

La difficulté à cerner les effets des envois de fonds sur l'investissement, et *a fortiori* sur la croissance, s'explique par la diversité de leurs impacts. Le relâchement des contraintes de liquidité - favorable à la croissance - peut ainsi être contrebalancé par une appréciation du taux de change néfaste pour les exportations. L'occurrence du «syndrome hollandais» dans les pays receveurs est régulièrement attribuée aux envois de fonds (Petri et Saadi-Sedik, 2006 ; Bayangos et Jansen, 2011) et peut annuler une partie des effets bénéfiques évoqués ci-dessus. Les devises reçues de l'étranger sont susceptibles de créer une appréciation de la monnaie du pays d'origine, par exemple *via* l'augmentation de la consommation de biens non-échangeables. Les effets seront toutefois différents en fonction du régime de changes, dans la mesure où une parité fixe peut limiter la hausse de la monnaie. Les effets des envois de fonds, que ce soit sur l'investissement ou sur les exportations, sont donc conditionnés par des facteurs (développement financier, régime de changes) qui vont déterminer leurs impacts sur la croissance.

Un autre facteur pouvant conditionner les impacts macroéconomiques des envois de fonds est l'environnement institutionnel et son rôle sur les politiques publiques. La corruption fait l'objet d'une attention particulière depuis quelques années seulement (Abdih *et al.*, 2012a ; Ahmed, 2012 ; Berdiev *et al.*, 2013) et semble accrue par les envois de fonds. Ces derniers, en augmentant le revenu disponible, permettraient au gouvernement de réduire ses dépenses auprès des ménages (plus autonomes grâce aux transferts reçus de l'étranger) et de générer une rente. Contrairement aux profits issus de l'exploitation des ressources naturelles, les envois de fonds ne sont pas directement captés par le gouvernement mais augmentent malgré tout la corruption en limitant les redistributions aux ménages. Il est intéressant de constater que si de nombreux auteurs perçoivent les envois des migrants comme une ressource se substituant aux transferts publics, tous n'arrivent pas aux mêmes conclusions. Ainsi, Pfutze (2012) soutient que les envois de fonds favorisent au contraire les transitions démocratiques. En s'appuyant sur le cas du Mexique, Pfutze (2012) identifie deux mécanismes : d'une part la migration promeut la démocratie *via* la diffusion culturelle issue de l'étranger et d'autre part, les envois de fonds limitent le clientélisme en augmentant le « prix » du soutien politique. En d'autres termes, les transferts des migrants limitent la dépendance des foyers bénéficiaires vis-à-vis des dirigeants politiques - dont les transferts monétaires ne sont plus indispensables aux ménages - et augmentent le nombre de votes en direction de candidats d'opposition. Corruption et régime politique sont également susceptibles d'interagir : un environnement peu démocratique favorise la

corruption du gouvernement dans la mesure où la réduction des transferts aux ménages ne se répercute pas sur les résultats électoraux (Ahmed, 2012). Dans ce dernier cas, les transferts des migrants permettent à un régime autoritaire de « survivre » puisqu'ils augmentent sa rente et renforcent ses capacités de maintien au pouvoir.

Malgré la mobilisation d'estimateurs sophistiqués, la difficulté d'apporter une validation empirique robuste limite la portée des résultats. Mesurer des notions comme la démocratie ou la corruption pose des problèmes d'objectivité qui conduisent à produire des indicateurs peu fiables (Razafindrakoto et Roubaud, 2010). Par conséquent, les conclusions issues des estimations économétriques sont quelque peu spéculatives et s'insèrent difficilement dans un cadre conceptuel puisqu'il est difficile de comprendre ce que mesurent exactement les indices utilisés. Finalement, les données actuellement disponibles permettent d'estimer empiriquement les impacts des envois de fonds sur les politiques publiques, mais n'offrent pas la possibilité d'en identifier formellement les causes ou les conséquences institutionnelles. Par exemple, Ebeke (2012) montre que les envois de fonds sont négativement corrélés aux dépenses publiques d'éducation et de santé lorsqu'ils sont destinés à des pays fortement corrompus, mais l'identification du mécanisme précis est extrêmement difficile à déterminer en raison du manque de données objectives sur la qualité institutionnelle⁶.

Cependant, les effets des envois de fonds sur le secteur public ne se limitent pas aux perceptions de corruption et de démocratie. Les gouvernements de nombreux pays, entre autres le Mexique, la Moldavie et les Philippines, ont successivement mis en place des programmes d'incitation visant à augmenter le potentiel des envois de fonds sur la croissance en favorisant leur investissement. Concrètement, les autorités proposent de doubler ou de tripler chaque unité monétaire reçue de l'étranger lorsqu'elle est investie, afin d'augmenter l'impact sur la croissance. Le Mexique a ainsi utilisé les milliards de dollars retournés par les migrants mexicains travaillant aux États-Unis pour financer le développement des infrastructures publiques comme les routes, les écoles ou l'accès à l'électricité (Shirk, 2007). Ces initiatives montrent que les gouvernements des pays d'origine des migrants cherchent à augmenter le potentiel productif des transferts reçus de l'étranger, qui n'est donc pas systématiquement réduit à néant par une « mauvaise gouvernance ».

6. En particulier, les indices de corruption disponibles sont quasi-systématiquement construits sur des perceptions subjectives et non sur des faits. Nous reviendrons plus longuement sur cette question dans le chapitre 5.

Transferts, croissance et politiques publiques : les contributions de cette thèse

La littérature s'intéressant aux effets des envois de fonds sur les politiques publiques est à la fois récente et incomplète. Elle s'est principalement focalisée sur les problèmes de gouvernance et évoque peu les interactions possibles entre politiques économiques et envois de fonds. Ce constat est surprenant dans la mesure où ces derniers permettent de lutter contre la pauvreté de la même façon que les transferts de l'État le font dans d'autres pays. Faute de transferts publics, les envois de fonds permettent aux ménages de stabiliser leur consommation, de financer des dépenses privées de santé, d'éducation (Ambrosius et Cuecuecha, 2013 ; Salas, 2014) et sont donc considérés comme un levier efficace pour le développement. Finalement, les transferts des migrants représentent une source de croissance en soutenant la consommation des ménages ainsi que l'investissement, limitant ainsi les dépenses de développement souvent élevées (Zhunio *et al.*, 2012, p. 4606). De prime abord efficace, ce mode de financement demeure fragile car sa pérennité dépend de la stabilité des envois de fonds. S'ils diminuent et que le gouvernement n'est pas en mesure d'amortir les effets sur le revenu des ménages, ces derniers risquent de s'appauvrir. Nous identifions plusieurs facteurs pouvant faire fluctuer les transferts monétaires des migrants et/ou affecter les ménages dans les pays recevant des montants importants d'envois de fonds.

Le premier facteur est le cycle économique des pays de destination des migrants. Pour qu'ils soient en mesure d'envoyer de l'argent à leur pays d'origine, les travailleurs immigrés doivent générer un revenu qui dépend directement des conditions économiques du pays où ils résident. Au-delà des motivations altruistes ou de partage des risques abondamment citées dans la littérature (Lucas et Stark, 1985 ; Stark et Bloom, 1985), ce sont bien les opportunités dans le pays d'accueil qui vont déterminer en premier lieu la capacité des migrants à retourner des fonds à leurs proches⁷. Autrement dit, financer des dépenses aussi capitales que celles liées à la santé ou à l'éducation par le biais des envois de fonds est très incertain car la viabilité d'un tel mode de développement dépend essentiellement de la conjoncture des pays de destination des migrants. Notre thèse, à travers les chapitres 3 et 4, montre précisément que les conditions externes ont un impact important sur la

7. À titre d'illustration, la croissance américaine affecte fortement les transferts monétaires que les travailleurs mexicains installés aux États-Unis renvoient au Mexique.

volatilité des envois de fonds, ce qui tend à démontrer que leur stabilité, généralement plébiscitée par la littérature, a été probablement surévaluée⁸. Outre le cycle économique, les politiques migratoires et les relations entre pays d'origine et de destination des migrants influencent fortement les conditions d'accueil, et donc les transferts monétaires des travailleurs étrangers. Des différends commerciaux, diplomatiques ou un changement de politique migratoire dans les pays de destination des migrants peuvent avoir des effets brutaux sur les envois de fonds et *a fortiori* sur les pays auxquels ils sont destinés, comme nous le détaillerons dans le chapitre 2.

Le deuxième facteur pouvant fragiliser un pays recevant d'importants montants d'envois de fonds concerne l'implication du secteur public dans le processus de développement. Nous avons en effet souligné que les transferts des migrants permettent aux ménages de financer des dépenses de santé et d'éducation par le biais du secteur privé. Or, une plus grande utilisation des services privés limite l'intérêt du gouvernement à développer l'offre publique dans ces domaines, puisque les ménages financent les dépenses *via* les envois de fonds. La demande des ménages vis-à-vis du développement des services de santé et d'éducation publics est donc plus faible, évinçant les investissements du gouvernement en la matière. En d'autres termes, les transferts privés des migrants se substituent aux investissements gouvernementaux visant à améliorer l'offre publique de soins ou d'éducation, pour ne prendre que ces deux exemples. Dans la mesure où les envois de fonds dépendent fortement des conditions des pays accueillant les migrants, ce type de financement demeure très précaire puisqu'il est basé sur une richesse externe, ce que nous confirmerons dans le chapitre 5. Si les études macroéconomiques n'ont pas souligné le risque d'une éviction des politiques de développement par les envois de fonds, c'est probablement en raison du biais qu'elles tendent à produire, non pas dans les résultats, mais dans leur interprétation. L'analyse macroéconomique conduit souvent à tronquer le raisonnement du chercheur, qui omet involontairement le fait que tous les ménages ne bénéficient pas d'envois de fonds. La corrélation des ces derniers avec des dépenses de santé privées est considérée comme très positive mais occulte le fait que seule une partie de la population reçoit des transferts de l'étranger. Or, si les envois de fonds ont des effets indésirables sur les dépenses publiques de santé ou d'éducation (comme le montre Ebeke (2012)), l'ensemble de la population est affectée, qu'elle reçoive ou non des transferts. Il est plus surprenant de constater que les études microéconomiques reproduisent parfois le même

8. Voir Ratha (2005) et Hakura *et al.* (2009), parmi d'autres.

biais et plébiscitent le rôle des transferts de fonds sur le financement de la santé par le secteur privé, sans s'étendre davantage sur l'inégalité entre ménages receveurs et non receveurs (Zhunio *et al.*, 2012).

Le troisième facteur concerne directement les finances publiques, qui dépendent des envois de fonds à des degrés divers selon les pays. Pour cause, nous venons de voir que les transferts privés peuvent se substituer à certaines dépenses publiques, limitant *de facto* la charge financière du gouvernement. Nous avons également constaté que les envois de fonds sont utilisés dans le cadre de dépenses de consommation qui génèrent donc des recettes importantes pour l'État, par le biais des taxes. Une diminution des envois de fonds provoque une baisse du revenu des ménages (et augmente donc leur demande de transferts publics), mais également les recettes du gouvernement dont le solde budgétaire se détériore. Nous illustrerons cette situation dans le chapitre 6 avec le cas de la Moldavie, un pays où le budget du gouvernement a été récemment affecté par la baisse des envois de fonds.

Les limites du développement par les flux de capitaux émanant de la migration se trouvent donc dans l'exposition des pays d'origine des migrants à la conjoncture externe et au fait que les envois de fonds peuvent limiter les initiatives des gouvernements en termes de développement. Lorsque les ménages financent de façon autonome les soins ou les frais d'éducation, le secteur public accorde moins d'importance à la nécessité de développer une offre publique (écoles, sécurité sociale) puisque la demande des ménages en la matière est moindre. Toute baisse des transferts reçus de l'étranger devient alors très problématique pour les ménages, qui ne peuvent se tourner vers les services publics s'ils sont inexistantes. Le gouvernement est également affecté dans la mesure où une baisse des envois de fonds réduit ses recettes et augmente ses dépenses auprès des ménages. Alors que des études ont depuis plusieurs années plébiscité les envois de fonds pour leur caractère privé et le fait qu'ils représentent une ressource ne pouvant être capturée par les gouvernements (Kapur, 2004), bien peu ont étudié la possibilité qu'ils puissent être source d'instabilité en entretenant le manque d'implication de l'État dans les politiques de développement.

La politique publique est donc indissociable des transferts car elle conditionne grandement leurs effets à long terme. En l'absence d'une stratégie de développement des services d'éducation, de santé et de la mise en place d'un système fiscal viable, les transferts

des migrants ne font que combler des défaillances qui ressurgiront lors des fluctuations externes. En somme, ils ne font que se substituer à une offre publique inexistante qui, si elle ne se développe pas, ne laissera d'autre alternative aux futurs adultes que de migrer à leur tour pour continuer à financer des dépenses sociales (Skeldon, 2008).

Difficultés méthodologiques et solutions proposées

Les statistiques relatives aux transferts de fonds ont longtemps représenté un obstacle pour les études macroéconomiques, mais les initiatives du Fonds Monétaire International (FMI) ont permis d'améliorer leur mesure (Reinke, 2007). Ainsi, nous mettrons à profit ces progrès dans nos modèles économétriques en utilisant, dans la mesure du possible, des intervalles de temps garantissant une meilleure estimation des envois de fonds.

L'enregistrement des transactions est resté très fortement sous-évalué jusqu'au cours des années 2000 et s'améliore progressivement comme l'atteste la figure 0.1. On remarque que le montant officiel des transferts de fonds est très faible jusqu'au milieu des années 1990, puis progresse plus rapidement à partir du début de la décennie 2000-2010⁹. Clemens et McKenzie (2014) montrent que cette augmentation apparente des flux s'explique davantage par une meilleure mesure que par un accroissement réel des montants. Les auteurs précisent que l'augmentation des transferts en direction des pays en développement sur la période 1990-2010 s'explique à hauteur de 79% par une amélioration des enregistrements, contre 21% par un accroissement réel (Clemens et McKenzie, 2014, p. 3). L'autre biais de mesure concerne les flux informels représentant 35% à 75% du total (Freund et Spatafora, 2008), qui ne sont donc pas comptabilisés dans les statistiques officielles¹⁰. Les auteurs notent des différences selon les régions, les réseaux informels étant beaucoup plus développés en Afrique subsaharienne et en Europe de l'est que dans les pays asiatiques ou sud-américains. La prévalence des réseaux informels tend toutefois à se réduire avec le temps en raison de la baisse des coûts de transaction et des moyens technologiques facilitant le transfert d'argent (Clemens et McKenzie, 2014), induisant une qualité croissante

9. Cette progression s'explique en partie par les événements du 11 septembre 2001 qui ont conduit de nombreux pays à contrôler davantage les transferts d'argent pouvant financer des activités terroristes *via* les réseaux *hawala*.

10. Selon De Luna Martinez (2005), les banques centrales des pays suivants collectent des données afin d'estimer la part des transferts envoyés par des canaux informels : Costa Rica, Équateur, Salvador, Honduras, Indonésie, Mexique, Moldavie, Nicaragua, Pérou, Russie. L'étude n'est cependant pas exhaustive, il est donc probable que d'autres pays comptabilisent les flux informels.

des statistiques officielles. Pour ces raisons, nous n'utiliserons les observations qu'à partir de l'année 2000, ce qui nous permet de limiter grandement le biais de mesure lié au sous-enregistrement des transactions ainsi qu'aux réseaux informels et de cerner davantage les effets réels des envois de fonds¹¹.

La base de données fournie par le FMI propose différentes définitions pour mesurer les envois de fonds. Dans leur définition que nous qualifierons de « large », les transferts de fonds incluent : (1) les salaires versés aux résidents par des entreprises étrangères et aux résidents employés par des entités non résidentes ; (2) les transferts personnels des migrants, qui représentent les envois monétaires ou de biens dans le pays d'origine. Par conséquent, cette agrégation des transferts avec les rémunérations revient à surestimer les transferts nets des migrants, particulièrement dans le cadre de pays où l'activité des ménages dans un pays voisin est très forte (comme le Lesotho), sans qu'ils n'y soient résidents¹². Fullenkamp *et al.* (2008) notent que l'inclusion des rémunérations des salariés doit être évitée car, contrairement aux transferts de fonds (au sens strict), elles ne constituent pas un revenu exogène mais un revenu issu d'une activité. D'autre part, ces rémunérations ne suivent pas nécessairement la même tendance que les transferts des migrants en fonction du cycle économique, ces derniers pouvant être contracycliques dans le cadre de motivations altruistes.

Une définition plus restreinte et disponible depuis 2005 inclut seulement les « transferts personnels des migrants » quelle que soit la source du revenu¹³. La définition fournie par la Banque mondiale, que nous qualifierons de « stricte », précise : « *Les transferts personnels représentent tous les transferts monétaires courants, reçus par les ménages résidents et envoyés par un ménage non-résident. Ils incluent donc tous les transferts courants entre résidents et non-résidents* ». Plus restreinte, elle a l'avantage de mieux cibler les transferts des migrants en excluant les rémunérations et comptabilise également les envois des individus non salariés. En revanche, son utilisation réduit de façon assez importante les observations, puisque les données sont disponibles sur un nombre plus limité de pays.

11. La partie 2 fera cependant exception car l'utilisation de moyennes et d'écart-types nécessite d'augmenter la période d'observations.

12. La règle la plus souvent suivie par les pays - bien que non universelle - est de considérer un individu comme non-résident lorsque son séjour à l'étranger est supérieur à un an (Reinke, 2007).

13. Cette définition se base sur la dernière méthode de calcul du FMI pour établir la balance des paiements (BPM6). La version précédente (BPM5) considérait comme transferts les seuls envois monétaires des travailleurs (et non des ménages d'une façon générale).

Nous utiliserons en priorité cette définition « stricte » dans la mesure où elle permet de cibler avec plus de précision les « transferts réels » des migrants¹⁴.

Outre la disponibilité des données, l'utilisation de la définition stricte ou large des envois de fonds dépend de la question de recherche. Ainsi, l'étude des impacts sur la consommation nécessite de faire la nuance entre transferts et rémunérations car l'utilisation du revenu diffère s'il est exogène ou issu d'une activité. En revanche, l'estimation des impacts sur la politique monétaire ou les échanges extérieurs nécessite d'inclure les rémunérations des salariés car elles constituent des devises étrangères pour la banque centrale du pays d'origine du migrant, au même titre que les transferts au sens strict. À titre indicatif, le chapitre 1 utilise les deux définitions et montre que les résultats ne diffèrent pas, ce qui s'explique par la forte corrélation des données (0.85).

Une autre contrainte de l'analyse empirique, particulièrement lorsqu'elle s'appuie sur l'économétrie, est l'exposition aux biais d'endogénéité. L'utilisation de données macroéconomiques est d'autant plus problématique pour deux raisons : d'une part les variables tendent à être endogènes entre elles et d'autre part l'instrumentation externe est plus difficile que dans le cadre de données microéconomiques. Les envois de fonds, qui représentent notre variable d'intérêt, ne sont pas exogènes aux conditions des pays auxquels ils sont destinés. Comme nous l'avons observé au début de l'introduction, la migration s'explique en partie par un contexte difficile dans le pays d'origine des migrants : les transferts de fonds sont donc envoyés dans des pays caractérisés par des conditions économiques défavorables, induisant un biais de causalité inverse. Si nous souhaitons estimer les effets des envois de fonds (variable exogène) sur la croissance du pays d'origine (variable endogène), il apparaît certain que le taux de croissance explique en partie les flux d'envois de fonds, qui ne sont donc pas exogènes.

Chami *et al.* (2005) ont tenté de neutraliser ce problème en instrumentant les transferts privés par l'écart de taux d'intérêt et de revenu entre les États-Unis et le pays receveur mais Lucas (2005) note que cette stratégie ne permet pas de corriger le biais¹⁵. Pour cause, il semble extrêmement difficile de trouver un instrument adéquat dans le cadre d'un échantillon composé de pays très hétérogènes, tant les déterminants des envois de

14. La partie 2 fera une nouvelle fois exception en raison de l'utilisation de moyennes et d'écart-types.

15. Voir Catrinescu *et al.* (2009) (p. 81) pour une explication plus détaillée.

fonds sont variés selon les pays où travaillent les migrants. Sur un panel plus homogène, Ahmed (2012) a utilisé la variation du cours du pétrole comme instrument des envois de fonds envoyés depuis les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient. En effet, l’auteur observe que les migrants installés dans ces pays travaillent essentiellement dans l’industrie pétrolière, dont l’activité détermine fortement leurs transferts de fonds. La variation du prix du pétrole est alors un excellent instrument pour corriger le biais d’endogénéité inhérent aux envois de fonds, mais n’est valide que dans le cadre des pays du Moyen-Orient.

Les modèles utilisant des instruments internes sont aujourd’hui privilégiés par les chercheurs car ils permettent de traiter des échantillons plus importants et plus hétérogènes. La méthode des moments généralisée (GMM) est ainsi largement plébiscitée par la littérature (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009 ; Hakura *et al.*, 2009 ; Combes et Ebeke, 2011). À l’origine développée par Hansen (1982), les extensions réalisées par Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998) permettent d’utiliser des panels hétérogènes dynamiques et de corriger d’éventuels biais d’endogénéité. La démarche de Blundell et Bond (1998) est la plus couramment employée et consiste à utiliser les différences premières ainsi que l’équation en niveau dans un même système. L’estimation à l’aide de la méthode des moments permet d’exploiter les différences retardées et les valeurs retardées des variables explicatives comme instruments (Blundell et Bond, 1998, p. 136) pour corriger le biais d’endogénéité. Malgré son utilisation très répandue, il s’agit d’une méthode complexe et offrant une liberté de paramétrage pouvant conduire à des erreurs de spécification¹⁶. Pour ces raisons, nous suivrons les recommandations de Roodman (2009), même s’il n’existe pas de règle reconnue sur l’utilisation de cet estimateur. Ainsi, le nombre d’instruments sera limité de telle sorte qu’il n’excède pas le nombre d’individus. De plus, les erreurs seront corrigées selon la démarche de Windmeijer (2005) afin de ne pas surestimer la significativité des coefficients. Enfin, la consistance du modèle et de ses instruments seront systématiquement évalués à l’aide des tests d’Arellano-Bond et d’Hansen qui permettent de détecter des phénomènes d’auto-corrélation ainsi que des instruments non exogènes.

16. David Roodman, ayant développé la commande permettant d’appliquer la méthode des GMM-système sur le logiciel Stata note : “*One disadvantage of difference and system GMM is that they are complicated and can easily generate invalid estimates. Implementing them with a Stata command stuffs them into a black box, creating the risk that users, not understanding the estimators’ purpose, design, and limitations, will unwittingly misuse them.*” (Roodman, 2009, p. 87)

De façon succincte et pour des raisons de cohérence, nous utiliserons un paramétrage identique dans toutes les estimations de la thèse, à savoir : estimation en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005) (1) ; utilisation de la statistique d'Hansen pour évaluer les instruments¹⁷ (2) ; limitation du nombre d'instruments afin d'éviter une mauvaise estimation de la statistique d'Hansen (3).

Plan de la thèse

Ce travail examine les impacts des envois de fonds dans les pays d'origine des migrants. Nous nous intéressons également au rôle des conditions économiques des pays de résidence des migrants afin de montrer comment elles conditionnent les envois de fonds et leurs effets sur l'économie d'origine. Bien qu'essentiellement basée sur des données de panel, notre thèse évoquera de façon récurrente la Moldavie, qui compte parmi les plus importants receveurs d'envois de fonds. Les chapitres 2 et 6 sont consacrés à l'étude de ce pays et portent un regard particulier sur les mécanismes, les éléments contextuels, l'importance historique ainsi que les rapports de force régissant l'impact de la migration sur l'économie d'origine.

Le premier chapitre propose une évaluation des effets macroéconomiques des transferts de fonds sur la consommation, l'investissement et les exportations. Son objectif est de montrer, dans un même modèle, les effets multiples pouvant affecter la croissance des économies réceptrices et de situer ces effets par rapport aux résultats contrastés de la littérature. Le deuxième chapitre s'intéresse plus particulièrement au cas de la Moldavie et propose une modélisation de son économie. La prise en compte des transferts des migrants permet d'évaluer leur importance pour l'activité économique moldave à travers leur rôle sur la consommation, l'investissement et la gestion des devises étrangères par la banque centrale. À l'aide de simulations, nous montrons dans quelle mesure la conjoncture des pays de destination des migrants affecte la Moldavie et comment l'instabilité externe se transmet à son économie par le canal des envois de fonds.

Le chapitre 3 approfondit la question de l'instabilité en s'interrogeant sur les déterminants de la volatilité des envois de fonds sur un large panel de pays en développement. Ainsi,

17. Le test de Sargan, qui évalue également la validité des instruments, n'est pas interprété dans le cadre d'une estimation en deux étapes avec erreurs corrigées (Roodman, 2009).

nous examinons l'importance de la concentration des migrants dans un nombre restreint de pays d'accueil et de la croissance de ces mêmes pays sur la volatilité des transferts de fonds. Le chapitre 4 analyse ensuite l'impact d'une plus forte instabilité des envois de fonds sur la croissance des pays receveurs, tout en tenant compte des échanges commerciaux réalisés avec les pays d'accueil. Il permet de mettre en lumière les liens étroits entre migration et échanges bilatéraux, ainsi que leurs effets sur les pays d'origine des migrants.

Le chapitre 5 s'intéresse aux enjeux de politique publique et plus précisément aux impacts des envois de fonds sur les dépenses de santé. Dans le cadre d'un modèle à équations simultanées, nous montrons que si les transferts de fonds ont un effet positif sur les dépenses de santé privées, cette augmentation se fait au détriment des dépenses de santé publiques. Cet effet d'éviction est mis en perspective avec les résultats des chapitres précédents qui soulignent l'importance des facteurs externes sur les fluctuations des envois de fonds. Le chapitre 6 revient sur le cas de la Moldavie et utilise l'ensemble des résultats de la thèse afin d'analyser leur pertinence dans le contexte moldave. Il propose une approche à la fois historique, descriptive et documentée qui permet de cerner les spécificités de la Moldavie et de comprendre pourquoi les impacts des transferts de fonds diffèrent selon les caractéristiques du pays auxquels ils sont destinés.

Première partie

Envois de fonds et croissance économique

1

**Les canaux de transmission des effets
des transferts de fonds sur la
croissance : une analyse en données
de panel**

Introduction

La littérature macroéconomique s'intéresse, depuis une vingtaine d'années, aux impacts des transferts de fonds sur la croissance économique des pays receveurs. En des termes plus généraux, les économistes s'interrogent sur le potentiel que représentent ces flux de capitaux pour le développement de l'activité économique. D'un point de vue macroéconomique, les transferts de fonds présentent des similitudes importantes avec d'autres flux de capitaux bénéficiant aux économies en développement, à l'instar de l'aide au développement ou des investissements directs étrangers. La différence essentielle réside dans le fait que les envois de fonds sont directement reçus par les ménages et non par l'État, ce qui complique par ailleurs la récolte des données. Par conséquent, il n'est guère surprenant de constater que les questions posées par ces différentes études sont parfois proches, par exemple concernant l'appréciation du taux de change ou la détérioration de la gouvernance (Bourdet et Falck, 2006 ; Ahmed, 2012) puisque comme d'autres flux extérieurs, les envois de fonds représentent une ressource relativement exogène. Les ménages utilisent ce revenu pour divers usages, en particulier la consommation de base, l'achat de biens durables voire à des fins d'investissement en capital fixe, ce dernier point étant toujours très controversé dans la littérature (Abdih *et al.*, 2012b ; Olubiyi, 2013). En revanche, les études microéconomiques montrent très clairement que l'impact est positif sur les dépenses privées de santé et d'éducation, qui permettent de pallier le manque d'investissements publics en la matière (Medina et Cardona, 2010 ; Salas, 2014). Plusieurs travaux ont déjà cherché à relier la performance économique aux transferts de fonds (Chami *et al.*, 2005 ; Catrinescu *et al.*, 2009), avec des conclusions pour le moins mitigées. Les arguments les plus couramment avancés sont les suivants : les transferts privés ont un impact désincitatif sur l'offre de travail, d'où une baisse de la production, ou sont au contraire source d'investissements productifs. Malgré le manque de consensus quant aux impacts sur la croissance, les différentes études menées jusqu'à présent ont permis de mettre en avant des éléments de réponse et des hypothèses utiles (endogénéité des transferts de fonds, impacts sur l'offre de travail, sur le développement financier...). En revanche, la littérature propose peu de travaux ayant pour objet les mécanismes de transmission des transferts privés à l'économie. En d'autres termes, nous savons qu'ils exercent un impact sur la croissance (positif ou négatif selon les auteurs), mais la (les) composante(s) du PIB affectée(s) font toujours débat. En particulier, très peu d'études ont analysé les effets simultanés sur la consommation et l'investissement agrégés. Abdih *et al.* (2012b) ont testé un modèle par équations

simultanées, dans le but de mettre en avant les impacts des transferts privés au niveau fiscal. Les résultats montrent des effets positifs sur la consommation et non significatifs sur l'investissement. Cela étant, l'échantillon testé ne comprend qu'un nombre limité de pays (17 États avec des montants supérieurs à 5% du PIB), d'où l'intérêt d'utiliser un panel à la fois plus large et plus représentatif. De plus, une composante essentielle de la demande est omise : le commerce extérieur. Cette omission s'explique par le fait que la plupart des économistes ont axé leurs recherches sur la relation entre transferts privés et taux de change, mais en mesurant rarement les effets directement sur les exportations. En somme, ce chapitre propose de revisiter le lien entre envois de fonds et croissance en explorant les canaux par lesquels l'activité économique est affectée à savoir la consommation, l'investissement et les exportations.

1 Consommation, investissement et exportations : les effets contrastés des envois de fonds

1.1 Des effets ambigus sur l'investissement

Les études actuelles présentent des résultats variés sur l'investissement, pouvant être conditionnés par des variables omises. Parmi elles, Catrinescu *et al.* (2009) soulignent une relation positive entre envois de fonds et croissance, notamment lorsque la gouvernance est prise en compte dans l'analyse empirique. Ainsi, une qualité institutionnelle satisfaisante permettrait de stimuler l'investissement *via* les envois de fonds, engendrant un impact important sur la croissance de long terme. Cet effet sur l'investissement serait particulièrement significatif lorsque l'offre de crédit est rationnée car les transferts permettent de pallier les contraintes de liquidité. Cette intuition a fait l'objet de quelques travaux depuis la fin des années 2000 (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009 ; Chowdhury, 2011 ; Aggarwal *et al.*, 2011), les résultats montrant des liens étroits entre développement financier et transferts privés. En particulier, Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) affirment que le développement financier détermine en grande partie la façon dont les transferts de fonds sont utilisés. En présence d'un système bancaire faible ou inexistant, les difficultés d'accès au crédit incitent les ménages à utiliser les transferts de fonds comme substitut, d'où un impact significatif sur la croissance. Dans le cas contraire, les transferts seraient plutôt utilisés à des fins de consommation, puisque les ménages peuvent financer l'investissement par le système financier. Notons toutefois que cet argument peut paraître

fragile : les pays où le développement financier est faible voire inexistant sont souvent très pauvres, par conséquent les ménages privilégient en premier lieu la stabilisation de leur consommation de base (notamment alimentaire) plutôt que l'investissement. Cette hypothèse est corroborée par les travaux de Mohapatra *et al.* (2012), qui démontrent que les ménages éthiopiens préfèrent utiliser l'argent issu des transferts de fonds pour stabiliser leur consommation, évitant ainsi de devoir vendre leur bétail pour subvenir à leurs besoins immédiats. Les transferts servent dans ce cas à protéger l'investissement, même s'ils sont utilisés pour la consommation du ménage.

Dans un cadre d'analyse original, Ziesemer (2012) montre que les transferts privés ont un impact positif sur la croissance, notamment *via* l'investissement. L'auteur suggère que les termes d'interaction utilisés dans la majorité des estimations économétriques et visant à analyser les effets des transferts en fonction d'une autre variable ne sont pas toujours fiables. Pour pallier ce problème, il propose un système de plusieurs équations, permettant d'inclure une multitude d'indicateurs en variable dépendante. Entre autres, les résultats exposent un impact positif des transferts sur le taux d'épargne, ce qui peut expliquer le lien également positif avec l'ouverture financière des pays receveurs (Beine *et al.*, 2012). Cette hypothèse est par ailleurs confirmée au niveau microéconomique par des travaux très récents (Anzoategui *et al.*, 2014), ces derniers démontrant que les transferts des migrants favorisent le développement financier. Cooray (2012) précise que les envois monétaires augmentent le niveau de crédit disponible et diminuent les coûts (taux d'intérêt, coûts de transaction), ces effets étant plus importants lorsque les banques sont gérées indépendamment du gouvernement. Olubiyi (2013) pose la question du rôle de la gouvernance sur l'investissement : dans une étude concernant le Nigeria, il est confirmé que la gouvernance détermine largement le niveau d'investissement émanant des transferts de fonds, faisant écho aux travaux de Catrinescu *et al.* (2009). Les mécanismes par lesquels les transferts augmentent l'investissement sont plus amplement détaillés par Udah (2011), toujours au Nigeria. La formation du capital humain et la diffusion technologique sont manifestement les deux principaux vecteurs de croissance pour ce pays, alors que les dépenses d'investissement du gouvernement (en capital et services sociaux) ont un rôle l'accélérateur. Les transferts de fonds seraient donc un levier important pour la croissance, telle qu'elle est décrite dans les travaux de Romer (1990). Nous verrons ultérieurement que de nombreuses études microéconomiques montrent que les transferts de fonds représentent un élément non négligeable dans la lutte contre le travail des enfants et améliore le degré de scolarité.

sation, autant d'éléments positifs pour la croissance de long terme selon les auteurs cités ci-dessus.

À un niveau plus microéconomique, il semble que les transferts internationaux stimulent l'entrepreneuriat dans les pays receveurs puisque Woodruff et Zenteno (2007) ont montré que 20% du capital investi dans les micro-entreprises urbaines du Mexique sont directement issus des transferts de fonds. En outre, la littérature démontre largement que les transferts sont profitables à l'éducation et à la scolarisation des enfants (Calero *et al.*, 2008 ; Adams et Cuecuecha, 2010 ; Medina et Cardona, 2010 ; Adams et Cuecuecha, 2013 ; Koska *et al.*, 2013), alors que le niveau de consommation semble moins affecté. Medina et Cardona (2010) montrent que si les ménages colombiens recevant des transferts de fonds ont bien des dépenses d'éducation plus importantes, le niveau de consommation ne semble pas stimulé. Adams et Cuecuecha (2010) ajoutent que les ménages du Guatemala bénéficiant de transferts ont une consommation marginale moins importante, excepté pour le logement. En revanche, les dépenses d'éducation sont supérieures de 45% à 58% par rapport aux autres ménages. Clément (2011) tempère ces conclusions en rappelant que l'investissement en capital humain dépend largement de la qualité du système éducatif du pays receveur : au Tadjikistan (l'actuel plus important receveur de transferts privés), les dépenses ne sont pas orientées en direction de l'éducation, cela étant probablement dû à la piètre qualité du système éducatif tadjik. Calero *et al.* (2008) ajoutent que les transferts permettent de lutter contre le travail des enfants en Équateur, en particulier pour les jeunes filles vivant dans des zones rurales, des résultats confirmés par Amuedo-Dorantes et Pozo (2010) et Alcaraz *et al.* (2012).

1.2 Des impacts plus consensuels sur la consommation privée

Outre les impacts potentiels sur l'investissement, il semble que la consommation des ménages soit affectée de façon plus systématique, caractérisant l'aspect contracyclique des flux et les motivations altruistes des migrants. Les transferts sont donc largement utilisés dans le cadre de dépenses de consommation, comme cela a été relevé au niveau macroéconomique par Abdih *et al.* (2012b) et à l'échelle microéconomique (Zhu *et al.*, 2014 ; Démurger et Wang, 2016 ; Duval et Wolff, 2016). Combes et Ebeke (2011) corroborent cette hypothèse et mettent en évidence une plus grande stabilité de la consommation privée sur un panel de 87 pays en développement, durant la période 1975-2004. L'esti-

mation dynamique, réalisée à l'aide de la méthode des moments généralisée, comprend de nombreuses variables de contrôle (instabilité du taux de croissance du revenu par tête, revenu par tête, niveau de développement financier, ouverture financière et au commerce, dépenses publiques, aide extérieure). Les résultats montrent que la volatilité de la consommation est réduite en présence de transferts de fonds et que ces derniers ont un rôle prépondérant dans l'absorption des chocs alimentaires ou climatiques. L'analyse conclut cependant à une non-linéarité : au delà de 6% du PIB, les impacts deviennent moindres. De la même façon, plus le secteur financier est développé, moins les bénéfices issus des transferts seront importants, la valeur seuil étant située à un crédit privé équivalent à 20% du PIB. Les transferts de fonds offrent également une sécurité en cas de chocs sur le prix des denrées alimentaires, les ménages les plus vulnérables pouvant utiliser ce revenu pour préserver leur consommation alimentaire de base¹⁸. Ce rôle dans la prévalence contre l'insécurité alimentaire n'est pas négligeable dans les régions récemment touchées par les « émeutes de la faim » (2007-2008). Avec une approche méthodologique similaire, Hakura *et al.* (2009) mettent en avant le rôle des transferts de fonds sur la stabilisation du produit intérieur brut dans les pays receveurs. Plusieurs estimations sont réalisées selon diverses méthodes économétriques (moindres carrés ordinaires, variables instrumentales, méthode des moments généralisée), montrant que les transferts de fonds sont utiles pour stabiliser la croissance, à condition qu'ils soient inférieurs ou égaux à 2% du PIB. Au delà, les effets deviennent négatifs, en raison d'une incitation moindre pour les gouvernements à favoriser la production (Hakura *et al.*, 2009). Les auteurs proposent d'augmenter la TVA pour limiter ce problème, une solution plutôt surprenante dans la mesure où tous les ménages ne perçoivent pas de transferts privés. De plus, l'hypothèse selon laquelle les impacts stabilisateurs deviennent moindres au dessus de 2% du PIB confirme que de plus amples recherches sont nécessaires pour déterminer les articulations entre transferts et croissance.

Dans un cadre d'analyse avec équations simultanées, Tansel et Yasar (2010) montrent qu'un choc positif sur les envois de fonds augmentent la consommation, l'investissement et les importations. Les effets sur la consommation requièrent une attention particulière : contrairement à l'investissement, ils s'échelonnent sur plusieurs années d'où un comportement proche de celui décrit par Friedman dans sa théorie du revenu permanent (Friedman, 1957). Les transferts des migrants sont alors en partie épargnés de façon à créer un lissage au cours du temps, alors que l'investissement n'est stimulé que la première année. Ce

18. Il semble que l'aide internationale ait les mêmes impacts (Combes *et al.*, 2014a).

comportement est cohérent avec les résultats de Combes et Ebeke (2011) dans la mesure où il limite les fluctuations de la consommation agrégée, même si les transferts ne sont pas reçus de façon régulière par les ménages. Les modélisations basées sur de multiples équations estimées simultanément, comme celle de Tansel et Yasar (2010), sont très adaptées à l'étude des canaux de transmission car elles permettent d'identifier précisément les mécanismes par lesquels les transferts privés affectent l'économie. Contrairement aux modèles n'intégrant qu'une seule équation, les résultats montrent des effets simultanés sur plusieurs variables, dont la consommation et l'investissement. Il semblerait donc que les transferts soient utilisés pour différents usages, une partie pouvant compléter les dépenses de consommation alors que l'autre est réservée pour l'investissement ou la formation d'un capital. Cette même méthodologie est mobilisée par Glytsos (2005) sur cinq pays de la zone méditerranée (Portugal, Grèce, Jordanie, Maroc, Égypte) et montre que les effets des transferts sur la croissance sont plutôt positifs mais peuvent également accentuer les épisodes de récession s'ils sont procycliques.

Au niveau microéconomique, plusieurs auteurs confirment que les transferts sont utilisés dans une optique de stabilisation de la consommation, un comportement connu sous le terme « d'assurance ». En utilisant une expérimentation naturelle basée sur le niveau des précipitations aux Philippines, Yang et Choi (2007) montrent que les transferts privés résultent d'un « contrat » passé avec la famille, permettant aux ménages de s'assurer lors des catastrophes naturelles, fréquentes dans ce pays. L'absence de protection sociale caractérisant de nombreux pays en développement est une explication plausible à ce comportement. Mohapatra *et al.* (2012) confirment cette hypothèse dans une étude consacrée au Bangladesh, à l'Éthiopie, au Ghana et au Burkina Faso. Plus spécifiquement, les ménages bangladais bénéficiant de transferts privés ont une consommation plus stable après un cataclysme naturel, alors que les ménages éthiopiens utilisent cet argent lors des chocs sur les prix des denrées alimentaires. Clément (2011) note des différences notables entre flux internes et flux externes au Tadjikistan : ces derniers auraient tendance à augmenter la consommation des ménages receveurs, alors que les flux internes seraient plutôt utilisés dans des dépenses de capital humain (dépenses de santé). Par ailleurs, il convient de distinguer une forme de consommation des transferts de fonds pouvant s'apparenter à une protection de l'investissement, une particularité mise en avant par Mohapatra *et al.* (2012) sur les ménages éthiopiens, dont la consommation issue des transferts privés permet d'éviter la vente du bétail lorsque l'offre de biens alimentaires se contracte (voir page

39).

Ces résultats plutôt cohérents sont également relevés en Europe de l'est, dans une étude conduite par León-Ledesma et Piracha (2004). Les estimations empiriques menées tendent à démontrer que les transferts sont utilisés d'une part pour l'investissement, mesuré par la formation brute de capital fixe et d'autre part pour la consommation mais dans une moindre mesure. Les auteurs notent que les migrants ont tendance à quitter leur pays pour une période relativement courte, afin d'échapper au chômage - très présent en Europe de l'est dans les années 1990 - et d'utiliser les gains à des fins d'investissement à leur retour. Toutefois, Gjini (2013) contredit cette thèse, puisque ses calculs indiquent que la croissance économique de ces mêmes pays est négativement affectée par les transferts de fonds. Cela étant, l'économiste a utilisé un modèle à effets fixes, qui ne contrôle pas l'endogénéité, pourtant flagrante dans ce cas particulier. En effet, la période étudiée se situe entre 1996 et 2010, or la chute du bloc soviétique, suivie de la crise russe (1998) s'est traduite par une période d'instabilité économique prolongée. Par exemple, l'économie roumaine était encore largement convalescente à la fin des années 1990, les taux de croissance étant de -6% pour l'année 1997, -5% pour l'année 1998 et -1% pour l'année 1999. Par conséquent, la croissance très volatile de ces pays incite les migrants à envoyer des montants de transferts plus importants, mais ces derniers ne déterminent en rien les mauvaises performances économiques. Le problème de l'endogénéité est par ailleurs largement évoqué dans la littérature (Catrinescu *et al.*, 2009 ; Combes et Ebeke, 2011 ; Ahmed, 2012).

1.3 Des effets complexes sur les exportations

Les effets potentiels des transferts de fonds sur le cours de la monnaie des pays receveurs font l'objet d'une attention particulière depuis plusieurs années, sans que les études publiées ne fournissent de résultats convergents. Il s'agit d'une question primordiale car il est généralement reconnu qu'une monnaie surévaluée entrave la croissance économique, particulièrement dans les pays en développement (Rodrik, 2008). Cette disparité dans les résultats est relativement surprenante dans la mesure où le taux de change a été l'une des premières variables macroéconomiques étudiée dans la littérature relative aux transferts de fonds, au cours des années 2000. Les premières investigations avaient pour dénominateur commun de n'étudier qu'un pays en particulier, à l'instar des travaux de Bourdet et Falck (2006) sur le Cap Vert ou de Petri et Saadi-Sedik (2006) sur la Jordanie. Les

deux études concluent à un effet indésirable des transferts sur le taux de change, bien que Bourdet et Falck (2006) précisent que des politiques adéquates, visant à orienter l'aide extérieure vers la croissance et à développer le secteur exportateur limitent grandement la magnitude du syndrome hollandais.

À l'opposé, Rajan et Subramanian (2005) ont montré que les transferts privés n'ont pas d'impact notable sur le taux de change des pays en développement, contrairement à l'aide internationale. Les auteurs émettent l'hypothèse que lorsque la monnaie du pays de destination devient surévaluée, les migrants préfèrent remplacer leurs envois monétaires par des biens, afin de compenser la baisse de pouvoir d'achat pour les ménages receveurs. Des résultats contraires sont exposés par Vargas-Silva (2009), Acosta *et al.* (2009) et Bayangos et Jansen (2011) : les transferts privés seraient à l'origine d'une appréciation, celle-ci étant due à l'augmentation de la demande vers des biens non échangeables, attirant l'offre de travail au détriment du secteur des biens échangeables.

La différence entre les résultats s'explique probablement par les méthodologies utilisées : Rajan et Subramanian (2005) ont utilisé un modèle économétrique alors que Acosta *et al.* (2009) ont utilisé une modélisation DSGE¹⁹. L'étude de Bayangos et Jansen (2011) concerne plus spécifiquement l'économie philippine, apportant des explications supplémentaires. En effet, ce pays connaît une forte migration parmi sa population, or le déficit de main d'œuvre qui en résulte ajoute une pression à la hausse sur les salaires, accentuant la perte de compétitivité des biens exportés selon les auteurs. Par ailleurs, la réaction de la banque centrale vis-à-vis de l'écart de production pose problème : l'accroissement de la demande issue des transferts privés tend à créer une pression inflationniste, que les autorités monétaires souhaitent freiner en augmentant le taux d'intérêt. Cette hausse accentue l'appréciation de la monnaie car elle attire les capitaux extérieurs, compliquant l'ajustement de la politique monétaire dans ces conditions particulières²⁰.

Dans un modèle très simple d'équilibre extérieur, Barajas *et al.* (2011) montrent que les transferts privés ont un impact relativement limité sur le taux de change. En effet, si l'on considère les flux endogènes et qu'une dépréciation survient, la perte de revenu qu'elle engendre pour les ménages sera compensée par une augmentation des transferts, ayant

19. *Dynamic Stochastic General Equilibrium* ou modèles d'équilibre général dynamique stochastique.

20. Ce problème de conflit entre objectifs de la banque centrale peut être facilement démontré avec le modèle proposé par Carlin et Soskice (2005).

pour effet simultané d'accroître la production des biens échangeables et les revenus des ménages. Ce double effet va ensuite apprécier la monnaie, rendant les variations effectives de taux de change relativement modestes. De l'aveu même des auteurs, cette analyse est toutefois très théorique, d'où l'intérêt de mobiliser des outils empiriques pour évaluer véritablement ces différentes dynamiques, d'autant plus que les études empiriques sont non seulement rares, mais mobilisent parfois des méthodologies controversées. En particulier, Barajas *et al.* (2011) rappellent que seule l'étude de Mongardini et Rayner (2009) examine préalablement les données avec des tests dont les résultats montrent très clairement l'existence de processus non stationnaires. Barajas *et al.* (2011) confirment la présence de racines unitaires concernant la variable dépendante (taux de change réel), alors que l'impact des envois de fonds sur le cours de la monnaie est relativement modeste.

De la même façon, Hassan et Holmes (2012) ont estimé trois modèles, selon les méthodes DOLS (*Dynamic Ordinary Least Squares*), FMOLS (*Fully Modified Ordinary Least Square*) et PGM (*Pooled Group Mean*) qui montrent que les transferts privés tendent à apprécier la monnaie. L'échantillon testé est composé de 24 pays en développement, sur la période 1987-2010. Encore une fois, le test de stationnarité prouve la présence de racines unitaires pour la plupart des variables. Les tendances issues des différentes spécifications économétriques semblent confirmer l'hypothèse du syndrome hollandais, bien qu'une seule des estimations (DOLS) affiche un coefficient négatif et significatif (une baisse du taux de change traduisant une appréciation). Les auteurs poursuivent leur investigation en utilisant un modèle ECM (*error correction model*), qui reporte un coefficient négatif et significatif, d'où une transformation des déséquilibres de court terme à un équilibre de long terme. Vargas-Silva (2009) utilise également l'économétrie des séries temporelles afin de déterminer les causalités réelles et conclut à une relation bidirectionnelle dans le cas du Mexique. L'étude de ce phénomène est approfondie par Rahman *et al.* (2013), toujours sur la relation Mexique/États-Unis. Les estimations montrent que les deux variables d'intérêt (transferts de fonds et taux de change) sont cointégrées et convergent sur le long terme, de telle sorte que le cours du peso détermine en partie les montants transférés à partir des États-Unis. De même, les transferts provoquent une hausse du peso, mais dans des proportions très faibles, ne pouvant nuire de façon significative aux exportations mexicaines selon les auteurs. Autrement dit, la causalité partant du taux de change vers les transferts est plus importante que la causalité inverse. Higgins *et al.* (2004) proposent des résultats proches et postulent que la stabilité du taux de change détermine en partie

les envois de fonds, une incertitude sur le cours de la monnaie ayant un impact fortement négatif sur les montants transférés.

2 Stratégie empirique et données

2.1 Spécification du modèle

La revue de la littérature montre que les effets des transferts de fonds sur les économies réceptrices font toujours débat, en particulier concernant l'investissement et le secteur exportateur. Les résultats sur la consommation des ménages sont moins mitigés si l'on restreint les travaux à une échelle macroéconomique. Finalement, nous pouvons constater que les impacts des envois de fonds sur la croissance restent méconnus, notamment les canaux par lesquels ils se transmettent à l'économie. Dans un cadre macroéconomique standard, ces flux ont des effets sur la production par le biais de la consommation des ménages, de l'investissement et des exportations comme le montre la figure 1.1. Il semble particulièrement pertinent de s'intéresser à ces trois déterminants essentiels dans la mesure où les travaux publiés exposent des effets contradictoires sur la croissance économique. Le manque de consensus concernant le lien entre envois de fonds et croissance peut s'expliquer par des effets à la fois positifs sur l'investissement et négatifs sur les exportations, d'où l'intérêt d'étudier l'ensemble de ces variables dans un seul modèle.

Les travaux actuels apportent de nombreux renseignements quant à la stratégie à adopter lors des tests économétriques. En effet, des problèmes liés à l'endogénéité, la non stationnarité et aux variables omises sont récurrents, nécessitant de sélectionner et de spécifier le modèle avec soin. Tout d'abord, il convient de recenser toutes les variables conditionnant la façon dont transferts de fonds affectent l'économie. En particulier, Catrinescu *et al.* (2009) montrent que la gouvernance était un élément largement omis dans la littérature, par exemple dans l'article très influent publié par Chami *et al.* (2005). D'autre part, nous avons pris connaissance du rôle significatif du développement financier, notamment avec l'étude menée par Giuliano et Ruiz-Arranz (2009). Ces mêmes études soulignent que l'endogénéité potentielle entre les transferts de fonds et le PIB du pays receveur contraint les économistes à utiliser des méthodes instrumentales dans la plupart de cas. Les modèles à instrumentation interne sont aujourd'hui privilégiés par les chercheurs, puisqu'ils permettent de traiter des échantillons plus importants et plus hétérogènes, comme nous

l'avons évoqué dans l'introduction générale.

L'autre problématique est liée à la non-stationnarité des séries, voire à leur cointégration. Il est très surprenant de constater que la majorité des études réalisées ne présente aucun test concernant la stationnarité des données utilisées, alors que les économètres soulignent depuis plusieurs décennies les possibles erreurs d'interprétation liées à la présence de racines unitaires²¹ (Chan *et al.*, 1977). Par exemple, le cours de la monnaie est, à l'instar des valeurs boursières, très souvent caractérisé par des processus DS (Difference Stationary) et même cointégré aux transferts de fonds, selon Rahman *et al.* (2013), d'où des phénomènes de bidirectionnalité (Vargas-Silva, 2009). Même si la présente investigation n'a pas pour objectif d'évaluer les connexions entre transferts de fonds et taux de change, des tests de stationnarité seront systématiquement réalisés afin de garantir la robustesse statistique des modèles économétriques estimés²².

Le choix du modèle à utiliser ici est relativement restreint : dans la mesure où nous souhaitons estimer de façon simultanée l'impact des transferts de fonds sur l'économie *via* la consommation, l'investissement et les exportations, un système d'équations simultanées s'impose. En effet, ce type de modèle tient compte de la simultanéité lorsque plusieurs équations composent le modèle, en opposition à un modèle ne comportant qu'une seule variable dépendante. Il est intéressant de constater que cette démarche est peu utilisée dans la littérature, les auteurs préférant mobiliser des modèles avec pour seule variable expliquée la croissance du PIB (Chami *et al.*, 2005 ; Catrinescu *et al.*, 2009).

$$(1) \begin{cases} C_{it} = \alpha_1 + \alpha_2 REM_{it} + \alpha_3 \rho_{it} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{it} & (1.1) \\ I_{it} = \beta_1 + \beta_2 REM_{it} + \beta_3 \omega_{it} + \eta_i + \mu_t + \epsilon_{it} & (1.2) \\ X_{it} = \delta_1 + \delta_2 REM_{it} + \delta_3 \lambda_{it} + \eta_i + \mu_t + \xi_{it} & (1.3) \end{cases}$$

C = Consommation des ménages (% du PIB)

REM = Transferts de fonds (% du PIB)

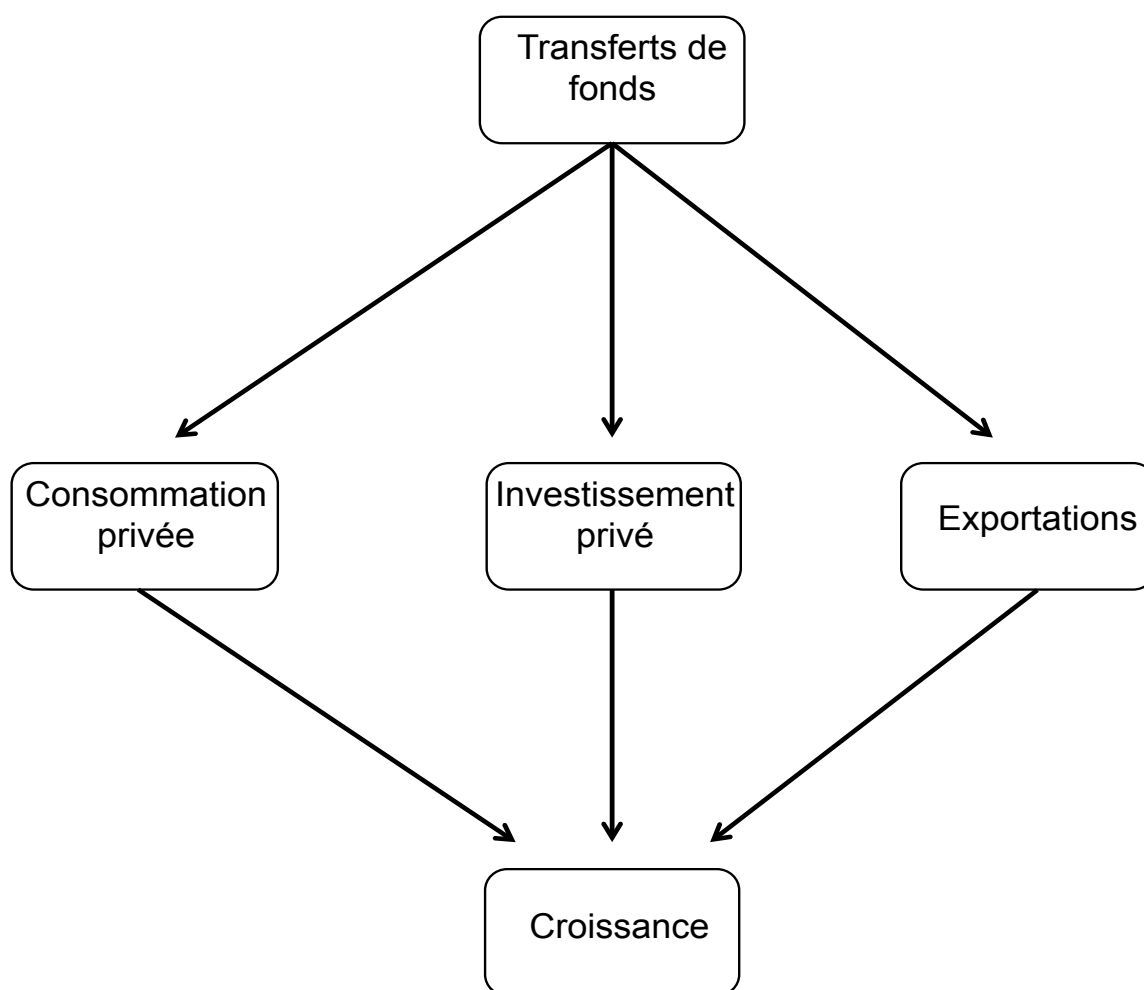
I = Investissement privé (% du PIB)

X = Exportations (% du PIB)

21. Cette omission s'explique probablement par le fait que les données utilisées se situent dans un intervalle de temps relativement limité.

22. Les tests réalisés ne permettent pas d'établir la présence de processus non-stationnaires, probablement en raison de la période relativement restreinte de notre échantillon (2005-2015).

FIGURE 1.1 – Les impacts des transferts de fonds sur la croissance à travers la consommation, l’investissement et les exportations



Réalisation de l’auteur.

ρ , ω et λ représentent des contrôles additionnels. En se référant à la figure 1.1, on remarque qu’une équation supplémentaire pourrait être ajoutée au système (1), à savoir l’équation reliant la consommation, l’investissement et les exportations au PIB²³. Cela étant, cette relation correspond davantage à une identité comptable qu’à une équation et comporte des biais de causalité inverse très importants. Pour ne prendre qu’un seul exemple, la consommation est à la fois une composante et une conséquence du PIB, c’est pourquoi nous préférons l’omettre.

Cette spécification montre bien que les transferts de fonds (*REM*) apparaissent dans les trois équations simultanément, impliquant une corrélation croisée entre les résidus. Afin d’obtenir une estimation optimale des coefficients α_2 , β_2 et δ_2 , nous devons mobiliser

23. Cette quatrième équation pourrait s’écrire de la façon suivante : $Y_{it} = C_{it} + I_{it} + X_{it}$ et sera considérée dans la modélisation du chapitre suivant.

une méthode économétrique d'estimation simultanée contrôlant la corrélation entre les résidus. La méthode la plus couramment utilisée est probablement l'estimation en tripes moindres carrés (3SLS), mobilisée notamment dans l'article d'Abdih *et al.* (2012b). Cela étant, l'estimateur 3SLS est adapté pour estimer des modèles où une variable endogène dans une équation devient exogène dans une autre équation, ce qui n'est pas le cas dans notre système (1). Toutes les variables explicatives étant exogènes, nous nous trouvons dans le cadre de régressions « apparemment non reliées », plus connues sous le terme anglophone *seemingly unrelated regressions* (SUR). Développée par Zellner (1962), cette méthode est conçue pour estimer un système d'équations uniquement reliées par la corrélation des différents termes d'erreur. L'avantage de l'estimateur SUR est de tenir compte de la simultanéité entre les trois équations, la contrepartie étant que les potentiels biais de causalité inverse ne peuvent être contrôlés. Or, la relation entre les transferts de fonds, la consommation et l'investissement privé n'est pas nécessairement unidirectionnelle : on peut aisément supposer que plus la consommation ou l'investissement sont faibles, plus les migrants vont retourner des fonds dans leur pays d'origine. En revanche, la relation entre les transferts de fonds et les exportations semble plus exogène. Afin de prendre en compte ce possible biais d'endogénéité, nous proposerons une estimation par la méthode des moments généralisée (GMM) dans la section 3.2.

2.2 Modélisation économétrique du système d'équations

2.2.1 Consommation

D'un point de vue théorique, plusieurs hypothèses s'affrontent : entre autres, la théorie développée par Keynes (1936), la théorie de Friedman (1957) et celle de Modigliani (Ando et Modigliani, 1963). Les Keynésiens supposent que la consommation est déterminée par une « part autonome », souvent notée C_0 , dont la variation n'est pas significative même lorsque le revenu fluctue. Par ailleurs, le revenu (noté Y) et la propension marginale à consommer (notée c) complètent la fonction de consommation. En d'autres termes, la consommation est fonction du revenu, de la propension à consommer et d'une constante.

$$C = C_0 + cY \tag{1.4}$$

Friedman (1957), propose une théorie très différente, connue sous le nom de « théorie du revenu permanent ». Il en découle une fonction de consommation, que l'individu estime

sur le long terme. Plus précisément, l'agent rationnel calcule une estimation de son revenu total (sur toute sa vie) et en déduit une consommation moyenne. Le revenu se compose de deux éléments, à savoir le revenu permanent, qui est anticipé par les ménages et le revenu transitoire, basé sur des phénomènes aléatoires non planifiés. Pour Friedman, la consommation est déterminée par le revenu permanent, le revenu transitoire étant conservé pour une utilisation ultérieure (s'il est positif). La consommation peut donc s'écrire :

$$C = \alpha Y_p \quad (1.5)$$

α représente la propension à consommer le revenu permanent (Y_p).

Ando et Modigliani (1963) proposent un modèle relativement proche de la théorie friedmanienne, qui permet d'expliquer la consommation en fonction des différentes périodes que traverse un individu au cours de sa vie (jeunesse, activité, retraite). Comme pour Friedman, les individus rationnels estiment leur revenu sur le long terme et stabilisent leur consommation par des comportements d'épargne, de désépargne ou d'emprunt. Finalement, la différence essentielle entre friedmaniens et keynésiens se situe sur l'horizon considéré : pour les premiers, les individus fixent leur niveau de consommation sur un horizon quasi-infini alors que pour les seconds, les ménages consomment en fonction de leur revenu courant. D'un point de vue théorique, l'impact des transferts de fonds sur la consommation est ambigu : si les flux anticipés par les ménages sont provisoires, ils seront plutôt épargnés dans un cadre friedmanien. En revanche, ils seront davantage consommés si les ménages ont un comportement keynésien. Il est intéressant de noter que la prise en compte de ces comportements se retrouve dans certaines études empiriques qui corroborent plus ou moins ces prédictions théoriques (Lim et Basnet, 2017). Au-delà de la théorie, la littérature offre plusieurs travaux proposant des modèles empiriques estimant la consommation privée et corroborant tout ou partie des théories citées ci-dessus : par exemple, Singh (2004) montre que la consommation privée fidjienne est déterminée (à court terme) par la variation des revenus, la richesse, les transferts extérieurs et le taux d'intérêt. À long terme, la richesse et le revenu sont les variables les plus influentes. Nous listerons ci-dessous les variables susceptibles s'expliquer la consommation des ménages et prises en compte dans notre modèle.

- Niveau de richesse initial

Le niveau de richesse des ménages est un élément important puisque la décision de consommer dépend en partie du capital d'un individu. Nous avons également vu que la théorie keynésienne considère la consommation moyenne décroissante en fonction du revenu. De plus, nous avons émis l'hypothèse que les transferts de fonds sont susceptibles d'affecter le PIB du pays receveur *via* des canaux différents selon le niveau de richesse. En effet, selon la nature de la demande des ménages receveurs – immédiate ou non – il est fort probable de trouver des différences dans l'utilisation des transferts privés (à des fins d'investissement ou de consommation). C'est pourquoi nous contrôlerons ce niveau de richesse dans l'estimation, *via* le PIB par tête (en parité de pouvoir d'achat). Cette notion de « revenu par tête » est toutefois difficile à contrôler car aucune mesure ne tient compte du niveau de richesse réel des ménages, ainsi que de la répartition des revenus.

- Valeur retard de la consommation

La valeur retard de la consommation sera ajoutée, puisque des effets d'inertie déterminent la consommation présente (Brown, 1952). On peut supposer que les ménages souhaitent avoir une consommation stable dans le temps, se traduisant par des similitudes entre les périodes. Par exemple, un ménage souhaitera avoir un niveau de consommation approximativement équivalent entre une période t et une période t_1 . Cela correspond bien aux théories du revenu permanent et du cycle de vie, selon lesquelles les individus tentent de répartir les revenus dans le temps, dans le but d'obtenir une consommation globalement constante. En cas de hausse (ou de baisse) des revenus, la consommation ne sera pas significativement modifiée, le ménage préférant épargner pour le futur ou utiliser les fonds disponibles pour lisser la consommation dans le présent. Il existe par conséquent une certaine inertie de la consommation, que nous contrôlerons par sa valeur retard²⁴.

- Inflation

La variation des prix est susceptible d'avoir deux effets opposés sur la consommation : d'une part, elle peut contracter la consommation des ménages (particulièrement si les salaires et les pensions ne sont pas indexés), mais elle peut d'autre part l'accélérer, dans la mesure où une inflation élevée tend à déprécier le capital. En d'autres termes, les biens

24. Cette valeur retard de la consommation ne sera ajoutée que dans l'estimation en GMM, plus adaptée aux panels dynamiques que l'estimation par équations simultanées.

achetés aujourd’hui seront moins coûteux que demain et la valeur du capital monétaire est supérieure dans le présent. Cependant Katona (1975) soutient que l’inflation augmente l’incertitude des agents, d’où une augmentation de l’épargne alors que Koskela et Virén (1985) trouvent également des effets sur la consommation. Empiriquement, Saad (2011) a estimé un modèle avec des variables cointégrées concernant l’économie libanaise et expose trois facteurs influençant la consommation privée : revenu disponible, inflation, et niveau de richesse. À court terme, l’inflation est positivement corrélée à la consommation privée, ce qui semble corroborer l’hypothèse selon laquelle les individus anticipent leurs achats en période d’inflation élevée. En revanche, l’effet devient négatif à long terme, l’auteur interprétant ce résultat comme une conséquence de la dépréciation du capital liée à la hausse des prix. Erosa et Ventura (2002) qualifient l’inflation de « taxe à la consommation régressive » car elle a tendance à toucher les individus se trouvant au bas de la distribution des revenus. À l’opposé, Guo et N’Diaye (2010) ne trouvent pas d’impact significatif sur la consommation des ménages chinois. L’inflation n’étant probablement pas neutre, elle sera contrôlée dans l’équation de consommation *via* la variation des prix à la consommation (%).

$$C_{it} = \alpha_1 + \alpha_2 REM_{it} + \alpha_3 \rho_{it} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{it} \quad (1.1)$$

La matrice de contrôles ρ prend en compte les variables suivantes : le PIB par tête (PPP), l’inflation (croissance annuelle). Les indices t et $t-1$ représentent respectivement la période présente et passée. η est un effet fixe pays²⁵ et μ un effet temps.

2.2.2 Investissement

D’une manière générale, plusieurs déterminants de l’investissement sont considérés dans la littérature, parmi lesquels l’activité économique, l’incertitude et le développement financier.

- Activité économique

Tout d’abord, une activité économique florissante incite les entrepreneurs à investir par l’anticipation de profits futurs et facilite l’emprunt des ménages auprès des banques dans le but d’investir en capital (immobilier par exemple). D’autre part, Samuelson (1939) note que l’investissement réagit de façon endogène à l’activité économique par le principe de

25. Nous utiliserons des effets régionaux dans l’estimation simultanée, afin de limiter de nombre de coefficients à estimer. L’estimation en GMM permettra de tenir compte des spécificités pays, qui ne changent pas la magnitude de nos coefficients.

l'oscillateur, alors que Solimano (1989) identifie une relation négative entre volatilité de la croissance et investissements. L'activité économique sera donc contrôlée par le taux de croissance du PIB.

- Taux de change

Le cours de la monnaie exerce des effets plus ambigus. Acosta et Loza (2005) trouvent des déterminants différents à court terme et à long terme en Argentine : à court terme, l'investissement dépend du taux de change et de la libéralisation financière alors qu'à long terme la soutenabilité fiscale et le développement financier sont les facteurs les plus influents. Des arguments similaires sont proposés par Jongwanich et Kohpaiboon (2008) concernant la Thaïlande, puisqu'à court terme l'investissement semble être dépendant du taux de change, de l'activité économique, des capitaux disponibles et de l'incertitude économique. À long terme, le taux de change, l'activité et le coût d'emprunt sont les trois variables les plus significatives. D'une manière générale, une monnaie sous-évaluée tend à réduire certains types d'investissements, en particulier ceux concernant l'équipement des entreprises. Ces biens sont la plupart du temps importés, d'où l'impact négatif d'une monnaie faible sur ces investissements (Serven et Solimano, 1992). Les effets du cours de la monnaie sont donc indéterminés mais bien présents, c'est pourquoi nous ajoutons le taux de change réel comme contrôle²⁶.

- Investissements directs étrangers (IDE)

Les IDE font toujours l'objet de vifs débats dans la littérature puisqu'ils peuvent représenter des opportunités de croissance plus ou moins importantes (Nicet-Chenaf et Rougier, 2009). Par exemple, Tuan *et al.* (2009) ont montré le rôle déterminant des IDE sur la croissance chinoise, *via* les externalités positives sur la productivité totale des facteurs (en d'autres termes le « résidu » de Solow). Néanmoins, l'intérêt d'ajouter les investissements étrangers au modèle réside plutôt dans le fait qu'ils sont susceptibles de créer un effet d'éviction au détriment de l'investissement domestique, particulièrement en présence d'une gouvernance satisfaisante. En effet, des conditions politico-économiques peu attrayantes limitent les entrées d'IDE, ce qui favorise dans une certaine mesure l'investissement domestique. Au contraire, des politiques attractives pour les investisseurs

26. Le taux de change réel est calculé à partir du taux de change nominal selon la démarche de Rodrik (2008).

augmentent les flux d'IDE, ce qui tend à créer un effet d'éviction vis-à-vis de l'investissement local. Néanmoins, l'analyse de la stabilité politique réalisée par Morrissey et Udomkerdmongkol (2012) offre un résultat différent, puisqu'il semble que l'effet d'éviction soit très important dans les pays instables, alors que l'investissement domestique reste faible. Cela s'explique par l'aversion à l'incertitude des entrepreneurs, alors que les investisseurs étrangers peuvent choisir d'investir dans des secteurs particuliers comme les ressources naturelles, spécialement lorsqu'ils bénéficient de connexions avec le gouvernement.

- Développement financier

Plusieurs travaux récents (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009 ; Chowdhury, 2011 ; Aggarwal *et al.*, 2011) prouvent que le développement financier est un facteur déterminant dans l'utilisation des transferts de fonds. Il semble que dans les environnements caractérisés par un crédit rationné, les ménages aient tendance à utiliser les transferts reçus de l'étranger comme substitut au crédit. Par conséquent, on peut supposer qu'un pays avec un système financier peu développé retire un plus grand profit des transferts privés. L'indicateur utilisé sera le crédit domestique/PIB, généralement le plus courant dans la littérature. Nous noterons toutefois que Beine *et al.* (2012) ont développé un modèle exposant une causalité inverse, où les transferts privés sont à l'origine de l'ouverture financière. Dans ce cas, le gouvernement tend à ouvrir progressivement le secteur financier à l'international, l'objectif étant d'attirer un maximum de flux privés afin de générer un profit (principalement *via* les taxes). Cette ouverture augmente cependant l'exposition du pays aux désordres macroéconomiques internationaux, dans la mesure où l'économie devient plus dépendante vis-à-vis de la conjoncture mondiale. Quelle que soit la nature de la causalité, le fait de contrôler le développement financier apporte au modèle une spécification plus fine, permettant de déduire les effets du niveau de crédit sur la variable dépendante, à savoir l'investissement.

- Incertitude et perceptions de corruption

Les investisseurs privés, qu'il s'agisse des entrepreneurs ou des ménages, prennent leur décision d'investir selon les caractéristiques de l'environnement économique et institutionnel. Les décisions se fixent donc par les anticipations vis-à-vis du futur, lesquelles peuvent être perturbées par un environnement institutionnel incertain. À l'instar du développement

financier, les travaux sur le rôle de la corruption en présence de transferts privés sont très récents mais beaucoup plus rares. Toutefois, on peut affirmer que les impacts de la corruption ne sont probablement pas neutres, puisque Catrinescu *et al.* (2009) mettent en avant des effets néfastes des transferts privés sur la croissance qui disparaissent (ou sont largement réduits) lorsque la gouvernance est contrôlée. À l'inverse, Berdiev *et al.* (2013) suggèrent que les transferts sont à l'origine de l'augmentation de la corruption. Nous noterons qu'il est toutefois difficile de comparer ces travaux puisque les auteurs prennent pour référence deux indices différents, que sont la gouvernance et la corruption. Cependant, lorsque Catrinescu *et al.* (2009) utilisent les données désagrégées de l'indice ICRG, la corruption affecte négativement la croissance (lorsqu'elle est en interaction avec les transferts privés). Plus généralement, la corruption peut agir de plusieurs façons : si elle se concentre au niveau politique, les conséquences sont majoritairement négatives puisque les ressources détournées par le gouvernement réduisent le bien être général. Au contraire, une corruption localisée au niveau administratif peut stimuler la croissance en réduisant les rigidités (Aidt *et al.*, 2008). Cette intuition développée par Leff (1964) expliquerait pourquoi un certain nombre de pays très concernés par la corruption affichent des taux de croissance exceptionnellement élevés, à l'image de la Chine (Wang et You, 2012).

En outre, Olubiyi (2013) rappelle que malgré les flux croissants de transferts reçus au Nigeria, le niveau d'investissement reste très faible. L'étude conduite par l'auteur montre que la gouvernance joue un rôle essentiel car elle permet de stimuler les incitations à l'investissement. Ces incitations ont un impact direct : en effet, les retours sur investissement nécessitent parfois d'attendre plusieurs années, d'où l'importance de la stabilité économique, sociale et politique lors de la décision d'investir (Veganzones-Varoudakis *et al.*, 2006). C'est pourquoi il est primordial de contrôler la gouvernance dans l'estimation et plus particulièrement le degré de corruption qui permet d'obtenir des résultats comparables à ceux proposés dans les études précédentes. Nous contrôlerons l'impact de cette variable, *via* l'indice *freedom from corruption*²⁷ publié par la fondation *Heritage*. Cet indice présente l'avantage d'être disponible sur une longue période et de couvrir un panel

27. L'utilisation des indices de corruption subjectifs est extrêmement délicate dans la mesure où ils mesurent la corruption *perçue* et non *réelle*. Par ailleurs, leur construction repose parfois sur des entretiens avec des personnes non résidentes, induisant des biais perceptifs potentiellement importants (Razafindrakoto et Roubaud, 2010). L'interprétation des résultats peut donc être variable en fonction de la représentation du chercheur vis-à-vis de l'indice (si ce dernier est considéré comme perceptif ou comme représentant des faits). C'est pourquoi nous resterons très prudents dans l'interprétation des résultats, la variable corruption étant davantage un contrôle pour comparer nos résultats qu'une variable d'intérêt. Pour une discussion intéressante sur les indices subjectifs, voir Razafindrakoto et Roubaud (2010).

de pays plus large que les données ICRG, souvent utilisées dans la littérature. L'indice est dérivé du CPI proposé par l'agence Transparency International qui définit la corruption comme étant « *L'abus de pouvoir destiné à un profit privé. La corruption peut être classifiée comme globale, petite et politique en fonction des montants monétaires perdus et du secteur où elle opère* ». La corruption financière prenant la forme de pots de vins en relation avec les importations et exportations de licences, la police et l'administration fiscale est également prise en compte. L'indice est compris entre 0 et 100, où 0 correspond à un niveau de corruption maximal²⁸.

$$I_{it} = \beta_1 + \beta_2 REM_{it} + \beta_3 \omega_{it} + \eta_i + \mu_t + \epsilon_{it} \quad (1.2)$$

La matrice de contrôles ω prend en compte les variables suivantes : la croissance du produit intérieur brut, le niveau de développement financier (crédit domestique au secteur privé/PIB), le taux de change réel, les investissements directs étrangers (% PIB), l'indice de corruption.

2.2.3 Exportations

Historiquement, les économistes se sont très largement intéressés au développement du commerce extérieur et notamment aux différents facteurs pouvant favoriser ou au contraire restreindre les exportations d'un pays. Plus spécifiquement, de nombreux travaux sont focalisés sur le taux de change (Chow et Chen, 1998 ; Elbadawi *et al.*, 2012 ; Jongwanich et Kohpaiboon, 2013 ; Candau *et al.*, 2014), dont la valeur détermine en partie la compétitivité. Dans la mesure où une monnaie plus faible permet de proposer des produits plus compétitifs sur les marchés internationaux et où le développement passe en partie par le commerce extérieur (Dollar et Kraay, 2004), le maintien d'un taux de change à un niveau « acceptable » semble primordial, bien que l'ouverture ne soit pas une solution universelle (Rodriguez et Rodrik, 2001 ; Rodrik, 2007). Notre estimation comportera donc le taux de change réel, déjà utilisé comme variable de contrôle dans l'équation modélisant l'investissement.

Par ailleurs, le niveau des exportations dépend également de l'ouverture à l'international, puisqu'un pays davantage intégré au commerce mondial et susceptible d'exporter plus facilement sa production. Cette intuition est largement relayée dans la littérature (Pacheco-

28. L'indice s'interprète comme un « contrôle de la corruption ».

López, 2004 ; Santos-Paulino et Thirlwall, 2004 ; Chandran et Munusamy, 2009 ; Abidin *et al.*, 2013), mais a été récemment contestée par Ratnaike (2012). Des barrières tarifaires et non tarifaires moins importantes permettent une plus grande circulation des exportations et des importations, d'où un développement du commerce extérieur potentiellement bénéfique pour l'activité économique. Cela étant, la libéralisation peut également avoir des effets plus indésirables, comme une dégradation de la balance des paiements (Pacheco-López, 2004 ; Santos-Paulino et Thirlwall, 2004) liée à une trop faible stimulation des exportations par rapport à la demande de biens importés. Les effets directs de l'ouverture sont donc relativement ambigus mais non neutres, nous contrôlerons donc cette variable dans l'estimation. Pour éviter toute corrélation avec notre variable dépendante, nous n'utiliserons pas comme indicateur la somme des exportations et des importations par rapport au PIB, mais la dimension « commerciale » de l'indice fourni par le *Fraser Institute* (*freedom to trade internationally*). En effet, ce dernier est basé sur les taxes relatives au commerce international plutôt que sur les flux de biens ou services.

En outre, la compétitivité-prix est un facteur clé pour la performance à l'export d'un pays, bien que les avantages comparatifs soient déterminés par la qualité dans certains secteurs. Ainsi, un pays avancé technologiquement est en mesure de proposer sur le marché mondial des produits plus performants, plus innovants et par conséquent moins soumis à la concurrence des prix. Dans le cas des innovations, il s'agit même d'un monopole temporaire, pouvant favoriser les exportations du pays novateur. C'est pourquoi de nombreux travaux empiriques trouvent un lien positif avec les dépenses en recherche et développement, l'innovation et la performance ou la sophistication à l'export. Parmi d'autres, on trouve les travaux de Nassimbeni (2001), Yang et Chen (2012) et Zhu et Fu (2013), même si les technologies importées semblent stimuler plus efficacement les exportations des entreprises domestiques par rapport aux technologies développées localement²⁹ (Wang *et al.*, 2013c). Idéalement, nous devrions contrôler l'intensité en recherche et développement par les dépenses de recherche/développement rapportées au PIB. Cela étant, cette information est à ce jour peu disponible au niveau agrégé, la plupart des travaux cités ci-dessus utilisant des données sur des entreprises spécifiques. En revanche, nous pouvons tenir compte des technologies importées *via* les investissements directs étrangers, dont la littérature met en avant les impacts sur le secteur exportateur (Wang *et al.*, 2013c).

29. Notons toutefois que la compétitivité hors-prix est une caractéristique plus spécifique aux pays développés qu'aux pays émergents (Zhu et Fu, 2013).

L'étude des flux d'IDE a majoritairement rapporté des résultats positifs en termes d'exportations (Zhang et Song, 2001 ; Hsiao et Hsiao, 2006 ; Sun, 2012), mais parfois négatifs pour l'emploi et l'environnement des zones accueillant ces investissements (Wang *et al.*, 2013a). Par ailleurs, Hsiao et Hsiao (2006) - à l'aide d'un panel de pays d'Asie de l'est - apportent plus de détails sur la causalité inhérente aux IDE : les effets seraient unidirectionnels sur le PIB et les exportations, alors qu'une bidirectionnalité est observée entre le PIB et les exportations. La variable IDE sera donc incluse comme contrôle dans l'estimation.

$$X_{it} = \delta_1 + \delta_2 REM_{it} + \delta_3 \lambda_{it} + \eta_i + \mu_t + \xi_{it} \quad (1.3)$$

La matrice de contrôles λ inclut le taux de change réel, l'ouverture au commerce international et les investissements directs étrangers.

2.3 Sources des données

2.3.1 Mesure des variables d'intérêt

Comme nous l'avons suggéré dans l'introduction générale, la définition « stricte » des envois de fonds (excluant les rémunérations temporaires) est plus adaptée à une analyse prenant en compte des variables relatives aux ménages, comme la consommation. Dans la mesure où ce chapitre expose les premiers résultats, nous reporterons également les estimations utilisant la définition « large » afin de les comparer³⁰.

Pour mesurer l'investissement au niveau agrégé, plusieurs données sont disponibles. En particulier, il est possible d'utiliser la formation brute de capital (FBC), la formation brute de capital fixe (FBCF) ou encore la formation brute capital fixe du secteur privé (FBCFP). Ces données contiennent tous les investissements privés et/ou publics, avec la variation des stocks pour la FBC. Nous préférons utiliser la FBCFP fournie par la Banque Mondiale, puisque nous nous intéressons ici aux canaux de transmission des transferts de fonds, qui sont reçus et utilisés par le secteur privé.

La consommation concerne également le secteur privé, plus spécifiquement les ménages. Les données de la Banque Mondiale sont relativement précises, puisque plusieurs défini-

30. Concernant la définition « stricte », les observations antérieures à l'année 2005 ne sont disponibles que depuis 2015. Par conséquent, les données du chapitre 1 - dont la rédaction a été réalisée en première année de thèse (2014) - n'incluent que les observations commençant en 2005.

tions sont proposées, avec des différences plus ou moins importantes. Pour notre étude, nous choisirons la définition comprenant les dépenses en biens durables et non durables, les dépenses des organisations à but non lucratif en direction des ménages et les dépenses liées aux acquisitions de permis contrôlés par l'État (comme les licences des chauffeurs de taxi). Ces données sont disponibles sous le nom « *dépense finale des ménages, etc* ». Outre le fait d'englober la plupart des dépenses des ménages, elle permet d'exclure les acquisitions de biens généralement assimilées à des investissements (ex : immobilier) mais englobe les dépenses imputées au logement pour un propriétaire.

Les exportations tiennent compte de la vente de tous les biens et services en direction du reste du monde. Afin de proposer des résultats facilement interprétables et comparables à ceux proposés par la littérature, nos variables d'intérêt (envois de fonds, consommation, investissement, exportations) sont exprimées en logarithme népérien (Catrinescu *et al.*, 2009 ; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009).

Le détail des variables de contrôle est disponible dans le tableau 1.1.

Tableau 1.1 – Sources des variables de contrôle

Contrôle	Variable	Source(s)
Richesse initiale	PIB/tête (PPP)	Banque Mondiale & FMI
Inflation	Variation des prix à la consommation (%)	Banque Mondiale & FMI
Activité économique	Taux de croissance du PIB	Banque Mondiale & FMI
Développement financier	Crédit domestique du secteur privé/PIB	Banque Mondiale & FMI
Taux de change	Taux de change réel	Banque Mondiale & FMI, calculs de l'auteur
IDE	IDE entrants (% du PIB)	Banque Mondiale & FMI
Ouverture au commerce	Liberté du commerce extérieur	Institut Fraser
Incertitude, corruption	Contrôle de la corruption	Fondation Heritage

Tableau 1.2 – Les impacts des transferts de fonds sur la consommation, l’investissement et les exportations

Variables dépendantes	Variables explicatives	(1)	(2)	(3)
Consommation				
	Transferts de fonds	0.0578*** (0.00625)	0.0745*** (0.00454)	0.0735*** (0.00559)
	PIB/tête	-0.0861*** (0.0127)	-0.0762*** (0.00841)	-0.0778*** (0.0108)
	Inflation	-0.0113 (0.0326)	0.00443 (0.0281)	0.00841 (0.0298)
	Constante	4.926*** (0.200)	4.727*** (0.158)	4.706*** (0.180)
Investissement				
	Transferts de fonds	0.0523*** (0.0143)	0.0433*** (0.0129)	0.0444*** (0.0146)
	Crédit	0.165*** (0.0465)	0.0274 (0.0332)	0.154*** (0.0463)
	Δ PIB	0.0195*** (0.00634)	0.0142*** (0.00546)	0.0163*** (0.00601)
	Taux de change	-0.00308 (0.00280)	-0.000532 (0.00176)	-0.00293 (0.00280)
	Corruption	0.516*** (0.0910)	0.373*** (0.0585)	0.483*** (0.0905)
	IDE	0.0439 (0.0562)	0.0689 (0.0563)	0.0668 (0.0552)
	Constante	0.357 (0.394)	1.157*** (0.331)	0.392 (0.392)
Exportations				
	Transferts de fonds	-0.120*** (0.0127)	-0.0395*** (0.0130)	-0.0635*** (0.0141)
	IDE	0.203*** (0.0527)	0.179*** (0.0575)	0.167*** (0.0552)
	Taux de change	-0.00268 (0.00260)	-0.00170 (0.00179)	-0.00293 (0.00277)
	<i>Freedom to trade</i>	0.761*** (0.132)	0.919*** (0.103)	0.783*** (0.141)
	Constante	-0.241 (0.598)	-0.966* (0.498)	-0.211 (0.638)
	Observations	419	620	419
	Effets temps	Oui	Oui	Oui
	Effets régionaux	Oui	Oui	Oui
	Nombre de pays	53	53	53
	Période	2005-2015	2000-2015	2005-2015
	Définition des transferts	Stricte	Large	Large

Estimations SUR (*seemingly unrelated regressions*). Les erreurs sont présentées entre parenthèses.

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

3 Résultats et discussion

3.1 Spécification en équations simultanées

Le système d'équations étant déterminé, nous pouvons maintenant passer à l'analyse des résultats. L'estimation (1) du tableau 1.2 présente les résultats utilisant la définition « stricte » des transferts de fonds, alors que les spécifications (2) et (3) utilisent la définition « large ». Tout d'abord, on remarque que le coefficient des transferts de fonds est positif et hautement significatif dans les équations modélisant l'investissement et la consommation. Cette tendance diffère largement des résultats publiés dans la littérature qui démontrent que les transferts privés sont uniquement bénéfiques à la consommation (Abdih *et al.*, 2012b), avec une absence d'impact concernant l'investissement agrégé. Cette différence notable peut s'expliquer en premier lieu par l'échantillon mobilisé : alors que Abdih *et al.* (2012b) ont axé leurs recherches sur les principaux pays receveurs de transferts (soit 17 pays), notre échantillon est beaucoup plus large et varié dans les montants de flux reçus. Par ailleurs, l'équation modélisant l'investissement possède un plus large panel de contrôles et bénéficie d'un nombre d'observations plus important. De tout évidence, ce résultat nous permet de contribuer à la littérature en montrant que les transferts affectent l'économie réceptrice *via* des canaux multiples et ne favorisent pas seulement la consommation. On peut donc en déduire que ces capitaux privés sont une source de demande intérieure non négligeable. L'autre résultat intéressant concerne la corruption : on note que le coefficient est positif et significatif, signifiant que l'investissement est manifestement sensible à l'environnement institutionnel, tel qu'il est perçu. Cette tendance fait écho aux travaux mettant en avant l'importance du contrôle de la corruption pour la croissance économique, notamment en présence de transferts de fonds (Catrinescu *et al.*, 2009).

En revanche, les impacts sur les exportations semblent néfastes, puisque le coefficient est négatif dans cette équation. Cela corrobore de nombreux travaux (Acosta *et al.*, 2009 ; Bayangos et Jansen, 2011), dans la mesure où les transferts sont négativement associés à la performance exportatrice. Toutefois, cette information est à tempérer du fait de son caractère imparfait : il est en effet impossible de déterminer le canal par lequel les exportations sont affectées (taux de change, offre de travail, etc.). À ce stade, nous pouvons simplement décrire une tendance et non les origines précises de celle-ci. Par conséquent, il serait intéressant de mener une investigation sur une période plus étendue, qui nous

permettrait de comparer les tendances sur des laps de temps différents : nous serions alors en mesure de constater si les transferts ont les mêmes impacts sur le secteur exportateur à court terme et à long terme. Dans le cadre du syndrome hollandais, les effets sur l'économie ne se répercutent pas immédiatement, particulièrement avec les transferts privés dont la progression est régulière dans le temps.

Afin de tester la robustesse de ces premiers résultats, nous avons reproduit l'estimation (1) avec des données disponibles sur une plus longue période, qui ont l'inconvénient d'inclure des rémunérations rapatriées (voir l'introduction générale). Les coefficients sont très proches, en particulier concernant la consommation et l'investissement. Des variations plus intéressantes sont à noter dans l'équation modélisant les exportations, puisque le coefficient des transferts de fonds est toujours négatif mais trois fois moins élevé par rapport à la première spécification (1). Cette différence n'est pas liée à la période étudiée puisque nous pouvons voir dans la colonne (3) que le coefficient reste très réduit lorsque nous estimons le modèle sur la période 2005-2015³¹. Une interprétation possible serait que les transferts de fonds (revenu exogène) ne sont pas utilisés pour les mêmes usages que les rémunérations rapatriées (revenu du travail), supportant l'hypothèse de Fullenkamp *et al.* (2008). Si l'effet sur les exportations passe par une plus grande demande de biens non-échangeables (Acosta *et al.*, 2009 ; Bayangos et Jansen, 2011), notre résultat peut suggérer que les envois de fonds - au sens strict - sont plus particulièrement associés à ce phénomène. L'autre canal pouvant nuire aux exportations est la réduction de l'offre de travail liée à la migration dont les conséquences sont moins importantes pour les travailleurs temporaires, d'où l'impact plus limité lorsque nous incluons les rémunérations rapatriées. Finalement, cette étude directe sur les exportations permet de faire le lien avec les articles précédemment publiés, davantage focalisés sur les effets des envois de fonds sur le taux de change³². Nous montrons que ces flux sont effectivement associés à des exportations plus faibles, traduisant un développement moindre voire un déclin du secteur exportateur.

Concernant les variables de contrôle de l'équation de consommation, le PIB par tête affiche un coefficient négatif et significatif. Ce constat corrobore les hypothèses décrites

31. Les trois estimations sont réalisées avec les mêmes pays, permettant d'obtenir des résultats comparables.

32. Dans la mesure où les transferts de fonds sont supposés affecter la valeur de la monnaie, nous avons ré-estimé le modèle en omettant le taux de change. Les résultats restent inchangés. L'inclusion de l'aide internationale n'affecte pas davantage les résultats et affiche également un coefficient négatif et significatif (non reporté).

dans la section 2.2.1, à savoir que le niveau de consommation décroît avec la richesse. Pour l'investissement, on note que la croissance du PIB et le crédit disponible sont positifs et significatifs conformément aux intuitions présentées dans la revue de la littérature. Concernant notre troisième équation (exportations), on remarque d'emblée que le terme capturant le degré de liberté commerciale influe positivement la variable dépendante, démontrant que des rigidités moindres sont favorables aux exportations. Les flux d'IDE sont également corrélés aux exportations.

3.2 Test de la robustesse causale en estimation dynamique

Tableau 1.3 – Les impacts des transferts de fonds sur la consommation : robustesse causale

Variables explicatives	Variable dépendante : Consommation/PIB		
	(1)	(2)	(3)
Consommation (t_{-1})	0.742*** (0.222)	0.746*** (0.145)	0.607*** (0.150)
PIB/tête	-0.0259 (0.0210)	-0.0205* (0.0118)	-0.0430*** (0.0161)
Inflation	-0.000316 (0.00982)	0.0375 (0.0413)	-0.00533 (0.00941)
Transferts de fonds	0.0267** (0.0114)	0.0239*** (0.00711)	0.0261*** (0.00780)
Constante	1.279 (1.093)	1.166* (0.671)	1.971*** (0.734)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.479	0.299	0.356
Hansen (p-value)	0.312	0.271	0.435
Instruments	33	35	36
Observations	489	702	495
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Pays	53	53	53
Période	2005-2015	2000-2015	2005-2015
Définition des transferts	Stricte	Large	Large

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

L'étude réalisée ci-dessus présente l'avantage d'estimer simultanément les effets des transferts de fonds sur les économies réceptrices. Cependant, elle ne permet pas d'effectuer une analyse dynamique et corrigée d'éventuels biais d'endogénéité. En particulier, les équations (1) et (2) sont très probablement affectées par un biais de causalité inverse puisque les envois de fonds sont destinés aux pays caractérisés par des niveaux faibles de consommation et d'investissement. Par exemple, on peut supposer que les pays dont la consommation est faible sont susceptibles de recevoir davantage de transferts, biaisant

Tableau 1.4 – Les impacts des transferts de fonds sur l’investissement : robustesse causale

Variables explicatives	Variable dépendante : Investissement/PIB		
	(1)	(2)	(3)
Investissement (t_{-1})	0.807*** (0.181)	0.832*** (0.0692)	0.831*** (0.150)
Transferts de fonds	0.0404* (0.0244)	0.0387** (0.0165)	0.0359* (0.0189)
Crédit	0.412** (0.195)	-0.102 (0.118)	0.267** (0.114)
Δ PIB	0.0121 (0.00832)	0.00555 (0.00541)	0.00651 (0.00705)
Taux de change	-0.00570 (0.0193)	-0.00603 (0.00801)	-0.00519 (0.00991)
Corruption	-0.177 (0.200)	0.0925 (0.0680)	-0.0622 (0.118)
IDE	0.0420 (0.0565)	0.0502 (0.0948)	0.0631* (0.0328)
Constante	-0.460 (0.853)	0.445 (0.395)	-0.420 (0.437)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.114	0.772	0.111
Hansen (p-value)	0.797	0.455	0.517
Instruments	34	36	36
Observations	451	663	451
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Pays	53	53	53
Période	2005-2015	2000-2015	2005-2015
Définition des transferts	Stricte	Large	Large

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

l’estimation des coefficients. En outre, la consommation et l’investissement sont des variables dépendantes des valeurs passées, présentant des niveaux importants d’inertie³³.

Pour corriger ces deux biais, nous utiliserons la méthode des moments généralisée (GMM), selon la démarche de Blundell et Bond (1998). Les résultats sont présentés dans les tableaux 1.3 et 1.4. Ils sont globalement identiques par rapport à l’estimation simultanée, en particulier concernant l’équation d’investissement dont les coefficients sont très proches. En revanche, la magnitude des coefficients se réduit fortement dans l’équation de consommation, s’expliquant par la prise en compte de l’inertie et de l’endogénéité. En d’autres termes, les biais dynamique et de causalité inverse affectent la magnitude de nos coefficients, même si les conclusions restent inchangées. Concernant les variables de contrôle,

33. Les envois de fonds sont *a priori* exogènes par rapport aux exportations, ne nécessitant pas de traitement particulier concernant l’endogénéité.

un changement notable concerne l'indice de corruption, dont la significativité disparaît lors de l'équation dynamique. Cette différence peut s'expliquer par l'inclusion de la variable dépendante retardée, qui capture implicitement l'impact du niveau de corruption puisqu'il s'agit de l'investissement réalisé à la période précédente avec un niveau de corruption donné³⁴.

Cette investigation préliminaire nous permet d'apporter une contribution aux résultats souvent contradictoires de la littérature. En particulier, il est démontré que les transferts de fonds sont corrélés à des niveaux de consommation et d'investissement plus importants, même lorsque les biais de simultanéité, d'endogénéité et d'inertie sont pris en compte. La relative stabilité des coefficients dans les diverses spécifications montre que les résultats obtenus sont robustes et peu sensibles à la méthode d'estimation. Le lien positif entre les envois de fonds et la consommation des ménages confirme les études retranscrivant généralement ce comportement à l'échelle des ménages (Zhu *et al.*, 2014; Démurger et Wang, 2016; Duval et Wolff, 2016). Toutefois, l'impact significatif des transferts de fonds sur l'investissement est moins unanime dans cette même littérature microéconomique, les différences étant décisives selon les pays étudiés. Par exemple, Woodruff et Zenteno (2007) observent des impacts positifs au Mexique alors que Zhu *et al.* (2011) ne trouvent aucun lien entre envois de fonds et investissement en Chine. Cette absence de relation souvent constatée à l'échelle microéconomique peut s'expliquer par le fait que les transferts facilitent l'investissement par d'autres canaux, par exemple le développement financier³⁵ (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009; Aggarwal *et al.*, 2011). Dans ce cas, l'impact n'est pas décelé au niveau des ménages puisque l'investissement est facilité par le développement des services bancaires et non directement stimulé par les transferts de fonds. Ce phénomène s'est accentué avec la progression des transferts réalisés par des établissements officiels au détriment des canaux informels, notamment depuis les événements du 11 septembre 2001 qui ont eu pour conséquence de renforcer les contrôles sur les transactions monétaires pouvant financer des activités terroristes. Ainsi, Rios Avila et Schlarb (2008) montrent que les ménages moldaves bénéficiant de transferts ont une probabilité plus importante de disposer d'un compte en banque dans un pays où le secteur financier reste

34. Les indices de corruption sont peu variables d'une période à l'autre car ils sont construits sur des perceptions subjectives et non sur des faits (voir section 2.2.2).

35. Le développement financier est en partie contrôlé dans notre estimation *via* le ratio de crédit par rapport au PIB. Il ne s'agit néanmoins que d'une approximation qui ne tient pas compte de l'accès aux services bancaires.

largement sous-développé. Les transferts contribuent ainsi à améliorer l'accès à ce type de service, bien que le lien avec l'investissement ne soit pas direct dans la mesure où seule l'offre est stimulée. Sans stimulation de la demande interne ou externe, les raisons pour lesquelles l'investissement augmenterait corrélativement aux transferts restent imprécises. Une explication possible serait que la demande de prêt existe préalablement mais n'est pas satisfaite, par exemple en raison du manque de solvabilité des emprunteurs. Les transferts facilitent alors l'accès à un prêt car ils diminuent le risque prêteur en relâchant la contrainte de solvabilité de l'emprunteur, particulièrement dans le cadre de micro-entreprises. La demande est également stimulée par le soutien à la consommation mais la propension à importer des ménages crée des fuites importantes, expliquant probablement pourquoi les gouvernements des pays receveurs tentent de canaliser les transferts vers des usages plus productifs *via* des programmes d'incitation³⁶.

3.3 Investigation des effets croisés des transferts de fonds et de la corruption sur l'investissement

Nous venons de constater que les transferts de fonds ont des impacts mitigés sur la demande globale des pays en développement : de toute évidence, la consommation et l'investissement sont favorablement affectés alors que le secteur exportateur est au contraire pénalisé. De plus, nous avons noté que le coefficient de la variable « contrôle de la corruption » n'est pas significatif sur l'investissement lorsque l'équation est estimée de façon dynamique. Cependant, il serait intéressant de rechercher d'éventuelles interactions entre les transferts de fonds et la corruption, dont les effets peuvent agir dans deux sens. La première possibilité est que la corruption dissuade l'investissement privé, freinant ainsi les impacts des transferts sur la formation brute de capital. Néanmoins, une autre alternative est envisageable : dans des environnements particulièrement rigides, la corruption peut être un moyen de contourner les barrières légales, favorisant ainsi la croissance *via* l'investissement. Ce phénomène a été mis en lumière par Aidt *et al.* (2008) et confirmé empiriquement par Wang et You (2012) en Chine. Par ailleurs, la littérature la plus récente met en avant le rôle de la qualité institutionnelle sur l'impact des transferts de fonds dans les économies réceptrices (Catrinescu *et al.*, 2009 ; Ebeke, 2012 ; Adams et Klobodu, 2016). Ces études suggèrent que les envois des migrants sont bénéfiques lorsqu'ils sont

36. Ces programmes consistent généralement à doubler ou tripler chaque unité monétaire reçue de l'étranger qui est investie. On peut notamment citer le programme mexicain 3X1 ou le PARE 1+1 moldave (voir l'introduction générale).

transférés dans des pays dont les niveaux de démocratie et de contrôle de la corruption sont satisfaisants. Dans le cas contraire, ils sont associés à une plus grande durabilité des régimes (Ahmed, 2012) voire à des niveaux de corruption encore plus importants (Abdih *et al.*, 2012a ; Berdiev *et al.*, 2013).

Afin de rendre nos résultats comparables à ceux déjà publiés, nous avons relancé l'estimation du tableau 1.4 en incluant un terme d'interaction entre transferts de fonds et l'indice de corruption. Ainsi, nous sommes en mesure de déterminer l'impact d'un meilleur contrôle de la corruption, telle qu'elle est perçue, qui peut être bénéfique ou non sur l'investissement au regard des travaux cités précédemment. Notre équation d'investissement s'écrit désormais :

$$I_{it} = \beta_1 + \beta_2 REM_{it} + \beta_3 \omega_{it} + \beta_4 (REM \times CORR)_{it} + \eta_i + \mu_t + \epsilon_{it} \quad (2.1)$$

Où *CORR* est l'indice de corruption (déjà présent dans la matrice de contrôles ω).

Les résultats avec terme d'interaction sont reportés dans le tableau 1.5. Le coefficient n'est pas significatif quelle que soit la spécification retenue, suggérant que la corruption n'interagit pas avec les transferts de fonds dans notre échantillon³⁷. En d'autres termes, ces derniers semblent affecter l'investissement indépendamment du niveau de contrôle de la corruption, ce qui peut être lié aux effets contradictoires évoqués précédemment. Ainsi, la possibilité de passer outre les rigidités réglementaires facilite l'investissement - par exemple *via* les envois de fonds - mais réduit en contrepartie d'autres types d'investissements. En particulier, entreprendre des investissements dans un pays étranger nécessite d'avoir une connaissance des acteurs locaux impliquant des barrières linguistiques ou culturelles (Gould, 1994), accentuées par l'omniprésence de la corruption. Une autre raison pouvant expliquer ce résultat non significatif est la nature même de la corruption capturée par les indices subjectifs. Puisqu'ils sont basés sur l'expérience des acteurs interrogés, il s'agit essentiellement de corruption administrative, c'est-à-dire pratiquée par des fonctionnaires de rangs inférieurs ou intermédiaires. L'idéal serait de réaliser le même test avec un indice prenant en compte la corruption politique plutôt que la corruption administrative. Ce type de comportement est très différent car il provoque une fuite de ressources qui auraient pu être utilisées dans des investissements publics, ces derniers favorisant l'investissement privé par la mise à disposition d'infrastructures et de services indispensables au développement

37. Par ailleurs, la statistique d'Arellano-Bond relative à l'estimation (1) du tableau 1.5 montre que la spécification est exposée à un phénomène d'auto-corrélation.

Tableau 1.5 – Les impacts des transferts de fonds sur l’investissement : interactions avec les perceptions de corruption

Variables explicatives	Variable dépendante : Investissement/PIB		
	(1)	(2)	(3)
Investissement (t_{-1})	0.864*** (0.114)	0.886*** (0.0801)	0.677*** (0.151)
Transferts de fonds	0.0460 (0.521)	0.271* (0.164)	-0.0716 (0.282)
Corruption	-0.212 (0.323)	0.0638 (0.138)	0.0438 (0.231)
Transferts de fonds × Corruption	-0.00459 (0.166)	-0.0838 (0.0559)	0.0395 (0.0939)
Crédit	0.378** (0.157)	0.172 (0.148)	0.204* (0.122)
Δ PIB	0.0115 (0.00854)	0.00220 (0.00477)	0.0109 (0.00718)
Taux de change	-0.00271 (0.0122)	0.00181 (0.00228)	-0.00848 (0.0111)
IDE	0.0300 (0.0480)	0.0939 (0.165)	0.0343 (0.0358)
Constante	-0.359 (1.279)	-0.536 (0.422)	-0.155 (0.946)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.050	0.821	0.167
Hansen (p-value)	0.483	0.826	0.602
Instruments	36	39	38
Observations	451	663	451
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Pays	53	53	53
Période	2005-2015	2000-2015	2005-2015
Définition des transferts	Stricte	Large	Large

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

économique. En outre, cette corruption a souvent pour objectif le maintien au pouvoir de dirigeants, d’où une détérioration du climat démocratique dont les études empiriques montrent qu’il est favorable au développement économique (Narayan, 2008).

Conclusion

Ce premier chapitre nous permet de décrire d’une façon générale les impacts des envois de fonds sur les principaux déterminants de la croissance à savoir la consommation, l’investissement et les exportations. Les résultats sont relativement mitigés dans la mesure où la demande interne est positivement stimulée, alors que le secteur exportateur semble évincé. Les coefficients sont robustes lorsque nous prenons en compte les phénomènes d’endogénéité et d’inertie *via* la méthode des moments généralisée (GMM). Comme le

suggère la majorité des études publiées, les transferts des migrants apportent un soutien non négligeable à la consommation des ménages et semblent favoriser l'investissement, probablement en raison de leur rôle sur le développement du secteur financier. Les interactions avec la qualité institutionnelle - évoquées de façon récurrente dans la littérature - ne se retranscrivent pas dans notre échantillon et n'affectent pas significativement l'investissement. Cela étant, la construction des indices de corruption, basés sur des perceptions, présentent l'inconvénient de ne pas reporter les actes avérés de corruption. Cela ne signifie toutefois pas que la corruption n'a aucun rôle mais que ses effets sont difficilement observables. Les effets sur les exportations sont systématiquement négatifs mais sont divisés par deux à trois lorsque nous utilisons la définition « large » des envois de fonds (incluant les rémunérations rapatriées), ce qui démontre que des différences de comportement existent en fonction de la nature du revenu.

À l'échelle d'un pays, les envois de fonds vont avoir des effets plus ou moins désirables selon la structure de l'économie. Par exemple, un pays où le développement économique est essentiellement basé sur la demande interne profite des transferts car ils soutiennent l'activité³⁸. En revanche, une économie très ouverte et spécialisée dans les exportations risque de subir les conséquences du syndrome hollandais et des fuites importantes vers les importations. Une conclusion inverse consisterait à considérer qu'à plus long terme les envois de fonds peuvent bénéficier au secteur exportateur en raison de leur rôle positif sur l'investissement, permettant d'augmenter la productivité et de pallier les effets négatifs liés à la fuite de la population active vers l'étranger. La durée de la migration est également un facteur non négligeable : dans le cadre d'une migration temporaire, les impacts ont tendance à être plus bénéfiques car l'économie profite de l'expérience des migrants, alors qu'une migration plus permanente prive le pays d'une partie de sa population active. De plus, les envois de fonds sont davantage utilisés pour la consommation lorsque le séjour du migrant à l'étranger s'allonge puisqu'ils sont considérés comme un revenu permanent (Lim et Basnet, 2017), limitant les perceptives d'investissement.

La particularité des envois de fonds - reçus directement par les ménages - les rend très difficiles à canaliser, ce qui représente un réel inconvénient pour un pays dont la population travaille en grande partie à l'étranger. En effet, la migration réduit le nombre de diplômés

38. Ceci implique néanmoins une certaine stabilité des flux, qui dépendent essentiellement de la conjoncture des pays de destination des migrants. Cette question sera traitée dans la partie 2 de cette thèse.

alors que les principaux gains (à savoir les transferts des migrants) ne contribuent pas au développement local s'ils fuient en importations. La réduction de la population active complique la mise en place de programmes de sécurité sociale en raison du nombre plus restreint de cotisants, limitant de fait les recettes fiscales. Ces spécificités doivent être impérativement prises en compte dans l'analyse des effets des transferts de fonds, ce qui n'est pas réalisable avec des données de panel. Ces dernières sont utiles pour retranscrire des tendances *générales* mais qui ne sont pas *généralisables*. Le prochain chapitre s'appliquera à répondre à cette faiblesse en proposant une modélisation d'un pays fortement concerné par la migration de sa population : la Moldavie.

2

Le rôle des envois de fonds dans la transmission des chocs externes : une modélisation stock-flux cohérente de l'économie moldave

*Rédigé durant l'année 2017, ce chapitre n'était initialement pas prévu dans le projet de thèse. Je tiens à exprimer mes remerciements à Edwin Le Heron qui m'a initié à la modélisation stock-flux cohérente et dont les conseils avisés m'ont permis de réaliser ce travail des plus intéressants.

Introduction

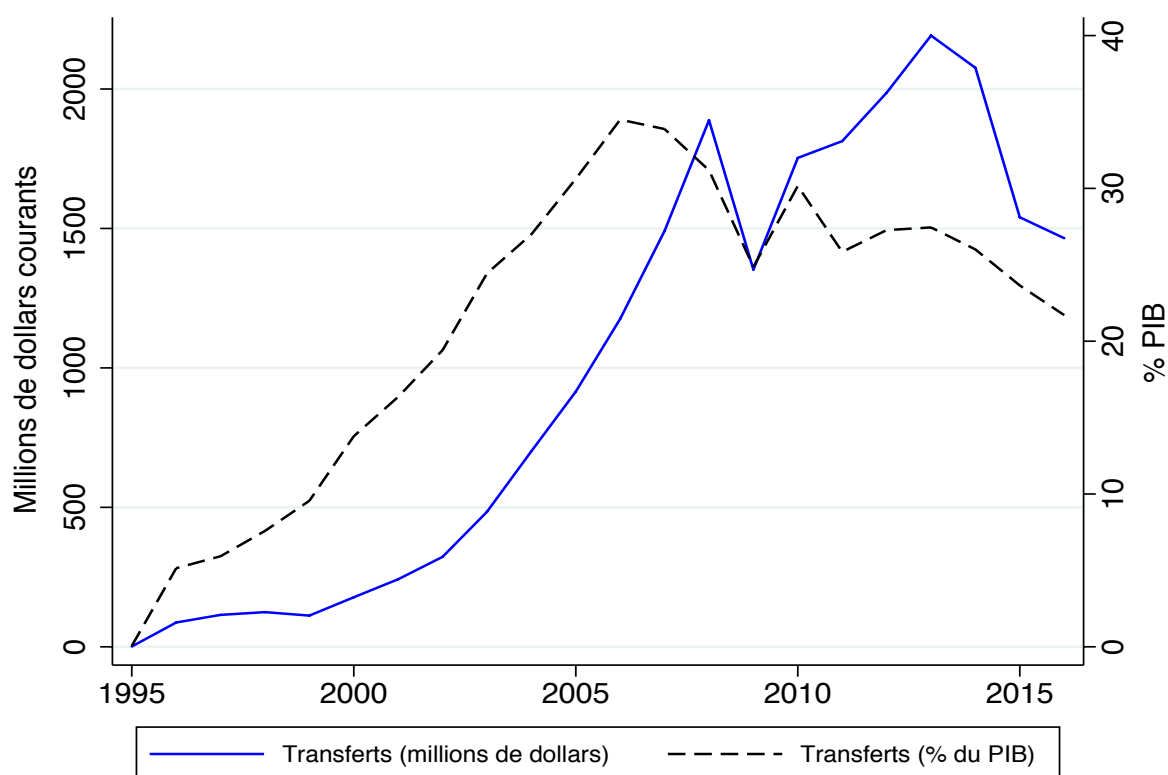
Le premier chapitre nous a permis d'étudier les effets des envois de fonds sur la consommation, l'investissement privé et les exportations. En utilisant un modèle à équations simultanées, nous avons pu estimer les canaux par lesquels les transferts des migrants sont susceptibles d'affecter la croissance des économies réceptrices. Cet examen préliminaire, rassemblant plusieurs effets étudiés par la littérature, montre que l'investissement et la consommation sont significativement stimulés, alors que les exportations semblent au contraire évincées. Si le résultat sur la consommation était attendu, le mécanisme liant les transferts à l'investissement fait toujours débat dans la littérature. Par exemple, Abdih *et al.* (2012a) ne rapportent aucun effet et Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) notent que les envois des migrants profitent à l'investissement lorsque le niveau de développement financier est faible. Quant à l'impact sur les exportations, les résultats actuels sont également contradictoires entre les auteurs identifiant l'occurrence du syndrome hollandais (Bayangos et Jansen, 2011) et les articles contestant ce phénomène (Rajan et Subramanian, 2005). Ces conclusions pour le moins contrastées peuvent s'expliquer par les méthodologies utilisées, qui sont quasi-systématiquement basées sur des estimations économétriques en données de panel. Même si ces dernières présentent un avantage considérable - puisqu'elles permettent de multiplier le nombre d'observations - elles n'estiment qu'un effet moyen au niveau d'un large échantillon. Dans ces conditions, il est délicat de formuler des conclusions claires puisqu'un coefficient significatif dans l'échantillon ne l'est pas nécessairement pour un individu pris isolément (autrement dit un pays). Les différents pays et périodes utilisés par les chercheurs expliquent probablement le manque de consensus sur les effets macroéconomiques des envois de fonds.

L'examen d'un pays spécifique permet de réaliser des gains de précision considérables puisqu'il est possible d'étudier de façon très fine ses caractéristiques et d'adapter la démarche de recherche en conséquence. En l'espèce, les modèles stock-flux cohérents (SFC) proposés par l'économie post-keynésienne offrent des perspectives très intéressantes et innovantes. Développés notamment par Wynne Godley et Marc Lavoie³⁹, leur intérêt en termes de recherche est d'autant plus important que la plupart des modèles stock-flux ont été réalisés dans le cadre d'économies développées (Zezza, 2008 ; Le Heron, 2011), une exception étant la modélisation de l'économie tunisienne réalisée par Le Heron et Marouane (2017).

39. Pour une histoire de la modélisation stock-flux cohérente, voir Caverzasi et Godin (2015) et Le Heron et Marouane (2015).

Dans cet article, les auteurs analysent les impacts des événements politico-économiques auxquels la Tunisie fait face depuis 2008 (crise de 2008, révolution de 2011, attentats de Tunis et de Sousse en 2015). Le modèle SFC utilisé permet de prendre en compte l'ouverture de l'économie, dont l'activité dépend fortement de la conjoncture européenne.

FIGURE 2.1 – Les transferts de fonds des migrants en Moldavie



Les données incluent les rémunérations des travailleurs temporaires (*compensation of employees*). Données banque mondiale, réalisation de l'auteur.

Notre étude s'inspire du travail de Le Heron et Marouane (2017) et propose une modélisation de l'économie moldave. Ce petit pays d'Europe de l'est, situé entre la Roumanie et l'Ukraine, est caractérisé par une migration très importante de sa population (environ 25% de la population active) vers deux destinations principales que sont l'Union européenne et la Russie. Les migrants retournent des transferts monétaires très importants vers la Moldavie (figure 2.1) qui s'élèvent à plus de 10-15% du PIB voire 25% si l'on inclut les rémunérations des travailleurs temporaires⁴⁰. La Moldavie peut être considérée comme un pays dépendant fortement des capitaux étrangers puisque le revenu et la consomma-

40. Les rémunérations temporaires seront prises en compte dans la modélisation en raison de leur rôle sur la gestion des devises étrangères par la banque centrale de Moldavie. Voir l'introduction générale pour une définition plus détaillée des rémunérations des travailleurs temporaires.

tion des ménages s'appuient sur ce type de transfert. Les envois de fonds sont en effet indispensables pour nombre de ménages, en particulier pour ceux résidant dans les zones rurales où ils représentent plus de 20% du revenu. À l'instar de nombreux pays en développement, le secteur financier moldave reste peu développé et une part très faible de la population possède un compte bancaire dans une institution formelle. Par conséquent, les transferts de fonds transitent par des canaux informels (amis, réseaux, envois postaux...) qui, contrairement à la quasi-totalité des pays, sont estimés dans les statistiques nationales, expliquant probablement pourquoi la Moldavie expose des chiffres particulièrement élevés (De Luna Martinez, 2005, p. 11). Cependant, leurs impacts ne se limitent pas aux ménages qui en bénéficient et s'étendent à l'économie à travers des aspects macroéconomiques que nous avons évoqués dans le premier chapitre.

L'objectif de ce chapitre est triple. Tout d'abord, il s'agit de proposer une modélisation stock-flux cohérente de l'économie moldave, en incorporant les transferts de fonds dans les équations de comportement. Le deuxième objectif est de reproduire les tendances de l'économie depuis le milieu des années 2000 et de montrer comment les envois de fonds affectent les principales variables macroéconomiques. Enfin, nous évaluons les conséquences d'un scénario dans lequel la Moldavie intégrerait l'Union européenne. Le pays est historiquement proche de l'Europe (en particulier de la Roumanie) et de la Russie, créant des tensions politiques aux effets significatifs pour l'économie⁴¹. Depuis décembre 2016, le pays se trouve dans une situation paradoxale avec un président pro-russe (Igor Dodon) et un premier ministre partisan d'un rapprochement avec l'Union européenne (Pavel Filip). En proposant une modélisation de l'économie moldave, nous serons en mesure d'estimer la trajectoire du pays en fonction de l'évolution de ses relations avec l'Europe et la Russie. En effet, la Moldavie a subi des sanctions économiques russes suite aux tentatives de rapprochement avec l'Union européenne. Comme lors de la crise russo-géorgienne de 2006, ces sanctions peuvent affecter les transferts des migrants, *via* des restrictions sur les envois monétaires ou sur les visas. Plus généralement, il s'agit de mettre en avant l'importance des envois de fonds pour l'économie moldave et de montrer comment un choc sur ces flux peut engendrer des conséquences en termes de croissance. L'innovation de notre démarche est double : la réalisation d'un modèle SFC pour la Moldavie est une première, ainsi que l'ajout des transferts de fonds dans les équations de comportement d'un tel modèle.

41. Ces effets seront détaillés dans les sections suivantes.

1 Les apports de la modélisation stock-flux cohérente et ses applications

1.1 Cadre théorique général et aperçu des applications actuelles

Les modèles stock-flux cohérents sont qualifiés de « post-keynésiens » dans la mesure où ils retiennent une large part des postulats de Keynes (1936), même si nous verrons que plusieurs auteurs incluent d'autres influences issues de travaux de Kalecki, Minsky ou Kaldor pour ne prendre que quelques exemples. Les différences avec les modèles néoclassiques sont particulièrement visibles sur le rôle de la monnaie : cette dernière est centrale dans les modèles SFC puisque sa création émane directement de la demande effective (on parle de « monnaie endogène »). Considérés comme une alternative à la modélisation DSGE⁴², les modèles SFC s'inscrivent dans un cadre macroéconomique global n'étant pas micro-fondé par un agent représentatif : les agents ne sont donc pas « optimisateurs » et ne forment pas d'anticipations rationnelles. En revanche, on observe depuis quelques années un rapprochement entre les modèles SFC et à agents hétérogènes « ABM »⁴³, révélé par l'article de Caiani *et al.* (2016) et plébiscité par des économistes issus de différents courants de pensée (Seppecher, 2016). L'intérêt de combiner les deux approches est de bénéficier du cadre « sans fuite » stock-flux cohérent (voir ci-dessous) et des aspects microéconomiques des modèles à agents hétérogènes, rejetant *de facto* l'idée d'un agent représentatif. La modélisation ABM-SFC étant toujours en cours de développement, nous privilégierons uniquement l'approche SFC au cours de ce chapitre.

La modélisation SFC consiste à représenter une économie dans un cadre rigoureux s'appuyant sur le principe que « tout vient de quelque part et va quelque part » (Godley et Lavoie, 2007a ; Lavoie et Zhao, 2010), tout en différenciant les variables de stock et de flux. Ainsi, les stocks génèrent de nouveaux flux alors que ces derniers modifient les stocks à chaque période. Par exemple, la contraction d'un prêt par une entreprise va générer un flux et modifier le stock total de dette : cette dernière va ensuite générer des flux d'intérêts. Il s'agit là d'une différence fondamentale avec les autres méthodes de modélisation macroéconomique qui n'intègrent généralement que les variables de flux. Cette singularité apporte une consistance à la modélisation et permet d'interconnecter les différentes

42. *Dynamic Stochastic General Equilibrium* ou modèles d'équilibre général dynamique stochastique.

43. *Agent-based models*.

périodes en réalisant un lien entre les stocks et les flux, les seconds actualisant les premiers entre les intervalles de temps. Ainsi, il est possible de détecter des phénomènes peu soutenables à long terme, par exemple un stock de dette en constante augmentation ou des dynamiques de bulles alimentées par des flux.

Le second avantage des modèles SFC est de représenter l'économie à l'aide d'une approche comptable, qui exclut les phénomènes dits de « trous noirs » souvent observés en science économique. Comme nous l'avons souligné ci-dessus, cette démarche permet de montrer comment les flux sont générés dans l'économie et à quel(s) agent(s) ils sont destinés. D'apparence triviale, cette condition nécessite de construire le modèle avec rigueur afin qu'il soit effectivement « stock-flux cohérent » et que chaque flux ait une origine ainsi qu'une destination. Le contrôle de la structure peut être réalisé *ex post* : en résolvant le modèle avec $n-1$ équations, la dernière relation est une identité (Le Heron et Mouakil, 2008, p. 429) devant être vérifiée après simulation. Si tel n'est pas le cas, le modèle n'est pas stock-flux cohérent puisque l'identité restante résulte nécessairement des autres équations dans une structure sans fuite.

Le Heron et Marouane (2015) identifient le modèle de Lavoie et Godley (2001) comme étant le point de départ de la modélisation stock-flux cohérente moderne⁴⁴. Il s'agit d'un modèle en économie fermée intégrant trois secteurs (ménages, banques, entreprises) et quatre actifs (capital, actions, dépôts bancaires et crédits aux entreprises). Les modèles suivants seront progressivement complexifiés en intégrant la banque centrale et le gouvernement (Dos Santos et Zezza, 2004), ainsi que d'autres pays dans un contexte d'économie ouverte (Godley et Lavoie, 2006). Comme le notent Caverzasi et Godin (2015) (p. 159), l'évolution des modèles SFC a été largement conditionnée par les événements économiques de la décennie 2000-2010, se traduisant par une augmentation du nombre de secteurs pris en compte, en particulier le secteur immobilier (Zezza, 2008) et le risque bancaire (Le Heron et Mouakil, 2008 ; Le Heron, 2011). Bien que de plus en plus diversifiés, les modèles SFC ont pour point commun de conserver la structure générale de Lavoie et Godley (2001) et les hypothèses de la pensée post-keynésienne comme l'endogénéité de la demande de monnaie et la stabilisation de l'économie par les politiques économiques. Toutefois, la spécification des équations de comportement permet de prendre en compte diverses approches

44. Les développements antérieurs à ce modèle sont détaillés dans l'article de Caverzasi et Godin (2015), section 1.

comme celles proposées par Kalecki (1971) sur la consommation des revenus salariaux et financiers ou de Minsky (1975) sur le crédit.

De manière générale, la fonction de consommation est keynésienne, avec une propension marginale à consommer pouvant être différente selon le type revenu (Kalecki, 1971). Les ménages épargnent la part résiduelle du revenu, qui est placée et génère des intérêts lors des périodes suivantes⁴⁵. Concernant l'investissement, l'état de confiance est une variable prédominante car elle détermine la décision d'investir, en plus d'autres facteurs plus tangibles. En particulier, les entrepreneurs se basent également sur le taux d'utilisation des facteurs productifs ou le levier financier. Le financement de l'investissement fait débat au sein même de l'école post-keynésienne : alors que la plupart des modèles supposent l'offre de monnaie comme dépendant intégralement de la demande, Le Heron (2011) considère qu'elle peut être rationnée par les banques. Les établissements bancaires analysent la santé financière des entreprises et accordent des prêts en fonction d'un état de confiance qui n'est pas nécessairement identique à celui des entrepreneurs. Les périodes d'incertitude se caractérisent par un niveau de rationnement du crédit plus important qui peut accentuer l'impact d'une crise si les entreprises ne génèrent pas un profit suffisant pour auto-financer l'investissement. Il semble particulièrement pertinent d'intégrer ce type de comportement lors de la modélisation d'une économie en développement dans la mesure où une abondante littérature identifie les difficultés d'accès au crédit comme un frein à la croissance économique (Galor et Zeira, 1993) et à la stabilisation macroéconomique (Easterly *et al.*, 2000).

La politique monétaire peut être envisagée de différentes façons selon l'objectif du modèle et les caractéristiques de l'économie étudiée. Dans les modélisations les plus simples, le taux d'intérêt est exogène et la banque centrale se contente de refinancer les banques commerciales. En économie ouverte, la banque centrale contracte des prêts étrangers si les entrées de devises ne sont pas suffisantes pour couvrir les sorties et peut conserver un montant déterminé en réserve afin de stabiliser le taux de change. Dans le cadre des modèles SFC, les économistes se sont essentiellement intéressés aux grandes zones monétaires, notamment aux États-Unis, à la Chine et à la zone euro (Lavoie et Zhao, 2010 ; Mazier et Tiou-Tagba Aliti, 2012). Les petites économies ouvertes structurellement déficitaires sur le plan commercial nécessitent de prendre en compte le ciblage du taux de

45. On remarque une nouvelle fois la distinction entre stock et flux : l'épargne est ici un stock qui génère des flux d'intérêts, lesquels modifient le montant total de l'épargne.

change plutôt que de l'inflation puisque cette dernière est essentiellement importée. Il est donc possible d'adapter la modélisation pour tenir compte de la situation du pays étudié, en utilisant une règle de Taylor (Le Heron, 2011) augmentée d'un objectif de change.

Le gouvernement, modélisé pour la première fois par Dos Santos et Zezza (2004), distribue des prestations aux ménages et acquiert des biens et services par l'intermédiaire des entreprises pour lesquelles il représente donc une source de demande. Pour les financer, il taxe le capital et le travail (salaires, dépôts et profits des entreprises) mais peut également imposer d'autres prélèvements, par exemple sur la production ou les importations⁴⁶. Lorsque l'État ne perçoit pas suffisamment de revenu pour couvrir ses dépenses, il émet des bons du Trésor qui sont détenus par les ménages et/ou les banques.

Au-delà des spécifications, les modèles SFC ont pour but d'être appliqués et de permettre une meilleure compréhension du fonctionnement des économies qu'ils modélisent. Par exemple, Lavoie et Zhao (2010) étudient l'impact d'une diversification des réserves de changes chinoises sur l'activité économique des États-Unis et de l'Europe. À l'aide de simulations, les auteurs montrent que suite aux diversifications menées par la Chine, l'euro s'apprécie face au dollar et au yuan, alors que le déficit extérieur américain se réduit progressivement. Zezza (2008) s'intéresse aux comportements d'épargne des ménages américains dans un modèle différenciant les individus générant des revenus du travail et du capital. Partant du constat que le taux d'épargne a continuellement chuté aux États-Unis depuis les années 1980, Zezza (2008) propose une modélisation SFC permettant d'expliquer les dynamiques jusqu'à la crise de 2008, en intégrant pour la première fois le secteur immobilier. Le Heron (2011) montre comment la crise américaine de 2008 se transmet aux autres pays, en particulier à la France, *via* le canal de l'incertitude des banques et des entreprises. Afin d'évaluer la pertinence des modèles, les auteurs comparent généralement les données générées par les simulations aux données effectivement observées, ce qui permet également d'améliorer la précision du calibrage. Lorsque le modèle est stable et calibré, il est possible d'introduire des chocs, par exemple de politique économique, afin d'observer le comportement de l'économie. Les modèles SFC peuvent donc être utilisés à des fins prédictives, même si les auteurs ne se risquent généralement pas à proposer des estimations de long terme.

46. À l'instar des autres comportements, la complexité sera plus ou moins importante selon l'objet de l'étude.

1.2 L'intérêt de la modélisation stock-flux cohérente pour l'étude du cas moldave

Nous venons de constater que la modélisation stock-flux cohérente est à ce jour une méthode essentiellement appliquée aux pays développés. Ses principaux atouts résident dans le fait qu'elle bénéficie d'un cadre rigoureux différenciant flux et stocks ; en revanche, l'absence de fondements microéconomiques implique d'assumer une approche résolument macroéconomique. Bien que cette dernière caractéristique puisse être considérée comme une faiblesse, elle correspond parfaitement aux travaux réalisés dans notre thèse qui consiste à étudier les envois de fonds et leurs effets à une échelle macroéconomique.

Au-delà de l'échelle considérée, l'utilisation d'une modélisation stock-flux cohérente permet de diversifier les approches méthodologiques et d'identifier des dynamiques plus précises. En effet, l'étude des envois de fonds au niveau macroéconomique est, dans une très large mesure, traitée avec des modèles économétriques en données de panel, à l'instar du chapitre premier de cette thèse. Par conséquent, les panels sont très hétérogènes et fournissent des coefficients qui ne sont qu'une moyenne malgré l'inclusion d'effets fixes quasi-systématique. Si nous reprenons les résultats du chapitre précédent, nous avons constaté que les envois de fonds sont positivement corrélés à l'investissement privé : cette tendance - controversée dans la littérature - n'est probablement pas vérifiée en tous lieux, d'où l'intérêt de mobiliser une méthode spécifique à un pays particulier. Il convient toutefois de souligner que plusieurs auteurs ont utilisé des estimations économétriques spécifiques à un pays, notamment pour analyser les effets des envois de fonds sur le taux de change (Bourdet et Falck, 2006 ; Petri et Saadi-Sedik, 2006 ; Vargas-Silva, 2009). La mobilisation de l'économétrie des séries temporelles permet d'éviter les inconvénients relatifs à la structure en panel mais se limite aux variables dont les données sont disponibles sur des fréquences plus régulières (trimestres ou mois).

Les modèles permettant des applications numériques sont très adaptés à notre étude puisque la littérature offre d'ores et déjà de nombreux résultats empiriques qui représentent une source de données indispensable au calibrage. Ainsi, les paramètres et les valeurs initiales peuvent être ajustées de façon relativement fine et limitent l'inconvénient principal des applications numériques, à savoir le caractère arbitraire du calibrage. En outre, la Moldavie est un pays bénéficiant d'importants transferts étrangers et publiant

des statistiques précises sur les ménages mais également sur les entreprises. Comme le note De Luna Martinez (2005), la Moldavie met en place des enquêtes permettant de limiter le biais de mesure des envois de fonds lié aux transactions informelles, même si ce dernier ne peut être totalement maîtrisé. La banque centrale de Moldavie⁴⁷ publie également une balance des paiements détaillée permettant de filtrer les échanges en fonction de plusieurs pays spécifiques, en particulier la Russie, la Biélorussie, la Roumaine, l'Ukraine et l'Allemagne. Le bureau national de la statistique de Moldavie⁴⁸ met à disposition de nombreuses statistiques et enquêtes réalisées auprès des ménages qui offrent des informations précieuses lors de la construction du modèle. Par exemple, les paramètres relatifs à la consommation pourront être ajustés en fonction des constatations des enquêtes sur l'origine du revenu des ménages, leur propension à consommer ou à épargner. De plus, un nombre croissant de rapports analyse les freins à l'investissement en exploitant les données recueillies sur le terrain, qui représentent autant d'atouts pour modéliser l'utilisation des envois de fonds.

En somme, l'utilisation d'un modèle SFC pour l'économie moldave se justifie à la fois par son aspect novateur, son analyse spécifique à un pays (plus précise qu'une estimation en données de panel) et par la disponibilité des informations nécessaires au calibrage. La Moldavie présente également l'avantage d'être un pays de petite taille dont l'économie peut être représentée avec un nombre limité d'équations, bien que notre spécification à trois pays complexifie largement la modélisation.

2 Modélisation de l'économie moldave

La première étape de la modélisation stock-flux cohérente consiste à établir la matrice des stocks et la matrice des flux, qui forment le cadre du modèle SFC. Nous nous appuyons en particulier sur les travaux de Godley et Lavoie (2007a), Lavoie et Zhao (2010), Le Heron (2011) et Le Heron et Marouane (2017). Six secteurs sont considérés : les entreprises, les ménages, l'État, les banques commerciales, la banque centrale et le reste du monde⁴⁹.

La matrice des stocks, présentée dans le tableau 2.1, expose les comptes de chaque secteur :

47. <http://www.bnm.org/en>

48. <http://www.statistica.md>

49. En raison des liens économiques très étroits que la Moldavie entretient avec la Russie et les pays de la zone euro, le reste du monde sera représenté par ces deux partenaires. Voir la section 2.1.

on remarque ainsi que les entreprises ont à leur passif un stock de dette ($-L$), que l'on retrouve l'actif des banques ($+L$) de telle sorte que la somme de la ligne soit égale à 0. La banque centrale contracte des prêts en devises étrangères (L^{EU} et L^{RU}) qui apparaissent logiquement à l'actif du reste du monde. Conformément à structure SFC, les stocks sont reliés à la matrice des flux (tableau 2.2). Cette dernière montre que les envois de fonds⁵⁰ proviennent du reste du monde et sont destinés aux ménages, lesquels bénéficient également de salaires, de transferts du gouvernement, etc. En observant les colonnes relatives à la Russie et à la zone euro, on remarque que les envois de fonds fournissent des devises étrangères à la banque centrale, lui permettant de limiter ses emprunts pour financer le déficit commercial⁵¹. Chaque colonne de la matrice des transactions correspond donc à une identité comptable puisqu'elle expose un équilibre emplois-ressources : par exemple, le gouvernement perçoit des impôts ($+T$), une partie du profit de la banque centrale ($+P_{CB}^d$), des bons du Trésor ($+B$) alors que ses dépenses se répartissent entre prestations aux ménages/entreprises ($-G$) et remboursement des intérêts de sa dette ($-i_{cb-1}.B_{-1}$).

2.1 Le reste du monde

Le reste du monde sera constitué de la zone euro et de la Russie. En effet, la Moldavie est un pays enclavé entre ces deux zones, dont les fluctuations économiques expliquent une part importante de la croissance. La figure 2.2 expose une corrélation évidente entre l'activité économique des trois zones, particulièrement entre la Moldavie et la Russie en début de période. La crise russe (1998) se répercute fortement sur l'économie moldave, ainsi que les diverses fluctuations jusqu'à la fin des années 2000. On note toutefois que la croissance moldave est de moins en moins influencée par la Russie, en raison de la diversification de ses exportations, en particulier vers les pays européens. Jusqu'au début des années 2000, les exportations moldaves étaient fortement concentrées en Russie (figure 2.3) mais les destinations se sont progressivement diversifiées, notamment depuis 2006 en raison de sanctions commerciales russes faisant suite au rapprochement de la Moldavie avec l'Union européenne⁵². Cette relative dépendance de la Moldavie vis-à-vis de la Russie se répercute sur son taux de croissance : ce dernier a nettement ralenti suite aux sanctions commerciales de 2006 et durant la crise de change ayant touché la Russie fin 2014. À cette

50. Les transferts sortant de Moldavie sont omis en raison de leur montant négligeable (0.9% du PIB en 2016).

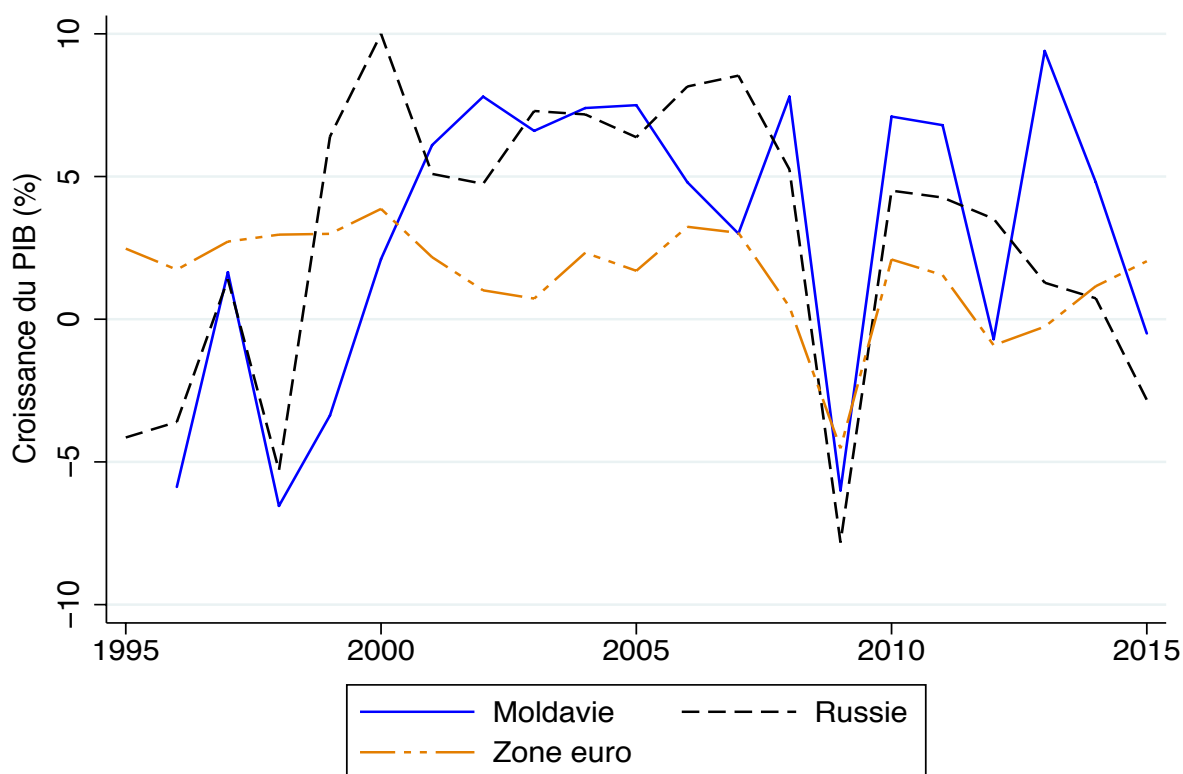
51. La balance commerciale de Moldavie est en effet fortement déficitaire, à hauteur de 30% du PIB environ.

52. De nouvelles sanctions ont été prises en 2014 mais les conséquences ont été moins significatives pour l'économie moldave. Voir le chapitre 6 pour un exposé plus détaillé des relations russo-moldaves.

Tableau 2.1 – Matrice des stocks

	État	Ménages	Entreprises	Banques commerciales	Banque centrale	Reste du monde		Σ
						Russie	Zone euro	
Capital			+K					+K
Monnaie banque centrale				+H	-H			0
Bons du Trésor	- B			+ B				0
Crédits			-L _E	+L _E				0
Crédits étrangers					-L ^{RU} -L ^{EU}	+L ^{RU}	+L ^{EU}	0 0
Dépôts		+D		-D				0
Refinancement				-REF	+REF			0
Richesse nette	-B	+V _M	+V _E	+V _B	+RES	+L ^{RU}	+L ^{EU}	+K

FIGURE 2.2 – Taux de croissance de la Moldavie, de la zone euro et de la Russie



Données Banque mondiale, réalisation de l'auteur.

dépendance aux exportations s'ajoute la dépendance de la Moldavie aux transferts de fonds, dont l'origine est également russe et européenne. Cela signifie que lorsque la Russie (ou l'Europe) traverse une période d'instabilité économique, celle-ci se répercute à la fois sur les exportations et sur les transferts envoyés par les Moldaves expatriés.

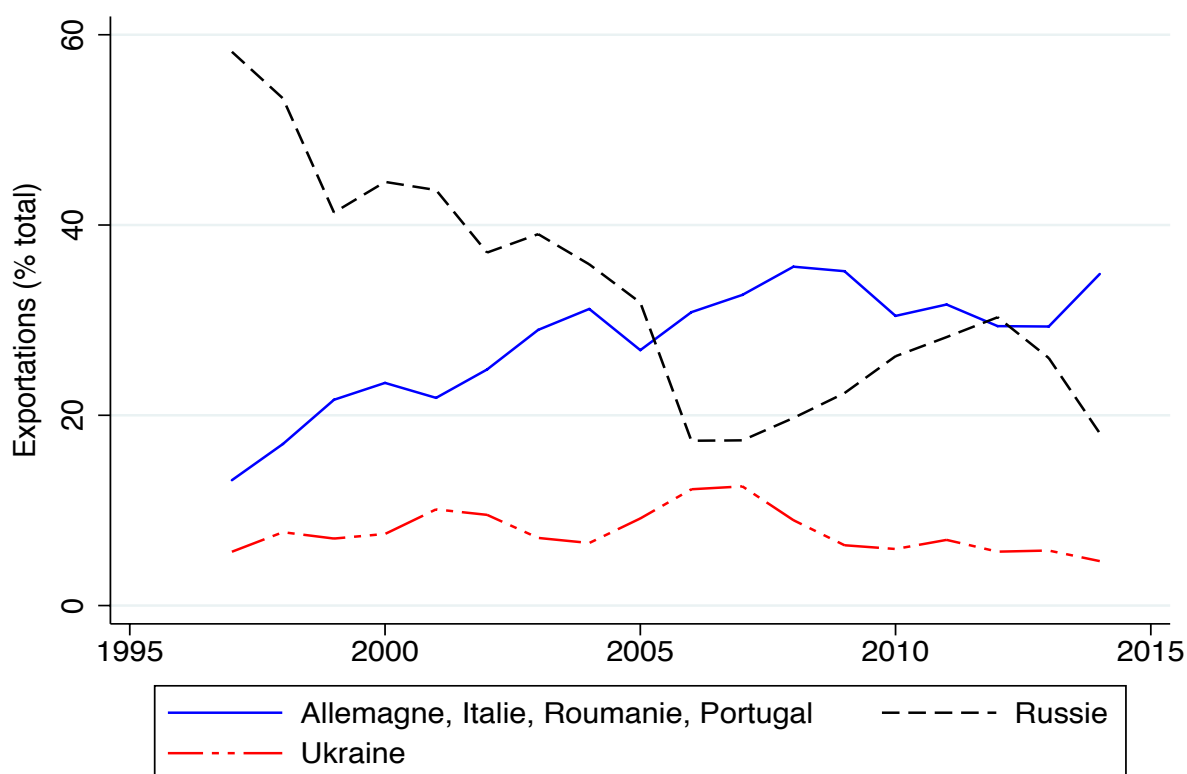
La Moldavie se trouve dans une situation paradoxale et incertaine, s'expliquant par les intérêts divergents d'une population à la fois russophone et roumanophone. Ces derniers, essentiellement localisés à l'ouest et dans la capitale Chisinau, sont partisans d'un rapprochement avec l'Europe et la Roumanie. Les russophones sont davantage localisés à l'est du pays (notamment en Transnistrie)⁵³ et souhaitent au contraire conserver des liens privilégiés avec la Russie⁵⁴. Ces controverses linguistiques expliquent une large partie des flux migratoires (et *a fortiori* l'origine des transferts de fonds), les Moldaves russophones ayant tendance à migrer plutôt en Russie alors que les migrants roumanophones

53. La Transnistrie est une région moldave majoritairement russophone située le long de la frontière ukrainienne et ayant fait sécession en 1991. Les statistiques fournies par la Moldavie excluent cette zone (voir le chapitre 6, sections 1 et 2).

54. Il faut également ajouter la région autonome de Gagaouzie, essentiellement turcophone mais plutôt favorable à la Russie (voir le chapitre 6, première section).

s'expatrient davantage en Europe (essentiellement en Roumanie, Italie, Allemagne et au Portugal). Par conséquent, les flux de transferts de fonds et d'exportations dépendent essentiellement de la conjoncture économique de la Russie et de la zone euro. Ces deux destinations accueillent près des deux tiers de la diaspora moldave en 2015 selon les données des Nations Unies et génèrent un montant équivalent concernant les envois de fonds⁵⁵.

FIGURE 2.3 – Les principaux partenaires commerciaux de la Moldavie



Données Nations Unies, réalisation de l'auteur.

Au regard de ces constatations, la modélisation du reste du monde intégrera la Russie d'une part et la zone euro d'autre part. Par ailleurs, l'importante diaspora localisée en Ukraine est majoritairement constituée de migrants installés de façon permanente, expliquant les montants relativement faibles d'envois de fonds retournés en Moldavie depuis ce pays (IOM, 2012)⁵⁶. Notre modèle inclut donc trois zones (Moldavie, Russie, zone euro) et trois monnaies (leu moldave, rouble russe, euro). La modélisation des flux commer-

55. La banque mondiale estime que les envois de fonds envoyés d'Ukraine et de Roumanie représentent respectivement 15% et 5% du total, qui ne seront donc pas pris en compte dans notre modèle simplifié.

56. Considérer uniquement la Russie et la zone euro dans la modélisation permet également de limiter le nombre de devises étrangères et par conséquent la complexité du modèle.

ciaux est inspirée du travail de Godley et Lavoie (2007a) et Lavoie et Zhao (2010), qui proposent une détermination relativement simple des exportations et des importations. Il n'est pas nécessaire de complexifier la modélisation des flux commerciaux puisque nous nous intéressons uniquement aux conséquences des fluctuations des transferts de fonds sur l'économie moldave⁵⁷. À l'instar de Lavoie et Zhao (2010), les exportations dépendent de la conjoncture externe (y^{EU} et y^{RU})⁵⁸, en d'autres termes de l'activité économique européenne et russe (respectivement "EU" et "RU" dans notre modèle). En revanche, nous considérons que le taux de change n'affecte pas les exportations moldaves. En effet, ces dernières sont principalement constituées de produits agricoles ou alimentaires (notamment de vin) dont la demande est peu sensible au cours de la monnaie ou dont les prix sont déterminés sur les marchés internationaux. Les importations moldaves dépendent de la conjoncture interne (y^{MO}) et sont également insensibles au taux de change⁵⁹. La Moldavie est un pays important l'essentiel de sa consommation (figure 2.5), d'où une élasticité faible des importations au taux de change. Ainsi, les fluctuations du leu se traduisent non pas par une baisse significative des importations mais par des variations brutales de l'inflation. Pour contrôler l'inflation - majoritairement importée - la banque centrale moldave soutient le cours de la monnaie domestique, d'où l'importance des envois de fonds qui fournissent des devises étrangères. Conformément à la structure "sans fuite" des modèles SFC, les importations d'une zone représentent la somme des exportations des deux autres zones.

Les importations de la Moldavie (IM) proviennent de Russie (premier terme) et de la zone euro (second terme)⁶⁰ :

$$IM = (\mu_1 + \mu_2 \cdot y^{MO}) + (\mu_3 + \mu_4 \cdot y^{MO}) \quad (2.1)$$

μ_2 représente la propension à importer des produits russes et μ_4 la propension à importer des produits européens. Les importations russes et européennes sont composées des seuls produits moldaves afin de conserver une structure sans fuite (voir la matrice des flux,

57. Pour des modélisations plus complexes des flux commerciaux, voir Godley et Lavoie (2007b), chapitre 12.

58. L'écriture du PIB (y) avec une lettre minuscule signifie que sa valeur est exprimée en logarithme.

59. Dans une première version, le modèle intégrait le taux de change dans les équations d'exportations et d'importations, mais les résultats montrent que la variation des flux commerciaux dépend essentiellement de la conjoncture.

60. Pour des raisons de clarté, nous n'exposerons dans le corps de texte que les équations indispensables à la compréhension du modèle. L'ensemble de la modélisation est disponible en annexe 2, dans laquelle chaque identité comptable de la matrice des transactions est identifiée par un chiffre romain.

tableau 2.2).

$$IM_{RU/MO} = \mu_5 + \mu_6.y^{RU} \quad (2.2)$$

$$IM_{EU/MO} = \mu_7 + \mu_8.y^{EU} \quad (2.3)$$

Les exportations de la Moldavie représentent alors les importations de la Russie et de la zone euro⁶¹ :

$$X = \frac{IM_{RU/MO}}{E_1} + \frac{IM_{EU/MO}}{E_2} \quad (2.4)$$

Les parts respectives des exportations destinées à la zone euro et à la Russie ont fortement évolué depuis le milieu des années 2000. Comme évoqué précédemment, la Russie a appliqué de nombreuses sanctions sur les produits moldaves suite au rapprochement du pays avec l'Union européenne, ayant pour conséquence de changer l'importance relative des marchés européen et russe pour les exportations. Ce changement sera pris en considération *via* le paramétrage du modèle : avant l'année 2006, les exportations de produits moldaves vers la Russie représenteront environ 40% du total avant de chuter brusquement à 20% du total. La répartition des importations est plus stable : elles proviennent d'Europe (70-75% du total) et de Russie en transitant pour partie par l'Ukraine (20-30%).

2.2 Intégration des transferts de fonds au modèle

Les transferts de fonds reçus par les ménages (*REM*) dépendent de la conjoncture des pays où travaillent les migrants, à savoir le niveau de PIB (*y*) de la zone euro et de la Russie, ainsi que du taux de change (*E*).

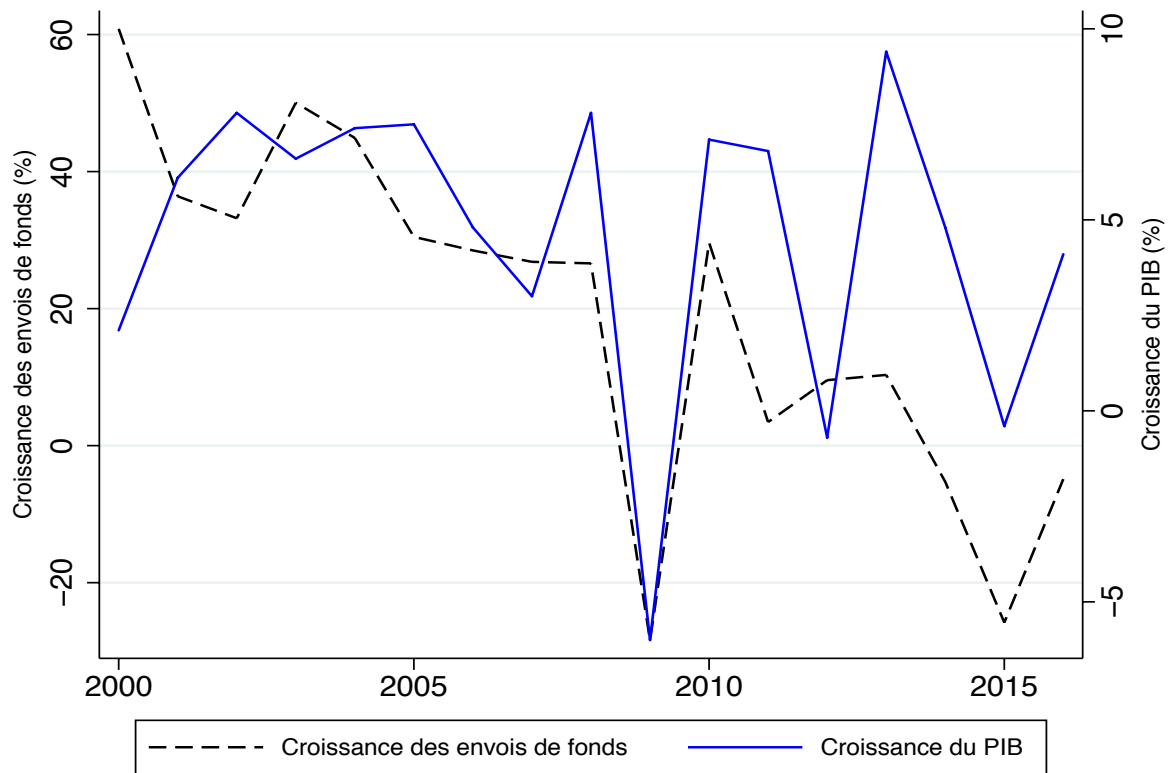
$$REM_{EU} = \frac{\beta_1 + \beta_2.y^{EU}}{E_2} \quad (2.5)$$

$$REM_{RU} = \frac{\beta_3 + \beta_4.y^{RU}}{E_1} \quad (2.6)$$

$$REM = REM_{EU} + REM_{RU} \quad (2.7)$$

61. Pour simplifier les écritures, les différents de taux de change sont spécifiés E_1 et E_2 . E_1 est le taux de change leu/rouble (rouble(s) par leu), E_2 est le taux de change leu/euro (euro(s) par leu). Le leu est donc exprimé au certain.

FIGURE 2.4 – Les envois de fonds et la croissance économique en Moldavie



Données Bureau National de la Statistique de Moldavie et Banque Nationale de Moldavie. Réalisation de l'auteur.

Cette modélisation implique une exogénéité des transferts de fonds vis-à-vis de l'économie moldave, en ce sens que les flux sont uniquement déterminés par la conjoncture des pays où sont installés les migrants. Il s'agit d'une hypothèse à la fois réaliste et restrictive : d'une part, les sommes retournées par les migrants dans leur pays d'origine dépendent directement de leur revenu et donc de la conjoncture du pays où ils résident mais d'autre part, les montants transférés peuvent être ajustés en fonction des besoins des ménages receveurs. La littérature macroéconomique souligne notamment la procyclicité des transferts de fonds vis-à-vis de l'économie d'accueil du migrant, alors que leur contracyclicité vis-à-vis de l'économie d'origine (à savoir le pays où sont envoyés les transferts) est contestée dans la littérature (Lueth et Ruiz-Arranz, 2006 ; Vargas-Silva, 2008). Ainsi, notre modélisation tient uniquement compte de l'aspect procyclique des transferts avec le pays de destination des migrants, cette restriction se justifiant en raison de la corrélation positive des envois de fonds avec la conjoncture moldave (figure 2.4). Le manque de contracyclicité s'explique par les destinations des migrants (Russie, Europe) qui sont également les principaux importateurs de produits moldaves : l'activité économique européenne et

russe détermine simultanément les gains monétaires des migrants et les exportations de la Moldavie, d'où la procyclicité des envois de fonds avec l'économie domestique⁶². De plus, l'examen de la balance des paiements de la Moldavie montre que les montants retournés par les migrants sont très différents entre les deux zones. Ainsi, les envois de fonds provenant de Russie représentent environ deux tiers du total : nous paramétrons donc les coefficients des équations (2.5) et (2.6) de façon à prendre en compte cette caractéristique.

Comme nous l'avons souligné dans la section précédente, les transferts apparaissent dans la matrice des flux (tableau 2.2), au même titre que les exportations, à la différence qu'ils sont directement destinés aux ménages. Outre leur impact sur le revenu, ils contribuent à réduire les crédits étrangers *via* leur apport en devises étrangères pour la banque centrale.

2.3 Les ménages

La fonction de consommation des ménages dépend des revenus issus du travail (Y_w), des revenus issus du capital financier (Y_v) et de leur richesse représentée par les dépôts bancaires de la période précédente (D_{-1}). Par ailleurs, seront également inclus les transferts de fonds envoyés par les migrants (REM). La faiblesse du développement financier en Moldavie rend difficile la modélisation du comportement des ménages, notamment concernant leur choix en termes d'épargne. En effet, Rios Avila et Schlarb (2008) notent qu'en 2006 seuls 10% des ménages disposaient d'un compte bancaire en Moldavie, avec d'importantes disparités géographiques. En moyenne, les ménages recevant des transferts étrangers sont plus nombreux à posséder un compte (14%), ce qui s'explique par le fait qu'ils facilitent la réception des fonds étrangers, contrairement aux réseaux de migrants fortement soumis au risque. Les données les plus récentes (2013) fournies par la banque mondiale (Banque Mondiale, 2015b) confirment que la part des adultes possédant une épargne quelconque dans un établissement formel demeure faible (18%). Par ailleurs, 3.5% des ménages déclarent avoir épargné par le biais d'un compte formel dans l'année et 6.4% déclarent avoir contracté un prêt à une banque sur la même période. Dans les faits, les transferts de fonds sont essentiellement consommés en Moldavie et la part épargnée est estimée à moins de 10% (Cuc *et al.*, 2006), sachant que la quasi-totalité de cette épargne est thésaurisée. Ce constat est donc en contradiction avec les nombreux travaux mettant en avant le rôle des transferts de fonds sur le développement financier (Aggarwal *et al.*, 2011) mais corrobore

62. La relation entre envois de fonds, échanges commerciaux et croissance dans le pays d'origine sera étudiée dans les chapitres 3 et 4.

les résultats d'Ambrosius et Cuecuecha (2016) sur le fait que leur impact est surtout significatif sur la finance informelle. En d'autres termes, si les envois de fonds semblent bien augmenter les capacités d'emprunt et l'épargne des ménages, il s'agit principalement de comportements se situant hors des institutions formelles. Cette faible utilisation des services financiers formels en Moldavie peut s'expliquer par la méfiance des ménages vis-à-vis des établissements bancaires, en raison de scandales récurrents⁶³ et surtout de la crise russe de 1998 ayant fortement fragilisé les banques du pays.

En raison de ce secteur financier peu développé et du manque d'utilisation des services formels, nous considérerons que les banques ne fournissent pas de prêts aux ménages. Même si l'épargne des ménages est essentiellement thésaurisée en Moldavie, sa part totale est si faible que nous l'agrégeons dans la variable dépôts (D) afin de ne pas créer de fuite dans le modèle⁶⁴.

$$C = \alpha_1 Y_w^a + \alpha_2 Y_v^a + \alpha_3 D_{-1} + \alpha_4 REM \quad (2.8)$$

Les revenus du travail (Y_w) se composent des salaires (W), des prestations sociales et des transferts de l'État (G_M) auxquels sont soustraits les impôts et taxes (T_M).

$$Y_w = W + G_M - T_M \quad (2.9)$$

$$W = \frac{\omega}{\sigma} \cdot QR \quad (2.10)$$

ω représente le taux de salaire, σ la productivité et QR les ventes domestiques. Les revenus issus des placements financiers (Y_v) équivalent aux intérêts perçus sur les dépôts ($i_{D-1} \cdot D_{-1}$) auxquels nous ajoutons les profits versés par les banques (P_b^d) et par les entreprises (P_E^d).

$$Y_v = i_{D-1} \cdot D_{-1} + P_b^d + P_E^d \quad (2.11)$$

À l'instar de Le Heron (2009), la fonction de consommation inclut des comportements de correction d'erreur afin de prendre en compte les anticipations adaptatives.

63. Le dernier évènement majeur concerne le détournement d'un milliard de dollars des banques, soit 12.5% du PIB. Cette fuite, repérée par la banque centrale début 2015, a pris la forme de prêts octroyés par trois banques commerciales moldaves.

64. Le niveau de l'épargne sera ajusté lors du calibrage du modèle afin de prendre en compte cette particularité.

$$Y_w^a = Y_{w-1} + \theta_M \cdot (Y_{w-1} - Y_{w-1}^a) \quad (2.12)$$

$$Y_v^a = Y_{v-1} + \theta_M \cdot (Y_{v-1} - Y_{v-1}^a) \quad (2.13)$$

On remarque que l'équation (2.8) possède des coefficients pondérant chaque source de revenu, permettant ainsi d'inclure les apports de Michał Kalecki sur la consommation des revenus salariaux et financiers (Kalecki, 1971). Plus précisément, les revenus issus du travail sont davantage consommés que les revenus financiers, d'où $\alpha_1 > \alpha_2 > \alpha_3$.

Quant aux transferts de fonds (*REM*), nous considérons qu'ils sont à la fois consommés et épargnés, conformément aux conclusions de l'abondante littérature relative à la migration (Medina et Cardona, 2010 ; Combes et Ebeke, 2011). Notons à cet égard que l'utilisation des transferts peut varier selon la durée du séjour du migrant. Ainsi, Lim et Basnet (2017) suggèrent que les familles recevant des transferts d'un migrant installé pour une durée déterminée à l'étranger auront tendance à davantage les épargner puisqu'il s'agit d'un revenu temporaire. Au contraire, lorsque la migration est envisagée à long terme, les transferts sont plutôt consommés puisqu'ils sont assimilés à une augmentation durable du revenu, conformément à la théorie du revenu permanent. Cette hypothèse est toutefois fortement contestée, nombre d'articles mettant en avant le fait que plus le séjour du migrant est durable, moins les connexions avec sa famille sont fréquentes, d'où des transferts monétaires de plus en plus faibles (Stark, 1991). Par ailleurs, Cuc *et al.* (2006) montrent que les transferts de fonds sont majoritairement consommés en Moldavie et relativement peu épargnés. En observant les données issues des enquêtes ménages, Cuc *et al.* (2006) remarquent que les transferts sont utilisés pour financer des biens de consommation courante ou semi-durables mais également des dépenses liées à la santé ou à l'éducation. Cette part représente environ 50% des sommes reçues de l'étranger, à laquelle s'ajoute des dépenses relatives à des biens immobiliers (achat ou rénovation). La part épargnée est faible, représentant moins de 10% des transferts reçus. Au regard des conclusions de la littérature et des informations fournies par les enquêtes ménages, nous considérerons donc que les transferts sont consommés dans une proportion légèrement supérieure à celle des revenus du travail, d'où $\alpha_4 = 0.95$ et $\alpha_1 = 0.90$.

2.4 Les entreprises

Avant de proposer une modélisation des comportements des entreprises, il convient d'exposer les caractéristiques du secteur privé contribuant à la production moldave. L'examen des données du bureau national de la statistique de la Moldavie montre que les deux contributions principales proviennent des secteurs agricole et manufacturier, qui permettent au pays d'exporter sur les marchés étrangers. Cela étant, les revenus issus de la production agricole sont fortement soumis aux conditions météorologiques, notamment aux sécheresses dans un pays encore faiblement modernisé (EIB, 2013). Par ailleurs, les exportations subissent l'instabilité des pays européens dont la demande est sévèrement contrainte par les plans d'austérité qui ont suivi les crises des dettes souveraines depuis 2010. La situation n'est guère plus favorable en Russie, qui demeure un partenaire commercial de premier rang pour le secteur agricole de la Moldavie. La dépendance de la Russie vis-à-vis des matières premières crée une instabilité ne favorisant pas les importations de produits moldaves, à laquelle il faut ajouter les sanctions consécutives au rapprochement du pays avec l'Union européenne (2006, 2014). L'économie moldave est essentiellement basée sur la demande des ménages, elle-même soutenue par les transferts monétaires des migrants. La figure 2.5 montre bien que la consommation des ménages représente une part très importante de la demande (laquelle fuit presque intégralement vers l'extérieur eu égard à forte propension à importer), mais l'investissement reste limité malgré un stock de capital faible.

Outre leur rôle bien établi sur la consommation des ménages, les transferts monétaires des migrants sont également susceptibles de soutenir l'investissement privé. En effet, les travaux publiés montrent que les transferts de fonds sont en partie utilisés pour financer des activités productives à petite échelle, notamment dans le cadre de micro-entreprises (Woodruff et Zenteno, 2007). Plus précisément, Woodruff et Zenteno (2007) montrent que l'appartenance à un réseau de migration est corrélé avec un ratio capital/production plus élevé au Mexique. Les investissements concernent notamment l'acquisition de véhicules et de matériel permettant d'augmenter la productivité. Néanmoins, les auteurs précisent que cette plus forte dotation en capital n'a d'impact sur la production que dans les secteurs de haute technologie, peu implantés en Moldavie. D'une façon générale, les transferts de fonds peuvent favoriser l'investissement par deux mécanismes : ils permettent aux individus receveurs d'augmenter leur richesse et facilitent donc leur accès au crédit ; ils se

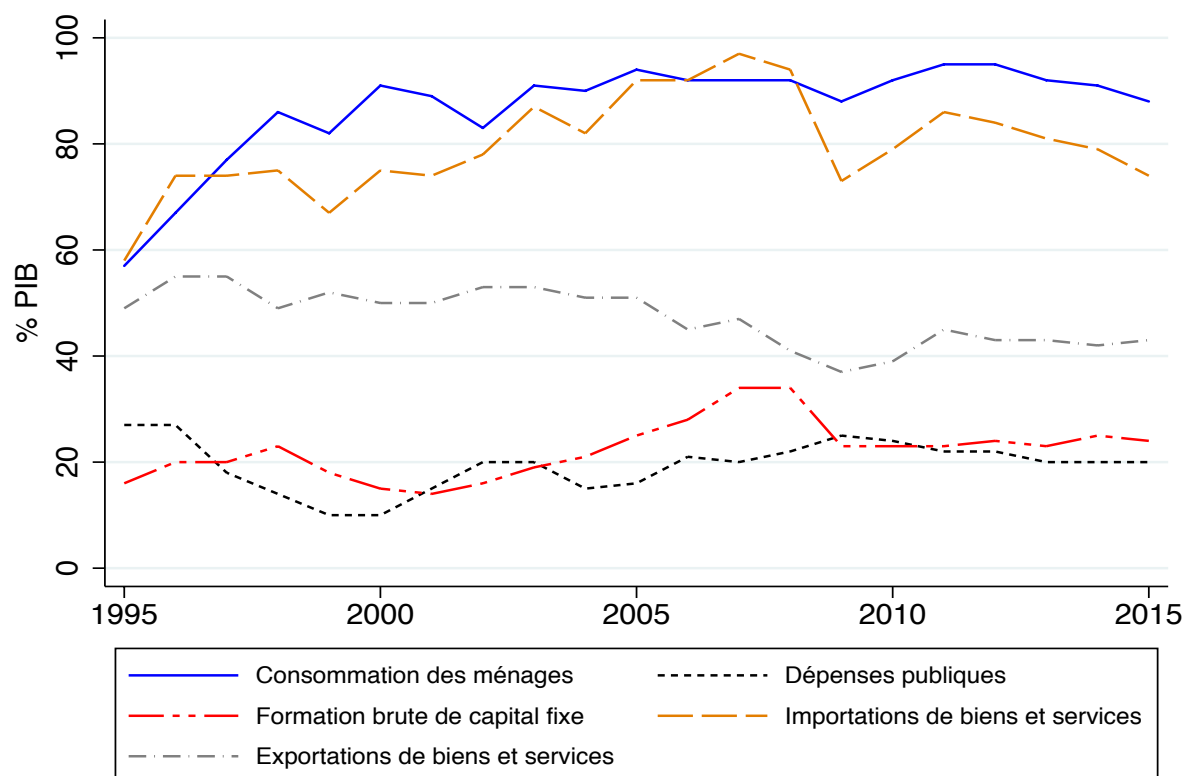
substituent au crédit lorsque l'accès à ce dernier est fortement contraint ou inexistant. Ce rôle de substitut au crédit est également identifié empiriquement, en particulier par Giuliano et Ruiz-Arranz (2009). Dans cette étude, les auteurs notent que les transferts des migrants augmentent l'investissement privé lorsque la disponibilité du crédit est faible, d'où un impact significatif sur la croissance économique.

Les gouvernements des pays recevant des montants importants de transferts monétaires tentent de les canaliser vers des activités économiquement productives en proposant des conditions avantageuses pour les investissements. Depuis 2010, le gouvernement moldave favorise l'investissement des envois de fonds, notamment par le biais d'un programme⁶⁵ consistant à doubler chaque unité monétaire reçue de l'étranger qui est investie. Ce programme s'inscrit dans la lignée du 3X1 mexicain⁶⁶ qui triple chaque dollar investi par les ménages dans leur communauté. L'objectif est de favoriser l'investissement privé dans un contexte où le secteur financier moldave - relativement fragile - est peu enclin à octroyer des prêts, particulièrement depuis la mise en place d'une politique monétaire plutôt restrictive (à partir de 2015, voir graphique 2.6). Le développement des capacités productives nationales est d'autant plus pertinent qu'une partie importante de la demande générée par les transferts monétaires des migrants fuit en importations, en raison d'une offre insuffisante (figure 2.5). Cela étant, le programme ne rencontre pas le succès escompté eu égard aux nombreuses limites pointées par les bénéficiaires (Martinez *et al.*, 2015). En particulier, les ménages souhaitant adhérer au programme sont soumis à une limite de 200 000 lei (environ 9700 euros), ce qui constitue une contrainte relativement forte pour entreprendre des investissements en capital. Finalement, le programme n'a financé que 504 projets entre 2010 et 2014, pour un total de 184 millions de lei (environ 9 millions d'euros) (Martinez *et al.*, 2015, p. 12). Malgré les résultats limités de ces incitations, nous considérerons - au regard des contributions de la littérature - que les transferts de fonds favorisent indirectement l'investissement en diminuant le risque prêteur. L'effet direct est manifestement marginal : Hristev *et al.* (2009) montrent que moins de 10% des transferts sont investis dans les zones rurales, alors que Cuc *et al.* (2006) notent également que les transferts sont essentiellement consommés en Moldavie. En revanche, les envois de fonds peuvent favoriser l'investissement en relâchant les contraintes financières des emprunteurs (FMI, 2005). Ils permettent d'accéder plus facilement à des prêts et peuvent être considérés comme

65. PARE 1+1 (Project of Attracting the Remittances in Economy).

66. Les Philippines ont développé des incitations similaires.

FIGURE 2.5 – Principales composantes de la demande en Moldavie



Données Bureau National de la Statistique de Moldavie. Réalisation de l'auteur.

une garantie : les établissements bancaires seront plus enclins à fournir un crédit lorsque le prêteur dispose d'une source de revenus supplémentaire. De plus, les ménages bénéficiant de transferts sont incités à détenir des comptes, qui facilitent la réception de fonds étrangers et favorisent le développement du secteur financier, qu'il soit formel ou informel.

La spécification de la fonction d'investissement s'inspire des modélisations réalisées par Le Heron et Mouakil (2008) et Le Heron (2011). Ainsi, l'accumulation du capital est déterminée d'une part par la profitabilité des entreprises, mesurée par les profits rapportés au stock de capital à la période précédente, et d'autre part par le taux d'utilisation du capital physique (équation (2.18)). Les transferts de fonds interviennent indirectement *via* le risque prêteur. En effet, les enquêtes citées précédemment suggèrent que les ménages bénéficiant de ces transferts ont des contraintes financières moindres, leur permettant d'emprunter plus facilement. De plus, le nombre de micro-entreprises est particulièrement élevé en Moldavie, comme l'atteste le tableau 2.3. Il doit être précisé que ces données sous-estiment probablement le nombre de micro-entreprises car elles omettent les entreprises informelles, qui sont souvent de petites unités productives. Selon les données de l'orga-

Tableau 2.3 – Les entreprises moldaves par secteur et par taille

	Grande	Moyenne	Petite	Micro
Agriculture, sylviculture et pêche	72	220	1054	1822
Industrie minière, extraction	10	12	31	64
Manufacture	268	235	1031	2948
Construction	116	120	800	1958
Vente de gros et de détail ; réparation de véhicules	524	460	3531	15798
Transport et stockage	61	102	797	1730
Restauration et hôtellerie	14	42	342	1350
Information et communication	32	41	277	1636
Assurance, activités financières	42	19	129	864
Santé, social	70	78	294	590

Données Bureau National de la Statistique de Moldavie.

nisation internationale du travail (OIT), 32.5% des actifs occupaient un emploi informel comme activité principale en 2014, alors que 57% des employeurs moldaves admettaient ne pas déclarer tous leurs salariés⁶⁷. L'omniprésence des micro-entreprises permet donc d'envisager le rôle des transferts de fonds sur l'investissement dans la mesure où les ménages détenant ces entreprises peuvent les utiliser pour accéder à un prêt.

En raison de la faiblesse du développement financier, nous considérons que les entreprises ne peuvent augmenter leur investissement que par l'autofinancement ou l'emprunt (nous négligeons l'émission d'actions ou les autres sources de financement à court terme comme les *commercial papers*). Cette hypothèse semble particulièrement bien adaptée au contexte moldave puisque le financement de l'investissement par les banques ne concerne que 20% des firmes (Banque Mondiale, 2015b). Par conséquent, l'investissement net (I) dépend des fonds internes (IF) et du financement externe (ρ).

67. Bien que les données moldaves soient relativement précises concernant l'emploi informel, le nombre d'entreprises informelles n'est pas estimé. Or, un emploi informel n'est pas nécessairement occupé dans une entreprise informelle, d'où la difficulté d'estimer la part des unités productives non enregistrées.

$$I \equiv \rho + IF \quad (2.14)$$

$$IF = P_E^u - \theta L_{E-1} \quad (2.15)$$

P_E^u représente le profit des entreprises non distribué et L_E les crédits. Reprenant la démarche de Le Heron (2011), nous considérons que les entreprises favorisent l'autofinancement au financement externe, cette hypothèse étant particulièrement crédible dans notre contexte (faible accès au crédit et majorité de très petites entreprises). Les entreprises souhaitant obtenir des fonds externes se tournent ensuite vers les banques commerciales, qui leur accordent ou non des prêts en fonction du risque prêtéur (LR), dont nous détaillerons les déterminants dans la section suivante. Une partie de l'investissement étant financée par emprunt, il est probable que la demande d'investissement désirée (I^d) ne soit pas pleinement satisfaite en raison de la réticence des banques à financer certains projets ainsi que des conditions en termes de confiance (Le Heron et Mouakil, 2008).

$$I^d = gr_{Kd} \cdot K_{-1} \quad (2.16)$$

$$\rho^d = I^d - IF \quad (2.17)$$

$$gr_{Kd} = \gamma_1 + \gamma_2 r_{cf-1} + \gamma_3 U_{-1} - \gamma_4 lev_{-1} \quad (2.18)$$

ρ^d représente la part désirée d'investissement financée par emprunt. L'accroissement désiré du stock de capital (gr_{Kd}) dépend d'un paramètre de confiance exogène (γ_1), de la profitabilité (r_{cf}), du taux d'utilisation (U) et du niveau d'endettement par rapport au stock de capital (lev).

$$lev = \frac{L_E}{K_{-1}} \quad (2.19)$$

$$r_{cf} = \frac{P_E}{K_{-1}} \quad (2.20)$$

$$U = \frac{Y}{Y^*} \quad (2.21)$$

$$Y^* = K_{-1} \cdot \sigma \quad (2.22)$$

Y^* représente la production de pleine capacité. Les prêts sont accordés en fonction du levier (lev) et du taux d'intérêt (i_L) (voir équation (2.26)). Le levier (lev) dépend de la somme des prêts déjà accordés à l'entreprise (L_E), rapportée à leur capital.

Le profit des entreprises vaut :

$$P_E \equiv C + I + G_E + X - IM - W - T_E - i_{L-1} \cdot L_{E-1} \quad (2.23)$$

T_E représente les impôts versés par les entreprises, W les salaires et G_E le soutien du secteur public.

2.5 Les banques commerciales

Les banques commerciales⁶⁸ vont proposer un taux d'intérêt sur les prêts en fonction du taux fixé par la banque centrale, auquel elles ajoutent un taux de marge. Dans la mesure où nous négligeons les emprunts des entreprises à court terme (voir section précédente), nous considérons que les banques commerciales n'accordent qu'un seul type de prêt. La rémunération des dépôts est également fixée à l'aide du taux directeur mais est inférieure, permettant aux banques de créer une marge. Leur profit (P_b) est en partie redistribué aux ménages.

$$P_b = i_{cb-1} \cdot B_{-1} + i_{L-1} \cdot L_{E-1} - i_{cb-1} \cdot REF_{-1} - i_{D-1} \cdot D_{t-1} \quad (2.24)$$

B représente les bons du Trésor, REF le refinancement et i_{cb} le taux directeur. Les envois de fonds interviennent dans l'analyse de la solvabilité effectuée par les banques avant de satisfaire ou non une demande de prêt. Plus précisément, ils facilitent le crédit puisqu'ils apportent une garantie supplémentaire au prêteur : si le projet d'investissement s'avère insolvable, les ménages ont la possibilité d'utiliser les transferts reçus de l'étranger pour rembourser le prêt, ou de demander au migrant de leur renvoyer des sommes supplémentaires le cas échéant. Les envois de fonds ne constituent pas un collatéral en ce sens qu'il ne s'agit pas d'un capital dont la valeur fluctue⁶⁹ mais ils diminuent le risque perçu par le

68. En 2016, la Moldavie dénombrait 11 banques autorisées exercer leur activité.

69. Dans les faits, la fluctuation des monnaies dans lesquelles les transferts sont envoyés peut affecter leur valeur. Ce cas ne sera pas étudié ici.

prêteur. Ainsi, ils apparaissent dans le risque prêteur (LR) qui représente plus généralement le risque perçu par une banque vis-à-vis d'une demande de crédit. Dans la mesure où leur contribution à l'investissement semble modeste dans le cas moldave, nous supposons que l'effet sur le risque prêteur est lié à leur variation.

$$\rho = \rho^d \cdot (1 - LR) \quad (2.25)$$

$$LR = -\phi_1 + \phi_2 lev - \phi_3 \frac{\Delta REM}{REM_{-1}} + \phi_4 i_{cb} \quad (2.26)$$

$$i_L = i_{cb} + \chi_1 \quad (2.27)$$

$$i_D = i_{cb} - \chi_2 \quad (2.28)$$

ϕ_1 est un paramètre de confiance (exogène), χ_1 et χ_2 représentent un taux de mark-up permettant aux banques de réaliser un profit. ρ est le financement accordé aux entreprises pour leurs projets d'investissement : on remarque bien que lorsque $LR = 1$, le niveau de crédit accordé est nul. À l'inverse, si $LR = 0$ le risque perçu est nul et la demande d'investissement est entièrement satisfaite.

2.6 L'État

L'État collecte les prélèvements sur les ménages (T_M), constitués d'une part de la taxation des revenus du travail ($\lambda_1 \cdot W_{-1}$) et des dépôts ($\lambda_2 \cdot D$). Les profits (P_E) des entreprises sont taxés à un taux λ_3 . Enfin, les impôts indirects sont perçus *via* les taxes sur les ventes ($\lambda_4 \cdot Q_D$), représentant l'ensemble des impôts versés par les entreprises (T_E).

$$T_M = \lambda_1 \cdot W_{-1} + \lambda_2 \cdot D \quad (2.29)$$

$$T_E = \lambda_3 \cdot P_E + \lambda_4 \cdot Q_D \quad (2.30)$$

$$Q_D = C + I + G \quad (2.31)$$

Le déficit de l'État est financé par l'émission de bons du Trésor (ΔB) achetés par les banques au taux d'intérêt directeur en vigueur (i_{cb}). Les dépenses de l'État sont constituées d'achats de biens et services au secteur privé, des coûts de fonctionnement et des transferts

aux ménages. À l'instar de Le Heron et Marouane (2017), les dépenses publiques croissent en fonction de l'activité économique de la période précédente (t_{-1}), d'où un léger effet contracyclique. Enfin, une partie du profit de la banque centrale (P_{cb}^d) est reversée à l'État.

$$G = G_{-1} \cdot (1 + grY_{-1}^{MO}) \quad (2.32)$$

$$\Delta B = DG \quad (2.33)$$

$$DG \equiv G + (i_{cb-1} \cdot B_{-1}) - T - P_{cb}^d \quad (2.34)$$

2.7 La banque centrale

Conformément à la réglementation prudentielle moldave, les banques commerciales doivent disposer d'un certain montant de réserves (H), leur niveau étant fixé par la banque centrale⁷⁰. Le profit (P_{cb}) correspond aux intérêts perçus lors du refinancement des banques commerciales, auquel est soustrait le paiement des intérêts des crédits russes (L^{RU}) et européens (L^{EU}).

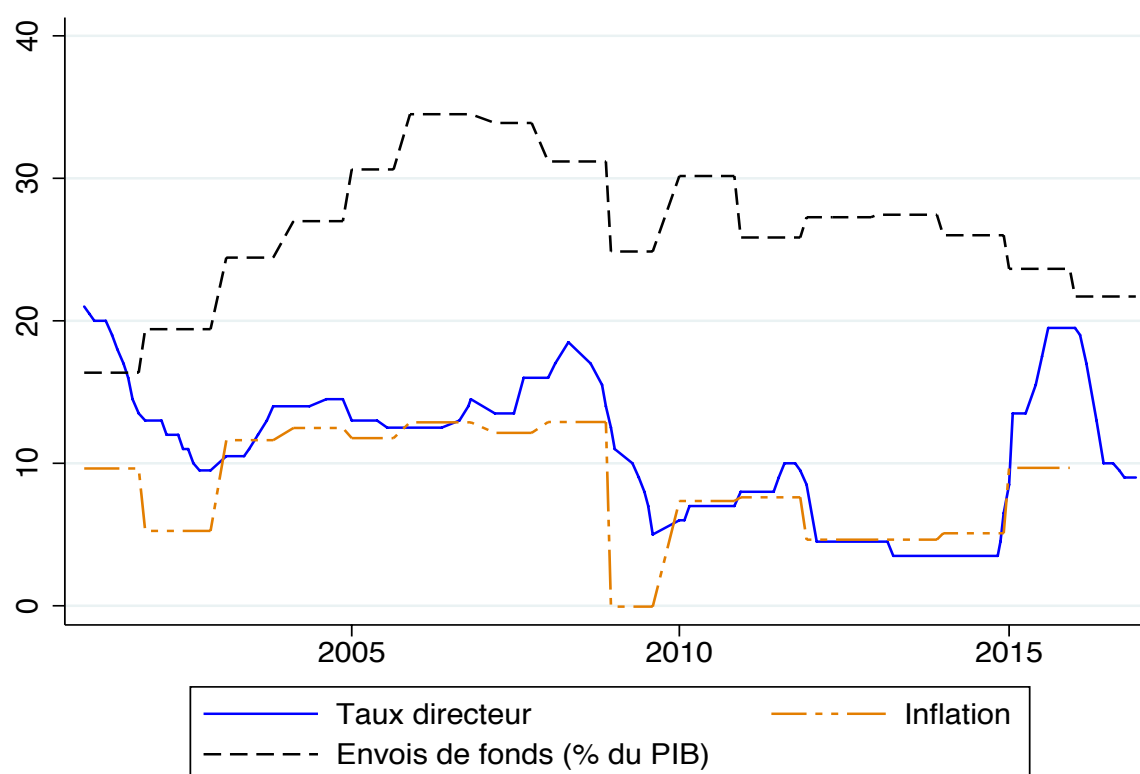
$$H = \eta \cdot D \quad (2.35)$$

$$P_{cb} = i_{cb-1} \cdot REF_{t-1} - \left[i_{L-1}^{EU} \cdot \frac{L_{-1}^{EU}}{E_2} + i_{L-1}^{RU} \cdot \frac{L_{-1}^{RU}}{E_1} \right] \quad (2.36)$$

L'objectif premier de la banque centrale de Moldavie est de limiter l'inflation à un niveau de 5%, avec une marge de fluctuation de $\pm 1.5\%$ (article 4 de la loi relative à la banque nationale de Moldavie). Concernant le cours de la monnaie, il est précisé dans les statuts de la banque centrale que le leu fluctue selon un régime de changes administré, sans cible prédéterminée. Au regard de la figure 2.7, le régime de changes semble effectivement flottant à très court terme, sans que de fortes déviations ne soient observées à long terme. En particulier, le cours du leu par rapport à l'euro - fluctuant librement - s'ajuste régulièrement mais l'intervalle de variation reste relativement restreint, entre 1 euro pour 10 lei et 1 euro pour 20 lei. Il faut toutefois noter que la vie politique moldave - régulièrement animée par des scandales financiers - affecte le taux de change par des dépréciations aussi brutales qu'éphémères. La figure 2.7 montre ainsi que le scandale politico-financier relatif

⁷⁰. Le montant minimal des réserves est fixé chaque mois par le conseil d'administration de la banque centrale.

FIGURE 2.6 – Taux directeur, transferts des migrants et inflation en Moldavie



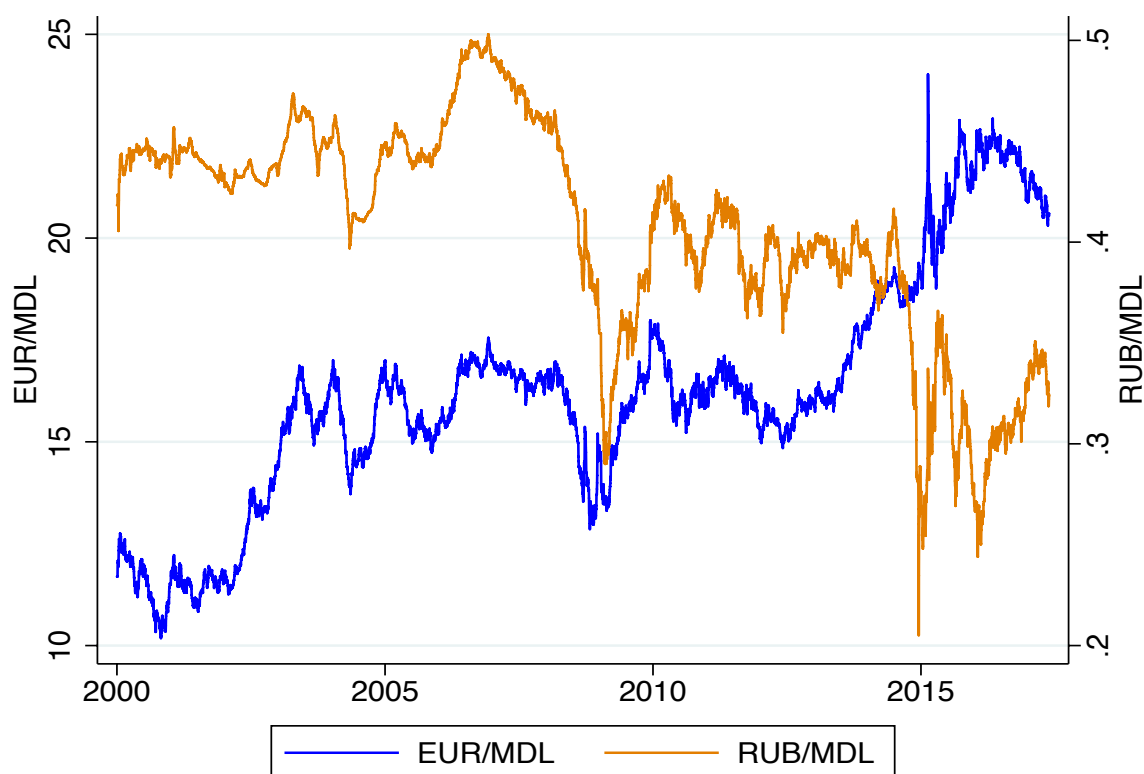
Données banque centrale de Moldavie, réalisation de l'auteur.

aux banques moldaves (révélé début 2015) a provoqué une très forte dépréciation du leu par rapport à l'euro, bien que temporaire⁷¹. Le taux de change leu/rouble subit également des variations temporaires importantes au gré de l'évolution de l'économie russe.

Les envois de fonds peuvent affecter de deux façons la politique monétaire moldave. Tout d'abord, il est reconnu que ce type de revenu exogène favorise l'inflation dans le pays receveur, en raison des tensions générées sur l'appareil productif par un regain de demande (Narayan *et al.*, 2011), particulièrement dans le cadre d'un régime de changes fixes (Ball *et al.*, 2013). Puisque le principal objectif de la banque centrale de Moldavie est la stabilité des prix, il est probable que les flux de transferts de fonds soient relativement corrélés au taux directeur, instrument largement utilisé pour contrôler l'évolution des prix. Les envois de fonds ont également des conséquences sur le cours de la monnaie du pays où ils sont destinés, se traduisant généralement par une appréciation progressive du taux de change. L'apparition du syndrome hollandais est régulièrement citée dans la littérature à

71. La tendance baissière du leu est moins évidente par rapport au rouble en raison de la crise ayant affecté la monnaie russe sur la même période. On observe d'ailleurs une forte dépréciation du rouble par rapport au leu au plus fort de la crise russe, en décembre 2014.

FIGURE 2.7 – Evolution du cours du leu moldave (MDL) par rapport à l'euro (EUR) et au rouble (RUB)



Données banque centrale de Moldavie. EUR/MDL représente le nombre de lei par euro et RUB/MDL le nombre lei par rouble. Réalisation de l'auteur.

la fois théorique et empirique (Acosta *et al.*, 2009 ; Bayangos et Jansen, 2011) et s'explique essentiellement par une augmentation de la demande vers des biens non-échangeables au détriment des secteurs exportateurs. Après avoir exporté des quantités importantes de métaux (acier, fer) jusqu'à la fin des années 2000, la Moldavie exporte davantage de produits agricoles (29% en 2014) et textiles (15% en 2014). Cela étant, le syndrome hollandais affecte essentiellement le taux de change réel et non le taux de change nominal, la figure 2.7 ne montre d'ailleurs pas d'appréciation significative du leu depuis le début des années 2000. De plus, les exportations de la Moldavie sont stables depuis son indépendance de l'URSS (environ 40% du PIB). Pour ces raisons, nous considérons dans notre modélisation que la politique monétaire est indépendante des envois de fonds, puisque ces derniers ne semblent pas affecter significativement le taux de change⁷². Les conclusions sont identiques concernant l'inflation : bien que cette dernière soit relativement élevée et volatile, on note une quasi-absence de corrélation avec les transferts des migrants.

72. En revanche, les transferts sont très utiles à la banque centrale puisqu'ils lui procurent des réserves de devises indispensables au maintien du taux de change, notamment durant les périodes d'instabilité monétaire.

Dans la mesure où l'inflation et les envois de fonds ne semblent pas corrélés en Moldavie, nous considérons qu'ils ne créent pas de tensions inflationnistes et ne contraignent pas la banque centrale à ajuster son taux d'intérêt. Le manque de développement financier souligné dans la section 2.4 nous permet de négliger la politique monétaire qui n'affecte pas significativement l'investissement : le taux d'intérêt est donc exogène et l'inflation nulle. En revanche, les fluctuations du leu, du rouble et de l'euro seront prises en compte directement lors des simulations car elles exercent un impact important sur la valeur des envois de fonds reçus en devises étrangères. Ainsi, le modèle est en mesure de capter très précisément les fluctuations monétaires puisque nous utilisons les valeurs empiriques des différents taux de change pour réaliser les simulations : même s'il n'inclut pas de politique monétaire, l'utilisation des valeurs observées augmente la puissance explicative du modèle pour reproduire les faits empiriques. Cette méthode permet également de proposer des scénarios en fonction d'une évolution supposée du cours de l'euro et du rouble non déterminée dans le modèle, ce dernier étant fortement volatil depuis 2014.

Notre modèle se compose d'une soixantaine d'équations (voir la liste complète en annexe 2), que nous résolvons numériquement. L'identité comptable utilisée pour contrôler la structure « sans fuite » du modèle sera la suivante :

$$H \equiv H_{thq} \quad (2.37)$$

H_{thq} représente la monnaie banque centrale « théorique » (voir la matrice des transactions, tableau 2.2).

$$H_{thq} = H_{thq-1} + \Delta REF - \frac{\Delta L_{EU}}{E2} - \frac{\Delta L_{RU}}{E1} - P_{cb}^u \quad (2.38)$$

3 Résultats du modèle et reproduction des faits stylisés

3.1 L'état stationnaire du modèle

La première étape des simulations consiste à trouver un état stationnaire de l'économie proche des valeurs empiriques constatées. Comme le montrent les graphiques de la figure 2.8, le modèle converge relativement vite et trouve un équilibre stable en quelques an-

nées⁷³. En comparant les valeurs estimées par le modèle et la figure 2.5, on remarque que la plupart de nos variables sont relativement proches des données observées. En revanche, les envois de fonds se stabilisent à un niveau légèrement supérieur dans notre modèle (35% du PIB contre 30% en moyenne observés avant la crise de 2008). Cette différence peut s'expliquer par les simplifications inhérentes à la modélisation, laquelle ne permet pas de capter tous les flux avec précision. Une autre explication serait la mauvaise comptabilisation des transactions informelles : malgré les tentatives d'estimation de la banque centrale de Moldavie, les envois de fonds sont probablement sous-estimés comme dans la plupart des pays (De Luna Martinez, 2005). Quant à la croissance, elle se stabilise autour de 7%, conformément aux valeurs constatées en Moldavie au début de la décennie 2000.

3.2 Les sanctions commerciales de 2006, la crise économique mondiale (2008-2009) et l'instabilité russe (2014-2016)

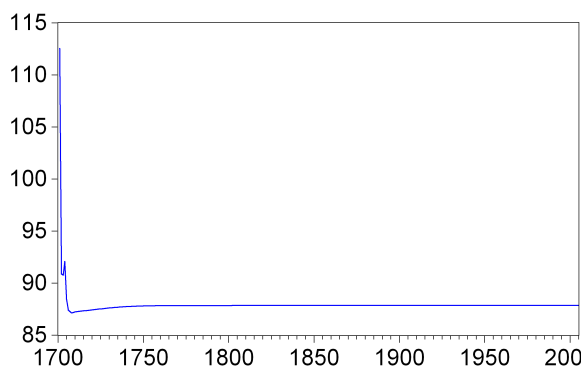
Toutefois, obtenir un état stationnaire proche des valeurs réelles ne signifie pas que notre modèle possède un pouvoir explicatif important. Afin de contrôler sa capacité à suivre les tendances de l'économie moldave, nous tentons dans un second temps de reproduire les chocs subis par le pays depuis 2005. Le premier choc concerne les sanctions prises par la Russie en 2006 à l'encontre des produits moldaves. Comme nous l'avons évoqué précédemment, ces mesures ont provoqué d'importants changements sur le secteur exportateur : essentiellement tourné vers la Russie jusqu'en 2006 (40% du total), les sanctions ont eu pour conséquence de ré-orienter les exportations vers le marché européen. Depuis, le marché russe ne représente plus que 20-25% des exportations de la Moldavie (figure 2.3). Nous intégrons ce choc en modifiant la valeur des paramètres μ_5 et μ_7 des équations (2.2) et (2.3) : à partir de 2006, μ_5 baisse considérablement et μ_7 s'élève légèrement pour prendre en compte l'intérêt grandissant des exportateurs moldaves pour le marché européen. Afin de répondre à ces sanctions, le gouvernement a mis en place des mesures⁷⁴ pour stimuler l'investissement, se traduisant par une brusque accélération de la formation brute de capital fixe (FMI, 2008) très visible sur la figure 2.5. Nous tenons également

73. L'axe des abscisses représente les années. L'état stationnaire s'arrête en 2005, année à partir de laquelle nous commençons à reproduire l'évolution de l'économie en fonction des chocs externes.

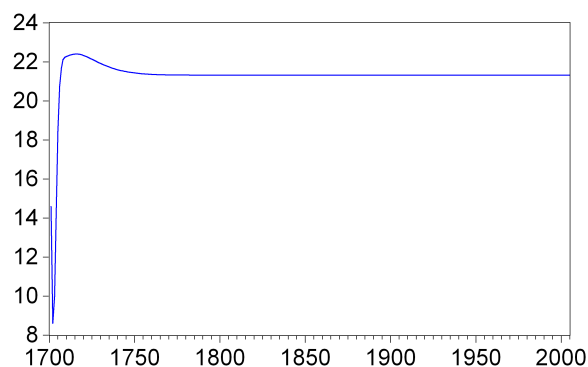
74. Ces mesures consistaient à attirer les investisseurs étrangers, à augmenter les investissements publics et à diminuer l'impôt sur les sociétés (15% contre 18% auparavant). Ce dernier a même été réduit jusqu'à 0% à partir de 2008 pour des catégories ciblées d'investissements, mais cette mesure a ensuite été abandonnée. Voir Qehaja (2012).

FIGURE 2.8 – Principales variables à l'état stationnaire (% PIB)

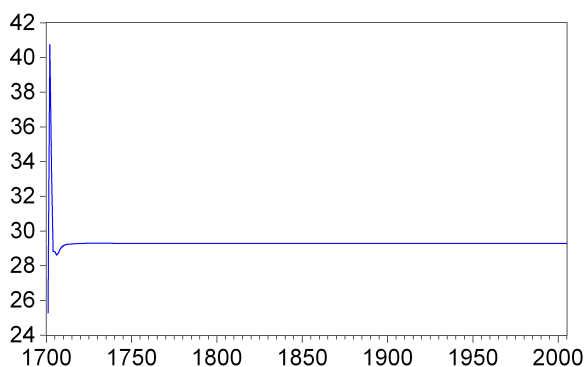
(a) Consommation



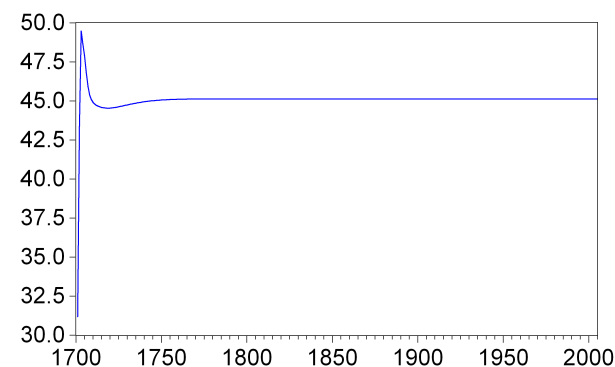
(b) Investissement



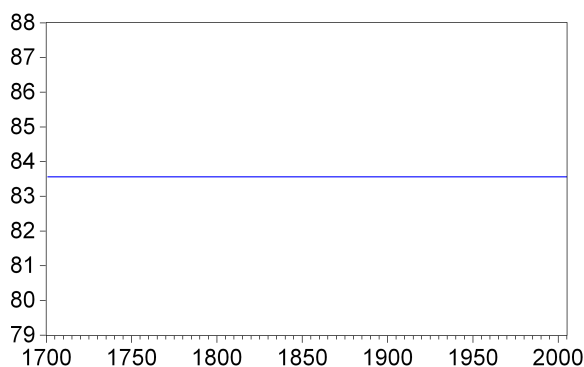
(c) Dépenses publiques



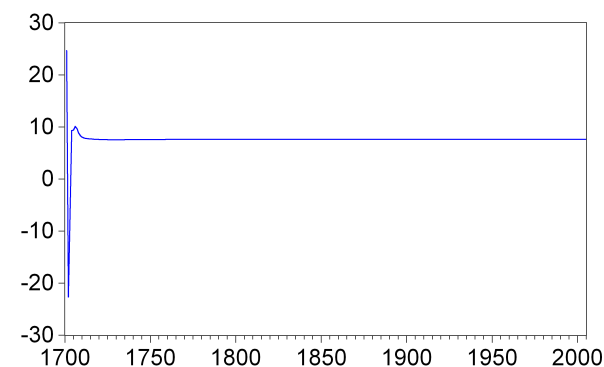
(d) Exportations



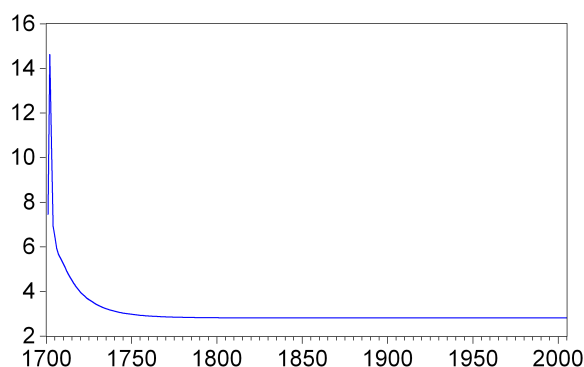
(e) Importations



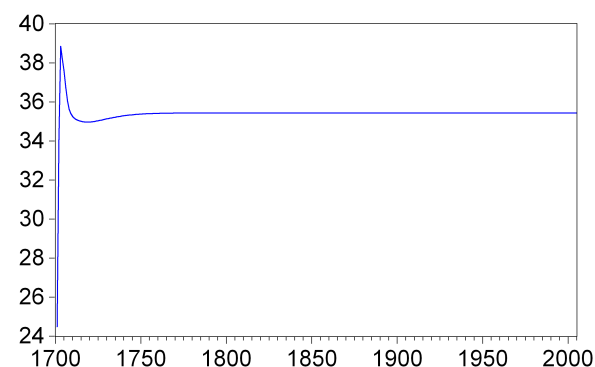
(f) Croissance



(g) Déficit public



(h) Envois de fonds



Les tendances sont exprimées en pourcentage du PIB, sauf le taux de croissance annuelle.

compte de cette accélération « discrétionnaire » de l'investissement dans notre modèle en augmentant légèrement le paramètre γ_1 à partir de 2006.

Bien que les sanctions aient été assouplies, les données de commerce international et la figure 2.3 montrent que la part du marché russe pour les exportations moldaves s'est stabilisée autour de 20-25% et n'a jamais retrouvé son niveau initial. En conséquence, les changements opérés sur les coefficients μ_5 , μ_7 et γ_1 seront conservés lors des prochaines simulations et considérés comme constants.

Le second choc important est la crise mondiale de 2008. Cette dernière s'est répercutée sur la Moldavie à travers la baisse des exportations et des envois de fonds. En effet, la figure 2.1 montre que les transferts des migrants se sont contractés d'environ 30% au cours de l'année 2009, entraînant des conséquences majeures sur l'activité économique du pays. La prise en compte de ce phénomène sera intégralement réalisée en utilisant les données de croissance de la zone euro et de la Russie pour fixer les valeurs des variables y^{EU} et y^{RU} . Nous les intégrons directement au modèle, ce qui permet à la fois de disposer de données réelles (et non estimées) et de ne pas modifier le calibrage qui est une opération nécessairement arbitraire. Les chiffres fournis par le FMI sont utilisés à partir de 2005 dans les équations estimant les importations russes et européennes (équations (2.2) et (2.3)), ainsi que dans les équations estimant les transferts de fonds envoyés depuis ces deux zones (équations (2.5) et (2.6)). Nous procédons de la même façon pour ajuster le taux de change : les cours leu/rouble (E_1) et leu/euro (E_2) sont modifiés à chaque période à l'aide des données empiriques fournies par la banque centrale de Moldavie⁷⁵, permettant de répercuter l'évolution du leu sur les envois de fonds. Le seul paramètre modifié sera la confiance des établissements bancaires vis-à-vis des emprunteurs : logiquement affectés par la crise, ils contractent l'offre de crédit, se traduisant par une baisse du paramètre ϕ_1 (équation (2.26)) uniquement durant l'année 2009 (au plus fort de la crise). Hormis la modification du risque prêteur, le modèle estime donc des résultats en fonction de la variation de données empiriques, permettant ainsi de tester sa pertinence pour reproduire les tendances de l'économie moldave.

Le dernier choc important concerne la crise du rouble dont le point culminant a été atteint fin 2014 et au début de l'année 2015. L'instabilité monétaire a fortement affecté la Mol-

75. La banque centrale de Moldavie publie le cours du leu avec des moyennes annuelles.

davie par le canal des envois de fonds puisque la Russie représente toujours le principal pays d'accueil des migrants moldaves. En effet, les sanctions russes à l'encontre de la Moldavie n'ont à ce jour concerné que les exportations et non les mouvements de personnes, ce qui explique l'origine toujours majoritairement russe des envois de fonds. En d'autres termes, les producteurs moldaves ont été contraints de diversifier les marchés sur lesquels ils exportent, leur permettant de moins dépendre de la demande russe. En revanche, la répartition de la diaspora a peu évolué depuis les années 2000 ⁷⁶ et se concentre de façon importante en Russie qui détermine - par son cycle économique - les montants d'envois de fonds reçus par la Moldavie. L'importante dépréciation du rouble amorcée dès 2014 a eu pour impact de dévaloriser fortement les envois partant de Russie, se traduisant par une réduction annuelle de plus de 20% des transferts totaux. La crise monétaire s'est accompagnée d'une contraction de l'économie russe (-2.8% en 2015) dont les conséquences se répercutent sur la demande de travail et sur l'emploi des migrants moldaves installés en Russie. Les impacts de cette crise seront pris en compte *via* l'évolution du taux de change et du taux de croissance de la zone euro et de la Russie. Comme lors de la crise de 2008, nous intégrons au modèle l'évolution du cours des différentes monnaies et des taux de croissance observés, sans ajuster d'autres paramètres.

Les résultats des simulations sont présentés sur la figure 2.9. Manifestement, les variables simulées suivent des tendances relativement proches des valeurs observées, avec cependant quelques déviations importantes. Par exemple, on remarque que le taux de croissance estimé ne capte pas la reprise soudaine de l'économie moldave en 2013. Il est intéressant de noter une différence équivalente concernant la consommation qui augmente brutalement la même année alors que le modèle prédit plutôt une stagnation. Ces résultats contradictoires peuvent s'expliquer par le comportement du gouvernement, dont la politique discrétionnaire ne peut être précisément estimée par le modèle. Par exemple, les autorités moldaves ont procédé à des ajustements budgétaires importants suite à la crise de 2009 (figure 2.9-c), difficiles à prendre en compte dans la modélisation. Le pays étant débiteur vis-à-vis du FMI, ses dépenses ont été revues à baisse (notamment dans le secteur de l'éducation) afin de conserver un solde budgétaire proche de l'équilibre. La variation des dépenses publiques se répercute sur le secteur privé, pouvant expliquer les différences relatives à l'année 2013. Une autre déviation importante concerne les exportations durant l'année 2011 : on note une très forte augmentation des valeurs observées qui ne se retrans-

76. Voir le chapitre 6, sections 1 et 2.

crit pas sur les valeurs simulées. La croissance des exportations demeure inexplicquée et son ampleur (+30%) semble peu crédible. Néanmoins, l'examen de la balance des paiements de Moldavie ne révèle pas de phénomène de report ou de changement comptable pouvant provoquer une telle hausse⁷⁷.

Notre principale variable d'intérêt simulée, à savoir les envois de fonds, possède un pouvoir explicatif satisfaisant au regard de la figure 2.9-f. Ce constat confirme le fait que les transferts dépendent essentiellement de la conjoncture des pays d'accueil des migrants et du taux change, conformément à la spécification des équations (2.5) et (2.6). Toutefois, on note que la crise de 2015 n'est pas pleinement prise en compte par le modèle, puisque les valeurs simulées sous-estiment nettement les effets de ce choc sur l'évolution des flux. Cette différence s'explique probablement par la valeur du taux de change utilisée lors des simulations : il s'agit d'une valeur moyenne annuelle estimée par la banque centrale de Moldavie, qui tend à minimiser les variations brutales du cours du rouble. Finalement, la reproduction des chocs ayant affecté la Moldavie montre que le modèle est utile pour mettre en évidence des tendances, mais que leur ampleur est à considérer avec prudence.

77. Le dernier changement notable concerne la nomenclature BPM6 qui a remplacé l'ancienne BPM5. Cependant, cette modification s'est opérée en 2009 et n'a pas engendré de variation importante dans l'enregistrement des échanges avec le reste du monde.

FIGURE 2.9 – Reproduction des tendances sur la période 2005-2016



Les tendances sont exprimées en variation annuelle.

4 Simulation de chocs externes

Notre modèle est désormais calibré et nous permet d'obtenir des résultats proches des variations observées. Il est donc possible de l'utiliser pour montrer comment les envois de fonds peuvent affecter l'économie. Cette question est essentielle dans le cadre moldave puisque les migrants financent une grande partie de la consommation des ménages *via* leurs transferts, qui s'élèvent à près de 30% du PIB selon les statistiques officielles. Les simulations sont réalisées en partant de l'état stationnaire décrit dans la section 3.1 après les sanctions russes, de telle sorte que les exportations soient réparties entre zone euro et Russie dans les proportions actuelles.

4.1 Simulation d'une crise économique et monétaire en Russie

Nous nous intéressons plus particulièrement au cas de la Russie qui accueille la part la plus importante des migrants moldaves (environ 40%) et qui possède une économie plus instable que la zone euro. Afin de montrer comment la conjoncture russe affecte la Moldavie par le canal des envois de fonds, nous simulons une récession : en partant de l'état stationnaire à l'année 05 (figure 2.10), un taux de croissance de -7.8% est appliqué lors l'année 06⁷⁸, puis revient à son niveau pré-crise dès l'année 07. Il s'agit donc d'un choc très temporaire et probablement simplifié (absence de rattrapage progressif après la crise) mais visant à montrer l'impact d'une récession - même brève - sur la Moldavie. Les graphiques de la figure 2.10 montrent que les envois de fonds sont logiquement affectés mais se contractent modestement, à hauteur d'environ 5.5%. Ce chiffre est beaucoup plus faible que les valeurs constatées durant le choc économique de 2008-2009, en raison du caractère mondial de ce dernier : lorsque seule la Russie se trouve en récession, les effets sur les envois de fonds totaux sont moins significatifs puisque les transferts envoyés d'Europe sont supposés stables. Les impacts sur l'économie sont plus significatifs dans la mesure où la récession russe affecte également les exportations. Le taux de croissance se réduit temporairement, mais retrouve son niveau d'avant-crise assez rapidement. La baisse des dépenses publiques se produit avec une année de décalage, ayant pour effet d'augmenter leur poids par rapport au PIB dans un premier temps (leur croissance étant temporairement plus élevée que celle du PIB car indexée sur l'année précédente)⁷⁹. En somme, cette première simulation montre qu'un choc économique temporaire en Russie affecte

78. Il s'agit du taux de croissance enregistré en Russie lors de la récession de 2009. Utiliser cette valeur permet de constituer un scénario réaliste et donc plausible.

79. Seule la tendance est exprimée sur le graphique.

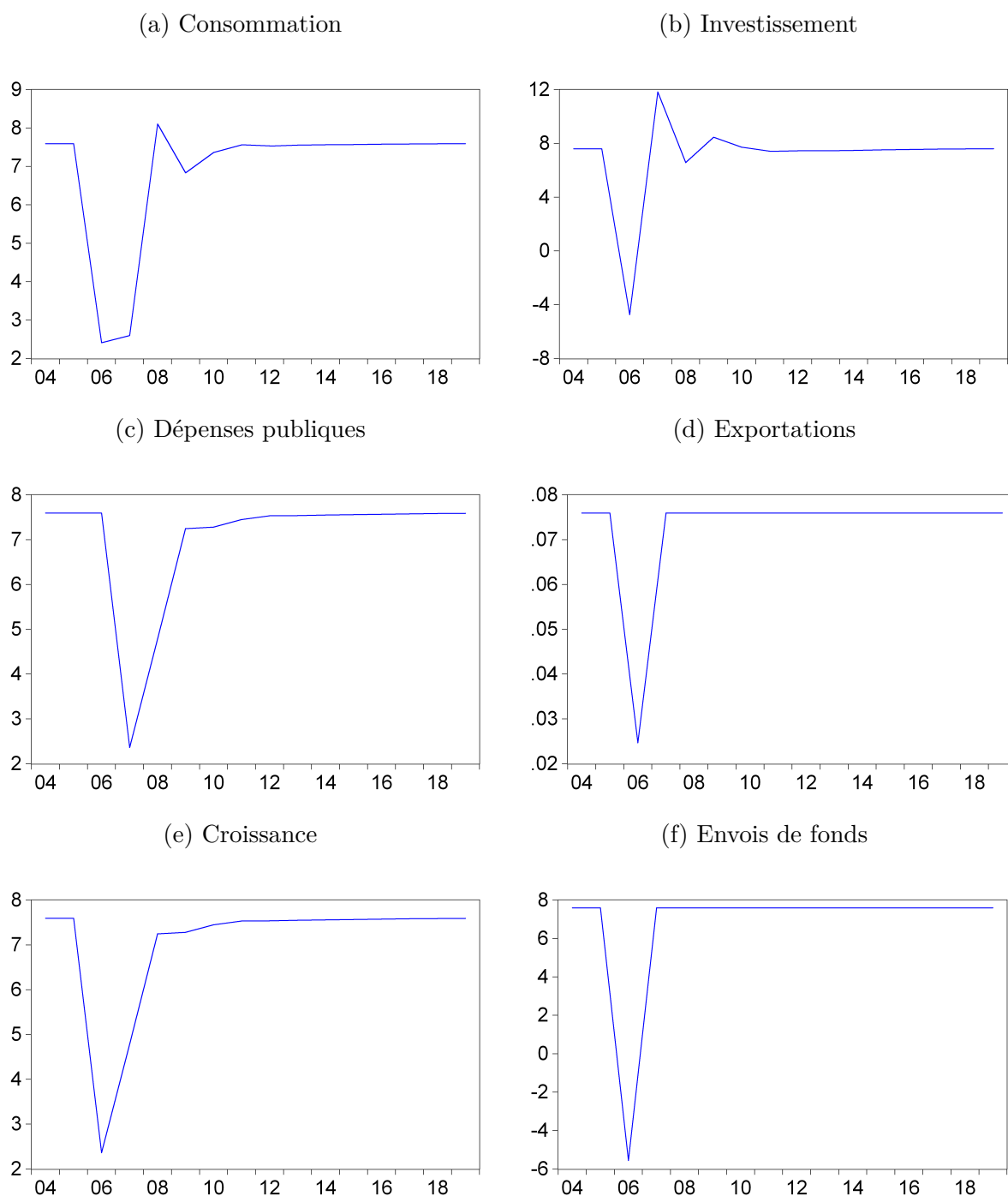
l'économie moldave mais seulement à court terme. En outre, les impacts sur les envois de fonds sont bien plus faibles par rapport aux valeurs observées en 2009, malgré un taux de croissance identique dans le modèle. Cette différence laisse donc supposer que la baisse des transferts de fonds sur cette période s'explique davantage par des phénomènes monétaires.

Afin de mesurer l'impact des fluctuations monétaires russes sur les envois de fonds reçus par la Moldavie, nous simulons maintenant une dépréciation du rouble. Lors de la crise de 2009, le rouble s'est déprécié de plus de 30% (figure 2.7), nous utilisons donc un taux de dépréciation similaire pour identifier les impacts d'un choc monétaire sur les transferts de fonds. Le taux de croissance de la Russie demeure constant, ce qui permet de différencier les effets économiques réels et monétaires. La figure 2.11 montre que les impacts d'une dépréciation sont nettement plus significatifs sur les envois de fonds dont la valeur se réduit d'environ 10% (contre 5.5% dans le cas précédent). Par ailleurs, les autres valeurs sont plus fortement affectées, en particulier l'investissement qui dépend des transferts *via* le risque prêteur. On remarque que les variables augmentent fortement après le choc puisque le cours du rouble reprend sa valeur pré-crise dès la troisième année de simulation. Dans les faits, les dépréciations sont souvent brutales (notamment dans les pays adoptant un régime de changes fixes) mais les appréciations sont ensuite plus progressives, ce qui explique le caractère quelque peu séquencé des résultats simulés. Nous devons néanmoins tempérer ces estimations par le fait que l'inflation accompagnant la baisse du rouble n'est pas intégrée au modèle. Or, la dépréciation d'une monnaie (ici, du rouble) se retranscrit par une augmentation des prix qui se répercute sur les revenus des ménages dans des délais plus ou moins importants. Par conséquent, notre simulation accentue légèrement l'effet sur les envois de fonds et les exportations : bien que la monnaie perde en valeur, l'inflation compense en partie la dépréciation monétaire subie par les migrants travaillant en Russie. Toutefois, l'indexation des prix (notamment des salaires) n'est pas immédiate et provoque des impacts biens réels sur les revenus des migrants.

En somme, nos résultats permettent de montrer que la vulnérabilité de la Moldavie vis-à-vis des envois de fonds est plutôt liée à des aspects monétaires. En utilisant les taux de croissance de la Russie et l'évolution du rouble, il semble que les fluctuations monétaires représentent la principale source de volatilité des envois de fonds. Ce constat peut être vérifié avec la crise monétaire russe de 2015 : le graphique 2.4 montre que les envois de fonds ont subi une baisse quasi-équivalente à celle observée en 2009, alors que la récession

russe s'est limitée à -2.8% en 2015 (contre -7.8% en 2009). Les envois de fonds sont donc plus sensibles aux fluctuations du rouble qu'aux fluctuations de l'économie. Ce résultat est intuitif dans la mesure où les variations monétaires sont amplifiées par les comportements spéculatifs - spécialement en régime de changes fixes - alors que la croissance économique est beaucoup moins volatile⁸⁰.

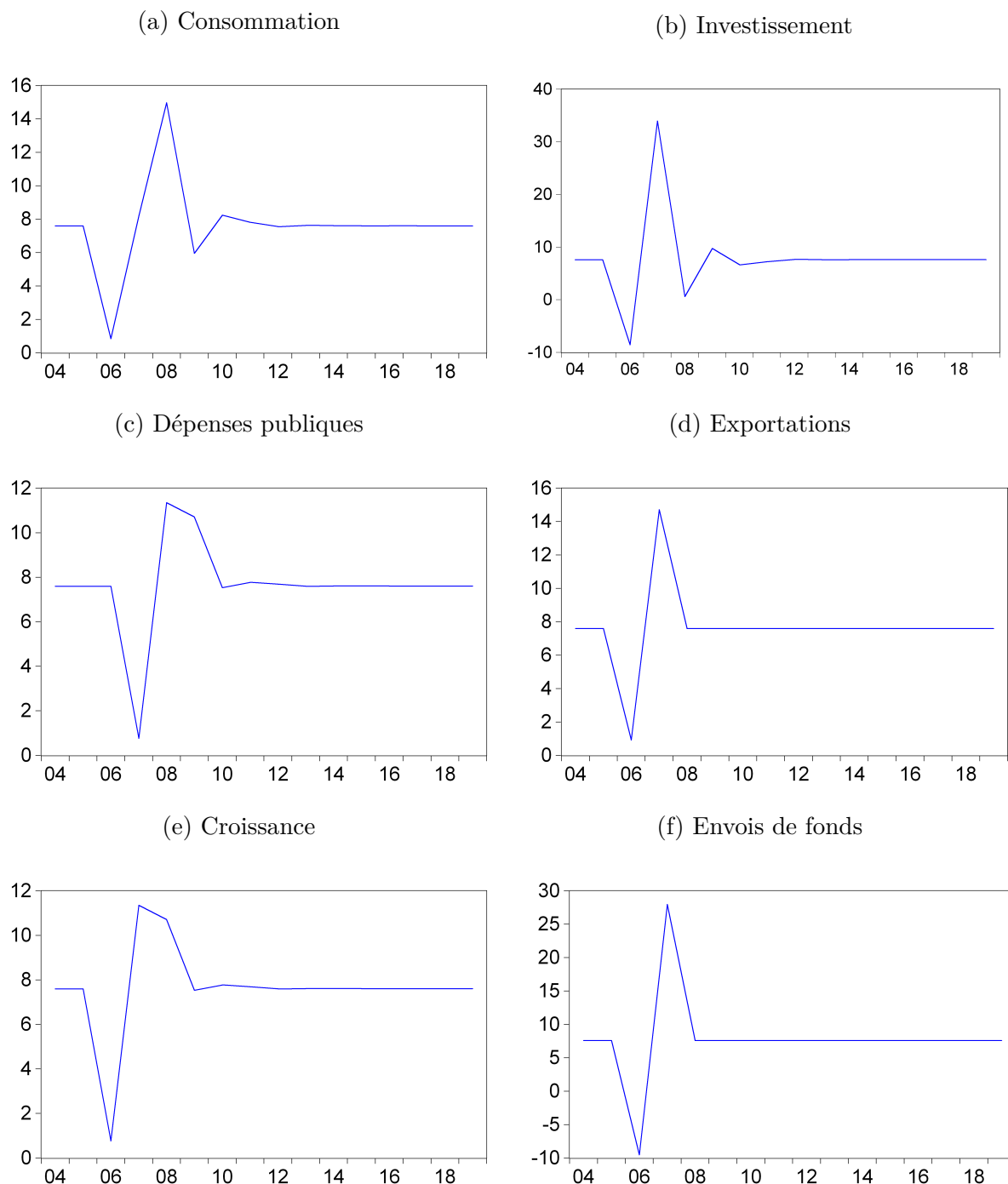
FIGURE 2.10 – Simulation d'une crise économique sur l'économie russe



Les tendances sont exprimées en variation annuelle.

80. Toutefois, les fluctuations monétaires brutales affectent l'économie par le canal des importations, de l'incertitude et de l'inflation.

FIGURE 2.11 – Simulation d'une crise monétaire sur l'économie russe



Les tendances sont exprimées en variation annuelle.

4.2 Simulation d'une baisse permanente des envois de fonds

Cette dernière série de simulations étudie les conséquences d'un choc permanent sur les envois de fonds n'étant pas endogène à la conjoncture de la Russie. Comme nous l'avons suggéré au début de ce chapitre, la Moldavie se trouve actuellement dans une situation particulière compte tenu des intérêts liant le pays à la Russie d'une part et à l'Europe d'autre part. Ainsi, l'intégration à l'Europe représente un intérêt certain pour la Molda-

vie car elle lui permet d'augmenter ses débouchés et facilite la circulation de ses migrants dans l'espace européen. En contrepartie, tout rapprochement avec l'Union européenne implique une dégradation des relations avec la Russie qui développe sa propre zone économique, à savoir l'Union eurasiatique. Les sanctions russes à l'encontre des importations moldaves sont un exemple représentatif de ces intérêts divergents et affectent régulièrement l'économie lorsque des rapprochements avec l'Europe sont envisagés. Cette question est particulièrement pertinente dans la mesure où la Moldavie a élu fin 2016 un président souhaitant rejoindre l'Union eurasiatique⁸¹, alors que le gouvernement est au contraire pro-européen. La diversification des exportations - ou plutôt du nombre de clients - permet à la Moldavie de limiter sa dépendance vis-à-vis de la Russie mais la forte concentration de la diaspora dans ce pays constitue toujours un facteur sensible : en 2014, 63% des envois de fonds provenaient de Russie selon les données de la balance des paiements moldave. La diversification des partenaires commerciaux de la Moldavie doit donc être relativisée car les ménages demeurent exposés à la situation russe mais également à l'évolution des relations entre les deux pays.

De fait, la capacité des migrants à retourner de l'argent en Moldavie dépend de leur situation dans le pays d'accueil, lequel décide l'octroi de visas. En cas de différend avec le pays d'origine, les conditions d'accueil peuvent être durcies, un phénomène déjà observé lors de la crise russo-géorgienne de 2006⁸². De telles mesures n'ont jamais été pratiquées à l'encontre de la Moldavie, mais ne sont pas improbables pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le pays est dirigé depuis 2010 par un gouvernement ouvertement pro-européen, ayant ratifié un traité commercial avec l'Union européenne en 2014⁸³. De plus, le marché russe n'est plus vital pour les exportations moldaves, ce qui limite la possibilité pour la Russie de pratiquer des sanctions réellement dissuasives en cas de rapprochement avec l'Europe. En revanche, la fourniture énergétique et les transferts des migrants demeurent des leviers importants pouvant déstabiliser la Moldavie sur le plan économique. Sans envisager des restrictions aussi importantes que celles prises à l'encontre de la Géorgie, il est très envisageable que la Russie prenne des mesures visant les migrants moldaves, qui se répercuteraient sur leurs envois. Nous pouvons donc considérer deux scénarios possibles :

81. Igor Dodon, président actuel, a déposé en 2017 la candidature de la Moldavie pour un statut d'observateur de Union eurasiatique.

82. Durant ce conflit, les Géorgiens n'avaient plus la possibilité d'obtenir de visa russe et les transferts monétaires vers la Géorgie ont été fortement restreints.

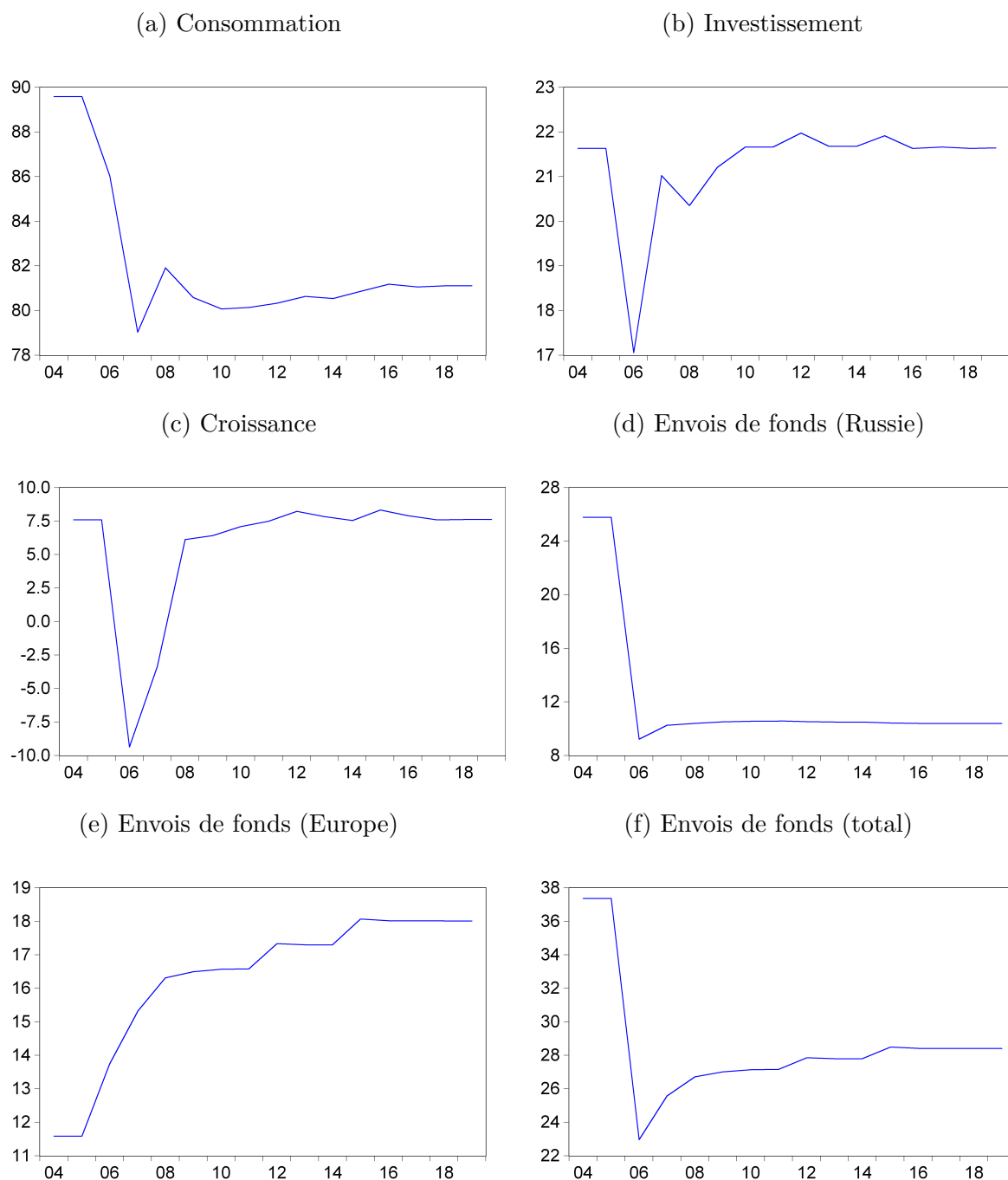
83. À cette occasion, la Russie avait renouvelé son embargo vis-à-vis des importations de produits moldaves.

une intégration à l'Union européenne ou une intégration à l'Union eurasiatique. Dans le premier cas, la Moldavie bénéficierait de l'accès au marché européen mais serait probablement sanctionnée par la Russie pour les raisons évoquées ci-dessus. Dans le second cas, le pays aurait accès à un autre marché mais ne subirait probablement pas de sanctions de la part de l'Europe, pour qui la Moldavie ne représente pas un enjeu politique majeur (contrairement à la Russie). Nous nous intéresserons uniquement au premier scénario puisqu'il implique des changements concernant les envois de fonds des migrants. En effet, nous pouvons supposer qu'une intégration de la Moldavie à l'Europe provoque une réaction de la part de la Russie qui consisterait à sanctionner les produits moldaves et à durcir fortement les critères d'accueil des migrants. Nous simulons un choc exogène sur les envois de fonds en provenance de la Russie qui est donc indépendant de la conjoncture. Parallèlement, nous considérons que les conditions de circulation des Moldaves sont rendues plus souples en Europe, ce qui augmente les transferts depuis cette zone. Dans notre scénario, les envois de fonds provenant de Russie baissent fortement dans un premier temps, alors que les transferts européens augmentent mais plus progressivement pour tenir compte du fait que les migrants ne peuvent pas changer de localisation immédiatement. Une partie importante de la population moldave est en effet russophone : par conséquent, les facilitations de circulation ne signifient pas que tous les migrants vont se diriger massivement vers les pays européens. L'accès à l'espace économique doit être également relativisé en raison des standards de qualité européens très exigeants qui demeurent un problème pour les exportateurs moldaves (Cenusa *et al.*, 2014). En d'autres termes, les pertes relatives aux envois de fonds et aux exportations provenant de Russie ne sont pas immédiatement contrebalancées par un accès plus souple au marché européen.

La Moldavie finançant une grande partie de sa consommation et de ses importations grâce aux transferts extérieurs, il semble pertinent de s'interroger sur les conséquences d'une réduction brutale et prolongée des envois de fonds. Une baisse exogène⁸⁴ et durable des transferts de fonds - quelles qu'en soient les causes - représente un sujet d'étude pertinent dans le cadre d'une économie relativement dépendante de la migration de sa population.

84. Par exogène, nous entendons qui ne dépend pas de la croissance économique des pays où sont installés les migrants.

FIGURE 2.12 – Simulation d'une baisse permanente des envois de fonds



Les tendances sont exprimées en pourcentage du PIB, sauf le taux de croissance annuelle.

Les résultats sont présentés sur la figure 2.12⁸⁵. La baisse des envois de fonds commence à la période 5 et s'accompagne d'une baisse des exportations en direction de la Russie. Parallèlement, les exportations destinées à l'Europe augmentent progressivement à partir de la période 6 tout comme les envois de fonds à partir de la période 7⁸⁶. Nous considé-

85. Les variables sont exprimées en pourcentage du PIB afin de montrer les changements sur les composantes de la demande.

86. Nous supposons que les chocs exogènes (telles des sanctions) ont des effets immédiats alors que l'intégration européenne ne permet pas d'augmenter dès la première année les exportations et les envois de fonds.

rons que le taux de croissance de la zone euro et de la Russie sont identiques et constants afin de préserver l'idée d'un choc réellement exogène. Les graphiques montrent que la consommation des ménages est très fortement affectée en raison de la baisse des envois de fonds. Même si ces derniers augmentent peu à peu (pour la part provenant d'Europe), la consommation se stabilise à un niveau très en deçà de la situation pré-crise. La production subit des phases de récession les deux premières périodes suivant le choc mais atteint un niveau proche de l'état stationnaire assez rapidement. L'investissement est affecté, à la fois par la baisse de la demande mais également par la variation négative des envois de fonds qui accentue le risque prêteur et ne retrouve son niveau initial que cinq années après le choc.

Une réduction exogène des envois de fonds a donc des impacts très importants à court terme concernant la croissance et des effets persistants sur le niveau de consommation. La simulation d'un tel choc confirme que les ménages sont très exposés aux facteurs externes et que les envois de fonds, plutôt que de stabiliser leur consommation, peuvent au contraire augmenter sa volatilité. À l'opposé d'une grande partie de la littérature, nous montrons qu'une économie dont les ménages financent une part importante de la consommation *via* les envois de fonds est vulnérable aux changements économiques ou exogènes. Dans ce cas précis, le pays concentre les risques au lieu de les diversifier et s'expose à des fluctuations pouvant être violentes selon leur nature. Nos résultats montrent que la fluctuation des envois de fonds crée une forte instabilité sur la croissance et sur les principales variables macroéconomiques (consommation, investissement, etc.) qui n'est que transitoire lorsqu'elle est liée à conjoncture.

Nous devons toutefois tempérer ces tendances pour plusieurs raisons. Tout d'abord, notre modèle est construit et calibré sur des faits observés⁸⁷, ce qui implique que les résultats qu'il fournit ne sont interprétables qu'à très court terme (quelques années). Par ailleurs, il s'agit du premier modèle stock-flux cohérent intégrant les envois de fonds des migrants : des améliorations sont donc nécessaires afin de pouvoir affiner les prédictions. Parmi les perfectionnements possibles, l'intégration de la politique monétaire semble être une étape importante dans la mesure où les envois de fonds représentent une source de devises non négligeable. Dans le cas de la Moldavie, il serait intéressant d'endogénéiser le taux

87. En effet, il n'y a aucune raison de supposer que paramètres soient parfaitement constants dans le temps.

d'intérêt en utilisant une règle de Taylor augmentée d'un objectif de ciblage du taux de change. Le pays important massivement sa consommation, toute variation du taux de change se répercute par des variations de l'inflation, que la banque centrale doit contrôler en soutenant sa propre monnaie. Par conséquent, sa politique monétaire cible l'écart de production, l'écart d'inflation et l'écart du taux de change par rapport à une cible prédéterminée. La figure 2.7 montre bien que si le leu ne peut être considéré comme une monnaie fixe, son flottement est très contrôlé par les autorités qui évitent les déviations trop importantes. Les envois de fonds contribuent à stabiliser le cours du leu car ils fournissent les devises nécessaires aux interventions de la banque centrale. L'utilisation d'une règle de Taylor implique d'intégrer l'inflation au modèle, qui représente le second point pouvant être amélioré. En effet, les prix sont relativement volatils en Moldavie et peuvent affecter plusieurs variables, notamment le revenu et la consommation. Cependant, il ne semble pas pertinent d'endogénéiser l'inflation aux envois de fonds en raison de la faible corrélation entre ces deux variables (figure 2.6). Si les transferts ne sont pas associés à l'inflation en Moldavie, c'est probablement parce que le pays importe l'essentiel de sa consommation, d'où des tensions négligeables sur l'appareil productif domestique.

Conclusion

Ce deuxième chapitre, et plus généralement la première partie, montrent comment les envois de fonds affectent les économies auxquelles ils sont destinés. En utilisant deux approches méthodologiques différentes, ce premier travail permet d'expliquer les résultats contrastés de la littérature. Ainsi, la prise en compte des spécificités inhérentes au pays d'origine des migrants et ses relations avec les économies de destination expliquent en grande partie les fluctuations des envois de fonds. Même si la modélisation SFC et les estimations économétriques rapportent des conclusions identiques sur la consommation, l'étude approfondie du cas moldave incite à la prudence tant les sources de volatilité des envois de fonds sont nombreuses. Les résultats convergent dans la mesure où les transferts soutiennent la consommation des ménages, mais le modèle SFC suggère que la dépendance vis-à-vis des conditions externes est importante. Notre modélisation des envois de fonds tient uniquement compte des niveaux de PIB étrangers et du taux de change mais montre que les variables simulées sont très proches des variables observées. Cette corrélation suggère que les transferts des migrants dépendent essentiellement de la conjoncture externe et sont peu sensibles à la croissance du pays d'origine, au moins dans le cas de la Moldavie.

L'intérêt principal de cette première partie est de proposer une vue d'ensemble des effets multiples des envois de fonds (chapitre 1) et d'approfondir cette analyse en se focalisant sur la Moldavie (chapitre 2). Ce dernier propose une méthodologie originale dans la mesure où la modélisation stock-flux cohérente n'avait jusqu'à présent pas été mobilisée pour étudier les impacts macroéconomiques des transferts de fonds. Le modèle, tel qu'il est présenté dans cette thèse, est une première tentative de formalisation devant être complétée afin d'intégrer d'autres facteurs. En particulier, la politique monétaire et l'inflation ne sont pas prises en compte et représentent des perspectives d'amélioration très intéressantes. Les liens croisés entre envois de fonds, inflation et politique de change ont d'ores et déjà été évoqués et pourront faire l'objet de nombreux prolongements, tout comme l'adaptation du modèle à d'autres pays.

En somme, l'étude de l'économie moldave permet de mettre en avant l'importance de la conjoncture externe sur la stabilité des envois de fonds. Les simulations identifient clairement les niveaux de PIB étrangers comme étant les principaux déterminants des transferts. Or, la littérature macroéconomique s'est peu intéressée aux pays de destination des migrants : dans la plupart des articles, les auteurs analysent les impacts des transferts de fonds dans le pays d'origine sans tenir compte des pays où résident les migrants. Cette omission peut s'expliquer par la difficulté d'identifier les pays de destination des migrants lorsque des panels sont utilisés, ainsi que par le manque de données bilatérales disponibles. Pourtant, il semble indispensable de prendre en compte les conditions dans les économies d'accueil car elles déterminent grandement la capacité des migrants à pouvoir envoyer des sommes d'argent dans leur pays d'origine. Ce raisonnement implique que les motivations, qu'elles soient altruistes ou centrées sur l'intérêt personnel, ne sont qu'un facteur secondaire dans la prise de décision des migrants. Pour qu'ils soient en mesure de faire des transferts, les migrants doivent d'abord réaliser des gains qui dépendent avant tout des conditions dans le pays où ils résident. La localisation des migrants et leur répartition dans les économies d'accueil vont exercer une influence importante sur les transferts de fonds pris dans leur globalité. La deuxième partie propose d'explorer ces questions à travers deux nouveaux chapitres.

Deuxième partie

Envois de fonds et volatilité

3

Les effets de la concentration de la diaspora et du cycle économique des pays d'accueil sur la volatilité des envois de fonds

Introduction

La première partie de cette thèse nous a permis de déterminer les effets des envois de fonds sur la croissance des pays en développement à travers leur rôle sur la consommation, l'investissement et le secteur exportateur. Bien que l'activité soit stimulée, en particulier *via* la demande interne, il apparaît que les impacts sont plus mitigés concernant les exportations. En étudiant le cas de la Moldavie, nous avons constaté que l'importance des envois de fonds pour ce pays conduit à créer une situation incertaine en raison de l'exogénéité de leurs déterminants, à savoir la croissance de l'économie russe et des pays européens. En effet, l'essentiel de la diaspora moldave est localisée dans ces deux zones, dont l'activité économique conditionne les montants transférés en Moldavie. On peut alors supposer que l'instabilité économique des pays de destination des migrants affecte les revenus de ces derniers (par exemple par une destruction d'emplois) et se répercute sur leurs envois de fonds : il s'agit de l'intuition développée dans cette deuxième partie.

Avant d'analyser les effets que peuvent engendrer les fluctuations des transferts de fonds, il est nécessaire de rechercher les causes précises de cette instabilité. Cette question est d'autant plus pertinente que les transferts monétaires, généralement considérés comme stables dans la littérature, ont été fortement affectés par la crise de 2008 et sont actuellement soumis à plusieurs tensions, notamment aux politiques migratoires de plus en plus restrictives d'un certain nombre de pays développés⁸⁸. En dépit du fait que la littérature offre de nombreux travaux sur les déterminants économiques et comportementaux des envois de fonds (El-Sakka et McNabb, 1999 ; Gupta, 2006 ; Lueth et Ruiz-Arranz, 2006 ; Yang et Choi, 2007)⁸⁹, aucun ne s'intéresse à la concentration des migrants dans un nombre restreint de pays de destination. En effet, les auteurs se sont essentiellement intéressés au revenu des migrants, au taux de change, aux motivations individuelles et au climat politico-économique du pays d'origine pour expliquer les flux de transferts de fonds. De plus, seuls les articles focalisés sur un pays en particulier analysent l'impact de la conjoncture du principal pays d'accueil⁹⁰ des migrants, omettant les autres destinations accueillant une part non-négligeable de la diaspora. Or, les migrants doivent réaliser

88. Les États-Unis représentent l'exemple le plus discuté mais nous reviendrons également sur le cas du Royaume-Uni et sur d'autres exemples historiques (section 2.6).

89. Pour une revue de la littérature existante, voir Hagen-Zanker et Siegel (2007).

90. Nous rappelons que les qualificatifs « pays d'accueil » et « pays de destination » font tout deux référence au pays dans lequel les migrants sont installés. « Pays d'origine », « pays source » et « pays receveur » [des transferts de fonds] font référence au pays natal du migrant.

des gains avant de pouvoir en retourner une part dans leur pays. C'est par conséquent la conjoncture dans les pays de destination qui détermine les envois de fonds et leur stabilité, au-delà des motivations.

Le présent chapitre s'appliquera à estimer l'impact de la concentration des migrants et de la conjoncture des pays de destination sur l'instabilité des envois de fonds. À partir de données bilatérales localisant les migrants d'un panel de pays en développement, nous construisons un indice afin de déterminer les effets d'une plus grande concentration de la diaspora sur la volatilité des envois de fonds. De plus, une seconde variable sera construite afin de prendre en compte la conjoncture des principaux pays accueillant les migrants, qui est également susceptible de déstabiliser leurs transferts monétaires. L'objectif est donc double : (1) estimer dans quelle mesure une diaspora concentrée dans un ou quelques pays peut augmenter la volatilité des envois de fonds ; (2) mesurer l'impact de la conjoncture des pays de destination des migrants sur les flux de transferts de fonds. Cette démarche est originale car elle n'a pas été entreprise par les chercheurs spécialisés dans l'étude des migrations et des envois de fonds. En revanche, l'intuition économique est proche des travaux ayant étudié les effets du manque de diversité des pays exportateurs de matières premières. De la même façon qu'un manque de diversification économique entraîne une volatilité des revenus pour le gouvernement (Farzanegan, 2011), nous postulons qu'un manque de diversité dans les pays de destination d'une diaspora se traduit par des envois de fonds plus volatils en termes agrégés.

1 Les transferts de fonds entre effets stabilisateurs et volatilité

1.1 La stabilisation du revenu et de la consommation des ménages

La littérature récente apporte de nombreuses réponses quant aux impacts des transferts de fonds sur la stabilisation des revenus et de la conjoncture économique. Globalement, les auteurs s'accordent sur le fait que les transferts issus de la migration tendent à stabiliser la consommation agrégée des ménages (Combes et Ebeke, 2011), en particulier face aux chocs exogènes tels que les catastrophes naturelles (Yang et Choi, 2007), se traduisant par

des fluctuations moindres du PIB (Hakura *et al.*, 2009). Ce renforcement de la résilience des ménages s'appuie sur les motivations altruistes des migrants, dont l'objectif est alors de partager les gains de la migration avec les proches restés dans le pays d'origine. Il peut s'agir d'un contrat plus ou moins implicite entre le migrant et ses proches, ces derniers pouvant attendre un retour financier en échange d'investissements préalables en capital humain (Poirine, 1997), tout en permettant de diversifier les sources de revenu du ménage. Ratha (2005) précise par ailleurs que les transferts de fonds destinés à la consommation des ménages sont les plus stables car ils sont envoyés dans le cadre de motivations altruistes et sont donc peu soumis aux considérations stratégiques parfois évoquées dans la littérature (Brown, 1997)⁹¹. Bien qu'une plus grande stabilité de la consommation soit détectée dans les données, la perception des ménages vis-à-vis de leur sécurité financière n'est pas nécessairement renforcée par les envois de fonds. En particulier, Buckley et Hofmann (2012) montrent que les Tadjiks recevant des transferts ne reportent pas une situation plus stable, même si l'effet est plus significatif pour les ménages bénéficiant d'un plus grand niveau d'éducation.

Ratha (2005) suggère que le potentiel stabilisateur est particulièrement important en période de récession économique dans les pays où le revenu des ménages est fortement dépendant des transferts de fonds (Ratha, 2005, p. 161), ce qui incite d'autres travailleurs à migrer. Ce phénomène doit être toutefois tempéré car la migration ne résulte pas exclusivement de mauvaises conditions économiques dans le pays d'origine. En particulier, García Zamora (2014) précise que l'immigration mexicaine était déjà croissante entre les années 1950-1980 alors que l'économie bénéficiait d'un taux de croissance honorable. Combes *et al.* (2014a) identifient des impacts similaires concernant les chocs sur les denrées alimentaires : les transferts de fonds permettent de stabiliser la consommation lors des variations brutales des prix. Cela étant, les montants transférés ne s'expliquent pas seulement par la situation économique du pays d'origine du migrant puisque ses revenus sont déterminés par les conditions dans le pays d'accueil (Swamy, 1981). Ainsi, les transferts de fonds sont fortement corrélés avec l'activité économique des pays d'accueil des migrants, comme le démontre implicitement Ahmed (2012) avec les pays du Moyen-Orient : les en-

91. En effet, ces travaux indiquent que les transferts issus de la migration s'expliquent par un comportement stratégique de la part du migrant. Ainsi, l'envoi de fonds dans le pays d'origine aurait pour but d'inciter les proches du migrant à lui réserver une part d'héritage ou d'adopter un comportement identique dans le futur. Dans ce cadre théorique, les motivations sont donc plutôt guidées par l'intérêt personnel.

vois monétaires sont fortement contraints par la production de pétrole dans la mesure où les travailleurs étrangers sont majoritairement employés dans cette industrie. Par conséquent, une baisse du prix du pétrole ou de la production affecte directement le revenu des migrants et les montants qu'ils transfèrent dans leur pays d'origine. On remarque aisément que ce n'est pas tant les conditions dans le pays d'origine que la conjoncture dans le pays d'accueil qui conditionne le choix des migrants en termes de transferts de fonds. Ainsi, une crise économique affectant la production du pays d'accueil des migrants peut engendrer des impacts importants et durables sur les montants transférés, comme lors de la grande récession de 2008 : Ruiz et Vargas-Silva (2009) notent que les envois monétaires destinés au Mexique ont fortement décliné entre 2007 et 2008⁹², une baisse durable puisque les flux n'avaient toujours pas retrouvé leur niveau d'avant-crise en 2013 (García Zamora, 2014, p. 36). Une telle tendance est particulièrement problématique pour les pays dont les ménages dépendent fortement des transferts de fonds (Ghosh, 2010, p. 319), car elle engendre des effets négatifs sur la consommation, en opposition aux résultats proposés par la littérature. Au-delà de l'impact sur le revenu des migrants, la littérature montre qu'un retournement économique dans les pays d'accueil s'accompagne souvent d'un durcissement de la politique migratoire, à l'instar des restrictions américaines consécutives à la crise de 2008⁹³. Par ailleurs, les montants transférés par les migrants sont susceptibles de décliner au fil du temps, en particulier lorsque les pressions sociales exercées par la communauté d'origine sont fortes (Brown *et al.*, 2014). Ces conclusions empiriques sont proches des considérations théoriques proposées par Stark (1991), qui suppose que plus le migrant travaille pour une durée importante, moins les connexions avec ses proches sont régulières, se traduisant par une baisse progressive des montants transférés.

La situation économique du pays d'accueil est moins déterminante lorsque les transferts de fonds sont envoyés dans le but de soutenir les ménages suite à une catastrophe naturelle dans le pays d'origine, qui constitue un choc exogène. Dans ce cas, le cycle économique du pays d'accueil importe peu car une catastrophe naturelle engendre des dégâts généralement limités à une zone géographique relativement restreinte. Les résultats de la littérature tendent à converger vers un quasi-consensus sur le lien entre transferts de fonds et renforcement de la résilience des ménages receveurs après ce type d'évènement.

92. Cette baisse est estimée à environ 900 millions de dollars par Ruiz et Vargas-Silva (2009).

93. De la même façon, Ratha (2005) note que le déclin des transferts de fonds observé au milieu des années 1980 est en grande partie dû aux politiques de restriction à l'embauche de migrants pratiquées par les pays du Golfe.

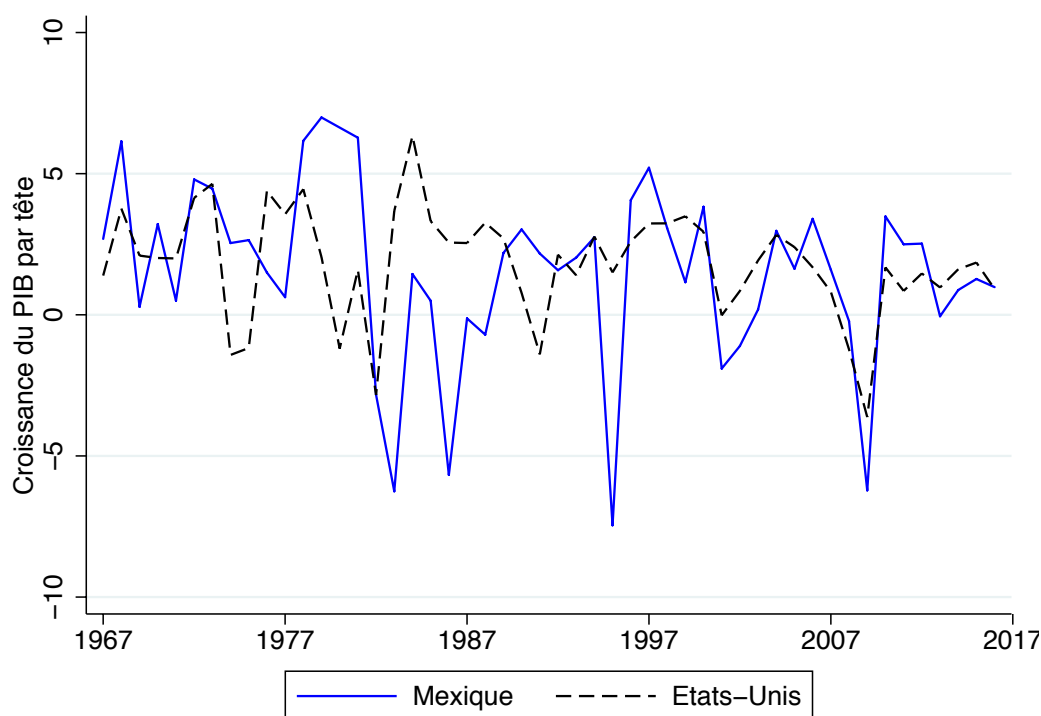
Par exemple, Mohapatra *et al.* (2012) montrent que les ménages utilisent les transferts de fonds comme un moyen de prévention ou de résilience face aux catastrophes naturelles. Ainsi, les ménages bangladais bénéficiant de transferts ont une consommation privée plus importante, alors que les Burkinabés et les Ghanéens préfèrent construire des habitations en béton plutôt qu'en terre. Le rôle stabilisateur des transferts de fonds après une catastrophe naturelle est confirmé par Yang (2008), Amuedo-Dorantes *et al.* (2010) et Combes et Ebeke (2011). D'un point de vue plus global, Ebeke et Combes (2013) montrent que les transferts de fonds ont un effet stabilisateur sur l'activité économique du pays receveur, quand bien même ce dernier est affecté par un choc climatique. Les effets classiquement exposés dans la littérature relative aux flux de capitaux (appréciation de la monnaie locale, tensions inflationnistes accentuées par la destruction de capital fixe) ne semblent donc pas se réaliser ou de façon marginale par rapport au gain apporté par les transferts des migrants. Plus généralement, les travaux actuels montrent que les transferts de fonds sont largement utilisés pour des dépenses de consommation, au-delà de leur impact stabilisateur (León-Ledesma et Piracha, 2004 ; Clément, 2011 ; Tansel et Yasar, 2010 ; Zhu *et al.*, 2014 ; Duval et Wolff, 2015 ; Démurger et Wang, 2016).

À l'échelle macroéconomique, nous pouvons retranscrire ce type de comportement par des flux de transferts plutôt contracycliques car des motivations altruistes impliquent que les migrants renvoient davantage de fonds lors des retournements économiques. Cet aspect stabilisateur a d'ailleurs été démontré par Hakura *et al.* (2009) et Bugamelli et Patern (2011) en termes de croissance : les transferts de fonds semblent être négativement corrélés avec la volatilité du taux de croissance des pays receveurs, d'où un potentiel stabilisateur. Cela étant, les auteurs s'interrogeaient déjà sur le rôle de la crise économique mondiale, cette dernière ayant pour la première fois provoqué une baisse des montants transmis par les migrants vers leur pays d'origine, laissant entrevoir des effets fortement procycliques et donc néfastes⁹⁴. Le caractère contracyclique souvent attribué aux transferts de fonds nécessite que les pays d'accueil et de destination des migrants ne soient pas simultanément en crise car les montants transférés dépendent largement du cycle économique. Or, le processus de globalisation incluant de plus en plus de pays en développement tend à synchroniser leurs cycles économiques avec ceux des pays plus développés (accueillant une part importante des migrants), remettant en cause l'aspect contracyclique des en-

94. L'étude conduite par Hakura *et al.* (2009) ayant été publiée en 2009, les auteurs ne bénéficiaient pas du recul nécessaire à l'évaluation empirique des impacts de la crise sur les transferts de fonds.

vois monétaires. Ce phénomène observé durant la grande récession de 2008 et rarement

FIGURE 3.1 – Corrélation entre la croissance mexicaine et américaine



Source des données : Banque Mondiale. Réalisation de l'auteur.

mis en avant dans la littérature (Koser, 2009, p. 9), contraste avec les impacts des crises précédentes sur la migration, dont les conséquences étaient contenues localement⁹⁵. En effet, les crises observées depuis l'après-guerre ne concernaient en général que des zones géographiques particulières et non l'économie mondiale, à tel point qu'il est possible de constater que des crises affectant un groupe de pays bénéficiaient à d'autres (Koser, 2009, p. 8). L'exemple mexicain est particulièrement représentatif du phénomène de synchronisation des cycles : l'intégration économique croissante du Mexique depuis la crise de 1982 a eu pour conséquence de rapprocher le cycle économique du pays avec celui des États-Unis, notamment depuis son entrée dans l'ALENA en 1994 (figure 3.1). La crise économique de 2008, qui ne concernait initialement que les États-Unis, s'est très rapidement propagée à l'économie mexicaine à travers les échanges commerciaux des deux pays. Les migrants mexicains ont été simultanément affectés par ce choc économique, ce qui a provoqué une baisse importante de leurs transferts que nous avons déjà évoquée ci-dessus. Il en résulte une sévère récession pour le Mexique en 2009 (-4.7 %), associée à une baisse durable des transferts internationaux. Cet exemple reflète bien le déficit que les pays recevant des transferts de fonds devront affronter dans un contexte d'intégra-

95. Koser (2009) fait par exemple référence à la crise asiatique de 1997 et à la crise russe de 1998.

tion économique grandissante. Ces effets procycliques sont d'autant plus dommageables pour les économies réceptrices que les transferts des migrants sont devenus vitaux pour certains ménages puisqu'ils financent des dépenses courantes et/ou sociales (nourriture, santé, éducation).

1.2 La concentration de la diaspora et l'instabilité des pays de destination, déterminants essentiels de la volatilité des envois de fonds

La plupart des études citées ci-dessus affirment que les transferts de fonds sont utiles pour stabiliser la consommation des ménages et la croissance économique, en raison de leur caractère contracyclique et du comportement altruiste des migrants. Il en résulte une plus forte résilience des ménages aux divers chocs économiques, climatiques ou encore politiques. Plus largement, les transferts de fonds bénéficient à la croissance car ils constituent une source de devises étrangères et de capitaux relativement stable par rapport aux autres flux tels que les investissements directs étrangers (IDE) ou l'aide au développement. Néanmoins, ces mêmes travaux notent que les impacts des transferts privés ne sont pas linéaires : il existe un seuil au-delà duquel leurs impacts stabilisateurs s'amenuisent. Pour Combes et Ebeke (2011), ce seuil s'établit à 6% du PIB concernant la consommation, alors que Hakura *et al.* (2009) rapportent un seuil de 2% concernant la croissance économique. Autrement dit, les transferts de fonds seraient moins efficaces pour stabiliser la croissance des pays receveurs lorsqu'ils dépassent 2% du PIB, une valeur relativement faible⁹⁶. Or, l'interprétation de ce seuil n'est pas réellement discutée par les économistes : Combes et Ebeke (2011) notent que le niveau des transferts de fonds nécessite d'être très élevé pour déstabiliser la consommation et que la valeur seuil relativement élevée s'explique par le fait que la consommation est moins volatile que le revenu, conformément à la théorie du revenu permanent.

Il est en effet fort probable que les impacts des envois monétaires - en particulier sur la croissance - deviennent plus ambigus lorsqu'ils contribuent de façon décisive à l'activité économique du pays receveur. De la même façon que certains pays sont fortement dépendants des ressources naturelles, il existe des économies dont l'activité et la consommation des ménages sont largement basées sur les transferts issus de la diaspora. C'est notamment

96. En effet, la valeur moyenne dans notre échantillon s'élève à 5.3 % du PIB.

le cas de nombreux pays de l'ex-bloc soviétique⁹⁷, pour lesquels les transferts de fonds atteignent généralement plus de 20% du PIB. Dans une telle configuration, il n'est guère surprenant de constater que le revenu des ménages (et donc leur consommation) dépend fortement des transferts extérieurs. Cela expose les ménages aux variations des montants transférés, qui sont eux-mêmes déterminés par la conjoncture des pays accueillant les migrants. Il est intéressant de constater que les économies citées précédemment - Tadjikistan, Kirghizstan et Moldavie - ont pour point commun d'avoir une large partie de leur diaspora en Russie, pour des raisons historiques évidentes⁹⁸. La corrélation des transferts de fonds⁹⁹ reçus par ces économies avec la croissance de l'économie russe est certes partielle (figure 3.2) mais plus probante que la corrélation avec leur propre cycle économique (figure 3.3). De plus, la figure 3.2 met clairement en avant l'impact de la crise économique de 2008, à la fois sur la croissance des pays de destination et les montants transférés par les migrants. Quant au Mexique, plus de 90% de ses migrants travaillent aux États-Unis, mais les montants qu'ils renvoient dans leur pays sont beaucoup moins importants (environ 2% du PIB mexicain), ce qui implique une corrélation moindre des transferts de fonds avec la consommation agrégée (figure 3.4) par rapport aux trois autres pays. Pour ne prendre que l'exemple moldave, les enquêtes ménages citées dans le chapitre 2 montrent que le revenu de la population rurale est constitué à plus de 20% de transferts de fonds, contre environ 12% pour la population urbaine¹⁰⁰.

Comme nous venons de le préciser, il s'agit d'une simple corrélation, par conséquent la variation simultanée de la consommation et des transferts est probablement expliquée par d'autres variables, en particulier l'activité économique locale. Il n'en demeure pas moins que lorsqu'une économie dépend grandement de flux déterminés par des facteurs exogènes, la vulnérabilité des ménages peut s'accroître lors des périodes de crise économique, dont les conséquences sont rarement limitées à un seul pays.

En l'espèce, les envois de fonds ne sont pas sans rappeler les implications économiques des rentes issues des ressources naturelles qui sont également déterminées de façon exogène, à la différence qu'elles sont destinées au gouvernement et non aux ménages. Cette particu-

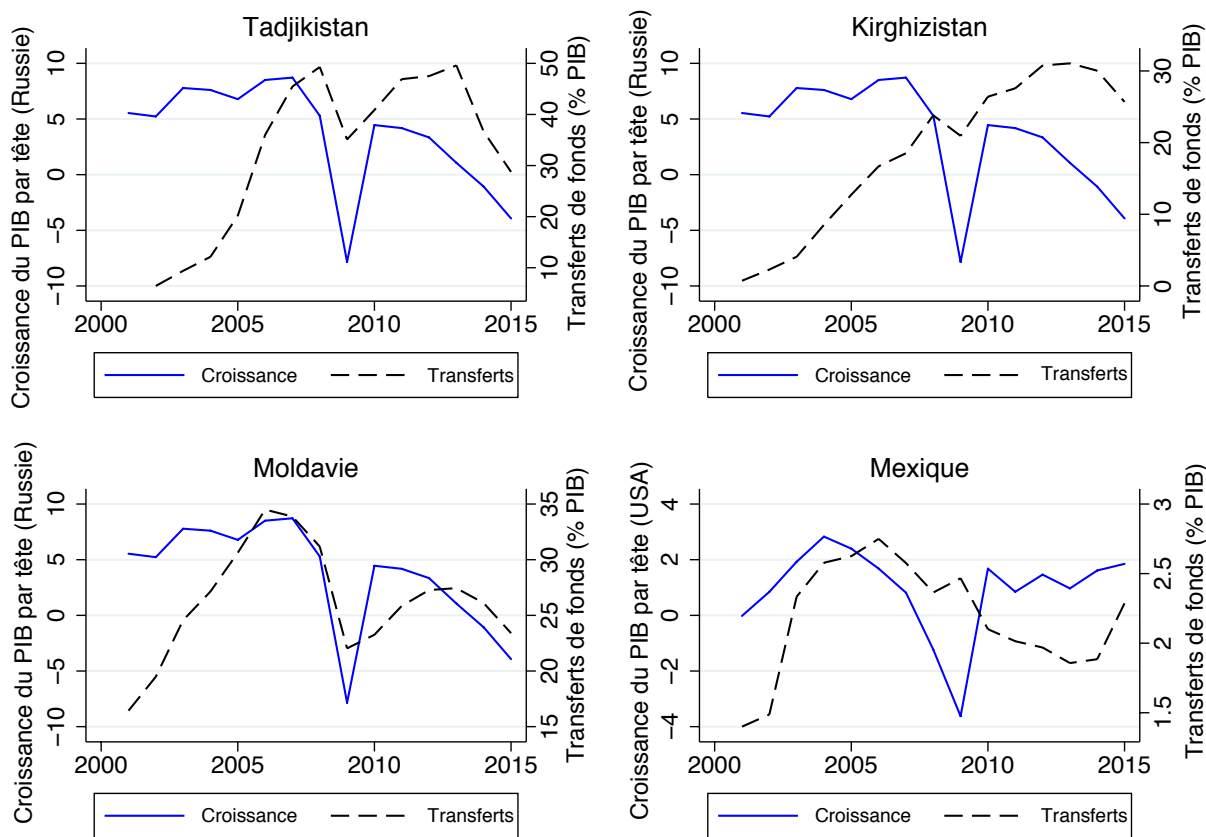
97. On pense en particulier au Tadjikistan, au Kirghizstan et à la Moldavie.

98. Plus précisément, le Kirghizstan possédait plus de 78% du stock de sa diaspora en Russie en 2010, contre 35% pour la Moldavie et 78% pour le Tadjikistan (données Nations Unies).

99. Par cohérence avec l'analyse empirique (section 2.2), nous avons utilisé la définition « large » des transferts de fonds pour construire les graphiques.

100. Voir également les données du bureau national de la statistique de Moldavie : www.statistica.md et le chapitre 6.

FIGURE 3.2 – Corrélation entre les transferts de fonds et la croissance du principal pays de destination des migrants

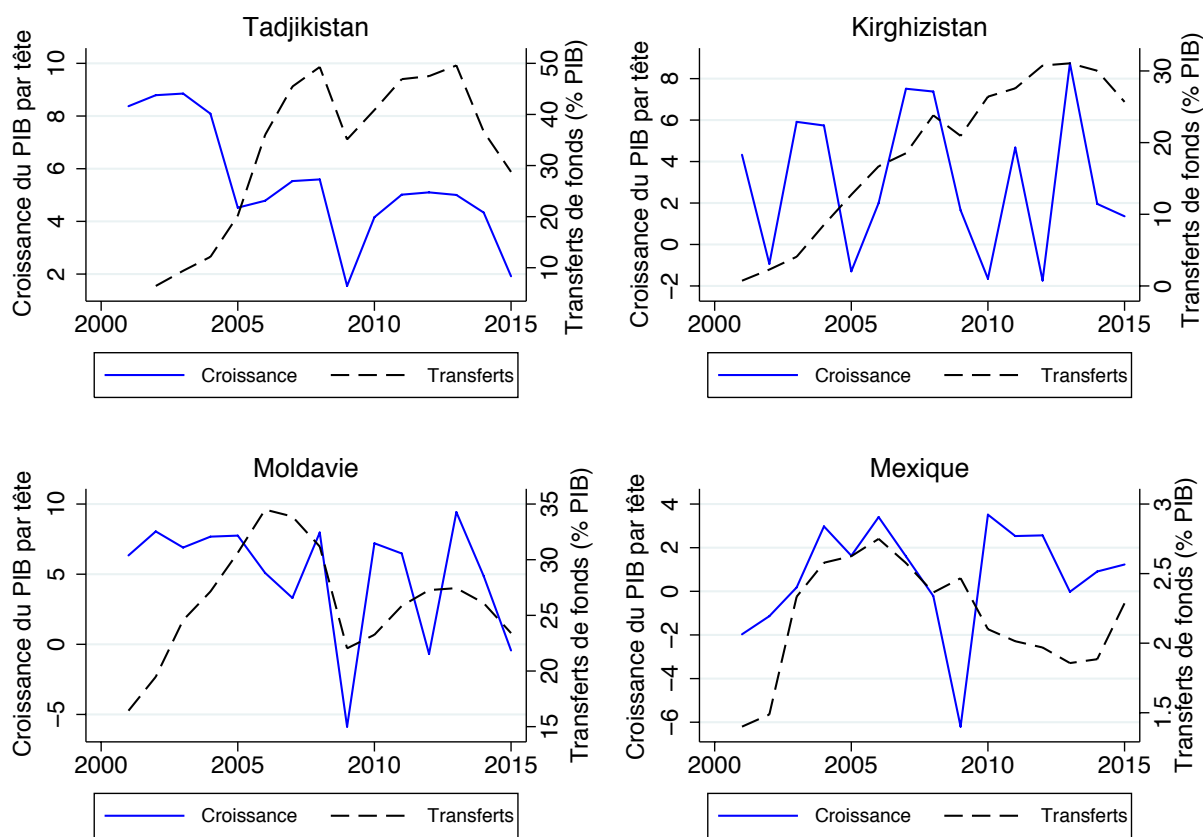


Source des données : Banque Mondiale. Réalisation de l'auteur.

larité est fondamentale dans la mesure où une variation brutale des transferts n'affectera pas de façon directe le revenu du gouvernement¹⁰¹ et donc sa capacité de redistribution ou de stabilisation de la conjoncture. En revanche, une dépendance des ménages aux transferts extérieurs peut se répercuter sur l'économie puisqu'ils sont utilisés pour soutenir la consommation, l'investissement voire la stabilité monétaire lorsqu'ils représentent une source de devises importante. L'origine des transferts de fonds est ici déterminante car elle conditionne leurs effets macroéconomiques dans le pays d'origine. En effet, la concentration de la diaspora exerce une influence considérable sur la stabilité des transferts agrégés : lorsque les migrants sont concentrés dans un faible nombre de pays, une variation de la conjoncture dans un de ces pays affecte fortement les montants transférés. Pour simplifier notre raisonnement, considérons un pays recevant des montants importants de transferts

101. Nous faisons l'hypothèse implicite que les transferts de fonds ne sont soumis à aucune forme de taxe. Dans les faits, les transferts sont rarement directement taxés : les prélèvements ont lieu lors de la conversion en monnaie locale, en particulier dans les pays où la monnaie est surévaluée. En revanche, les taxes à la consommation représentent une source de revenus pouvant être cruciale pour le gouvernement. Voir le chapitre 6.

FIGURE 3.3 – Corrélation entre les transferts de fonds et la croissance de l'économie réceptrice



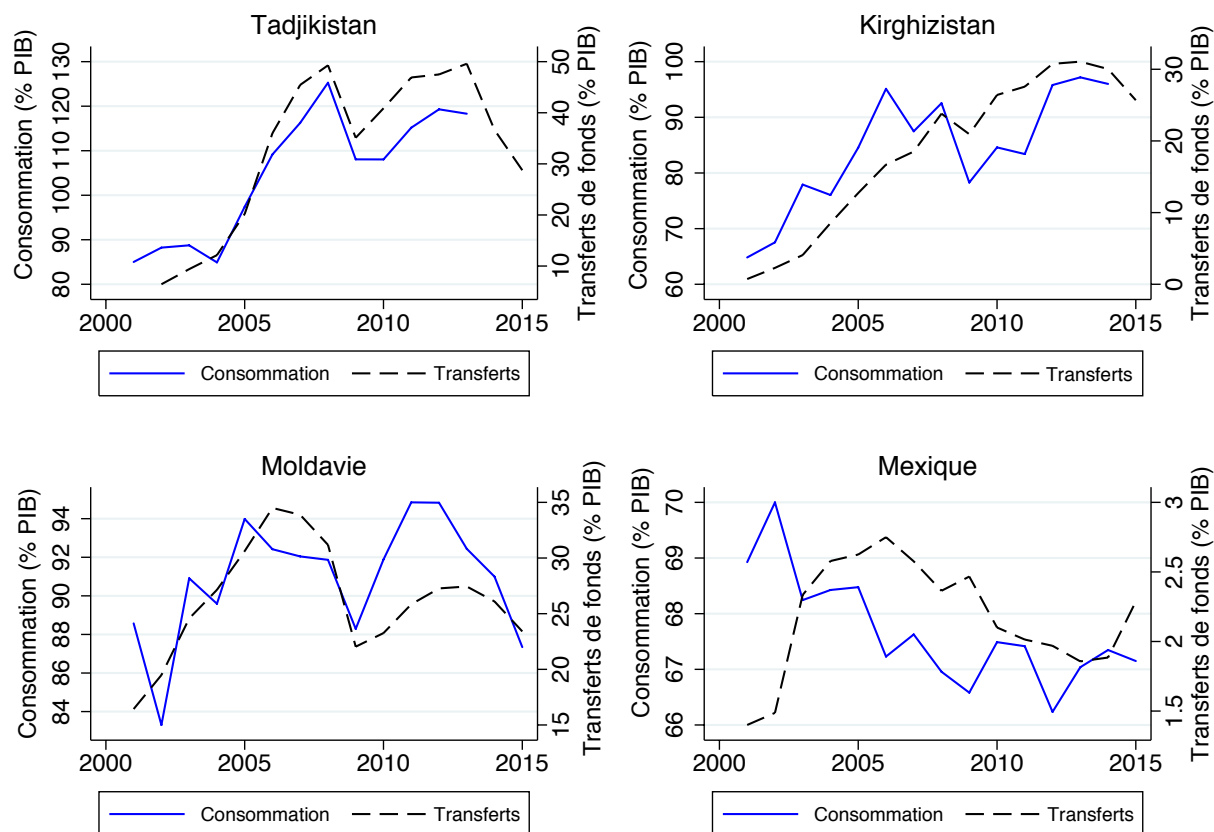
Source des données : Banque Mondiale. Réalisation de l'auteur.

et dont la diaspora se situe dans un seul pays étranger. Il apparaît évident que la dépendance aux transferts de fonds est forte puisque c'est la conjoncture d'un seul pays qui va déterminer le revenu des migrants et *a fortiori* leur capacité à envoyer des fonds au pays d'origine. Supposons maintenant que la diaspora de ce même pays se situe à parts égales dans une dizaine de pays de destination différents : l'instabilité d'un pays aura des impacts beaucoup moins importants sur les transferts car leur origine est plus diversifiée que dans le premier cas¹⁰². Conjointement au niveau de concentration, il semble que le déterminant essentiel des envois monétaires soit l'activité économique dans le pays où réside le migrant. Pour que ce dernier soit en mesure de retourner de l'argent dans son pays d'origine - quelles que soient ses motivations - il doit nécessairement bénéficier d'une activité générant un revenu dans son pays de destination. Ce n'est donc pas tant

102. Nous faisons ici référence aux transferts dans leur ensemble. À une échelle microéconomique, il est évident qu'un certain nombre de ménages sera affecté, particulièrement ceux n'ayant qu'un membre à l'étranger. Par ailleurs, la répartition de la diaspora s'explique en partie par des caractéristiques régionales : ainsi, les pays de destination des migrants seront différents selon leur origine géographique dans le pays de départ.

les motivations des migrants que le cycle économique du pays d'accueil qui va déterminer les montants de transferts de fonds et leur évolution dans le temps : avant de prendre en compte ses motivations, le migrant doit générer un revenu préalable au renvoi d'argent dans son pays.

FIGURE 3.4 – Corrélation entre les transferts de fonds et la consommation des ménages



Source des données : Banque Mondiale. Réalisation de l'auteur.

Proposition : La concentration de la diaspora augmente la volatilité agrégée des envois de fonds en raison du manque de diversité de leurs origines. La conjoncture des principaux pays accueillant les migrants détermine également leurs envois monétaires dont les variations se transmettent à l'économie d'origine et augmentent son instabilité. Les effets seront d'autant plus significatifs que les envois de fonds représentent une part considérable du revenu des ménages¹⁰³.

Cette proposition prend en compte deux dimensions fondamentales : l'effet de la conjon-

103. Dans le cadre des études macroéconomiques, le poids des transferts de fonds par rapport au PIB est privilégié.

ture des pays d'accueil sur les envois de fonds et la concentration des migrants dans ces mêmes pays. En effet, une diaspora concentrée est susceptible de créer de fortes variations dans les montants agrégés de transferts de fonds puisque ces derniers dépendent du cycle économique d'un faible nombre de pays. Si le revenu des ménages est largement constitué de transferts (comme cela est le cas en Moldavie) alors l'instabilité des transferts risque de se propager à l'économie par le canal de la consommation et/ou de l'investissement privé. De façon indirecte, un pays caractérisé par une dépendance aux transferts de fonds devient tributaire de la conjoncture des pays où sont installés ses travailleurs émigrés¹⁰⁴. En revanche, il est tout à fait envisageable que l'instabilité des pays de destination se répercute sur les transferts des migrants, sans pour autant avoir des conséquences aiguës à l'échelle macroéconomique : dans cette configuration, nous ne parlerons pas d'une situation de dépendance. Il s'agit des cas les plus courants, c'est-à-dire ceux des pays recevant des montants de transferts à la fois non négligeables mais qui ne sont pas vitaux pour l'économie ou pour les ménages. Même s'ils sont soumis au cycle économique des pays où travaillent les migrants, leurs fluctuations n'ont pas les mêmes conséquences que dans le cadre d'une dépendance, telle qu'elle est définie ci-dessus. De la même façon, une diaspora concentrée n'implique pas nécessairement une dépendance si les envois de fonds ne représentent qu'une faible part du PIB, comme nous l'avons vu avec l'exemple du Mexique.

1.3 Les déterminants essentiels des lieux de destination des migrants

Nous venons d'émettre l'hypothèse que la volatilité des transferts de fonds est plus importante dans des conditions particulières où ils représentent une part importante du revenu des ménages et où les migrants sont fortement concentrés dans un ou quelques pays. Dans le cas contraire, même si l'un des pays en question subit des difficultés économiques temporaires, les flux seront moins affectés puisque les autres pays d'accueil ne sont pas concernés par un tel retournement de la conjoncture. La diversification des lieux de destination de la diaspora constitue donc un élément décisif quant à la stabilité des transferts de fonds, dans la mesure où plus ces lieux seront nombreux, moins une baisse brutale des transferts est probable. Outre l'importance des transferts de fonds par rap-

104. Nous verrons dans le chapitre suivant que les effets sur l'économie dépendent également des flux commerciaux entre le pays d'origine et les pays de destination des migrants.

port au revenu national, les caractéristiques inhérentes au choix du pays de destination des migrants représentent un élément déterminant et peu exploré par la littérature.

Le fait qu'un pays particulier représente un lieu de destination privilégié par les migrants s'explique par de multiples facteurs, qu'ils soient historiques, géographiques, économiques, linguistiques, culturels ou politiques¹⁰⁵. Par exemple, un héritage colonial s'accompagne parfois d'un héritage linguistique, ce qui favorise la migration vers l'ancien pays colonisateur. D'autre part, la migration étant coûteuse, un lieu de destination peu éloigné peut être favorisé par les migrants ; quant aux facteurs économiques, ils déterminent les gains espérés par les migrants et constituent par conséquent un critère de premier ordre. Enfin, la politique migratoire du pays d'accueil affecte nécessairement le choix de la destination des migrants. Pour autant, la littérature empirique ne tient pas systématiquement compte des aspects sociaux-politiques pouvant déterminer la décision de migrer. Par exemple, Mitchell *et al.* (2011) considèrent les variables suivantes comme déterminant la migration vers le Royaume-Uni : le niveau de revenu relatif entre le Royaume-Uni et le pays d'origine, le taux chômage anglais, le niveau d'inégalité entre le pays d'origine et le Royaume-Uni, la valeur retardée du stock de migrants et la proportion de la population comprise entre 15 et 29 ans dans le pays source. Les auteurs tiennent compte de la politique migratoire par une série de variables binaires capturant les changements importants en la matière. Mayda (2010) analyse les déterminants de la migration vers 14 pays de l'OCDE et rapporte que les facteurs économiques expliquent davantage les flux de migrants. Ainsi, le PIB par tête du pays de destination est logiquement corrélé avec ces flux, alors que la distance géographique possède une corrélation négative. Toujours selon Mayda (2010), les critères linguistiques et historiques ne semblent pas expliquer la relation, puisqu'une langue commune ou un passé colonial n'affectent pas significativement les flux migratoires. Si la relation positive entre le PIB du pays de destination et les flux migratoires est avérée, le lien avec le PIB du pays d'origine s'avère toutefois plus ambigu. En effet, de nombreux travaux empiriques rapportent une relation en U inversé (Westmore, 2015) : les individus très pauvres ne sont généralement pas en mesure d'émigrer, alors que les individus déjà riches n'ont que peu de gains supplémentaires à espérer. Par conséquent, la migration

105. Nous n'exposerons pas de façon extensive la littérature traitant des déterminants de la migration, mais davantage les articles s'intéressant au choix des migrants quant à leur pays de destination. Pour les déterminants plus généraux de la migration, voir : Sjaastad (1962), Mincer (1978), Borjas (1987), Stark (1991), Borjas *et al.* (1992), Rotte et Vogler (1998), Chiswick (2000). Pour une revue, voir Hagen-Zanker (2008).

concernerait particulièrement les agents situés à un niveau intermédiaire de revenu.

Pedersen *et al.* (2008) ajoutent que les flux migratoires sont également déterminés par les réseaux de diaspora, en ce sens qu'une communauté déjà présente dans un pays tend à favoriser le départ de nouveaux migrants et leur intégration au marché du travail (Munshi, 2003). Il s'agit là d'un facteur pouvant expliquer la forte concentration d'une diaspora dans un pays particulier : par exemple, les réseaux de Mexicains travaillant aux États-Unis attirent de nouveaux candidats à l'immigration, renforçant ainsi la part des transferts de fonds partant d'Amérique du Nord par rapport aux autres lieux de destination. Contrairement à Mayda (2010), les résultats de Pedersen *et al.* (2008) montrent qu'une langue commune favorise la décision de migrer ainsi que les liens commerciaux, ce qui représente une information importante pour notre étude¹⁰⁶. L'hétérogénéité culturelle de la destination est également mise en avant comme favorisant la migration (Wang *et al.*, 2016), une plus grande diversité culturelle étant plus attractive pour les migrants (qu'il s'agisse de migration interne ou internationale). En étudiant le cas népalais, Fafchamps et Shilpi (2013) trouvent un impact significatif de la proximité linguistique et ethnique, alors que la différence de revenu entre le lieu d'origine et de destination n'apparaît pas comme étant systématiquement significative. Par ailleurs, Geis *et al.* (2013) et Westmore (2015) notent que des liens historiques *via* la colonisation favorisent le départ de nouveaux migrants vers l'ancien pays colonisateur, malgré les résultats parfois contrastés de la littérature empirique. Outre l'importance historique, les auteurs mettent en avant l'importance de la politique sociale du pays de destination, dont les effets peuvent être ambigus compte tenu des implications en termes de taxation. En effet, des revenus de transferts élevés (par exemple liés à la retraite) ne sont pas nécessairement attrayants selon l'âge des migrants et la durée escomptée de leur séjour. En particulier, des migrants relativement jeunes et intéressés par un séjour temporaire sont moins enclins à favoriser les pays bénéficiant d'un système social généreux dans la mesure où il implique un niveau de taxation souvent plus élevé. Le système de protection est ici important : l'impact des politiques de redistribution sur les flux migratoires sera différent entre un système basé sur l'universalité (plutôt beveridgien) et un système basé sur des cotisations (plutôt bismarckien). La relation contraire peut être exprimée concernant le pays d'origine du migrant : un système de protection peu développé est un facteur pouvant favoriser l'émigration de la population (Kureková,

106. En effet, nous émettons l'hypothèse que les échanges commerciaux sont susceptibles d'accroître les effets procycliques des transferts de fonds sur l'économie d'origine des migrants. Ce point sera développé dans le chapitre suivant.

2013). Dans le cadre d'une migration de longue durée, il peut s'agir au contraire d'un critère de choix pour les migrants, par exemple parce qu'un accès plus souple à l'éducation ou la santé publiques représente davantage un gain qu'une perte. Concernant le marché du travail, une meilleure protection de l'emploi est un atout en faveur de la migration car elle confère plus de droits et une plus grande stabilité (Geis *et al.*, 2013). Néanmoins, les résultats empiriques de ces auteurs indiquent une relation contraire, pouvant s'interpréter comme le fait qu'une plus grande protection des salariés (par exemple *via* des syndicats puissants) représente une barrière à l'entrée des nouveaux travailleurs à l'instar du modèle *insiders - outsiders*¹⁰⁷.

Au regard des contributions théoriques et empiriques citées ci-dessus, nous sommes à présent en mesure de comprendre pourquoi la diaspora est, dans certains cas, concentrée dans un nombre restreint de pays. En premier lieu, la plupart des études ont mis en avant le fait que la migration est un phénomène dynamique et auto-entretenu, notamment en raison des réseaux s'organisant au fil du temps. Plus une diaspora s'agrandit dans un pays, plus ses membres se structurent en associations (comme le font les Mexicains aux États-Unis), attirant de nouveaux candidats à la migration qui viendront renforcer le réseau. De plus, une communauté importante permet aux nouveaux migrants de s'insérer plus facilement sur le marché du travail local grâce aux réseaux et permet de minimiser les coûts de la migration : l'effet est donc double puisque l'assistance des réseaux permet à la fois de diminuer le coût de la migration tout en facilitant l'accès à l'emploi et donc aux gains espérés. Pour ces raisons, la migration ne peut être considérée comme un phénomène statique et les destinations comme aléatoires : les interactions entre individus sont des facteurs hautement explicatifs mais souvent difficiles à intégrer dans les modèles économétriques. Par ailleurs, l'histoire - souvent capturée par des *dummies* coloniales - est significative dans la majorité des études publiées¹⁰⁸, ainsi que les variables liées à la langue ou à la culture. L'exemple le plus illustratif est sans aucun doute la Russie, dont les ex-pays satellites fournissent depuis la dislocation du bloc soviétique un nombre important de travailleurs, d'où une concentration parfois importante comme nous l'avons vu au début de ce chapitre. Même si le revenu relatif entre le pays source et le pays d'accueil reste un élément expliquant la migration, le caractère géographique ne doit pas être négligé. En cela, les États-Unis et la Russie sont deux exemples proches : compte

107. La relation s'inverse concernant la décision de rester dans le pays de destination, probablement parce que les individus sont alors majoritairement *insiders*.

108. L'étude de Mayda (2010) fait cependant exception.

tenu de la taille très importante de leur territoire et de leur population, ces deux pays sont en capacité d'accueillir un grand nombre de migrants (en valeur absolue), souvent indispensables à leur développement économique (Galbraith, 1980). Par conséquent, un grand pays relativement riche ayant (ou ayant eu) une influence économique, politique ou culturelle sur d'autres États attire de nombreux migrants, d'autant plus s'ils sont proches géographiquement.

Dans la mesure où ce travail s'intéresse plus particulièrement à la vulnérabilité économique, nous nous focaliserons essentiellement sur les aspects économiques ainsi qu'aux conséquences sur les flux de transferts de fonds. L'activité économique du pays d'accueil est, nous l'avons souligné, un critère de choix pour les futurs migrants, puisqu'il va déterminer le gain espéré. *A fortiori*, les conditions économiques conditionnent l'envoi des transferts de fonds : une économie en plein essor offre aux migrants des perspectives d'emploi et augmente leur revenu. En cas d'épisode récessif, ils risquent au contraire de perdre leur emploi et de réaliser des pertes pesant ensuite sur les envois au pays d'origine. Dans ce cadre d'analyse très simple, les montants de transferts de fonds seraient déterminés par l'activité du pays d'accueil car cette dernière augmente la demande de travail et donc les revenus des migrants. La concentration de la diaspora est alors un élément fondamental car elle détermine la diversification de la provenance des transferts de fonds. En d'autres termes, plus la diaspora sera concentrée dans un seul pays, plus les transferts de fonds envoyés vers le pays source vont dépendre du pays d'accueil. Il est intéressant de noter que certaines théories de la migration considèrent le fait de migrer comme une diversification des sources de revenu pour le ménage du migrant (Stark et Bloom, 1985). À un niveau macroéconomique, cette diversification peut se transformer en concentration des risques, spécialement lorsque les migrants ont une destination commune.

2 La concentration de la diaspora augmente-t-elle la volatilité des transferts de fonds ? Une analyse empirique

La revue de la littérature montre que les études publiées à ce jour se sont essentiellement focalisées sur les impacts des transferts de fonds sur la stabilité du revenu des ménages et/ou de leur consommation. Par extension, quelques articles ont également mis en avant

le rôle stabilisateur des transferts pour l'économie réceptrice (Hakura *et al.*, 2009) en démontrant une corrélation négative avec la volatilité de la croissance du PIB. Bien que ces impacts soient plutôt positifs en termes de développement économique, les travaux actuels n'ont pas considéré la possibilité que des transferts volatils puissent avoir des effets tout à fait opposés. Cette volatilité n'a pas été prise en compte puisque dans la majorité des cas, les auteurs expriment les transferts de fonds par rapport au PIB de l'économie réceptrice, sans tenir compte de leur variabilité. En effet, la littérature a longtemps considéré les envois de fonds comme une source de capitaux privés très stable par rapport aux flux d'investissements étrangers (IDE) et d'aide internationale (Ratha, 2005 ; Frankel, 2009). Cela étant, la crise économique de 2008-2009 a montré que les transferts des migrants sont avant tout déterminés par la conjoncture des pays dans lesquels ils résident : pour la première fois, les statistiques de la banque mondiale ont mis en évidence une baisse des envois vers les pays en développement parfois durable¹⁰⁹. Cet évènement - d'une ampleur certes exceptionnelle - montre bien que les envois des migrants sont vulnérables aux conditions économiques des pays d'accueil mais les effets (et même les déterminants) de leur potentielle instabilité n'ont pas été étudiés par la littérature. Or, si les transferts sont une source de croissance pour les pays en bénéficiant, il est très probable que les impacts positifs se transforment en effets indésirables lors des périodes de forte instabilité, notamment pour les pays dont l'économie et les ménages dépendent de cette ressource.

L'objectif de ce chapitre est de déterminer les facteurs pouvant augmenter la volatilité des transferts de fonds. Parmi ces facteurs, nous avons souligné qu'un niveau de concentration important de la diaspora dans un faible nombre de pays peut être un élément décisif, tout comme la volatilité des pays accueillant les travailleurs étrangers. L'intuition économique est la suivante : une diaspora concentrée peut rendre l'économie réceptrice vulnérable au pays d'accueil car une récession affecte le revenu des migrants et donc leurs transferts monétaires. Ces derniers sont susceptibles de fluctuer plus fortement dans une telle configuration que s'ils étaient envoyés depuis plusieurs pays : en d'autres termes, une plus grande diversification des lieux de migration est associée à des fluctuations moins brutales des transferts de fonds. Cela étant, la volatilité des pays d'accueil est également un facteur pouvant déstabiliser les envois de fonds indépendamment du niveau de concentration, d'où l'intérêt d'étudier cette autre variable.

109. Le cas du Mexique a été évoqué lors de la revue de la littérature.

2.1 Données migratoires et mesure de la concentration

Les données concernant la migration représentent la principale difficulté tant en termes de qualité qu'en termes de disponibilité, en particulier dans le cadre d'une estimation en panel. La principale source pour de telles données provient des Nations Unies¹¹⁰, avec des estimations quinquennales. Ces estimations portent sur les années 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015 et sont réalisées au milieu de l'année (au mois de juin). Par définition, un individu est considéré comme migrant lorsqu'il réside dans un pays différent de son pays natal. L'inconvénient de cette définition est d'assimiler les personnes nées de parents étrangers comme des migrants dans les pays pratiquant le droit du sang¹¹¹. Hormis cet élément statistique, la base de données permet d'obtenir des informations relativement précises sur les migrants internationaux en croisant plusieurs sources (recensements, registres, enquêtes de terrain, etc.), bien que les données restent imparfaites selon les conditions d'attribution de la nationalité¹¹². Il faut donc être prudent concernant la qualité des données relatives à la migration en raison des nombreux flux irréguliers et plus généralement de la difficulté que représente le recensement d'une population, de la même façon qu'avec les données de transferts de fonds. Dans la mesure où ce travail consiste à estimer la volatilité des transferts de fonds par rapport à la concentration des diasporas relatives à chaque pays du panel, le manque de précision des données ne semble pas être un problème majeur. En effet, nous n'utilisons pas les valeurs absolues de migration mais leur valeur relative : l'information recherchée est la répartition des migrants d'un pays d'origine dans différents lieux de destination. En reprenant l'exemple du Mexique, les données nous permettent d'estimer que 98% des migrants mexicains étaient localisés aux États-Unis en 2010, ce qui constitue un ordre de grandeur moins soumis aux approximations statistiques que l'utilisation de valeurs absolues. Par ailleurs, les données quinquennales présentent l'avantage d'actualiser la répartition des migrants tous les cinq ans et tiennent compte de l'évolution des flux de migration, contrairement à une observation unique en début de période.

Afin d'estimer la concentration géographique des migrants, nous devons utiliser un indice permettant de capturer et de retranscrire l'intensité de cette concentration. Le nombre de travaux étudiant cette caractéristique est actuellement très faible, mais l'in-

110. Division population du département affaires économiques et sociales.

111. En effet, le droit du sang implique que les personnes nées de parents étrangers n'acquièrent pas la nationalité du pays de résidence, ce qui les comptabilise alors comme migrants.

112. Pour plus d'informations sur la méthodologie des Nations Unies, voir : <http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/>

dice d'Herfindahl-Hirschman semble privilégié (Vaaler, 2013). En effet, notre étude ne nécessite pas d'utiliser des mesures décomposables comme l'indice de Thiel. La méthode d'Herfindahl-Hirschman présente l'avantage d'être simple et facilement interprétable, c'est pourquoi nous utilisons cet indice, dont la formule est la suivante :

$$CONC_i = \sum_{j=1}^n S_{ij}^2 \quad (3.1)$$

Où $CONC_i$ est l'indice de concentration des migrants. S_{ij} représente la part du stock de migrants par rapport au total d'un pays i installés dans un pays j .

2.2 Spécification empirique et méthodologie économétrique

La première partie de l'analyse empirique consistera à déterminer l'impact de la concentration de la diaspora et de la conjoncture des économies de destination sur la variabilité des flux de transferts de fonds. Comme nous l'avons suggéré précédemment, il est probable qu'une migration concentrée ait un impact sur la stabilité des transferts de fonds, en particulier durant les épisodes de turbulences économiques dans le pays d'accueil. Nous avons pris pour exemples les cas du Mexique et de la Moldavie, deux pays dont les diasporas respectives sont fortement concentrées aux États-Unis et en Russie : la crise de 2008 a donc provoqué une forte baisse des transferts entrant au Mexique ainsi que des transferts entrant en Moldavie. Le fait qu'un pays accueille la majeure partie d'une diaspora est donc susceptible de créer une fluctuation importante des transferts des migrants puisqu'il détermine à lui seul les montants envoyés au pays d'origine. Dans la configuration où les migrants sont répartis dans plusieurs pays, cette situation est moins probable car l'origine des transferts est plus diversifiée, par conséquent un choc affectant un pays d'accueil n'a pas de répercussion majeure sur les flux agrégés de transferts. Ainsi, nous testons l'hypothèse que plus les migrants sont concentrés dans un nombre restreint de pays, plus leurs transferts vers leur pays d'origine sont instables. Nous postulons également que la stabilité de la conjoncture dans les pays de destination détermine le degré de volatilité des transferts, indépendamment du niveau de concentration de la diaspora.

$$\sigma_{it}^{REM} = \alpha_1 + \alpha_2 CONC_{it} + \alpha_3 \sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} + \alpha_4 X_{it} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{it} \quad (3.2)$$

σ^{REM} représente l'instabilité des transferts de fonds, $CONC$ la concentration de la migration (calculée à partir de l'indice d'Herfindahl-Hirschman) et X des contrôles additionnels.

Conformément à la littérature relative aux transferts de fonds, l'instabilité est mesurée par l'écart-type des données par intervalles de cinq années sans chevauchement (1995-2000 ; 2000-2005 ; 2005-2010 ; 2010-2015)¹¹³. Un coefficient α_2 positif et significatif montrerait donc qu'une plus forte concentration des migrants est un facteur augmentant la volatilité des transferts agrégés. Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'instabilité des transferts de fonds est susceptible d'être particulièrement sévère lors des épisodes de turbulences économiques dans les pays d'accueil. On peut donc supposer que les transferts de fonds seront très volatils lors de ces périodes instables, justifiant ainsi la présence de la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$. Cette dernière mesure la volatilité du taux de croissance du PIB par tête des quatre pays (j, k, l, m) accueillant le plus de migrants en provenance du pays i . Le détail de sa construction est donné par le calcul suivant :

$$\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} = D_{ij} \times \sigma_{jt}^{\Delta PIB^c} + D_{ik} \times \sigma_{kt}^{\Delta PIB^c} + D_{il} \times \sigma_{lt}^{\Delta PIB^c} + D_{im} \times \sigma_{mt}^{\Delta PIB^c} \quad (3.3)$$

Où D représente le stock relatif de migrants (par rapport au total) originaires du pays i présents dans les pays j, k, l, m c'est-à-dire les quatre pays ayant les stocks de migrants les plus importants en provenance de i . La variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$ permet donc d'inclure le taux de croissance du PIB par tête des quatre pays accueillant le plus de migrants du pays i tout en tenant compte de la part relative de la diaspora (et donc d'apporter une pondération). Dans la mesure où notre matrice de contrôles X inclut le PIB par tête des économies de destination des migrants, la même procédure a été appliquée à cette variable afin de prendre en considération le poids relatif de la diaspora dans chaque pays. L'intérêt de construire une telle variable concerne particulièrement les pays dont la diaspora est répartie en parts importantes dans plusieurs destinations¹¹⁴. Plutôt que de se focaliser sur un seul pays de destination (celui accueillant la part la plus importante de migrants), notre variable permet de prendre en compte les quatre pays où est installée la quasi-totalité des migrants, un argument confirmé par les tableaux 3.1 et 3.2. Ces deux tableaux comparent la part des migrants prise en compte par le calcul de la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$ et la part prise en compte si nous avons uniquement utilisé le pays accueillant de plus de

113. Le calcul des écarts-types nous contraint à utiliser la définition « large » des transferts de fonds car il nécessite de disposer de données sur une longue période. Le fait d'inclure les rémunérations rapatriées n'est pas un inconvénient majeur dans la mesure où elles résultent de la migration, au même titre que les transferts au sens strict. En revanche, les problèmes relatifs à la mesure des flux évoqués lors de l'introduction subsistent.

114. Pour ne prendre qu'un exemple, 46% de la diaspora afghane était localisée en Iran en 2000, contre 44% au Pakistan. Ne prendre en compte que le taux de croissance de l'Iran pour estimer la volatilité des transferts de fonds entrant en Afghanistan conduit à perdre une quantité d'information très importante.

migrants en provenance du pays i (variable $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$)¹¹⁵. En rassemblant la volatilité des

Tableau 3.1 – Part des migrants pris en compte (% stock) par la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$

	Minimum	Maximum	Moyenne
1995	33.51	100	80.06
2000	35.33	100	82.48
2005	33.31	100	81.20
2010	32.71	100	80.71
2015	32.22	100	80.37

Lecture : Pour l'année 1995, 80.06 % des migrants sont en moyenne pris en compte par la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$ dans notre échantillon. Réalisation de l'auteur.

taux de croissance des quatre destinations principales des migrants, plus de 80% du stock total de la diaspora est en moyenne pris en compte. On note que la variable $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$ - bien que plus parcimonieuse - ne capture qu'une faible part du stock de migrants, les valeurs moyennes se situant autour de 50%. Désormais, nous sommes en mesure d'obtenir des résultats relativement précis concernant l'impact de la volatilité économique des pays d'accueil sur les transferts monétaires des migrants¹¹⁶. Dans un deuxième temps, un terme d'interaction entre concentration et volatilité du PIB des pays de destination sera inclus afin de prendre en considération les effets amplificateurs de ces deux variations. Le signe attendu est positif car plus les migrants sont concentrés dans un faible nombre de pays de destination, plus une variation de la conjoncture économique dans ce pays aura des effets importants sur les transferts de fonds.

Tableau 3.2 – Part des migrants pris en compte (% stock) par la variable $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$

	Minimum	Maximum	Moyenne
1995	10.00	99.85	52.53
2000	11.46	99.91	51.50
2005	10.39	99.90	50.19
2010	10.69	99.93	49.21
2015	9.40	99.90	48.65

Lecture : Pour l'année 1995, 52.53 % des migrants sont en moyenne pris en compte par la variable $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$ dans notre échantillon. Réalisation de l'auteur.

115. Cette variable sera utilisée lors des tests de robustesse.

116. Le lecteur notera que la prise en compte des quatre premières destinations conduit à inclure des pays où le stock de migrants est très faible, à l'instar de l'Allemagne pour la diaspora afghane (1.5% en 2000). Une mesure alternative consisterait à prendre les pays d'accueil dont le stock de migrants est supérieur à un seuil arbitraire, par exemple 15% du total. La contrepartie est importante car cette mesure revient à éliminer des pays accueillant une part non négligeable d'une diaspora, par exemple entre 10% et 15% du total. Il s'agit donc d'un arbitrage entre parcimonie de la mesure et précision.

2.3 Contrôles additionnels

La littérature n'ayant publié qu'un faible nombre de travaux sur la stabilité des transferts de fonds au niveau macroéconomique, les variables de contrôle sont sélectionnées à l'aide des déterminants usuels. Par exemple, Lartey (2016) apporte des contrôles concernant le taux de change, le PIB par tête du pays d'origine, la croissance de son PIB ainsi que la qualité institutionnelle. Dans le cadre de notre étude, il semble pertinent d'utiliser la volatilité du taux de change car le cours de la monnaie détermine la valeur monétaire du transfert réalisé depuis le pays d'accueil du migrant. Une monnaie très volatile tend donc à créer une incertitude pouvant accroître la variabilité des transferts de fonds (Higgins *et al.*, 2004). De la même façon, des conditions institutionnelles incertaines pour l'investissement peuvent créer des effets déincitatifs pour les migrants, notamment s'ils souhaitent que leurs transferts soient investis dans le pays d'origine. Dans ce cas, leurs envois sont plus aléatoires et dépendent essentiellement des besoins des ménages à des périodes spécifiques¹¹⁷. Des dépenses gouvernementales volatiles - en particulier les transferts aux ménages - représentent un autre facteur explicatif de la volatilité des transferts de fonds car ces derniers ont parfois la même utilité, par exemple pour les dépenses de consommation, d'éducation et de santé. De plus, une offre de crédit volatile limite la capacité des ménages à stabiliser leur consommation et peut donc créer des besoins plus aléatoires de transferts de fonds. Dans des considérations plus macroéconomiques, la volatilité de l'inflation dans le pays d'origine du migrant crée également de fortes tensions sur les besoins des ménages, pouvant se traduire par des fluctuations importantes des transferts privés. Jackman (2013) montre qu'une population fortement dépendante (âgée ou jeune) est un déterminant négatif de la volatilité des transferts de fonds. L'auteure interprète ce résultat comme un comportement altruiste, selon lequel les migrants enverraient de l'argent plus régulièrement aux ménages inactifs. Le dernier contrôle concerne l'occurrence des catastrophes naturelles, dont les dégâts occasionnés sont souvent résorbés par l'envoi de fonds étrangers (Bettin et Zazzaro, 2016). L'impact sur la volatilité est toutefois ambigu car si des catastrophes naturelles - par essence aléatoires - créent des variations brutales dans les montants de transferts de fonds, une occurrence régulière peut stabiliser les flux dans une optique de prévention des dégâts (Mohapatra *et al.*, 2012).

117. Nous avons utilisé l'indice évaluant la liberté d'investissement (*investment freedom*) de la fondation Heritage. Étant donné que la littérature met en avant l'investissement comme motivation des migrants, nous utilisons plus spécifiquement cette dimension pour expliquer la volatilité des envois de fonds.

Conformément aux résultats de la littérature et aux intuitions développées précédemment, le modèle comportera les variables de contrôle décrites dans le tableau 3.3. Concernant la

Tableau 3.3 – Contrôles additionnels

Contrôle	Expression	Source
Volatilité du taux de change	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité de l'inflation	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité du crédit	Écart type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Occurrence des catastrophes naturelles	Moyenne sur 5 ans	CRED (Université catholique de Louvain)
PIB par tête dans le pays d'origine	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
PIB par tête dans les pays de destination	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité des dépenses publiques	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Population dépendante (ratio)	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & Nations Unies
Liberté d'investissement	Moyenne sur 5 ans	Fondation Heritage

méthode d'estimation, deux modèles seront utilisés : un modèle à effets aléatoires¹¹⁸ et un modèle dynamique. En effet, notre échantillon comptabilisant une centaine de pays, il semble indispensable de tenir compte des effets inobservables pouvant expliquer la volatilité des transferts des migrants. Par ailleurs, il est fort probable que l'équation estimée soit dynamique, en ce sens que la volatilité actuelle peut être expliquée par la volatilité antérieure. C'est pourquoi le modèle sera également estimé à l'aide de la méthode des moments généralisée¹¹⁹, cette dernière permettant d'introduire une variable dépendante retardée tout en tenant compte des effets fixes individuels. Sous forme dynamique, notre modèle s'écrira donc de la façon suivante :

$$\sigma_{it}^{REM} = \alpha_1 + \alpha_2 \sigma_{it-1}^{REM} + \alpha_3 CONC_{it} + \alpha_4 \sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} + \alpha_5 X_{it} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{it} \quad (3.4)$$

Notons que contrairement à la plupart des modèles macroéconométriques, l'équation estimée ne semble pas être soumise à des biais d'endogénéité, en particulier concernant nos deux variables d'intérêt que sont la concentration de la diaspora et la volatilité du taux de croissance de l'économie d'accueil. Cette absence d'endogénéité s'explique par le fait

118. Le test d'Hausman favorise l'utilisation d'un modèle à effets aléatoires plutôt qu'à effets fixes.

119. Plus précisément, nous utilisons l'estimateur GMM système en deux étapes, selon la méthode de Blundell et Bond (1998).

que notre variable dépendante retranscrit une dispersion, moins sujette à un phénomène de causalité inverse qu'une variable exprimée en niveau. En particulier, la relation entre la variable expliquée et nos deux variables d'intérêt ($CONC$ et $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$) semble parfaitement exogène : la concentration des migrants n'est pas déterminée par la volatilité de leurs envois, tout comme le cycle économique du pays d'accueil. Le principal biais pourrait provenir de la volatilité du taux de change car la littérature empirique a démontré que si le taux de change affecte les flux de transferts de fonds, la relation inverse est également vérifiée (Higgins *et al.*, 2004 ; Rahman *et al.*, 2013). L'estimation en GMM système permettant de corriger ce type de biais, la volatilité du taux de change sera traitée comme endogène dans le modèle dynamique.

2.4 Résultats et discussion

Les résultats sont présentés dans le tableau 3.4. La colonne (1) présente les données du modèle à effets aléatoires, la colonne (2) l'estimation dynamique et la colonne (3) l'estimation dynamique avec le terme d'interaction. Le premier résultat important concerne la concentration de la diaspora, dont le coefficient est positif et significatif dans les deux premières estimations. L'examen empirique des données montre donc que plus la diaspora est concentrée dans un faible nombre de pays, plus les transferts de fonds reçus par le pays d'origine seront instables. Ce résultat reflète probablement le fait que plus la diaspora est concentrée, plus les flux de transferts de fonds sont déterminés par les conditions économiques d'un nombre restreint de pays et sont donc plus volatils, en particulier lors des périodes de fortes fluctuations économiques. Même si les transferts ne constituent pas un déterminant direct du PIB, ils représentent une source de demande importante qui contribue à la croissance des économies réceptrices¹²⁰. Leur instabilité est donc susceptible de se transmettre *via* les composantes internes de la demande comme la consommation et dans une moindre mesure l'investissement privé. Pour résumer ce premier résultat, nous pouvons conclure que la concentration de la migration accroît l'instabilité des montants transférés par les migrants en termes agrégés. La seconde variable d'intérêt - l'instabilité des quatre destinations principales des migrants - est également positive et significative quel que soit le modèle utilisé. Cette tendance n'est guère surprenante et corrobore les intuitions développées dans les sections précédentes, à savoir que la conjoncture des pays d'accueil des migrants conditionne leurs envois monétaires. Ainsi, les flux de transferts

120. Ce phénomène sera examiné dans le chapitre suivant.

Tableau 3.4 – Concentration de la diaspora, volatilité des pays d'accueil et instabilité des transferts de fonds

Variables explicatives	Variable dépendante : Volatilité des transferts de fonds (σ^{REM})		
	(1)	(2)	(3)
σ_{t-1}^{REM}		0.135 (0.211)	0.154 (0.216)
$CONC$ (ln)	0.302** (0.137)	0.289** (0.145)	0.00867 (0.188)
$\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$	0.136* (0.0749)	0.126*** (0.0476)	-1.465 (1.410)
$\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} \times CONC$			0.192 (0.176)
Liberté d'investissement	-0.00939** (0.00416)	-0.0105** (0.00499)	-0.0109** (0.00505)
Population dépendante	-0.00560 (0.00762)	-0.00677 (0.00654)	-0.00565 (0.00692)
σ Crédit	0.0184 (0.0137)	0.0418** (0.0168)	0.0405** (0.0195)
Catastrophes naturelles	-0.0511*** (0.0185)	-0.0399*** (0.0152)	-0.0388** (0.0154)
σ Taux de change	-9.36e-06 (0.000209)	-0.000220 (0.000566)	-0.000329 (0.000584)
σ Inflation	-0.00254 (0.00200)	0.00292** (0.00146)	0.00301* (0.00158)
$PIB/tête_i$ (ln)	-0.778*** (0.207)	-0.696*** (0.215)	-0.635*** (0.211)
$PIB/tête_{j,k,l,m}$ (ln)	0.586*** (0.144)	0.448*** (0.136)	0.414*** (0.135)
σ Dépenses publiques	0.183*** (0.0329)	0.178** (0.0739)	0.173** (0.0749)
Constante	-0.700 (1.662)	0.0788 (1.268)	2.141 (2.018)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)		0.951	0.751
Hansen (p-value)		0.243	0.150
Instruments		24	25
Observations	318	294	294
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Pays	93	93	93

(1) Estimation à effets aléatoires avec erreurs robustes.

(2) et (3) Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

vont être affectés par les turbulences des économies de destination et déstabiliser le revenu des ménages bénéficiaires dans l'économie d'origine. De plus, nous avons émis l'hypothèse que les deux variables d'intérêt - concentration et instabilité du taux de croissance des pays de destination des migrants - puissent avoir des effets amplificateurs l'une envers l'autre. En effet, il est très probable qu'une instabilité économique dans les pays de destination des migrants ait des répercussions d'autant plus importantes lorsque les migrants y sont concentrés. Pour capter cet effet amplificateur, l'estimation (3) inclut un terme

d'interaction entre les deux variables. Si la concentration de la diaspora amplifie les effets des fluctuations économiques des pays de destination des migrants, alors le coefficient doit être positif et significatif. Les chiffres de l'estimation (3) ne confirment toutefois pas cette intuition, l'interaction étant positive mais non significative. L'examen empirique ne permet donc pas d'affirmer que les transferts de fonds seront d'autant plus déstabilisés par la conjoncture économique des pays d'accueil lorsque les migrants y sont fortement concentrés¹²¹.

Concernant les variables de contrôle, leur signe est dans la plupart des cas conforme aux prédictions. En particulier, une offre de crédit et des dépenses publiques volatiles créent une plus forte instabilité des envois de fonds, s'expliquant par le fait que ces derniers se substituent aux crédits et aux transferts du gouvernement. Des catastrophes naturelles plus nombreuses tendent au contraire à stabiliser les envois et confirment les travaux mettant en avant leur rôle sur la résilience des ménages à ce type d'évènement. Le PIB par tête du pays d'origine des migrants possède un coefficient négatif, pouvant s'expliquer par le fait que les migrants issus des pays très pauvres envoient des fonds à un rythme plus régulier pour soutenir leurs proches. Au contraire, les PIB par tête pondérés des pays de destination montrent un coefficient positif probablement parce que les montants transférés depuis ces pays sont plus importants et possèdent donc un écart-type plus important.

Plus généralement, ces premiers résultats suggèrent qu'au-delà des effets positifs des transferts de fonds sur la consommation (Combes et Ebeke, 2011), la croissance (Castrinescu *et al.*, 2009) et l'éducation (Medina et Cardona, 2010), la nature instable de leurs déterminants peut venir perturber les effets bénéfiques et même déstabiliser l'économie réceptrice. En dépit du fait que les transferts de fonds soient utiles pour soutenir la consommation des ménages et plus largement l'économie réceptrice en période de crise, ils sont en premier lieu déterminés par la santé économique des pays d'accueil. Au-delà des résultats économétriques, les envois de fonds représentent incontestablement une source de résilience et d'amélioration des conditions de vie pour un grand nombre de pays en développement. Les estimations du chapitre 1 confirment ce rôle sur la consommation des ménages et même sur l'investissement, source de croissance. Toutefois, l'étude conduite dans ce chapitre incite à la prudence puisque les envois de fonds ne dépendent pas ex-

121. Les tests de robustesse montrent que cet effet d'amplification apparaît, mais seulement lorsque la conjoncture du principal pays d'accueil des migrants est intégrée dans le modèle (voir tableau 3.5).

clusivement des besoins des ménages ou des motivations des migrants, mais également de la conjoncture des pays de destination. En somme, la différence entre stabilisation du revenu à court terme et volatilité à long terme semble particulièrement pertinente : il apparaît alors que les transferts de fonds doivent être considérés comme un substitut de court terme ne pouvant remplacer durablement des politiques de développement plus inclusives. Même s'ils permettent de financer des dépenses utiles, par exemple dans le domaine de l'éducation et de la santé, les envois de fonds ne concernent qu'une fraction de la population qui n'est d'ailleurs pas nécessairement la plus démunie (Westmore, 2015). Leur potentielle instabilité, mise en évidence dans ce chapitre, montre qu'à plus long terme, le financement de dépenses récurrentes par l'intermédiaire de la migration peut se révéler hasardeux, malgré les arguments contraires parfois évoqués dans la littérature (Zhunio *et al.*, 2012).

D'un point de vue plus macroéconomique, les conclusions sont quasi-identiques dans la mesure où les transferts sont utiles pour stabiliser la croissance (Hakura *et al.*, 2009), si l'on exclut la possibilité que les conjonctures des pays d'accueil et de destination puissent être synchronisées. Dans le cas opposé, les effets seront procycliques en période de crise car les envois de fonds suivent la même tendance que le cycle économique du pays d'origine des migrants, une caractéristique déjà observée empiriquement (Lueth et Ruiz-Arranz, 2006). D'autre part, les pays dont la consommation dépend fortement des transferts extérieurs sont vulnérables aux chocs subis par les pays de destination des migrants puisque les effets se propageront à l'économie domestique *via* la demande interne. Ainsi, le développement des pays d'origine ne peut s'appuyer durablement sur les envois de fonds, tant leurs déterminants sont exogènes et incertains à long terme.

2.5 Robustesse des résultats : l'impact du taux de croissance du principal pays d'accueil des migrants sur les envois de fonds

Bien que les résultats précédents soient robustes aux phénomènes dynamiques et d'endogénéité, il est possible de spécifier notre modèle de façon plus parcimonieuse. En effet, l'équation (3.4) propose d'expliquer la volatilité des transferts de fonds par la concentration de la diaspora ainsi que par la volatilité des quatre principales destinations des migrants. En dépit du fait que la puissance explicative de la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$ soit relativement forte (tableau 3.1), il est nécessaire de vérifier si les effets constatés sont identiques

lorsque la conjoncture du principal pays d'accueil des migrants est utilisée. Nous avons souligné que le mode de calcul de la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$ conduit à inclure des pays de destination n'accueillant qu'une part négligeable de la diaspora d'un pays i ¹²². Pour pallier ce problème statistique, une nouvelle variable a été construite afin de prendre en compte la volatilité de la croissance du pays de destination j accueillant le plus de migrants du pays d'origine i . Cette variable simplifiée - intitulée $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$ - présente l'avantage d'être nettement plus parcimonieuse que la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$ et identifie les effets spécifiques au principal pays de destination des migrants. La variable capturant le PIB par tête des pays de destination a également été modifiée pour n'inclure que le pays j accueillant la part la plus importante de la diaspora provenant du pays i . Les résultats sont donnés dans le tableau 3.5. Ils confirment dans une large mesure les tendances exposées précédemment, à savoir qu'un niveau de concentration élevé des migrants se traduit par une plus grande volatilité des envois de fonds. En revanche, la variabilité du taux de croissance du principal pays d'accueil des migrants n'affecte pas significativement les transferts, mais il faut souligner que le seuil de significativité du coefficient est très proche de 10% (la *p-value* est égale à 0.105). Le coefficient - environ deux fois plus faible et non significatif - confirme le fait que la variable $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$ possède une puissance explicative moindre que la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$. On remarque par ailleurs que la plupart des contrôles significatifs dans le précédent modèle (PIB par tête du pays d'origine et de destination des migrants, volatilité du crédit, volatilité des dépenses publiques, liberté d'investissement et occurrence des catastrophes naturelles) restent significatifs, démontrant que notre estimation est robuste à diverses spécifications. L'unique différence concerne le terme d'interaction entre la volatilité du principal pays de destination et la concentration des migrants, qui est désormais positif et significatif. Il semble donc qu'une concentration très importante de la migration amplifie les impacts de la volatilité du principal pays de destination des migrants sur les envois de fonds. Cette tendance est concordante avec les intuitions développées dans ce chapitre, puisque nous supposons la présence d'effets amplificateurs entre ces deux variables. L'interaction n'étant significative que dans le second modèle, la concentration de la diaspora n'a d'effet amplificateur que lorsque la principale économie de destination des migrants est prise en compte. Elle confirme qu'en moyenne, une instabilité du principal pays de destination des migrants associée à une concentration de la diaspora accentue les effets déstabilisateurs sur les envois de fonds des migrants. Ce résultat est cohérent dans la mesure où considérer un seul pays de destination limite de fait la diversification

122. Voir page 145.

Tableau 3.5 – Concentration de la diaspora, volatilité du principal pays d'accueil et instabilité des transferts de fonds

Variables explicatives	Variable dépendante : Volatilité des transferts de fonds (σ^{REM})		
	(1)	(2)	(3)
σ_{t-1}^{REM}		0.156 (0.200)	0.197 (0.203)
$CONC$ (ln)	0.383*** (0.146)	0.399** (0.157)	0.040 (0.172)
$\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$	0.0631 (0.0570)	0.0579 (0.0357)	-1.1575* (0.645)
$\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c} \times CONC$			0.1534* (0.0858)
Liberté d'investissement	-0.00783** (0.00398)	-0.00862* (0.00512)	-0.00932* (0.00526)
Population dépendante	-0.00492 (0.00841)	-0.00636 (0.00695)	-0.00567 (0.00704)
σ Crédit	0.0220* (0.0133)	0.0502*** (0.0176)	0.0444** (0.0175)
Catastrophes naturelles	-0.0474** (0.0188)	-0.0318** (0.0144)	-0.0297** (0.0142)
σ Taux de change	-1.67e-05 (0.000150)	5.62e-05 (0.000718)	-5.46e-05 (0.000755)
σ Inflation	-0.00313* (0.00188)	0.00206 (0.00182)	0.00185 (0.00206)
$PIB/tête_i$ (ln)	-0.556*** (0.179)	-0.519*** (0.180)	-0.459*** (0.177)
$PIB/tête_j$ (ln)	0.162*** (0.0605)	0.122* (0.0637)	0.104 (0.0636)
σ Dépenses publiques	0.153*** (0.0420)	0.152* (0.0813)	0.140* (0.0818)
Constante	0.915 (1.737)	0.765 (1.473)	3.356* (1.852)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)		0.680	0.276
Hansen (p-value)		0.180	0.130
Instruments		24	25
Observations	329	305	305
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Pays	96	96	96

(1) Estimation à effets aléatoires avec erreurs robustes.

(2) et (3) Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

et accentue la volatilité. On note par ailleurs que la variable $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$ devient négative avec la présence du terme d'interaction : l'instabilité du pays de destination a donc des effets réduits lorsque le niveau de concentration est nul¹²³. D'une façon générale, l'estimation des deux modèles démontre que l'instabilité des économies de destination des migrants et leur concentration ont des effets significatifs sur les envois de fonds, quelle que soit la

123. Toutefois, la variable de concentration affiche des chiffres largement supérieurs à 0, la valeur minimale de notre échantillon étant de 805 (6,69 après transformation logarithmique).

spécification considérée.

2.6 Au-delà des déterminants économiques : influences et risques politiques

L'analyse économétrique conduite dans ce chapitre s'intéresse essentiellement aux effets de la conjoncture des pays d'accueil des migrants sur leurs transferts monétaires, occultant l'importance de l'environnement politique. Un élément peu mentionné concerne la relation de pouvoir pouvant s'établir lorsqu'un pays - et par extension les ménages - dépendent de façon importante aux transferts provenant d'un seul État. Les économies de l'ex-bloc soviétique sont plus spécifiquement concernées par cet élément de subordination, en premier lieu le Tadjikistan, le Kirghizstan et dans une moindre mesure la Moldavie. Ces trois pays possèdent une large partie de leur diaspora en Russie, en particulier les deux premiers dont 78% des migrants y étaient localisés en 2010 (données Nations Unies). Outre la forte concentration, le nombre de migrants est également très élevé, puisque plus de 580 000 Kirghizes se trouvaient en Russie en 2010 (soit plus de 10% de la population du Kirghizstan) et près de 458 000 Tadjiks (plus de 6% de la population). Quant aux transferts de fonds, ils représentaient la même année 26% du PIB kirghize et 41% du PIB tadjik (sans inclure les salaires rapatriés). Cela représente la somme de 232 dollars par kirghize et 301 dollars par tadjik. Dans ces conditions, un rapport de force peut s'installer entre le pays accueillant les migrants et le pays d'origine (recevant les transferts de fonds). Le fait que les migrants tadjiks ou kirghizes renvoient des montants très importants de transferts crée une dépendance vis-à-vis de la Russie qui peut être largement utilisée à des fins politiques ou géopolitiques¹²⁴. Une diaspora importante et fortement concentrée ne crée donc pas uniquement une dépendance économique mais également une dépendance politique dont les conséquences sont à la fois néfastes tant sur le plan macroéconomique que sur le plan microéconomique¹²⁵. Les impacts qui en résultent déstabilisent également le gouvernement, en particulier dans un régime démocratique car les électeurs le tiennent pour responsable des difficultés économiques consécutives à des différends avec le pays accueillant les migrants, d'où une forte influence sur les résultats électoraux (Newnham, 2015). L'équilibre budgétaire peut également être malmené car le gouvernement doit en-

124. Le cas de la crise russo-géorgienne de 2006 a déjà été évoqué dans le chapitre 2.

125. Galbraith (1983) définit les instruments de pouvoir suivants : dissuasif, rétributif et persuasif; dans le cadre de la dépendance aux transferts de fonds, il apparaît évident que la migration contribue à accroître le pouvoir dissuasif du pays d'accueil des migrants.

gendrer de nouvelles dépenses, notamment des transferts vers les ménages afin de combler la baisse des envois de fonds¹²⁶. Les pays caractérisés par un fort taux de migration en direction d'une destination commune peuvent donc se trouver dans une situation de subordination vis-à-vis du pays accueillant les migrants car ce dernier bénéficie d'un pouvoir économique indirect *via* les transferts de fonds.

D'une façon générale, la dépendance d'un pays à un autre - entre autres *via* les transferts de fonds - n'est pas viable à long terme tant les conditions d'accueil des migrants varient au gré des changements politiques et sociaux dans leur pays de destination. Comme nous l'avons montré précédemment, les politiques migratoires sont un déterminant essentiel de la migration et représentent un outil immédiatement ajustable, pouvant donc provoquer de brusques chutes en termes de transferts de fonds¹²⁷. Il apparaît alors évident que le processus de développement d'un pays dépendant des transferts est très incertain puisque les conditions même de ce développement ne dépendent pas des autorités locales. Même si les transferts de fonds ne représentent qu'au mieux un revenu de subsistance pour les ménages, nous avons constaté qu'ils soutiennent la consommation de biens et services de plus en plus diversifiés, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation (Zhunio *et al.*, 2012 ; Salas, 2014). Le manque d'implication publique dans ces services essentiels conduit les ménages receveurs à financer leurs dépenses de santé et d'éducation *via* le secteur privé, à l'aide des transferts issus de la migration. Dans la mesure où il s'agit de dépenses récurrentes s'échelonnant sur plusieurs années, il est indispensable que la source monétaire permettant de financer de telles dépenses soit stable, d'où le problème de dépendance aux transferts évoqué ci-dessus.

Outre les dimensions économiques et politiques pouvant affecter les transferts des migrants, la présence d'une communauté étrangère - suffisamment nombreuse pour être visible - favorise l'émergence de rejets notamment lors des périodes économiques moroses. Dumbravă (2015) note : « [...] la diversité est acceptée tant qu'elle reste à l'intérieur de ses propres frontières ; à partir du moment où elle les franchit, elle est perçue comme une menace et la migration est systématiquement associée à une invasion. » (p. 125).

126. En outre, les envois de fonds génèrent une part non-négligeable des taxes à la consommation dans les pays receveurs. Voir le chapitre 6 pour un exposé plus détaillé sur le cas de la Moldavie.

127. Une fois encore, l'exemple américain a démontré fin 2016 que la politique migratoire est un levier politique pouvant supplanter la politique économique, devenue plus difficile à ajuster en raison des contraintes budgétaires.

L'auteure s'appuie sur l'exemple de l'assouplissement des restrictions visant les migrants roumains et bulgares au Royaume-Uni. Suite à la levée de ces limitations (datant du 1er janvier 2014), le sentiment de rejet envers ces deux communautés semble s'être brusquement accru (Dumbravă, 2015, pp 125-126), laissant entrevoir un avenir incertain sur les conditions d'accueil des migrants¹²⁸. Ces formes de rejet s'expriment également aux États-Unis envers les Mexicains et en Russie envers les Tadjiks : il en résulte des changements de politique migratoire plus ou moins brutaux, susceptibles d'affecter fortement les transferts des migrants. Pour les sociologues ayant étudié la question de la migration et des minorités, ce rejet de la part la population majoritaire s'explique par un sentiment de menace¹²⁹ véhiculé par des stéréotypes (Dixon et Rosenbaum, 2004) et un sentiment de concurrence sur le marché du travail (Bonacich, 1972). Cette perception des minorités comme une menace est croissante avec le nombre d'individus puisque leur nombre augmentant, ils deviennent nécessairement plus visibles par le groupe majoritaire.

Les conditions économiques représentent un autre facteur essentiel pour l'acceptation des minorités : le sentiment de concurrence sur le marché du travail, récurrent et largement identifié par la littérature pour les emplois peu qualifiés (Espenshade et Calhoun, 1993 ; McLaren et Johnson, 2007) est probablement exacerbé lors des périodes de sous-emploi¹³⁰. Cela étant, Campbell (2003) note que ce sont les gouvernements et non la population qui sont parfois à l'origine de la hausse des discriminations lors des périodes de crise, à l'instar des dirigeants ghanéens suite au déclin économique des années 1950-1960¹³¹. Cette absence de lien empirique avec le marché du travail est retrouvée par Campbell (2003) au Botswana : le sentiment de menace vis-à-vis des migrants est ressenti dans les mêmes proportions chez les personnes ayant perdu leur emploi que chez celles dont l'emploi n'est *a priori* pas perçu comme étant menacé par la migration (Campbell, 2003, p. 94).

Cette vulnérabilité des migrants face au risque xénophobe - et *in fine* face aux répercussions politiques - est un argument supplémentaire démontrant que les transferts de fonds peuvent être affectés par les conditions des pays d'accueil, indépendamment de la motivation des migrants (altruisme ou intérêt personnel). Il en résulte qu'une économie

128. Il est intéressant de noter qu'une partie des arguments en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (2016) s'appuyait précisément sur les flux migratoires en provenance d'Europe.

129. En sociologie, ce phénomène est identifié sous le nom de *group threat theory* (voir Blalock (1957)).

130. Cette hypothèse est toutefois controversée (Wimmer, 1997).

131. Le gouvernement ghanéen avait alors expulsé 1.5 millions de travailleurs étrangers.

dépendante de ces transferts est exposée au risque de les voir fluctuer pour de multiples raisons, ayant pour conséquence de déstabiliser sa demande interne de façon plus ou moins durable.

Conclusion

L'étude réalisée dans ce chapitre nous a permis de constater l'importance de la concentration des migrants ainsi que de la conjoncture des pays dans lesquels ils résident sur la stabilité des envois de fonds. Une plus grande concentration tend à augmenter la volatilité des transferts, au même titre qu'une conjoncture instable dans les pays de destination. L'approche utilisée est originale en ce sens qu'elle exploite des données bilatérales sur les diasporas et prend en compte plusieurs pays de destination. Ainsi, nous sommes en mesure de capter une part importante des facteurs expliquant la volatilité des envois de fonds, contrairement aux études ne s'intéressant qu'au principal pays de destination ou utilisant un *proxy* pour la conjoncture.

Les résultats nuancent les conclusions issues du chapitre 1 et corroborent les intuitions développées dans le chapitre 2, à savoir que les envois de fonds représentent à la fois une source de demande interne et un possible facteur déstabilisateur pour l'économie réceptrice. En effet, ils soutiennent la consommation des ménages, l'investissement mais leur évolution dépend essentiellement des conditions dans le pays d'accueil du migrant, qu'elles soient économiques, politiques ou sociales. Or, l'expérience historique et plus récente démontre que les migrants sont vulnérables à la conjoncture de leur pays de destination ainsi qu'aux changements politiques, impliquant des évolutions parfois brutales sur leur situation et *a fortiori* sur leurs transferts au pays d'origine. Une configuration où un pays reçoit des montants de transferts de fonds élevés tout en possédant une diaspora concentrée est donc peu viable à long terme car la vulnérabilité par rapport aux pays d'accueil risque de créer des effets négatifs lors des périodes d'incertitude économique.

Les conditions économiques des pays de destination des migrants ont donc un impact significatif sur les envois des migrants qui y sont installés. Cela étant, la présence même des migrants dans ces pays peut avoir des effets sur d'autres flux bilatéraux, en particulier dans le domaine commercial. La revue de la littérature montre ainsi que les migrants installés dans des pays étrangers importent des produits de leur pays d'origine, que ce

soit pour des motivations personnelles (*nostalgic trade*) ou commerciales. D'autre part, la connaissance culturelle, linguistique et économique de leur pays d'origine facilite l'exportation de biens produits dans leur pays de destination, se traduisant par une hausse des échanges commerciaux bilatéraux (Gould, 1994 ; Head et Ries, 1998). Dans la mesure où ces liens commerciaux sont également déterminés par l'activité économique du pays de destination des migrants, nous pouvons envisager des effets conjoints avec les transferts des migrants : par exemple, une récession dans le pays de destination va affecter les transferts de fonds mais également les exportations du pays d'origine vers le pays d'accueil. Ce développement des échanges contribue à renforcer la synchronisation des cycles économiques entre pays d'origine et pays de destination des migrants, impliquant des conséquences sur l'aspect supposé contracyclique des transferts de fonds. En particulier, la variation conjointe des transferts monétaires et des recettes liées aux exportations expose le pays d'origine à des fluctuations macroéconomiques plus importantes, qui vont être accentuées par la concentration de la diaspora. Il faut également ajouter les flux d'investissements étrangers qui dépendent en partie de la migration et contribuent à accentuer l'interdépendance entre le pays d'origine et les pays de destination des migrants. Cette corrélation des conjonctures pourrait expliquer pourquoi certaines études notent une procyclicité des envois de fonds par rapport à l'économie d'origine des migrants (Lueth et Ruiz-Arranz, 2006). Le prochain chapitre explore ces liens entre transferts, flux commerciaux, flux de capitaux et croissance des pays receveurs.

4

**Les impacts de l'instabilité des
envois de fonds sur la volatilité de la
croissance des pays d'origine et les
effets amplificateurs du commerce
bilatéral**

Introduction

Ce chapitre propose d'approfondir l'analyse précédente en examinant les mécanismes à travers lesquels les transferts de fonds peuvent affecter certaines variables macroéconomiques compte tenu de leur instabilité et de l'interdépendance économique entre le pays d'origine et les pays de destination des migrants. Nous avons constaté dans le chapitre 3 qu'une diaspora concentrée et qu'un cycle économique instable dans les pays de destination des migrants impliquent une plus forte volatilité des envois de fonds. Or, cette volatilité est susceptible d'engendrer des conséquences multiples en termes macroéconomiques, accompagnées d'interactions possibles avec les flux de marchandises et de capitaux.

Le premier objectif de ce chapitre est de déterminer les effets qu'exercent des envois de fonds instables sur l'activité économique du pays receveur. Bien que plusieurs auteurs se soient intéressés aux impacts des transferts des migrants sur leur économie d'origine, aucune étude ne présente à ce jour des résultats concernant leur instabilité. Ce constat semble surprenant dans la mesure où les transferts de fonds représentent une source de demande interne *via* le soutien à la consommation et à l'investissement : leur stabilité est par conséquent primordiale en particulier pour les pays bénéficiant d'une diaspora importante. Une instabilité des flux expose les ménages et plus largement le pays receveur à d'importantes fluctuations de la demande se retranscrivant finalement sur la croissance. De plus, les effets peuvent se propager par le biais des liquidités en raison du sous-développement du secteur financier inhérent à de nombreux pays en développement et de la procyclicité de l'offre de crédit. Les envois de fonds peuvent également, sous certaines conditions, être corrélés à d'autres flux de capitaux et de marchandises comme les investissements directs étrangers (IDE) et les exportations. En effet, de nombreux auteurs mettent en avant le rôle de la migration dans le développement des IDE et des échanges commerciaux bilatéraux. Cette corrélation s'explique par l'importation de produits par les migrants ainsi que par leur connaissance du pays d'origine qui stimulent le développement des liens commerciaux avec le pays de destination. De la même façon, les travailleurs étrangers facilitent l'installation d'investissements directs étrangers dans leur pays natal, notamment à l'aide de leurs réseaux et/ou de leurs capacités linguistiques. Cette relation tend à s'auto-entretenir dans la mesure où des liens étroits entre les deux pays créent de nouveaux besoins de salariés étrangers, favorisant le départ de nouveaux émigrants.

En conséquence, l'activité économique des pays de destination détermine simultanément les recettes liées aux exportations ainsi que les flux d'IDE et d'envois de fonds destinés au pays d'origine du migrant. Ces variables ayant des déterminants communs, nous émettons l'hypothèse que leur corrélation puisse être déstabilisatrice lors des périodes de turbulences économiques. Par exemple, une situation instable va se répercuter sur les envois de fonds envoyés depuis le pays d'accueil - d'autant plus que les migrants y sont concentrés - alors que la baisse de la demande réduira simultanément les importations de produits provenant du pays d'origine (et donc les exportations de ce dernier). Les investissements étrangers seront également affectés par l'instabilité et viendront renforcer les fluctuations de la croissance dans le pays d'origine du migrant. Dans ces conditions, la synchronisation des différents flux a pour conséquence d'accentuer le cycle économique des pays en bénéficiant, d'où des taux de croissance plus volatils et/ou plus faibles. L'étude réalisée dans le cadre de ce chapitre est très liée aux résultats précédents car nous avons constaté que la volatilité des envois de fonds dépend en partie de la concentration de la diaspora. Or, cette dernière s'accompagne parfois d'une concentration des exportations dans les mêmes pays, pour des raisons multiples sur lesquelles nous reviendrons au cours de ce travail.

1 Comment les échanges commerciaux et financiers amplifient-ils les effets des envois de fonds sur l'instabilité de la croissance ?

1.1 Les déterminants de la volatilité de la croissance et le rôle des envois de fonds

Avant d'analyser la façon dont les transferts privés sont susceptibles d'accentuer ou de limiter la volatilité, il nous faut d'abord recenser les déterminants de l'instabilité. Il s'agit d'un débat relativement vaste tant les sources d'instabilité sont importantes : chocs exogènes, climat socio-économique, politique économique, structure de l'activité économique, flux de capitaux... Quels que soient les déterminants de la volatilité, il apparaît évident que celle-ci engendre des conséquences néfastes en termes de croissance (Ramey et Ramey, 1995) et même de bien-être des individus (Wolfers, 2003). Easterly *et al.* (1993) montrent que la volatilité de la croissance s'explique par des chocs tels qu'une modification des termes de l'échange. Hausmann et Gavin (1996) notent que les pays fortement

dépendants des ressources naturelles sont particulièrement concernés par des variations brutales des termes de l'échange en raison de la fluctuation des cours mondiaux. Kim *et al.* (2016) suggèrent qu'une plus grande activité commerciale (exportations et importations) génère une instabilité de la croissance à long terme en raison de la spécialisation basée sur les avantages comparatifs. Ainsi, un pays fortement spécialisé est naturellement plus vulnérable aux chocs externes. Cependant, l'effet de l'ouverture au commerce est inversé à court terme, c'est-à-dire qu'une plus grande ouverture apparaît plutôt comme un élément stabilisateur dans un premier temps¹³².

Pour Easterly *et al.* (2000), l'instabilité de la croissance s'explique essentiellement par l'état du système financier et s'accompagne d'effets non-linéaires. En effet, bien que le développement financier permette de stabiliser la croissance du PIB par l'accès au crédit, un excès d'endettement provoque à terme une plus forte volatilité de la croissance, par exemple *via* des crises financières. Le rôle du crédit est primordial dans la mesure où il permet aux différents agents économiques (ménages, entreprises, État) de contracter des prêts en cas d'une baisse inattendue et temporaire de l'activité économique. Le lien entre les transferts de fonds et la stabilisation de la conjoncture est donc évident : ils se substituent au crédit - si ce dernier est fortement contraint - apportant aux ménages et aux entrepreneurs des moyens de subsistance le cas échéant. Dans ces conditions, il est probable que les impacts stabilisateurs des transferts de fonds sur l'activité économique soient encore plus importants lorsque l'accès au crédit est contraint. La littérature a par ailleurs démontré qu'ils bénéficient plus fortement à la croissance lorsque le crédit est rationné, ce qui constitue un phénomène relativement proche (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). De la même façon que le crédit représente un canal indirect entre les transferts de fonds et la croissance, il est fort possible que la relation entre les transferts des migrants et la stabilisation de la croissance soit équivalente. Finalement, la littérature insiste très largement sur la disponibilité du crédit et l'ouverture financière comme facteurs explicatifs de la volatilité de la croissance (Easterly *et al.*, 2000 ; Beck *et al.*, 2006 ; Bekaert *et al.*, 2006). Cette thèse est confirmée par Hausmann et Gavin (1996) pour les pays d'Amérique du sud, les auteurs précisant également qu'un régime de changes fixes stabilise le cours de la monnaie locale au détriment de la croissance de la production.

132. Par ailleurs, Easterly *et al.* (2000) notent que cet effet s'applique plus particulièrement aux pays ayant un PIB par tête relativement faible.

Le régime de changes est en effet couramment mis en avant pour expliquer la volatilité de la croissance, cet argument s'appuyant sur les travaux de Friedman (1953). Selon ce dernier, un régime de changes flexibles permet à l'économie d'absorber les chocs en permettant un ajustement par le taux de change, d'où des fluctuations moins importantes notamment en termes d'emploi et *a fortiori* en termes de croissance économique, des intuitions soutenues par Frenkel et Mussa (1980). Empiriquement, Ghosh *et al.* (1997) suggèrent qu'un régime de changes fixes permet une plus grande stabilité de l'inflation mais au prix de fluctuations plus importantes concernant l'activité économique. En effet, l'ancrage de la monnaie contraint les autorités à contrôler plus rigoureusement la création monétaire, d'où une inflation généralement plus faible (Ghosh *et al.*, 1997, p. 6). Globalement, les auteurs concluent que la croissance n'est que faiblement affectée par le choix du régime de changes, invalidant partiellement les travaux théoriques cités précédemment. Flood et Rose (1995) émettent également des doutes concernant la relation entre volatilité de la croissance et régime de changes fixes : selon les auteurs, même si certaines variables macroéconomiques apparaissent plus volatiles dans le cadre d'une parité fixe, des phénomènes équivalents sont observés pour les régimes flottants.

L'inconvénient majeur du régime de changes fixes réside dans le fait qu'il nécessite de disposer de réserves considérables - notamment lors des périodes de crise - afin que l'objectif d'ancrage reste crédible. Lors des périodes d'incertitude, cet objectif est souvent réalisé au détriment de l'investissement intérieur en raison de l'ajustement du taux d'intérêt par la banque centrale (Calvo, 1999, p. 11). On retrouve ici l'arbitrage classique décrit par Mundell et Fleming, où les autorités doivent abandonner l'indépendance de la politique monétaire pour conserver la parité fixe dans le cadre de capitaux mobiles¹³³. En l'espèce, les transferts de fonds sont très utiles pour le maintien de la parité car ils représentent une source non négligeable de devises étrangères pour les banques centrales. Singer (2010) a précisément démontré que le fait de recevoir des transferts internationaux augmente la probabilité pour un pays d'adopter une monnaie fixe. Levy-Yeyati et Sturzenegger (2003) précisent que le choix du régime de changes exerce une influence significative sur la croissance des seuls pays en développement, alors que les pays développés ne sont pas affectés. Concernant la volatilité de la croissance, les résultats sont également contrastés : un régime de changes fixes tend à augmenter la volatilité dans les pays en développement, alors

133. Cependant, les régimes de changes sont rarement « polaires ». En particulier, les autorités monétaires tolèrent des marges de fluctuation dans le cadre de régimes fixes, alors que les monnaies flottantes sont périodiquement ajustées par les banques centrales, comme le suggèrent Creel *et al.* (2007).

que la relation inverse est observée pour les pays développés. Précisons une nouvelle fois que cet effet en termes de volatilité est susceptible d'être réduit par la présence des transferts de fonds, en particulier si la volatilité est due à une fluctuation des réserves de change.

La qualité des politiques publiques détermine largement la stabilité de l'activité dans la mesure où elle influence directement les investissements et plus largement le climat nécessaire au développement économique. Ainsi, Evrensel (2010) démontre que des perceptions de corruption élevées conduisent à une plus grande volatilité de la croissance. Les explications de l'auteur sont les suivantes : (1) une plus grande corruption au sein de l'administration crée une incertitude en termes de retours sur investissement ; (2) un management peu rigoureux de la politique publique conduit à des périodes d'expansion monétaires et fiscales déstabilisatrices à terme. Les travaux de Balavac et Pugh (2016) aboutissent à des conclusions similaires sur un panel de 25 pays en transition, des résultats robustes à divers indicateurs (perceptions de corruption, qualité de la régulation, droits politiques, etc.). Il est intéressant de noter que contrairement à la plupart des articles cités précédemment, la disponibilité du crédit n'a qu'un faible pouvoir explicatif de la volatilité de la croissance (Balavac et Pugh, 2016). Par ailleurs, les auteurs notent que la diversification des exportations n'atténue les impacts de la volatilité que pour les pays précisément peu diversifiés. Le régime politique est également mis en avant dans plusieurs études, lesquelles concluant généralement qu'un environnement démocratique est plus propice à la stabilisation de la croissance (Rodrik, 2000 ; Mobarak, 2005). Rodrik (2000) interprète cette relation comme résultant de la séparation des pouvoirs et de la plus grande volonté de servir l'intérêt général, des caractéristiques inhérentes aux régimes démocratiques. Pour Mobarak (2005), si la relation entre démocratie et croissance reste floue dans la littérature empirique, il semble que l'impact de la démocratie sur la stabilité de la croissance soit plus systématique. Dutt et Mobarak (2016) confirment cette intuition empiriquement et ajoutent, qu'en plus d'un régime démocratique, une plus grande stabilité de la politique fiscale est bénéfique pour réduire la volatilité de la croissance. Toujours selon cette étude, la démocratie est elle-même associée à des politiques fiscales plus stables, démontrant un effet direct (de la démocratie vers la stabilisation de la croissance) et indirect (de la démocratie sur la stabilisation de la croissance *via* une volatilité moindre de la politique fiscale).

Outre leurs impacts sur la stabilité de la consommation des ménages, les transferts des migrants sont également un déterminant non négligeable de la croissance des pays rece-

veurs, en particulier dans le cadre des économies bénéficiant d'une importante diaspora. Nous avons constaté dans le premier chapitre que les transferts de fonds sont positivement corrélés à l'investissement, ce dernier étant lui-même un déterminant fondamental de la croissance de long terme¹³⁴. Une plus grande stabilité de la consommation représente également un atout en termes de croissance car les ménages, moins contraints au niveau de leur capacité de financement, apparaissent comme plus résilients vis-à-vis des chocs économiques. Un niveau de consommation moins volatil assure une plus grande stabilité des revenus pour le gouvernement *via* les taxes à la consommation et de demande pour le secteur privé. D'un point de vue plus empirique, quelques travaux ont démontré que les transferts privés assurent une plus grande stabilité de la croissance. Plus précisément, Hakura *et al.* (2009) associent l'impact stabilisateur des transferts privés à celui d'une politique de stabilisation (Hakura *et al.*, 2009, p. 9). Selon les auteurs, les transferts de fonds peuvent alors se révéler très utiles pour soutenir le revenu des ménages, là où le gouvernement ne possède pas nécessairement les marges de manœuvre pour agir. Ce dernier point s'applique particulièrement aux pays en développement, dont les politiques de redistribution sont connues pour être acycliques voire procycliques (Arze del Granado *et al.*, 2013), en raison du manque de confiance des créditeurs limitant les dépenses contracycliques (Gavin *et al.*, 1996 ; Gavin et Perotti, 1997). Par conséquent, les sorties de capitaux peuvent être brutales en cas de difficultés économiques, limitant la possibilité d'appliquer des politiques de transferts en direction des ménages. Ainsi, la migration représente un moyen pour les ménages receveurs de diversifier les sources de revenu et de compenser un manque d'implication du secteur public, qu'il soit délibéré ou non. De plus, si les transferts permettent d'accroître le niveau de développement financier dans le pays receveur (Aggarwal *et al.*, 2011), il en résulte une résilience accrue des ménages par l'accès au crédit.

Même si une croissance volatile génère un certain niveau d'incertitude, rien ne permet *a priori* de relier instabilité et faible croissance. Pourtant, Ramey et Ramey (1995) montrent qu'un taux de croissance plus volatil est associé à une progression du PIB en moyenne plus faible. Par conséquent, les impacts stabilisateurs des transferts de fonds décrits par la littérature contribuent probablement à soutenir la croissance à moyen/long terme même si Hakura *et al.* (2009) montrent qu'au delà de 2% du PIB, les impacts positifs des transferts s'estompent. Bien que les auteurs déterminent la valeur seuil supposée être op-

134. Notons à cet égard que le mécanisme à l'œuvre n'est pas clairement déterminé. Le fait que les transferts privés soient positivement liés à l'investissement peut refléter un impact direct (financement de l'investissement *via* les transferts) ou indirect (développement financier par l'augmentation de l'épargne).

timale, ils n'apportent pas d'explication supplémentaire quant à l'origine de ce seuil. En effet, il semble délicat d'apporter une argumentation claire¹³⁵ : pourquoi les transferts de fonds seraient-ils moins efficaces pour stabiliser la consommation ou la croissance au-delà d'une valeur particulière, de surcroît relativement faible ? Ce chapitre propose précisément d'analyser l'impact des envois de fonds sur l'instabilité de la croissance et leurs interactions avec d'autres flux internationaux. En particulier, nous nous appuyons sur la littérature étudiant le rôle de la migration dans le développement des échanges commerciaux entre pays d'origine et de destination du migrant. Par exemple, plusieurs travaux montrent que les migrants importent de nombreux produits de leur pays d'origine, augmentant donc les exportations de ce dernier. Or, les transferts de fonds et le produit des exportations reçus par le pays d'origine sont simultanément déterminés par l'activité économique des pays où sont installés les migrants, créant de potentiels effets procycliques.

1.2 La synchronisation des envois de fonds des migrants avec le commerce extérieur

Nous avons noté dans le chapitre précédent que parmi les éléments décisifs de la migration, se trouvent les caractéristiques linguistiques, économiques ainsi que des critères géographiques (chapitre 3, section 1.3). Or, la dimension géographique détermine également le commerce entre deux pays : une proximité dans l'espace facilite l'échange de marchandises. Un passé historique commun peut également affecter - de façon positive ou négative - les liens commerciaux, en particulier lorsqu'il s'accompagne d'un héritage linguistique (une langue commune facilitant les échanges économiques). Le lien avec les flux de transferts de fonds est le suivant : il existe un certain nombre de critères qui vont à la fois déterminer les flux migratoires et l'activité économique du pays d'origine du migrant. Ainsi, Pedersen *et al.* (2008) notent que le volume des échanges commerciaux bilatéraux est un facteur significatif déterminant la migration d'un pays vers un autre. Cette dimension commerciale est également significative concernant les accords commerciaux préférentiels : Orefice (2015) rapporte que ce type d'accord stimule les flux migratoires bilatéraux de plus de 26% et insiste sur l'effet amplificateur des closes favorables aux mouvements de personnes. Plus généralement, la littérature admet largement que les flux migratoires favorisent les échanges commerciaux dans la mesure où les migrants importent des produits

135. Hakura *et al.* (2009) avancent l'hypothèse que les pays recevant des montants importants de transferts sont moins enclins à mettre en place des réformes économiquement nécessaires, sans plus de précision.

de leur pays d'origine et stimulent les exportations du pays d'accueil (Gould, 1994 ; Head et Ries, 1998 ; Rauch et Trindade, 2002). Une fois encore, l'organisation de la diaspora *via* les réseaux permet de stimuler le commerce bilatéral en facilitant l'importation et l'exportation de produits à partir du pays de destination des migrants. La relation entre exportations et flux migratoires n'est pas unidirectionnelle : bien que les migrants soient à l'origine d'une augmentation des échanges commerciaux, les liens économiques intenses attirent de nouveaux migrants en raison de leur connaissance culturelle, économique et linguistique de leur propre pays.

Les informations apportées par ces nombreux travaux permettent de montrer que la migration - à travers les transferts de fonds et l'accroissement des échanges commerciaux - peut créer des effets simultanés pour le pays d'origine, en particulier lorsque la diaspora est concentrée dans un même pays. En effet, les exportations générées par la migration représentent une source importante de revenus pour le pays d'origine du migrant, tout comme les transferts de fonds. En d'autres termes, nous pouvons considérer que les exportations et les transferts de fonds participent à la croissance¹³⁶ du pays d'origine du migrant. Cela implique que la conjoncture du pays de destination du migrant détermine à la fois les exportations du pays d'origine et les transferts qui lui sont retournés. Or, dans une situation de récession les envois monétaires seront affectés en raison de la baisse du niveau d'emploi, tout comme les exportations du pays d'origine vers le pays de destination *via* la baisse de la demande. Encore une fois, nous pouvons noter que la concentration de la diaspora accentue ce phénomène car elle limite la diversification des pays d'où sont envoyés les transferts. Empiriquement, quelques études ont déjà mis en avant ce double effet, notamment sur le cas mexicain (Fix *et al.*, 2009, p. 10). En effet, les auteurs montrent que les envois des migrants ainsi que les exportations mexicaines ont connu une baisse simultanée lors de la crise américaine (respectivement -12% et - 30% en 2009) d'où un impact non négligeable sur la croissance économique du pays (voir également la figure 4.1 ci-après). Ceci s'explique facilement par le fait que les exportations du Mexique sont majoritairement destinées au pays accueillant plus de 90% de sa diaspora - à savoir les États-Unis¹³⁷ - sans que l'on puisse considérer l'économie mexicaine comme dépendante

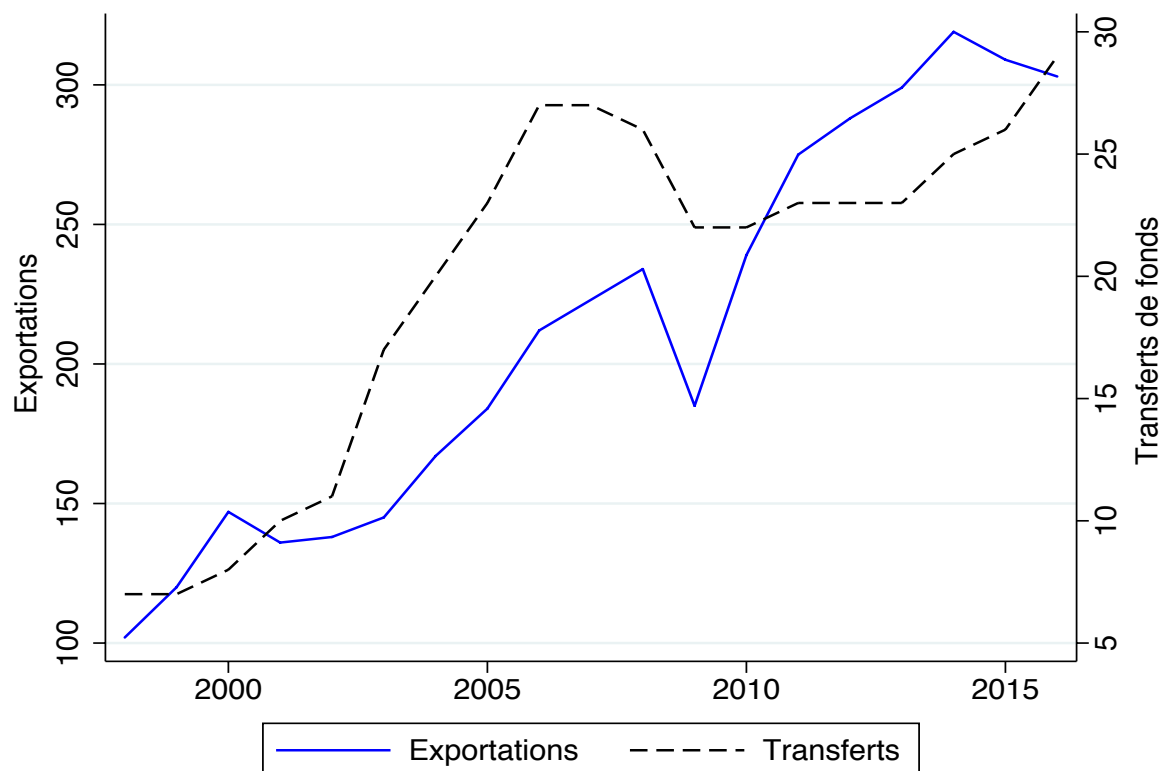
136. Voir la partie 1 de cette thèse pour une liste des articles analysant l'impact des transferts de fonds sur la croissance.

137. Selon les données de l'OMC, le Mexique a réalisé plus de 70% de ses exportations en direction du marché américain en 2015.

des envois de fonds¹³⁸. Par conséquent, le cycle économique des États-Unis détermine à la fois les recettes mexicaines liées aux exportations et les transferts retournés par les migrants, comme le suggère la figure 4.1. On remarque que les deux variables ont été simultanément affectées par la crise de 2008, ce qui explique partiellement la sévère récession observée en 2009 au Mexique (-4.9 %) déjà évoquée ci-dessus. Par ailleurs, il semble que les transferts monétaires des migrants subissent un impact relativement durable dans la mesure où ils n'ont retrouvé leur niveau pré-crise qu'en 2016. *A contrario*, les exportations affichent une reprise beaucoup plus précoce puisque leur niveau a recommencé à progresser dès 2010. Les conséquences de la crise américaine ont davantage exposé les ménages mexicains bénéficiant des envois de fonds que l'économie mexicaine dans son ensemble, eu égard à la reprise très rapide des exportations. En outre, les transferts monétaires ne représentent qu'une faible part du PIB mexicain et engendrent donc des effets macroéconomiques relativement limités à court terme.

La Moldavie, un pays autrefois sous domination soviétique, possède une large part de sa

FIGURE 4.1 – Exportations mexicaines aux États-Unis et transferts de fonds

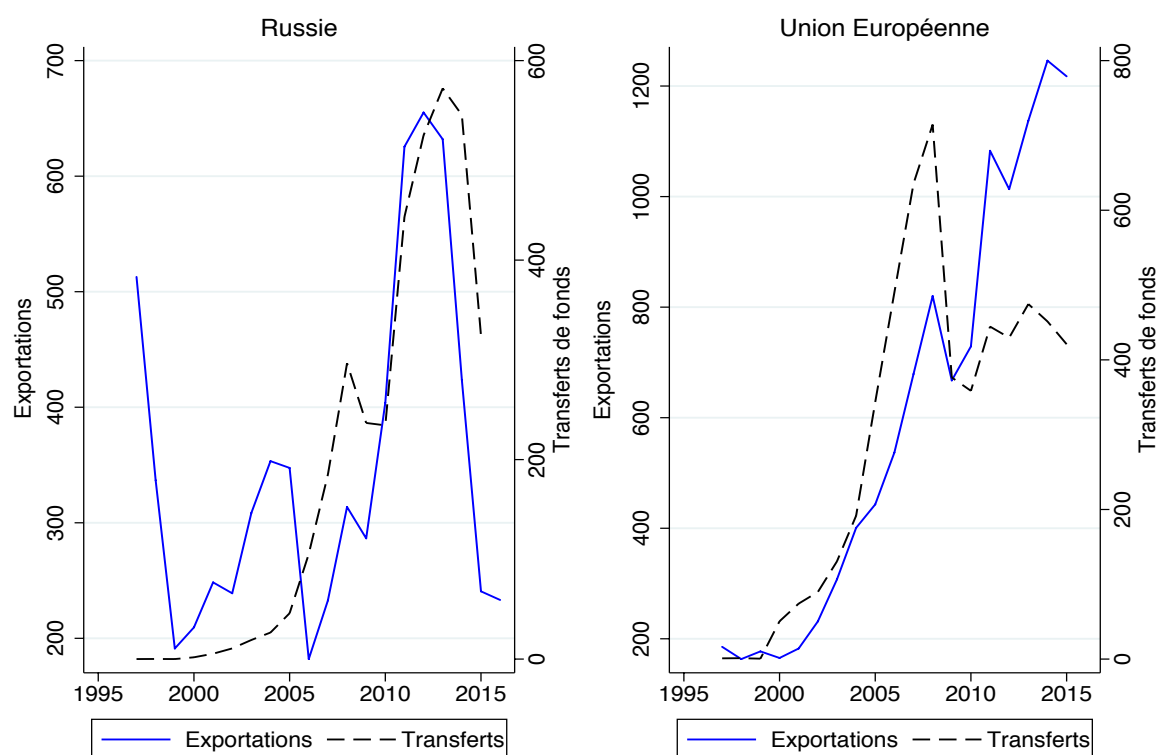


Source des données : Banque Centrale du Mexique. Les données sont exprimées en milliards de dollars. Réalisation de l'auteur.

138. Nous avons montré dans le chapitre précédent que la concentration des migrants n'est pas une condition suffisante pour créer une situation de dépendance (section 1.2).

diaspora en Russie et des liens commerciaux très forts avec ce même pays¹³⁹. En effet, une large partie des exportations est réalisée en direction de la Russie, ainsi qu'en Union Européenne où de nombreux moldaves ont également émigré (voir le chapitre 2). Les effets simultanés mentionnés au début de cette section se manifestent de la même façon qu'au Mexique : une crise économique dans le pays d'accueil va non seulement affecter le revenu des migrants, mais également les flux commerciaux entre le pays d'accueil et le pays d'origine du migrant. Dans le cas de la Moldavie, une instabilité économique en Russie aura donc des répercussions simultanées sur les transferts des migrants et les importations russes de produits moldaves¹⁴⁰. La figure 4.2 met en lumière une corrélation évidente entre les transferts de fonds entrant en Moldavie et les importations européennes ou russes.

FIGURE 4.2 – Exportations moldaves et transferts de fonds entrants



Sources des données : Banque Centrale de Moldavie, Bureau National de la Statistique de Moldavie. Les données sont exprimées en millions de dollars. Réalisation de l'auteur.

Les données de la banque centrale de Moldavie permettent de filtrer les transferts de fonds provenant de Russie et sont représentées sur la figure 4.2 avec les importations russes de

139. Voir le chapitre 2 pour plus de précisions sur les échanges commerciaux de la Moldavie.

140. Les résultats du chapitre 2 offrent une illustration de ce phénomène.

produits moldaves (partie droite de la figure). On remarque une corrélation relativement évidente entre ces deux flux, en particulier après la crise de 2008-2009. En dépit du fait que cet évènement majeur explique une grande partie de la corrélation, on observe que la relation se poursuit les années suivantes notamment suite à la crise du rouble (2014-2015) et à des sanctions russes sur les importations de produits moldaves (2014). Autrement dit, les récentes turbulences de l'économie russe limitent les envois des migrants et réduisent simultanément les exportations de la Moldavie vers la Russie. Les recettes des exportations et les transferts privés sont donc logiquement corrélés dans la mesure où ils sont déterminés par la demande russe de travail et de biens et services, ce qui représente une source de volatilité importante pour l'économie moldave. Malheureusement, la provenance des transferts de fonds n'est pas disponible pour les pays de l'Union Européenne, excepté pour l'Allemagne, c'est pourquoi la partie gauche de la figure 4.2 représente les exportations moldaves destinées à l'Union Européenne avec une approximation des transferts retournés par les migrants¹⁴¹. Malgré cette approximation statistique, la corrélation entre transferts et exportations apparaît une nouvelle fois et semble se renforcer après la grande récession. En effet, les exportations moldaves en Europe et les transferts ont simultanément reculé après l'entrée en récession de nombreux pays européens en 2012-2013, confirmant les intuitions proposées précédemment. Les conséquences pour le revenu des ménages sont également importantes en raison de la baisse de l'activité économique émanant du repli des exportations et des envois de fonds. De façon succincte, nous pouvons postuler qu'une intégration économique des pays recevant des montants élevés d'envois de fonds crée une exposition importante à des effets simultanés, particulièrement dans le cas où la diaspora est concentrée chez des partenaires commerciaux majeurs. Toutefois, d'autres flux de capitaux tels que les investissements directs étrangers doivent être également pris en compte dans notre analyse.

Outre les exportations, les flux d'investissements étrangers (IDE) peuvent être influencés par la migration tout en accentuant les effets de la volatilité des transferts de fonds. La littérature pointe d'ores et déjà la relation entre les transferts et les IDE : d'un point de vue théorique, Kugler et Rapoport (2007) émettent l'hypothèse que les migrants peuvent, par leur connaissance de leur propre pays, limiter l'incertitude des investisseurs et favoriser l'entrée des IDE dans leur pays d'origine. Cet effet est cependant conditionné par

141. Pour calculer cette variable, nous avons soustrait aux envois de fonds totaux les flux provenant de Russie et d'Ukraine, qui représentent les deux autres origines principales des transferts.

le niveau de qualification des migrants, dans la mesure où une fuite des cerveaux dans le pays d'origine va limiter la capacité de ce dernier à adapter les nouvelles technologies qui vont de pair avec les investissements étrangers (Kugler et Rapoport, 2007, p. 156). Enfin, les auteurs notent que la migration s'accompagne d'une réduction de la main d'œuvre disponible pour le pays source, d'où une rentabilité du capital plus faible et moins attractive pour les IDE. La littérature relative au commerce international admet deux effets possibles entre IDE et migration, à savoir un effet de substitution ou de complémentarité. Selon le modèle de Heckscher-Ohlin, une libéralisation des flux commerciaux et financiers conduit à une homogénéisation des rémunérations entre les différents pays, d'où une baisse de la migration. On retrouve l'effet de substitution dans le cadre de cette théorie. En revanche, Markusen (1983) expose une thèse contraire, dans le cas spécifique où des différences de technologie entre deux pays peuvent provoquer une complémentarité entre mouvements de marchandises/capitaux et de personnes. Un avantage technologique d'un pays dans un secteur particulier va augmenter ses exportations, accroître les rémunérations et par conséquent attirer de nouveaux migrants, d'où un effet de complémentarité.

Empiriquement, Kugler et Rapoport (2007) trouvent un impact positif de la migration sur les flux futurs d'investissements étrangers partant du pays d'accueil vers le pays d'origine des travailleurs étrangers, au moins pour les migrants bénéficiant d'un niveau d'éducation élevé. Javorcik *et al.* (2011) retrouvent cette relation avec les migrants installés aux États-Unis et ajoutent qu'un niveau d'éducation supérieur accentue l'impact sur les IDE. Finalement, l'effet de la migration sur les flux d'investissements étrangers entre le pays d'origine et le pays de destination semble similaire à celui constaté sur les échanges commerciaux. Le rôle des migrants est d'autant plus important pour les IDE que des investissements représentent un coût élevé, nécessitant une connaissance du terrain et des acteurs locaux parfois inaccessible aux investisseurs étrangers. Les migrants, *via* leur expérience, leurs capacités linguistiques et leurs réseaux sont susceptibles de faciliter de tels échanges, que ce soit avec les acteurs privés ou relevant du secteur public. La relation entre les IDE et la migration est toutefois soumise à un fort biais de causalité, puisque si la migration peut accroître les flux d'IDE entrants, ces derniers peuvent à l'inverse créer de nouvelles opportunités de mobilité, en particulier pour les individus qualifiés (Javorcik *et al.*, 2011, p. 232). D'une manière générale, nous pouvons constater que les travaux publiés s'attachent à démontrer la relation entre IDE et migration de façon unidirectionnelle, tout en contrôlant la causalité inverse. Or, le processus est vraisemblablement plus

dynamique voire auto-entretenu. Le Mexique, dont le cas a été largement étudié dans la littérature relative à la migration, est un exemple instructif. La migration mexicaine a été continue depuis l'après-guerre et s'est accélérée à partir des années 1970 malgré une croissance relativement stable (Imaz, 2007 ; García Zamora, 2014), s'accompagnant d'un accroissement des investissements américains au Mexique. Dans la mesure où les études empiriques, par manque de données, ne couvrent qu'une période récente (généralement à partir des années 1990), elles ne permettent pas de capturer la causalité d'un phénomène dont les origines sont bien plus anciennes. Plus simplement, il est techniquement très difficile d'identifier la causalité de ce phénomène en raison de l'absence de données ; l'outil statistique ne pourra identifier que des relations récentes, sachant que ces dernières sont liées à un processus engagé depuis plusieurs dizaines d'années¹⁴². Wang *et al.* (2013b) examinent le sens de cette relation et mettent en lumière un impact des investissements étrangers sur la migration, avec des différences selon le niveau d'éducation des individus. Le stock d'IDE dans le pays d'origine tend à limiter la migration des individus bénéficiant d'une éducation secondaire ou universitaire, alors que l'impact est neutre sur les flux d'individus moins qualifiés. Wang et Wong (2011) concluent au même résultat sur un panel de 35 pays en développement et précisent que les transferts de fonds ont un impact similaire : ils encouragent les individus peu qualifiés à migrer, alors que l'effet sur les individus bénéficiant d'une éducation secondaire ou supérieure n'est pas significatif. De Simone et Manchin (2012) observent que les pays d'Europe de l'est reçoivent davantage d'investissements européens lorsqu'ils possèdent des migrants dans les pays d'Europe de l'ouest. Les résultats de la littérature ne sont toutefois pas exempts de toute controverse : ainsi, Aroca et Maloney (2005) rapportent une relation négative entre IDE américains au Mexique et l'immigration mexicaine aux États-Unis. On retrouve ici l'effet de substitution conforme au modèle HOS standard pouvant s'interpréter comme une atténuation des différences des rémunérations entre le facteur travail mexicain et américain.

La relative dichotomie entre travaux théoriques (supportant majoritairement la thèse de la substitution) et résultats empiriques (démontrant généralement une complémentarité) a été récemment réexaminée dans un nouveau modèle (Jayet et Marchal, 2016). Ce dernier démontre que sous l'hypothèse d'une mobilité imparfaite des facteurs de production, le capital et le travail peu qualifié sont des substituts alors que le capital et le travail qualifié

142. Pour une revue synthétique des travaux empiriques classés par causalité, voir Jayet et Marchal (2016) (tableau 1).

deviennent complémentaires. Ce résultat correspond à la majorité des études empiriques évoquées ci-dessus (Kugler et Rapoport, 2007 ; Wang et Wong, 2011 ; Wang *et al.*, 2013b) ; cela étant, nous avons noté que la relation est bi-directionnelle, ce que le modèle théorique ne permet pas de capturer. Malgré des résultats empiriques plutôt mitigés, l'étude des relations entre les IDE et la migration nous apporte un éclairage intéressant en termes d'effets simultanés, spécialement dans le cas où la migration est considérée comme un facteur explicatif des IDE dans le pays d'origine¹⁴³. À l'instar du commerce bilatéral, il est probable que les flux d'IDE et les transferts de fonds vers le pays source soient corrélés car le cycle économique du pays d'accueil va déterminer leur volume simultanément. Une fois encore, une crise dans le pays d'accueil va provoquer une hausse du chômage - notamment parmi les migrants - ainsi qu'une baisse des investissements à l'étranger. Cette dernière affirmation est contestable, en ce sens que les IDE sont plutôt déterminés par la conjoncture du pays où ils sont destinés. Ils nécessitent toutefois un financement, or la littérature a démontré que l'octroi de crédit est un phénomène typiquement procyclique, même en présence d'une politique monétaire très accommodante¹⁴⁴. D'une façon générale, l'instabilité économique du pays de destination des migrants va être transférée au pays d'origine *via* la baisse des transferts de fonds et amplifiée si les capitaux réagissent de façon procyclique. Comme avec les exportations, la concentration de la migration va accentuer les effets liés à une récession dans le pays de destination des migrants car une baisse des IDE s'accompagnera d'une baisse brutale des transferts des migrants, qui ne se produirait pas en présence d'une diaspora plus diversement répartie. De plus, la baisse des IDE sera d'autant plus forte que les échanges entre le pays d'origine et de destination des migrants sont importants, ce qui est plausible au regard des travaux cités précédemment (qui mettent en avant le renforcement des flux d'investissements et migratoires entre les deux pays).

Pour conclure cet aperçu de la littérature, nous pouvons résumer ainsi nos hypothèses. La concentration de la diaspora vers un ou quelques pays spécifique(s) et l'instabilité dans le(s) pays de destination créent des effets déstabilisants sur les envois de fonds (voir le chapitre précédent). Ainsi, les montants transférés par les migrants seront très sensibles

143. Nous nous intéresserons dans ce travail qu'à cette relation de causalité. En effet, considérer l'hypothèse que les IDE limitent la migration ne permet pas d'apporter une réponse au questionnement de cette étude.

144. L'expérience empirique consécutive à la crise de 2008-2009 montre qu'il s'agit d'un problème inconditionnel au niveau de développement, même en présence de politiques dites « prudentielles ». Pour un exposé plus détaillé, voir Bouvatier *et al.* (2012).

au cycle économique du pays où ils sont employés, à l'instar des Moldaves travaillant en Russie ou en Europe. Une volatilité des envois de fonds est susceptible de générer de l'instabilité dans le pays d'origine car elle engendre des variations importantes de demande, *via* la consommation et l'investissement. Cet effet sera amplifié si le commerce bilatéral et les échanges de capitaux sont importants entre le pays d'origine et le pays de destination, une situation probable puisqu'une large partie de la littérature démontre que la migration tend à renforcer ce type de liens.

Proposition : Des envois de fonds instables augmentent la volatilité de la croissance dans le pays d'origine des migrants par le canal de la demande. Cette volatilité sera d'autant plus significative que les échanges commerciaux bilatéraux sont importants car envois de fonds et exportations sont simultanément déterminés par la conjoncture des pays d'accueil des migrants.

L'objectif de cette étude sera donc d'estimer dans quelle mesure la volatilité des transferts de fonds est susceptible de déstabiliser la croissance et de détecter les effets amplificateurs du commerce sur cette volatilité¹⁴⁵.

2 Analyse empirique

2.1 L'impact de la volatilité des transferts de fonds sur la croissance économique

Nous avons démontré dans le chapitre précédent qu'une forte concentration de la diaspora et qu'un taux de croissance volatil dans les économies d'accueil tendent à augmenter l'instabilité des transferts de fonds. Bien que ce résultat soit important, il ne permet pas de conclure que cette volatilité affecte *in fine* d'autres variables économiques telles que la consommation ou la croissance dans les pays receveurs. Cette section prolonge l'analyse précédente en recherchant les effets de la volatilité des transferts de fonds sur la croissance économique. À l'opposé des études actuelles, il s'agit de mesurer non pas les implications des transferts de fonds sur la croissance mais l'impact de leur volatilité qui - nous l'avons montré - est en partie déterminée par la concentration de la diaspora. Même si

¹⁴⁵. En raison du manque de données bilatérales, nous ne pourrions pas inclure les IDE dans l'analyse empirique.

la littérature actuelle insiste largement sur les effets positifs des transferts sur la croissance, elle ne s'intéresse guère à leur instabilité. Or, des transferts instables peuvent augmenter l'incertitude au sein des ménages qui en bénéficient, en particulier à travers le canal de l'investissement qui représente l'un des déterminants de la croissance de long terme. Les transferts des migrants sont reconnus pour favoriser les dépenses d'investissement, que ce soit par une augmentation de l'épargne ou par un effet de substitution au crédit (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009 ; Ziesemer, 2009). Leur instabilité est alors néfaste car elle crée une incertitude limitant les investissements des ménages bénéficiaires. Par ailleurs, des flux de capitaux instables rendent plus aléatoires les entrées de devises étrangères utiles au maintien de la crédibilité de la politique monétaire, en particulier dans le cadre d'un régime de changes fixes. En l'absence de politiques budgétaires - notamment de transferts vers les ménages - il est fort probable qu'une instabilité émanant des envois de fonds se répercute sur l'économie. Cette hypothèse est particulièrement envisageable dans le cadre des pays en développement en raison de la procyclicité des politiques de redistribution, elle-même liée aux contraintes de financement (Arze del Granado *et al.*, 2013). Le modèle estimé est spécifié de la façon suivante :

$$\Delta PIB_{it}^c = \beta_1 + \beta_2 \Delta PIB_{it-1}^c + \beta_3 \sigma_{it}^{REM} + \beta_4 \Phi_{it} + \eta_i + \mu_t + \varsigma_{it} \quad (4.1)$$

ΔPIB^c représente le taux de croissance moyen du PIB par tête sur des intervalles de cinq années et Φ des contrôles additionnels. Comme lors de l'estimation précédente, le modèle est dynamique, justifiant l'ajout d'une variable dépendante retardée. Afin d'obtenir des résultats consistants, nous employons à nouveau l'estimateur GMM système en deux étapes, avec un paramétrage identique aux chapitres précédents concernant le nombre d'instruments et la correction des erreurs. Dans la mesure où le modèle estime l'impact de la volatilité des transferts de fonds sur la croissance, nous utiliserons une nouvelle fois leur écart-type sur des sous-périodes de cinq années. Conformément à la littérature relative à la croissance économique, les variables de contrôle comprennent le niveau initial de PIB par tête, la croissance de la population, l'investissement, la volatilité de l'inflation, les dépenses du gouvernement et les flux d'investissements directs étrangers (IDE). En effet, le modèle de Solow (1956) montre qu'au fur et à mesure que les économies atteignent un niveau de richesse élevé, le taux de croissance se stabilise. La volatilité de l'inflation est utilisée pour capturer l'incertitude créée par des variations de prix très importantes qui contribuent à déstabiliser l'économie et à réduire le taux de croissance (Judson et Orphanides, 1999 ;

Emara, 2012). Quant aux investissements directs étrangers, ils représentent *a priori* une source de croissance puisqu'ils permettent de bénéficier du savoir faire technique d'autres pays, dont les effets sont complexes mais empiriquement avérés (Nicet-Chenaf et Rougier, 2009)¹⁴⁶. Notons que l'équation n'inclut pas de mesure concernant le niveau d'éducation en raison du manque de données en la matière. La base la plus complète est proposée par Barro et Lee (2013) avec des données quinquennales mais l'absence d'information sur de nombreux pays conduirait à réduire notre échantillon de 100 observations. Globalement, la spécification est relativement proche des travaux ayant estimé les impacts des transferts de fonds sur la croissance (Catrinescu *et al.*, 2009 ; Mundaca, 2009 ; Cooray, 2012 ; Nwaogu et Ryan, 2015), permettant d'obtenir des résultats facilement comparables.

Tableau 4.1 – Contrôles additionnels

Contrôle	Expression	Source(s)
Croissance de la population	Taux de croissance moyen sur 5 ans	Banque Mondiale & Nations Unies
PIB/tête initial	Valeur en début de chaque période	Banque Mondiale & FMI
IDE (rapportés au PIB)	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité de l'inflation	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Dépenses publiques (rapportées au PIB)	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Investissement (formation brute de capital fixe, rapportée au PIB)	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI

Les résultats sont présentés dans le tableau 4.2. La première estimation (colonne (1)) a été réalisée avec un modèle à effets aléatoires¹⁴⁷ et la seconde (colonne (2)) à l'aide de la méthode des moments généralisée. Comme nous le supposions, une plus forte volatilité des transferts de fonds affecte négativement la croissance du PIB par tête. Il s'agit là d'un résultat attendu mais peu soupçonné par la littérature actuelle, en raison de focalisation des articles sur les impacts directs des transferts de fonds sur la croissance économique. La spécification proposée permet d'aller plus loin en mettant en avant le fait que si les transferts des migrants sont utiles au développement économique, leur stabilité est une

¹⁴⁶. Dans la mesure où une croissance vigoureuse est un facteur attractif pour les investissements étrangers, nous traitons cette variable comme endogène.

¹⁴⁷. Comme lors du chapitre précédent, le test d'Hausman favorise l'utilisation d'un modèle à effets aléatoires.

Tableau 4.2 – Volatilité des transferts de fonds et croissance économique

Variables explicatives	Variable dépendante : Croissance du PIB par tête (ΔPIB^c)	
	(1)	(2)
ΔPIB_{t-1}^c		-0.364 (0.251)
Δ population	-0.178 (0.357)	-1.516*** (0.442)
σ Transferts de fonds	-0.154** (0.0753)	-0.729** (0.298)
$PIB/tête_{ini}$	-0.000205*** (5.66e-05)	-0.00115*** (0.000432)
IDE	0.0429 (0.0297)	0.132 (0.0964)
σ Inflation	1.38e-06 (0.000424)	-0.0168** (0.00816)
Dépenses publiques	-0.0220 (0.0201)	-0.00545 (0.0341)
Investissement	0.0834*** (0.0164)	0.117*** (0.0446)
Constante	0.0656 (1.134)	7.162*** (2.350)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)		0.149
Hansen (p-value)		0.685
Instruments		14
Observations	451	374
Effets temps	Oui	Oui
Pays	114	110

(1) Estimation à effets aléatoires avec erreurs robustes.

(2) Estimation GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

condition *sine qua non* à leur efficacité¹⁴⁸. Quant aux variables de contrôle, leur signe est dans la plupart des cas conforme aux attentes : l'investissement est positivement relié à la croissance¹⁴⁹ alors que le PIB initial (en début de période) est négativement corrélé à la variable dépendante, corroborant l'hypothèse de la convergence.

Outre l'intérêt de ce résultat, il semble indispensable de relier l'impact de la volatilité des transferts à la concentration de la diaspora étudiée lors du chapitre précédent. En effet, nous avons constaté que plus les migrants sont concentrés dans un ou quelques

148. Nous faisons ici référence au développement d'un point de vue strictement macroéconomique. À l'échelle des ménages, l'instabilité n'est pas nécessairement néfaste notamment si l'on considère qu'une part des transferts reçus est épargnée dans l'objectif de lisser la consommation. En revanche, les conséquences seront plus problématiques si les envois sont utilisés comme moyen de substance et donc totalement alloués à une consommation immédiate.

149. En raison du risque de causalité inverse entre l'investissement et la croissance du PIB par tête, nous avons également estimé le modèle en traitant cette variable comme endogène. Les résultats ne sont pas affectés.

pays, plus leurs envois vers leur pays d'origine sont instables. Or, nous venons de démontrer empiriquement qu'une plus grande volatilité des transferts affecte négativement la croissance, probablement par le canal de l'incertitude et de l'investissement. Ces deux relations indiquent qu'une forte concentration de la diaspora crée des effets déstabilisants pour l'économie réceptrice par la volatilité des transferts qu'elle génère. Plus simplement, il s'agit d'un canal indirect entre concentration des migrants et impacts économiques : la concentration génère des montants de transferts plus volatils qui vont à leur tour déstabiliser l'économie bénéficiaire. Dans une certaine mesure, ce phénomène peut être comparé au manque de diversité de la structure productive des pays dont l'économie repose sur l'exportation massive d'un seul bien (on pense en particulier aux ressources naturelles). Ce manque de diversité crée une forte instabilité car une variation de la demande mondiale provoque des impacts importants sur le revenu national. Les transferts issus de la migration ne représentent pas une ressource directe pour le revenu national des pays receveurs mais contribuent à augmenter la production par le biais de l'investissement et de la demande des ménages. Par conséquent, les pays très dépendants de ces flux sont logiquement affectés par leur instabilité lorsqu'ils représentent un soutien important à la demande intérieure. C'est notamment le cas des économies où les transferts des migrants représentent une part importante par rapport au PIB, comme de nombreux pays de l'ex-bloc soviétique déjà évoqués dans le cadre de ce travail.

2.2 L'impact de la volatilité des transferts de fonds sur la volatilité de la croissance économique

Nous savons désormais que des transferts de fonds instables ont un impact négatif sur la croissance économique des pays receveurs. Cette observation empirique s'explique vraisemblablement par le fait que les transferts issus de la migration - lorsqu'ils sont volatils - créent une instabilité du revenu se reportant sur l'économie. Dans ces conditions, il semble opportun de s'intéresser aux impacts de la volatilité des transferts de fonds non pas sur la croissance mais sur son instabilité. En effet, de nombreux travaux mettent en évidence une relation négative entre instabilité de la croissance et taux de croissance (Ramey et Ramey, 1995 ; Wolfers, 2003), d'où l'intérêt d'étudier cette hypothèse dans le cadre des transferts de fonds. Une corrélation positive entre la volatilité des transferts de fonds et la volatilité de croissance expliquerait donc le résultat exposé ci-dessus, à savoir que des transferts instables nuisent à la croissance économique. Cet examen supplémentaire

permet d'affiner l'analyse liant les envois de fonds à la croissance, tout en explorant la relation avec l'instabilité qu'ils peuvent générer sur les économies réceptrices. Si de nombreux travaux ont d'ores et déjà mis en avant l'utilité des envois de fonds dans une optique de stabilisation de la croissance d'un point de vue théorique, bien peu ont été en mesure de démontrer ce lien empiriquement. La contribution d'Hakura *et al.* (2009) est proche en ce sens que les auteurs identifient une relation négative et robuste entre les transferts de fonds (% du PIB) et la volatilité de la croissance. Ce résultat est *a priori* opposé à notre argumentation, mais ne s'intéresse qu'aux impacts des transferts en volume et non à leur volatilité. Le fait qu'ils stabilisent la croissance est un résultat somme toute attendu au regard de leur rôle d'assurance, particulièrement après des évènements violents (catastrophes naturelles, agricoles...) pouvant affecter le revenu des ménages. En revanche, les effets de leur volatilité sur l'instabilité de la croissance n'ont pas été étudiés jusqu'à présent, alors que le lien est tout aussi envisageable. Une fluctuation des transferts des migrants peut ainsi entraîner une variabilité plus importante en termes de croissance économique, particulièrement dans les pays dépendant fortement des revenus extérieurs. Afin d'estimer l'impact de la volatilité des transferts de fonds sur l'instabilité de la croissance, la modélisation doit inclure de nombreuses modifications puisque la variable dépendante n'est plus le taux de croissance du PIB par tête mais sa volatilité. Notre spécification est grandement inspirée des travaux d'Easterly *et al.* (2000), Beck *et al.* (2006) et Kim *et al.* (2016), dont les résultats expliquent une large part de la volatilité de la croissance des pays en développement. En particulier, Easterly *et al.* (2000) insistent sur le rôle du crédit, ce dernier permettant de stabiliser le taux de croissance en dépit d'effets non linéaires capturés par un terme quadratique¹⁵⁰. Beck *et al.* (2006) mettent en évidence des effets significatifs concernant l'ouverture ainsi que la volatilité des termes de l'échange et de l'inflation.

$$\sigma_{it}^{\Delta PIB^c} = \theta_1 + \theta_2 \sigma_{it-1}^{\Delta PIB^c} + \theta_3 \sigma_{it}^{REM} + \theta_4 \omega_{it} + \eta_i + \mu_t + \psi_{it} \quad (4.2)$$

Où $\sigma_{it}^{\Delta PIB^c}$ représente l'écart-type du taux de croissance du PIB par tête sur des sous-périodes de cinq ans. Conformément aux travaux issus de la littérature, la matrice de contrôles ω inclut les variables suivantes : l'instabilité des termes de l'échange, la volatilité de l'inflation, le crédit disponible, l'ouverture commerciale, le PIB par tête, l'instabilité

150. Si le crédit tend à limiter la volatilité du taux de croissance, il semble qu'un excès provoque au contraire une plus grande instabilité économique.

du taux de change, la volatilité des investissements directs étrangers et l'instabilité des dépenses publiques¹⁵¹. En plus des contrôles usuels suggérés par la littérature, nous ajoutons la volatilité des dépenses publiques et du taux de change car une fluctuation de ces variables est susceptible d'affecter directement la croissance. Par exemple, des dépenses gouvernementales très instables créent des variations fortes en termes de demande, alors qu'un taux de change volatil génère une incertitude néfaste pour le commerce extérieur. De plus, les IDE sont désormais exprimés par leur écart-type car leur volatilité est susceptible d'accentuer le cycle économique des économies auxquelles ils sont destinés. Le sens de la relation est toutefois ambigu car un taux de croissance volatil engendre des mouvements de capitaux plus brutaux, c'est pourquoi nous traiterons l'écart-type des IDE comme endogène. Dans la mesure où la variable d'intérêt représente la volatilité des transferts, il serait souhaitable d'inclure leur valeur par rapport au PIB car plus cette dernière est élevée, plus la dispersion est importante. Cela étant, la corrélation entre la moyenne des envois de fonds sur cinq ans et leur dispersion (0.73) risque de biaiser les coefficients estimés¹⁵². En revanche, nous traitons l'écart-type des envois de fonds comme endogène car l'instabilité du pays d'origine crée des besoins plus volatils de la part des ménages, d'où un phénomène de causalité inverse. À l'instar des estimations précédentes, nous utilisons une spécification dynamique nécessitant l'emploi de la méthode des moments généralisée (GMM). Pour des raisons de cohérence avec la démarche empirique utilisée jusqu'à présent, une estimation réalisée à l'aide d'un modèle à effets aléatoires (RE) est également reportée.

L'observation des résultats (tableau 4.4) montre que la volatilité des transferts de fonds n'est pas significativement corrélée à une plus grande instabilité du taux de croissance des économies réceptrices. Nous ne pouvons donc pas conclure à un quelconque impact de la volatilité des transferts de fonds, même lorsque nous restreignons le modèle aux plus importants receveurs (colonnes (3) et (4)). Cette non-significativité peut s'interpréter de plusieurs façons. Tout d'abord, il est envisageable que la volatilité des transferts de fonds affecte négativement la croissance mais que cet effet émane d'autres variables, comme l'incertitude : en d'autres termes, des transferts de fonds volatils ont un impact négatif sur la croissance, sans pour autant augmenter sa volatilité. Une autre hypothèse - intéressante dans le cadre de cette étude - consiste à supposer que des envois de fonds instables n'ont

151. Afin de conserver un nombre d'observations satisfaisant, nous n'incluons pas le régime de changes malgré ses impacts controversés sur l'instabilité du taux de croissance (voir la section 1.1).

152. L'inclusion des envois de fonds rapportés au PIB n'affecte pas les résultats.

Tableau 4.3 – Contrôles additionnels

Contrôle	Expression	Source(s)
Volatilité des termes de l'échange	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Crédit au secteur privé (% PIB)	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Ouverture commerciale ($\frac{Exportations+importations}{PIB}$)	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
PIB/tête	Moyenne sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité du taux de change	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité des IDE (% PIB)	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité de l'inflation	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI
Volatilité des dépenses publiques (% PIB)	Écart-type sur 5 ans	Banque Mondiale & FMI

pas d'impact sur la volatilité de l'économie réceptrice mais que leur association à d'autres capitaux tels que les revenus issus des exportations renforce l'instabilité économique par une synchronisation de flux. Cette simultanéité entre les envois de fonds et les exportations sera d'autant plus déstabilisatrice que la diaspora est concentrée car l'origine des flux est moins diversifiée et engendre des fluctuations plus brutales. En effet, si le pays de destination du migrant représente un important client pour le pays d'origine, alors l'association des transferts et des flux commerciaux peut augmenter l'instabilité du taux de croissance du pays d'origine. Comme nous l'avons suggéré précédemment, une récession dans le pays de destination provoque simultanément une baisse des envois de fonds et des importations en provenance du pays d'origine, impliquant une baisse soudaine des flux monétaires. Cette explication est très plausible dans la mesure où les transferts ne représentent dans la majorité des cas que moins de 10% du PIB des économies réceptrices. Ainsi, une instabilité même importante des flux n'affecte pas significativement la volatilité de la croissance tant le volume des transferts est faible par rapport à la production nationale. Quand bien même les transferts de fonds représentent un poids significatif par rapport à l'économie réceptrice, ils ne participent qu'à un degré limité à l'augmentation de la production, puisqu'une large part est consommée dans des produits importés ou tout simplement thésaurisée. En revanche, si cette instabilité est associée à des variations importantes d'autres flux - tels que les revenus issus des exportations - les conséquences peuvent être beaucoup plus significatives. L'étude de ces effets amplificateurs entre transferts de fonds, concentration de la diaspora et flux commerciaux constitue donc un sujet

Tableau 4.4 – Volatilité des transferts de fonds et instabilité de la croissance économique

Variables explicatives	Variable dépendante : Volatilité de la croissance du PIB par tête ($\sigma^{\Delta PIB^c}$)			
	(1)	(2)	(3) Transferts \geq 5% du PIB	(4) Transferts \geq 8% du PIB
$\sigma_{t-1}^{\Delta PIB^c}$		0.0817 (0.116)	0.0836 (0.225)	-0.108* (0.0575)
σ Transferts de fonds	0.0779 (0.114)	0.103 (0.281)	0.226 (0.281)	-0.101 (0.126)
σ Termes de l'échange	6.130*** (1.585)	9.289*** (1.672)	11.12** (4.997)	17.60*** (3.581)
σ Taux de change	0.000410** (0.000193)	0.000319** (0.000159)	0.000155 (0.000287)	0.0395 (0.0244)
σ IDE	0.000509 (0.0410)	0.0659 (0.0907)	0.0102 (0.0952)	0.0688 (0.0449)
σ Inflation	-0.000136 (0.000678)	0.0112 (0.00712)	0.00299 (0.00283)	0.0366 (0.0293)
Crédit	-0.00317 (0.00476)	0.00741 (0.00582)	-0.00551 (0.0100)	-0.00761 (0.0138)
σ Dépenses publiques	0.166*** (0.0608)	0.169 (0.108)	0.249 (0.162)	0.340*** (0.0632)
Ouverture	-0.165 (0.327)	-0.415 (0.377)	-0.610 (0.421)	0.0895 (0.449)
PIB par tête	5.51e-05 (4.46e-05)	7.09e-05 (5.46e-05)	0.000250** (0.000114)	0.000233 (0.000190)
Constante	2.953*** (0.663)	0.360 (0.514)	0.371 (0.995)	0.191 (0.622)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)		0.816	0.548	0.316
Hansen (p-value)		0.740	0.585	0.520
Instruments		17	17	17
Observations	452	377	120	76
Effets temps	Oui	Oui	Oui	Oui
Pays	112	107	49	33

(1) Estimation à effets aléatoires avec erreurs robustes.

(2), (3), (4) Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

d'étude des plus pertinents, en raison des liens avérés par la littérature entre migration et renforcement des échanges commerciaux. Ce lien est de toute évidence bi-directionnel : les migrants installés dans un pays étranger consomment des produits de leur pays d'origine, alors que des liens commerciaux croissants favorisent le recrutement de travailleurs étrangers afin d'acquérir leurs connaissances culturelles, linguistiques, de réseaux, etc¹⁵³. Cette question de recherche totalement absente de la littérature nécessite d'associer les données de commerce international et de migration afin de déterminer les principales destinations des migrants ainsi que la part des exportations réalisée par leur pays d'origine vers ces

153. Le sens de causalité importe peu dans le cadre de notre travail dans la mesure où nous nous intéressons aux conséquences et non aux origines de cette relation.

destinations.

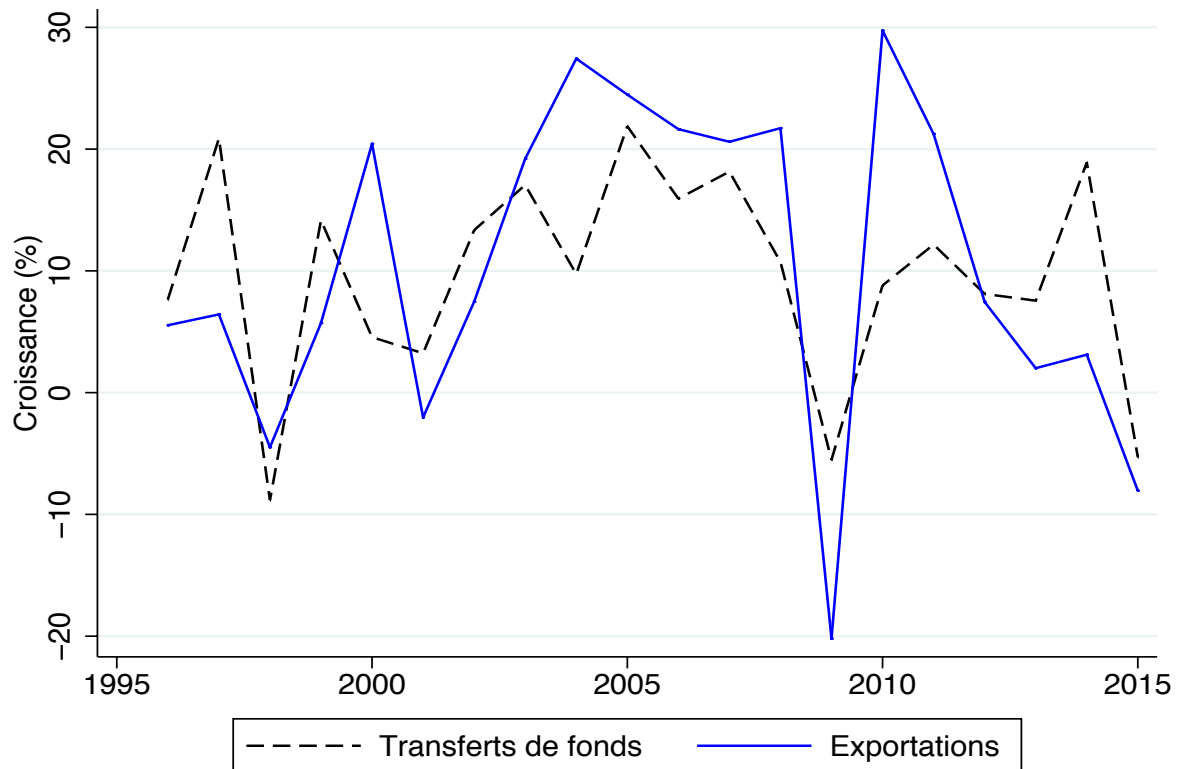
2.3 Le rôle amplificateur des liens commerciaux entre les pays d'accueil et les pays de destination des migrants

2.3.1 Une analyse descriptive

Outre l'impact direct des transferts de fonds et de leur instabilité sur la croissance, nous avons émis l'hypothèse que les flux commerciaux entre le pays d'origine et les pays de destination des migrants sont susceptibles de créer des effets amplificateurs. Ces effets proviennent du fait que les populations tendent à migrer vers des pays certes plus riches, mais partageant également une histoire ou des cultures communes. En particulier, la revue de la littérature souligne qu'un langage commun, un passé colonial ou une proximité géographique sont des facteurs expliquant le choix des migrants dans leur destination (Pedersen *et al.*, 2008 ; Westmore, 2015). Or, ces caractéristiques déterminent également les flux commerciaux entre pays : un langage commun facilite les échanges commerciaux tout comme une proximité géographique, même si les coûts de transaction liés à la distance sont de plus en plus faibles. Ces déterminants communs de la migration et des exportations créent alors une certaine synchronisation des flux commerciaux et des transferts de fonds, dans la mesure où ils proviennent de la même source, à savoir du/des pays de destination des migrants. Cette synchronisation est particulièrement évidente lorsque la quasi-totalité de la diaspora est concentrée dans un pays, comme dans le cas mexicain que nous avons déjà évoqué. Les exportations mexicaines sont majoritairement destinées aux États-Unis, alors que les transferts de fonds proviennent ce même pays. Par conséquent, les envois de fonds entrant au Mexique sont assez nettement corrélés aux exportations mexicaines sur le marché américain, une observation attendue puisque ces deux flux sont déterminés par le cycle économique des États-Unis. Toutefois, la figure 4.3 montre que la corrélation entre les transferts de fonds destinés aux pays en développement et les exportations de ces mêmes pays est relativement importante¹⁵⁴. Cette observation confirme que les transferts et les exportations ont des déterminants communs créant une corrélation des flux, d'où de probables effets sur les économies réceptrices. Afin d'explorer plus précisément cette hypothèse, le tableau 4.5 recense les quatre premières destinations des migrants pour les 123 pays de notre échantillon ainsi que leurs quatre premiers partenaires commerciaux. Le tableau montre que la quasi-totalité des pays possède au moins un partenaire commercial

154. La figure 4.3 inclut l'ensemble des pays de notre échantillon.

FIGURE 4.3 – Corrélation entre les transferts de fonds et les exportations (ensemble de l'échantillon)



Sources des données : Banque Mondiale, Nations Unies. Réalisation de l'auteur.

majeur¹⁵⁵ parmi les principales destinations des migrants, plus précisément dans plus de 90% des cas sauf pour l'année 1995 où le chiffre s'élève à 80%. Cette constatation empirique peut s'expliquer par le fait que les migrants installés dans un pays étranger facilitent l'importation de produits provenant de leur pays d'origine par la diffusion culturelle et par le phénomène bien connu du *nostalgia trade* (Gould, 1994).

La causalité inverse est également envisageable, en ce sens que les entreprises exportatrices ou importatrices nécessitent d'avoir une connaissance culturelle et linguistique de leurs partenaires qui peut être apportée par des travailleurs étrangers. Finalement, cet examen préliminaire confirme les travaux démontrant que la migration renforce les liens commerciaux entre pays d'origine et de destination, ce qui explique la corrélation exposée par la figure 4.3 (Gould, 1994 ; Head et Ries, 1998 ; Rauch et Trindade, 2002). Afin d'illustrer cette relation avec plus de précision, le tableau 4.6 recense les quatre premières

155. Le terme « partenaire commercial majeur » signifie que le partenaire en question figure parmi les quatre plus importants clients du pays d'origine du migrant. De la même façon, le terme « principales destinations » inclut les quatre pays possédant le stock de migrants le plus important en provenance du pays d'origine. Dans la grande majorité des cas, les principaux clients sont donc les lieux de destination privilégiés par les migrants.

Tableau 4.5 – Liens commerciaux entre pays d'origine et de destination des migrants (sur 123 pays)

	1995	2000	2005	2010	2015
Un partenaire commercial majeur parmi les 4 principaux pays de destination des migrants	49%	44%	49%	47%	55%
Deux partenaires commerciaux majeurs parmi les 4 principaux pays de destination des migrants	24%	37%	35%	33%	28%
Trois partenaires commerciaux majeurs parmi les 4 principaux pays de destination des migrants	6%	11%	11%	9%	6%
Quatre partenaires commerciaux majeurs parmi les 4 principaux pays de destination des migrants	1%	1%	0%	0%	0%

Lecture : Le tableau recense le pourcentage de pays de l'échantillon dont les quatre premiers lieux de destination des migrants représentent au moins un des quatre premiers clients. Par exemple, 49% des pays avaient au moins un des quatre premiers clients parmi les quatre premières destinations des migrants en 1995 et en 2005. Données COMTRADE et Nations Unies. Réalisation de l'auteur.

destinations des migrants de quelques pays ainsi que leurs quatre premiers partenaires commerciaux. Comme nous l'avions suggéré, on remarque que les principaux partenaires se situent dans une zone géographique souvent proche du pays exportateur et/ou partagent une langue commune. Les migrants ayant des critères similaires dans leur choix de destination, il n'est guère surprenant de retrouver les mêmes pays dans la colonne recensant les quatre premières destinations en termes de migration. La synchronisation entre les flux de transferts de fonds et les exportations sera d'autant plus importante lorsque les clients de l'économie d'origine se trouvent dans le pays d'accueil, c'est notamment le cas pour le Mexique, le Honduras et dans une moindre mesure pour le Tadjikistan. La figure 4.4 confirme cette tendance en exposant la relation entre la concentration des migrants dans un faible nombre de pays et la part des exportations de leur pays d'origine vers ces mêmes pays. Il est intéressant de noter que l'intensité de la relation se trouve considérablement renforcée lorsque l'échantillon est limité aux pays affichant une concentration très élevée de leur diaspora ($Herfindahl > 7000$, partie droite de la figure). Cette restriction aux valeurs les plus élevées montre bien que plus les migrants sont concentrés dans peu de pays, plus les exportations de leur pays d'origine sont destinées à ces mêmes économies. *A priori*, les conséquences de cette synchronisation sont délicates à évaluer mais il semble qu'elles diffèrent selon la santé économique des pays d'accueil des migrants. Le fait que ces derniers soient concentrés dans un pays dont l'économie est relativement stable ne semble pas poser de problème particulier dans la mesure où un taux de croissance régulier favorise la demande de travail et donc le revenu des migrants. Parallèlement, cette stabi-

lité économique permet au pays d'origine des migrants d'exporter des biens et services au pays de destination avec la même régularité.

En revanche, les effets des transferts de fonds et des exportations peuvent se révéler négatifs pour le pays d'origine des migrants si la situation économique des pays de destination est instable. Dans ce cas, la demande pour les produits du pays d'origine sera plus volatile, tout comme les transferts des migrants puisque ces derniers subiront les conséquences de l'instabilité économique. Bien évidemment, les pays en développement caractérisés par une importante diaspora ne sont pas uniquement affectés par les turbulences économiques des pays où sont installés leurs migrants, étant donnée l'asymétrie des chocs provoqués

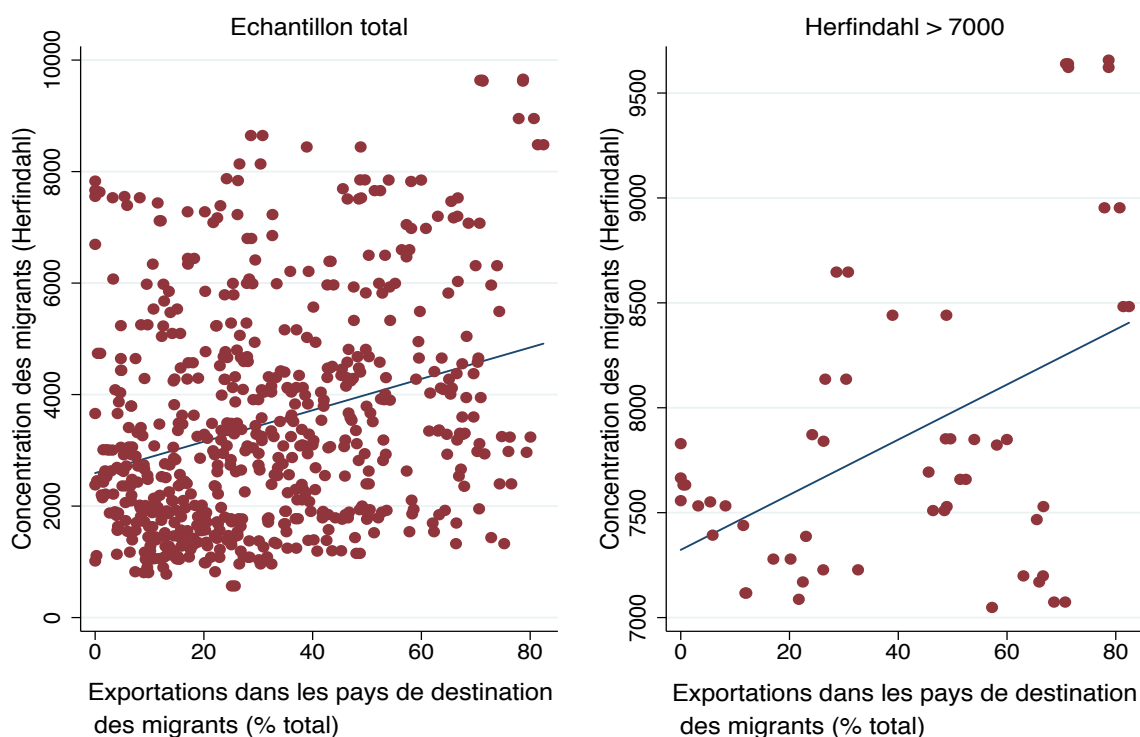
Tableau 4.6 – Liens commerciaux entre pays d'origine et de destination des migrants : quelques exemples

Pays	Transferts de fonds, % PIB	Quatre premières destinations des migrants (% total)	Quatre premiers partenaires commerciaux (% total)
Moldavie	30.60	Russie (39.69), Ukraine (21.75), Italie (12.06), Roumanie (5.66)	Russie (31.84), Italie (12.22), Roumanie (10.23), Ukraine (9.16)
Kirghizistan	12.70	Russie (79.73), Allemagne (8.63), Ukraine (4.23), Tadjikistan (1.74)	Émirats Arabes Unis (25.75), Russie (20.00), Kazakhstan (17.28), Suisse (9.71),
Mexique	2.60	États-Unis (98.04), Canada (0.58), Espagne (0.34), Guatemala (0.13)	États-Unis (85.82), Canada (1.98), Espagne (1.37), Allemagne (1.06)
Honduras	18.70	États-Unis (85.06), Nicaragua (2.45), Salvador (2.36), Espagne (1.78)	États-Unis (41.67), Salvador (9.76), Allemagne (8.34), Guatemala (7.12)
Égypte	5.60	Arabie saoudite (24.50), Émirats Arabes Unis (18.00), Jordanie (9.93), Koweït (6.74)	Italie (10.14), États-Unis (10.00), Espagne (7.57), Inde (4.96)
Kenya	2.30	Royaume-Uni (36.39), États-Unis (18.26), Ouganda (12.45), Tanzanie (8.46)	Ouganda (16.56), Royaume-Uni (9.19), Tanzanie (7.73), Pays-Bas (7.12)

Lecture : 39.69% de la diaspora moldave se trouvait en Russie, alors que la Moldavie exportait 31.84% de ses produits dans ce même pays. Données COMTRADE et Nations Unies, année 2005. Réalisation de l'auteur.

tifs pour le pays d'origine des migrants si la situation économique des pays de destination est instable. Dans ce cas, la demande pour les produits du pays d'origine sera plus volatile, tout comme les transferts des migrants puisque ces derniers subiront les conséquences de l'instabilité économique. Bien évidemment, les pays en développement caractérisés par une importante diaspora ne sont pas uniquement affectés par les turbulences économiques des pays où sont installés leurs migrants, étant donnée l'asymétrie des chocs provoqués

FIGURE 4.4 – Corrélation entre la concentration des migrants et les exportations du pays d'origine vers les pays de destination



Sources des données : Banque Mondiale, Nations Unies et COMTRADE. Réalisation de l'auteur.

par différents pays. Autrement dit, une crise économique affectant un pays ayant un PIB relativement faible restera probablement isolée ou n'affectera qu'un nombre limité de partenaires. En revanche, un choc économique touchant un pays important se répercutera sur une zone beaucoup plus large, à l'instar de la récession américaine de la fin des années 2000. Suite à cette crise, de nombreux migrants ont été affectés même s'ils n'étaient pas présents sur le territoire américain, en raison de l'interdépendance croissante des économies mondiales. En particulier, les pays européens ont été fortement touchés *via* leur intégration économique importante, d'où des conséquences économiques et politiques parfois défavorables aux migrants.

2.3.2 Stratégie empirique : une analyse avec termes d'interaction

Afin de compléter l'analyse descriptive, nous proposons d'évaluer l'impact de la concentration des migrants et des exportations de leur pays d'origine vers les pays d'accueil à l'aide d'une estimation économétrique. L'hypothèse est la suivante : une forte concentration de la diaspora (engendrant des envois de fonds instables) associée à des exportations concentrées dans un faible nombre de pays (c'est-à-dire les pays d'accueil des migrants)

peut avoir un effet déstabilisant sur la croissance, en particulier lorsque les pays d'accueil se trouvent dans une situation d'instabilité économique. Dans un tel contexte, les transferts des migrants sont plus instables - comme le démontre le chapitre précédent - et les exportations du pays d'origine sont affectées dans la mesure où elles dépendent du cycle économique des pays importateurs. Intuitivement, les impacts sur l'économie réceptrice vont être amplifiés car les exportations et les envois de fonds sont simultanément déterminés par le cycle économique des pays de destination des migrants. Cette variation conjointe des flux se retranscrirait par des fluctuations économiques plus fortes pour le pays d'origine du migrant, qu'elles soient à la hausse ou à la baisse. Lors des périodes économiques fastes, les migrants sont en mesure d'envoyer des sommes importantes à leur pays d'origine, alors que les exportations de ce dernier sont stimulées par une demande vigoureuse. À l'inverse, lorsque le cycle économique se retourne, le revenu des migrants est affecté quand bien même la demande en produits étrangers se contracte dans leur pays de destination. La variable commune à la détermination des deux flux (transferts et exportations) est donc le cycle économique des pays où résident les migrants.

Les données utilisées pour mesurer les exportations sont fournies par la base COMTRADE des Nations Unies. Plus précisément, nous utilisons les exportations totales de marchandises partant du pays d'origine vers les quatre pays de destination privilégiés par les migrants. Comme lors des estimations précédentes, notre échantillon inclut plus d'une centaine de pays en développement, sur quatre sous-périodes de cinq ans sans chevauchement (1995-2000 ; 2000-2005 ; 2005-2010 ; 2010-2015). Nous avons utilisé les taux de croissance des quatre pays accueillant la part la plus importante d'une diaspora dans le chapitre précédent afin de mesurer l'impact de leur volatilité sur l'économie d'origine. Nous procéderons de la même façon pour construire notre variable d'exportations :

$$exports_{it} = Part_{jt} + Part_{kt} + Part_{lt} + Part_{mt} \quad (4.3)$$

Où $Part$ représente la part (rapportée au total) des exportations de biens du pays d'origine i en direction des quatre premiers pays de destination des migrants, c'est-à-dire j, k, l, m . Chaque part mesure donc le poids des exportations du pays d'origine vers l'une des quatre destinations privilégiées par les migrants, par rapport au total. Cet indicateur permet d'estimer dans quelle mesure des liens commerciaux entre les pays d'accueil et le pays d'origine des migrants peut affecter l'économie, spécialement dans le cadre d'une

diaspora concentrée. Par ailleurs, les impacts conjoints de ces différentes variables seront estimés sur la volatilité du taux de croissance de l'économie d'origine du migrant plutôt que sur son taux de croissance annuelle. En effet, des exportations concentrées associées à une diaspora elle aussi concentrée sont susceptibles d'avoir des impacts déstabilisants sur la croissance économique puisqu'ils provoquent des mouvements de capitaux simultanés, à la fois sur les transferts de fonds et sur les recettes issues des exportations. Par conséquent, une variation conjointe des flux monétaires vers le pays d'origine engendre des effets amplifiés sur le taux de croissance conduisant à une volatilité plus importante. Il est d'autant plus pertinent de s'intéresser aux effets amplificateurs sur la volatilité que nous avons déjà démontré une relation négative entre instabilité des transferts de fonds et taux de croissance, alors que l'impact est non significatif sur la volatilité (tableau 4.4). Les deux équations suivantes seront estimées :

$$\sigma_{it}^{\Delta PIB^c} = \gamma_1 + \gamma_2 \sigma_{it-1}^{\Delta PIB^c} + \gamma_3 \sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} + \gamma_4 exports_{it} + \gamma_5 (\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} \times exports_{it}) + \gamma_6 \omega_{it} + \eta_i + \mu_t + \Psi_{it} \quad (4.4)$$

$$\sigma_{it}^{\Delta PIB^c} = \lambda_1 + \lambda_2 \sigma_{it-1}^{\Delta PIB^c} + \lambda_3 CONC_{it} + \lambda_4 exports_{it} + \lambda_5 (CONC_{it} \times exports_{it}) + \lambda_6 \omega_{it} + \eta_i + \mu_t + \kappa_{it} \quad (4.5)$$

On note que les modèles sont proches de la spécification précédente (équation (4.2)) mais ont été adaptés en fonction des effets étudiés. Ainsi, chacune des deux équations spécifiées ci-dessus capture les effets amplificateurs des exportations d'une façon différente. L'équation (4.4) estime dans quelle mesure des exportations concentrées vers les pays de destination, associées à des taux de croissance volatils dans ces mêmes pays peuvent augmenter l'instabilité du pays d'origine. L'équation (4.5) conduit la même analyse en utilisant la concentration¹⁵⁶ de la diaspora. En somme, ces différentes modélisations permettent d'estimer si les effets de l'instabilité de la croissance des pays d'accueil et de la concentration de la diaspora sont amplifiés par des exportations essentiellement destinées à ces mêmes pays d'accueil. Notons que nous n'avons pas estimé de terme d'interaction entre la volatilité des envois de fonds et la concentration des exportations car nous ne disposons pas de données permettant de connaître l'origine des transferts. Par conséquent, interagir le produit des exportations émanant des principaux pays de destination avec des transferts envoyés de tous les pays conduirait à générer des résultats peu pertinents.

156. Comme dans le chapitre précédent, la concentration de la diaspora (notée *CONC*) est calculée à l'aide de l'indice d'Herfindahl-Hirschman.

Même si nous ne sommes pas en mesure d'estimer directement les effets interactifs de transferts volatils, les interactions avec le degré de concentration et la volatilité des pays de destination permettent de capter cet effet car nous avons montré dans le chapitre 3 (tableaux 3.4 et 3.5) qu'une diaspora concentrée implique une volatilité des envois de fonds, tout comme l'instabilité des pays de destination.

Afin d'obtenir des résultats cohérents et comparables avec la section précédente, la matrice de contrôles inclut les mêmes variables que l'équation (4.2), à savoir l'instabilité des termes de l'échange, l'instabilité du taux de change, l'instabilité des dépenses publiques, la volatilité des investissements directs étrangers, le crédit disponible, l'ouverture commerciale, le PIB par tête, la volatilité de l'inflation. La structure dynamique des équations (4.4) et (4.5) nécessite une nouvelle fois l'utilisation de la méthode des moments généralisée (GMM), permettant également de traiter des variables explicatives non exogènes. Comme lors de l'estimation précédente, la volatilité des investissements directs étrangers (IDE) sera traitée comme endogène.

2.3.3 Résultats

Les résultats sont exposés dans le tableau 4.7. Afin d'obtenir une lecture transparente, les équations (4.4) et (4.5) ont également été estimées sans la présence des termes d'interaction. Concernant la volatilité de la croissance des pays d'accueil des migrants, on constate dans la colonne (1) qu'elle accroît les fluctuations économiques du pays d'origine. De la même façon que des pays de destination instables accroissent la volatilité des transferts de fonds (voir le chapitre 3, tableaux 3.4 et 3.5), cette instabilité se répercute également sur la croissance du pays d'origine des migrants. Cela étant, l'interaction avec la variable *exports* n'est pas significative (2), invalidant l'hypothèse d'un effet amplificateur entre les deux termes. La significativité du coefficient γ_3 (pris seul) démontre néanmoins l'importance des liens et de la proximité économique entre le pays d'origine des migrants et leur pays de destination. En effet, des fluctuations économiques importantes dans les pays où réside une part importante d'une diaspora affectent directement l'économie d'origine, en dépit du fait que notre modèle ne permette pas d'identifier le canal précis. L'interaction non significative tend à démontrer que l'impact des fluctuations des économies de destination ne transite pas par le biais d'un commerce plus concentré, même si cette hypothèse semble être une explication pour le moins pertinente. D'une façon générale, les

Tableau 4.7 – Effets de la concentration du commerce sur la volatilité de la croissance et phénomènes interactifs

Variables explicatives	Variable dépendante : Volatilité de la croissance du PIB par tête ($\sigma^{\Delta PIB^c}$)			
	(1)	(2)	(3)	(4)
$\sigma_{t-1}^{\Delta PIB^c}$	0.290** (0.144)	0.289** (0.143)	0.311** (0.137)	0.310** (0.139)
$\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$	0.308*** (0.104)	0.154 (0.205)		
<i>Exports</i>	0.00676 (0.00733)	-0.00134 (0.00846)	0.00327 (0.00670)	0.00700 (0.0803)
$\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} \times$ Exports		0.00464 (0.00572)		
<i>CONC</i> (ln)			0.511* (0.276)	0.524 (0.351)
<i>CONC</i> \times Exports				-0.000432 (0.00954)
σ Termes de l'échange	11.40*** (2.112)	11.22*** (2.038)	12.08*** (2.180)	12.09*** (2.191)
σ Taux de change	0.000241 (0.000161)	0.000227 (0.000159)	0.000427** (0.000166)	0.000428** (0.000168)
σ IDE	0.251** (0.105)	0.255** (0.106)	0.262*** (0.0981)	0.263*** (0.0986)
σ Inflation	0.000167*** (4.35e-05)	0.000167*** (4.44e-05)	0.000190*** (4.32e-05)	0.000189*** (4.58e-05)
Crédit	0.0160** (0.00743)	0.0152** (0.00721)	0.0204*** (0.00755)	0.0205*** (0.00770)
σ Dépenses publiques	0.0960 (0.0872)	0.0961 (0.0881)	0.109 (0.0926)	0.110 (0.0931)
Ouverture	-0.852** (0.407)	-0.832** (0.418)	-1.288*** (0.431)	-1.298*** (0.431)
PIB/tête	-2.35e-05 (6.99e-05)	-1.58e-05 (6.69e-05)	-5.12e-05 (6.89e-05)	-5.19e-05 (6.96e-05)
Constante	-0.819 (0.669)	-0.566 (0.630)	-4.257* (2.299)	-4.354 (2.698)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.641	0.678	0.561	0.562
Hansen (p-value)	0.578	0.572	0.553	0.551
Instruments	18	19	18	19
Observations	377	377	403	403
Effets temps	Oui	Oui	Oui	Oui
Pays	106	106	111	111

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

facteurs liant l'économie de destination au pays d'origine du migrant sont probablement plus complexes et nécessiteraient de prendre en compte l'ensemble des flux de capitaux bilatéraux, un travail à ce jour impossible à réaliser en raison du manque de données¹⁵⁷.

La proximité géographique des pays de destination et d'accueil est un élément explica-

157. En particulier, la prise en compte des investissements étrangers entre les deux pays pourrait apporter un éclairage des plus pertinents, au regard de la littérature établissant d'ores et déjà des liens entre migration et IDE (Kugler et Rapoport, 2007 ; Javorcik *et al.*, 2011).

tif supplémentaire : des phénomènes exogènes locaux comme des catastrophes naturelles de grande ampleur peuvent affecter simultanément plusieurs pays voisins et accroître la corrélation de leur cycle économique. L'examen de la colonne (3) montre qu'une forte concentration de la diaspora augmente les fluctuations économiques du pays d'origine du migrant. Cependant, la colonne (4) ne permet pas de conclure à un quelconque effet amplificateur du commerce en raison de la non significativité du terme d'interaction¹⁵⁸, faisant écho aux résultats de la colonne (2). Malgré l'absence avérée d'effets conjoints entre les deux variables, il semble qu'une migration concentrée vers peu de pays accentue le cycle économique du pays d'origine, un résultat surprenant dans la mesure où la volatilité des transferts de fonds (prise seule) n'a aucun impact significatif. En effet, la corrélation positive entre concentration et volatilité de la croissance aurait pu être attribuée à une plus grande instabilité des envois des migrants, mais le tableau 4.4 invalide cette explication. Toutefois, il est utile de rappeler que les données disponibles sur les transferts des migrants sont incomplètes et ne prennent généralement pas en compte les nombreuses transactions informelles¹⁵⁹. Ce manque de précision dans les données est susceptible d'expliquer ces deux résultats quelque peu contradictoires : la comptabilisation des transactions informelles provoquerait probablement des changements importants dans nos résultats. Encore une fois, le manque de données ne nous permet pas d'évaluer les effets directs d'envois de fonds volatils lorsqu'ils sont associés à un commerce concentré dans les économies de destination. En revanche, le fait que la concentration des migrants détermine la volatilité du pays d'origine corrobore la relation mise en avant dans la colonne (1), à savoir que l'instabilité des économies de destination est également corrélée à la volatilité de la croissance. Effectivement, plus les migrants vont être concentrés dans un faible nombre de pays, plus la volatilité de ces derniers risque de se propager à l'économie d'origine étant donné le manque de diversification des sources d'exportations et de transferts de fonds. La significativité de l'indice de concentration montre que cette variable capte davantage ces relations que les envois de fonds dont les données sont plus imprécises.

Un autre résultat intéressant concerne la volatilité des investissements directs étrangers (IDE), qui est systématiquement corrélée à une plus grande instabilité économique.

158. Cette absence de significativité peut s'expliquer par la corrélation entre la concentration des migrants et la concentration des exportations, s'élevant à 0.31 (voir également la figure 4.4). La section suivante propose une autre spécification pour pallier ce possible biais.

159. Pour un examen plus approfondi sur la question de l'enregistrement des transactions, voir Freund et Spatafora (2008).

Conformément aux intuitions évoquées précédemment, des capitaux instables tendent à créer des fluctuations sur le taux de croissance en raison de leur rôle sur la production nationale. À l'instar des exportations, il serait particulièrement pertinent d'interagir la volatilité des flux d'IDE avec la concentration de la diaspora mais le manque de données bilatérales ne permet pas un tel exercice. Au regard du coefficient significatif quelle que soit la spécification du modèle (voir également les tableaux 4.8 et 4.9), il est très probable que les échanges de capitaux entre pays d'origine et pays de destination participent à l'accroissement de la volatilité lorsqu'ils sont associés à d'autres flux.

En revanche, il est surprenant de constater que la variable *exports* n'est pas significative y compris dans les estimations n'incluant pas de terme d'interaction (colonnes (1) et (3) du tableau 4.7). En effet, la concentration des exportations dans les pays de destination des migrants se répercute probablement sur la volatilité du taux de croissance dans la mesure où le manque de diversification crée une exposition à la demande externe. L'explication émane de l'expression même de la variable *exports* : cette dernière mesure le poids relatif des exportations adressées aux quatre principales destinations des migrants, sans tenir compte de l'importance du secteur exportateur pour l'économie d'origine. En d'autres termes, un pays peut exporter 90% de ses produits vers les pays de destination des migrants, mais la valeur monétaire peut être négligeable par rapport au PIB. Pour corriger ce problème, nous avons relancé les estimations du tableau 4.7 en restreignant notre échantillon aux pays dont les exportations représentent au minimum 40% de leur PIB. Les résultats du tableau 4.8 corroborent notre intuition et montrent qu'une concentration importante des exportations vers les destinations principales des migrants augmente la volatilité, ce qui démontre que l'instabilité n'apparaît que lorsque le secteur exportateur contribue de façon décisive à la croissance. En revanche, restreindre notre échantillon aux pays recevant des montants élevés d'envois de fonds ou ayant une forte concentration de la diaspora ne change pas les résultats, en particulier l'interaction entre exportations et concentration des migrants qui demeure non significative¹⁶⁰. Ces résultats contrastés s'expliquent aisément par la contribution au PIB très différente des exportations et des envois de fonds. Les produits exportés contribuent à la production d'un pays et représentent donc une composante directe du PIB. En revanche, les envois de fonds n'ont qu'un rôle mineur

160. Par cohérence avec la section précédente (tableau 4.4), nous avons limité notre échantillon aux pays recevant des montants de transferts supérieurs à 5% du PIB, puis 8% du PIB. Concernant la concentration, des seuils de 5000, 6000 et 7000 ont été définis. L'interaction est systématiquement non significative (non reporté).

Tableau 4.8 – Effets de la concentration du commerce sur la volatilité de la croissance et phénomènes interactifs (avec seuil)

Variables explicatives	Variable dépendante : Volatilité de la croissance du PIB par tête ($\sigma^{\Delta PIB^c}$)			
	(1)	(2)	(3)	(4)
$\sigma_{t-1}^{\Delta PIB^c}$	0.197* (0.101)	0.191* (0.103)	0.200 (0.181)	0.204 (0.204)
$\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$	0.365*** (0.112)	0.299 (0.214)		
<i>Exports</i>	0.0197*** (0.00705)	0.0169* (0.00949)	0.0150* (0.00819)	0.149 (0.130)
$\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c} \times$ Exports		0.00164 (0.00357)		
<i>CONC</i> (ln)			0.614* (0.318)	1.022* (0.550)
<i>CONC</i> \times Exports				-0.0156 (0.0148)
σ Termes de l'échange	9.817*** (2.668)	9.944*** (2.633)	9.357*** (2.798)	9.446*** (2.860)
σ Taux de change	-0.000201 (0.000401)	-0.000212 (0.000327)	-9.98e-05 (0.000192)	-0.000144 (0.000159)
σ IDE	0.267*** (0.0747)	0.271*** (0.0763)	0.282*** (0.0639)	0.281*** (0.0705)
σ Inflation	0.00896 (0.00913)	0.00892 (0.00899)	0.0113 (0.00980)	0.0111 (0.00973)
Crédit	0.0249*** (0.00698)	0.0245*** (0.00694)	0.0297*** (0.0105)	0.0304*** (0.0113)
σ Dépenses publiques	-0.0906 (0.128)	-0.0967 (0.131)	-0.0677 (0.147)	-0.0696 (0.144)
Ouverture	-0.430 (0.756)	-0.411 (0.748)	-1.191 (0.733)	-1.258* (0.679)
PIB/tête	-0.000113* (6.83e-05)	-0.000113* (6.87e-05)	-0.000128* (7.08e-05)	-0.000151* (8.40e-05)
Constante	-1.623** (0.785)	-1.517* (0.827)	-5.351* (2.932)	-8.653* (4.862)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.619	0.623	0.444	0.452
Hansen (p-value)	0.737	0.735	0.854	0.863
Instruments	18	19	18	19
Observations	132	132	140	140
Effets temps	Oui	Oui	Oui	Oui
Pays	50	50	53	53

L'échantillon est restreint aux pays dont les exportations sont supérieures à 40% du PIB.

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

et ne représentent pas une production de richesse pour le pays d'origine. Ils favorisent la croissance par leur soutien à l'investissement et à la consommation (avec des fuites non négligeables vers les importations) mais leur contribution reste indirecte et la plupart du temps marginale. Il est par conséquent peu surprenant d'observer que la concentration des exportations vers les pays de destination exerce des effets différents sur la volatilité selon l'importance du secteur exportateur, alors que la réciproque n'est pas vérifiée avec

les envois de fonds et la concentration des migrants.

2.3.4 Le rôle de la volatilité des exportations

L'analyse avec termes d'interaction ne permet pas de démontrer d'effets amplificateurs entre la convergence des exportations vers le pays de destination des migrants et la concentration de ces derniers. En revanche, des exportations concentrées augmentent la volatilité de la croissance lorsqu'elles représentent une part importante du PIB du pays d'origine, les termes d'interaction demeurant toutefois non significatifs. Afin de capturer le rôle amplificateur des exportations sur la concentration des migrants et sur la volatilité des économies de destination, nous avons utilisé la part des exportations du pays d'origine i adressée aux pays de destination des migrants j, k, l, m . Nous émettons ainsi l'hypothèse implicite que des exportations concentrées vers ces quatre pays impliquent une plus grande volatilité des recettes commerciales pour le pays d'origine, sans toutefois intégrer cette instabilité dans le modèle économétrique. Or, des exportations concentrées ne sont pas nécessairement plus volatiles, en particulier dans le cas où les produits exportés sont caractérisés par une faible élasticité-revenu : une conjoncture défavorable dans le pays de destination des migrants n'a alors qu'un impact limité sur ses importations. L'équation (4.5) est donc à nouveau estimée mais inclut désormais la volatilité des exportations du pays d'origine des migrants i vers leurs pays de destination j, k, l, m plutôt que la part relative. L'équation (4.4) n'est pas estimée puisqu'elle inclut déjà la volatilité du PIB des pays de destination des migrants, qui détermine la volatilité des exportations du pays d'origine.

$$\sigma_{it}^{\Delta PIB^c} = \tau_1 + \tau_2 \sigma_{it-1}^{\Delta PIB^c} + \tau_3 CONC_{it} + \tau_4 \sigma_{it}^{EXP^{PIB}} + \tau_5 (CONC_{it} \times \sigma_{it}^{EXP^{PIB}}) + \tau_6 \omega_{it} + \eta_i + \mu_t + \Gamma_{it} \quad (4.6)$$

Où $\sigma^{EXP^{PIB}}$ représente la volatilité des exportations (rapportées au PIB) partant du pays d'origine des migrants vers leurs quatre principaux pays de destination. Cette nouvelle modélisation permet d'estimer plus spécifiquement l'impact combiné de la concentration des migrants et de la volatilité des recettes issues des exportations. Le signe attendu pour le terme d'interaction est *a priori* positif, mais la significativité du coefficient est incertaine car la structure des exportations n'étant pas connue, il est délicat d'apprécier leur degré d'élasticité et par conséquent leur volatilité. Le tableau 4.9 montre que le terme d'interaction est cette fois positif et significatif (colonne (2)). Il suggère que la volatilité des exportations réalisées en direction des pays de destination des migrants n'a

Tableau 4.9 – Effets de la volatilité du commerce sur la volatilité de la croissance et phénomènes interactifs

Variables explicatives	Variable dépendante : Volatilité de la croissance du PIB par tête ($\sigma^{\Delta PIB^c}$)	
	(1)	(2)
$\sigma_{t-1}^{\Delta PIB^c}$	0.315** (0.142)	0.317** (0.139)
$\sigma^{EXP^{PIB}}$	0.0483 (0.0480)	-1.178** (0.518)
<i>CONC</i> (ln)	0.527* (0.278)	0.217 (0.287)
<i>CONC</i> \times $\sigma^{EXP^{PIB}}$		0.161** (0.0694)
σ Termes de l'échange	12.27*** (2.169)	12.34*** (2.162)
σ Taux de change	0.000430** (0.000168)	0.000433*** (0.000166)
σ IDE	0.261** (0.104)	0.256** (0.101)
σ Inflation	0.000175*** (4.67e-05)	0.000183*** (4.14e-05)
Crédit	0.0203*** (0.00767)	0.0202*** (0.00770)
σ Dépenses publiques	0.0848 (0.0953)	0.0532 (0.0966)
Ouverture	-1.355*** (0.428)	-1.336*** (0.411)
PIB/tête	-4.71e-05 (6.44e-05)	-5.11e-05 (6.44e-05)
Constante	-4.339* (2.348)	-2.001 (2.428)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.559	0.664
Hansen (p-value)	0.546	0.526
Instruments	18	19
Observations	407	407
Effets temps	Oui	Oui
Pays	111	111

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

d'impact déstabilisant que lorsque la concentration de la diaspora est importante. En effet, le coefficient τ_4 pris seul n'est pas significatif (colonne (1)), démontrant ainsi que l'instabilité des exportations est une condition insuffisante pour expliquer la volatilité de la croissance. De plus, ce même coefficient devient négatif lorsque l'interaction est ajoutée au modèle (colonne (2)), ce qui signifie que les impacts d'un commerce concentré sont fortement réduits lorsque le niveau de concentration est nul ($CONC = 0$)¹⁶¹. Ce résultat peut être assimilé à une synchronisation des flux de capitaux entrant dans le

161. Rappelons une nouvelle fois que le niveau de concentration n'est jamais nul dans notre échantillon, puisque la valeur minimale de l'indice d'Herfindahl est de 805 (6.69 après transformation logarithmique).

pays d'origine des migrants, accentuée par leur concentration dans un faible nombre de pays. Comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, une concentration élevée de la diaspora implique non seulement des envois de fonds instables mais également des exportations plus concentrées si l'on considère que les migrants importent des biens de leur pays d'origine, comme le montre une littérature relativement abondante. Il en résulte que des exportations volatiles vont affecter l'économie d'origine des migrants de façon significative lorsque ces derniers sont fortement concentrés dans peu de pays, d'où un coefficient τ_5 positif.

2.4 Discussion des implications en termes de politique économique

Les résultats de ce chapitre montrent que les seuls effets amplificateurs avérés ont lieu entre la concentration de la diaspora et la volatilité des exportations adressées aux quatre premières destinations des migrants. La conclusion principale est qu'une volatilité des exportations du pays d'origine vers les pays de destination des migrants ne déstabilise l'économie d'origine que lorsque des éléments de concentration y sont associés. Par ailleurs, les effets doivent être interprétés dans une perspective dynamique : dans la mesure où la migration favorise le commerce bilatéral entre pays d'origine et de destination des migrants, il est probable d'observer une concentration croissante des exportations vers les économies de destination, à l'origine d'instabilité selon nos résultats. En d'autres termes, une économie dont les revenus dépendent de la diaspora et des importations des pays d'accueil est manifestement plus vulnérable aux chocs économiques externes. Cette vulnérabilité est d'autant plus évidente que les migrants ne sont pas uniquement soumis à l'instabilité de l'économie où ils résident mais plus largement à la conjoncture globale. En effet, l'activité économique mondiale étant largement tributaire de la demande des pays dits développés, une instabilité émanant de ces derniers se répercute sur l'ensemble des économies même si leurs fondamentaux économiques semblent solides.

Au-delà de l'interprétation empirique, les conclusions pratiques sont délicates à évaluer en raison du caractère relativement exogène des variables considérées. À court terme, un gouvernement n'est pas en mesure d'influencer les individus sur le choix du lieu de

migration¹⁶². De la même façon, les dirigeants n'ont pas plus de marge de manœuvre concernant la volatilité des économies d'accueil, une variable purement exogène. Les exportations représentent de toute évidence le seul élément sur lequel une intervention est possible, par exemple en favorisant la diversification du portefeuille de clients. Les résultats ont montré que plus les exportations sont destinées pour une large part aux pays accueillant les migrants, plus l'effet sur la volatilité du pays d'origine est important. La diversification du nombre de partenaires commerciaux est un moyen efficace de limiter une synchronisation des transferts de fonds avec les recettes issues des exportations, dans la mesure où ces deux flux sont déterminés par une variable commune qu'est le cycle économique des pays de destination des migrants. Outre l'aspect de la diversification, ce type de politique présente l'avantage de développer la structure productive du pays de façon à limiter la dépendance des exportations à un ou quelques biens. Il s'agit d'une tâche éminemment complexe en raison de la concurrence internationale croissante et du manque de dotations factorielles dont souffrent de nombreux pays en développement. De plus, le contexte historique est prédominant tant pour l'explication des flux migratoires que commerciaux : ainsi, les échanges observés entre pays ont pour déterminant commun des liens historiques créant un effet de dépendance au sentier pendant plusieurs dizaines d'années¹⁶³.

Malgré des politiques publiques ayant pour but de favoriser l'envoi de capitaux issus de la migration (3X1 mexicain, facilitation des transactions...) l'instabilité économique mondiale consécutive à la crise de 2008-2009 a montré que ce type d'initiative possède des limites notamment à long terme. Si les envois de fonds représentent incontestablement une source de résilience pour les ménages receveurs, les effets macroéconomiques sont beaucoup plus incertains au regard de l'instabilité qu'ils propagent par le biais des économies d'accueil. En d'autres termes, les transferts devraient être considérés comme une aide temporaire aux ménages, mais non comme une aide substituable au développement économique et à la diversification de la structure productive. Une analyse à l'échelle macroéconomique permet de mettre en perspective ces effets mitigés avec les résultats de la littérature microéconomique, généralement plus optimistes car focalisés sur le revenu et la consommation des ménages. L'influence significative du cycle économique des pays

162. Les restrictions à l'entrée comme à la sortie des individus sont largement reconnues comme inefficaces et contre-productives (De Haas, 2005).

163. Le cas de la Moldavie est un exemple des plus intéressants et fera l'objet d'une analyse plus historique dans le chapitre 6.

d'accueil sur la volatilité des transferts de fonds démontre que des motivations altruistes ne suffisent pas à stabiliser ces flux de capitaux privés, en particulier lors des périodes de crise. Les effets positifs généralement mis en avant sont donc relativement fragiles car ils semblent conditionnés aux caractéristiques inhérentes à la migration et à la structure exportatrice des pays d'origine. Les conclusions de ce chapitre s'appliquent plus particulièrement aux économies très dépendantes des transferts de fonds et dont les migrants sont concentrés dans un faible nombre de pays. Il apparaît évident que les impacts peuvent devenir négatifs car les bénéfices des envois monétaires ne sont que marginaux par rapport aux pertes liées à l'émigration des individus, quelle que soit leur qualification.

Conclusion

Pour clore ce chapitre et plus généralement cette deuxième partie, résumons nos résultats de façon succincte. Nous avons montré que (1) les envois de fonds des migrants sont plus instables lorsque la diaspora est concentrée dans un faible nombre de pays ; (2) l'instabilité des pays où résident les migrants engendre une volatilité des envois de fonds en termes agrégés. Nous avons ensuite montré que des transferts plus volatils sont néfastes pour la croissance économique (3) et que la concentration des migrants accentue le cycle économique, spécialement lorsqu'elle est associée à des exportations volatiles vers les pays d'accueil des migrants (4).

Ces résultats impliquent que les envois de fonds ont des effets différents selon la façon dont les migrants sont répartis dans les pays étrangers et en fonction de l'origine des recettes liées aux exportations. Plus généralement, le moyen de lutte contre la vulnérabilité que représentent les transferts doit impérativement s'accompagner de politiques publiques visant à renforcer les capacités stabilisatrices, notamment lors des périodes économiques incertaines qui se répercutent en premier lieu sur les migrants. En effet, les emplois occupés par les travailleurs étrangers sont généralement les premiers menacés lors des crises économiques, se traduisant par une baisse de leurs envois au pays d'origine. La crise de 2008 est un exemple extrême mais nous avons montré que l'instabilité des pays de destination des migrants se propage à leur économie d'origine même lors des chocs économiques de plus faible ampleur (voir section 1.2). En outre, un manque de diversification des partenaires commerciaux tend à renforcer la volatilité de croissance, en particulier lorsque le secteur exportateur contribue de façon décisive au PIB.

Globalement, nos résultats doivent être interprétés dans le contexte d'intégration croissante des pays en développement au commerce mondial. L'intensification des échanges de marchandises et de capitaux crée une interdépendance des économies de plus en plus forte et tend à accentuer la corrélation des cycles économiques. Ce phénomène, exacerbé lors de la crise de 2008, entrave la possibilité pour les envois de fonds d'être contracycliques dans la mesure où le cycle économique du pays d'accueil fluctue corrélativement avec celui des pays de destination des migrants (et des autres pays d'une façon générale). L'impact stabilisateur souvent attribué aux transferts monétaires est alors mis à mal puisque les flux sont davantage procycliques dans cette configuration, sauf à la suite d'évènements purement exogènes comme des catastrophes naturelles. Cette observation confirme que les économies ouvertes et dépendantes des capitaux étrangers sont exposées aux turbulences externes dont les effets se répercutent simultanément sur différents flux. Dans cette situation, les effets des envois de fonds - décrits par la littérature comme stabilisants - deviennent déstabilisateurs en raison de leur importance pour le pays d'origine des migrants et de leur corrélation avec les recettes issues des exportations. Les politiques d'incitation à la migration ayant pour but de promouvoir le développement ne sont donc pas universellement justifiées, particulièrement dans les cas où les envois monétaires ne permettent pas de générer des gains en termes de croissance. Les coûts associés à la migration (fuite des cerveaux, situation de chômage après le retour au pays d'origine, séparation prolongée des familles) sont en revanche systématiquement présents et engendrent des impacts négatifs tant en termes macroéconomiques que microéconomiques¹⁶⁴. L'incertitude sur la stabilité des envois de fonds nécessite une intervention publique à court terme pour atténuer les effets d'éventuelles fluctuations et à plus long terme pour les éviter.

En somme, nos résultats confirment l'idée selon laquelle les envois de fonds ne représentent qu'au mieux un moyen de subsistance temporaire et ne constituent probablement pas une solution au sous-développement des pays en bénéficiant (Ellerman, 2005 ; De Haas, 2005 ; Brown, 2006 ; Buckley et Hofmann, 2012). Skeldon (2008) ajoute que l'intensification de la migration et des transferts qu'elle génère conduit à les considérer comme garants du processus de développement, en lieu et place des institutions publiques. C'est notamment le cas des investissements dans la santé et l'éducation qui sont de plus en plus financés par des envois de fonds, un mode de protection sociale parfois plébiscité (Zhunio *et al.*,

164. Il faut également ajouter les conditions de travail des migrants, parfois extrêmement difficiles et dangereuses (Buckley et Hofmann, 2012, p. 1134).

2012). Le chapitre suivant propose d'explorer la pertinence de ce type de modèle tout en tenant compte des résultats exposés dans la première moitié de cette thèse.

Troisième partie

Envois de fonds et politiques publiques

5

**L'effet d'éviction des envois de fonds
sur les dépenses publiques de santé**

Introduction

Jusqu'à présent, notre travail s'est focalisé sur les conséquences économiques des envois de fonds, en particulier en termes de croissance et de volatilité. Nous avons également mis en avant leur impact positif sur la consommation agrégée des ménages, qui peut être substantiel comme le démontre le chapitre 2 avec le cas de la Moldavie. Outre la consommation de base, de nombreuses études microéconomiques soulignent que les envois de fonds apportent une aide financière décisive pour le financement des dépenses sociales des ménages, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé. Ainsi, ils permettent aux individus bénéficiaires d'entreprendre des investissements en « capital humain », induisant des taux de scolarisation plus élevés et de meilleures conditions de santé (Zhunio *et al.*, 2012). Le rôle des transferts est d'autant plus capital que de nombreux pays ne parviennent pas à mettre en place des systèmes de protection sociale efficaces, conduisant à un sous-développement des services de santé publics. Dans ce contexte, les envois de fonds représentent un moyen pour les ménages de contourner une offre publique inexistante ou défaillante en leur permettant de financer des soins par le biais du secteur privé. Généralement non couverts par des assurances dans les pays en développement, les soins privés engendrent des frais élevés nécessitant un financement extérieur ou la contraction d'un prêt.

Bien que la littérature se soit intéressée aux effets des envois de fonds sur les dépenses et les conditions de santé des ménages, les travaux ayant examiné les conséquences sur l'offre publique de soins sont quasi-inexistants. Or, le financement des dépenses de santé privées rendu possible par les envois de fonds est susceptible d'affecter le secteur public pour plusieurs raisons. Par exemple, Ebeke (2012) insiste sur les interactions entre gouvernance et transferts : lorsque ces derniers sont destinés à des pays fortement corrompus, le gouvernement réduit ses dépenses de santé car les ménages sont en capacité de les financer et sont moins exigeants quant à l'usage des fonds publics.

Nous proposons d'approfondir l'étude de la relation entre envois de fonds et dépenses de santé publiques en explorant les effets indirects liés à la demande. Dans la mesure où les ménages bénéficiant de transferts peuvent se détourner des services de santé publics pour réaliser tout ou partie de leurs soins *via* le secteur privé, la baisse de la demande pour les services de l'État engendre des dépenses moindres. Cet effet concerne plus spécifiquement

les pays caractérisés par une faible confiance de la population vis-à-vis des services de santé, dont l'efficacité médiocre crée un manque de sollicitation de la part des ménages. La préférence pour les services privés associée aux envois de fonds implique alors un effet d'éviction au détriment des services publics, se traduisant par des dépenses gouvernementales moindres dans le domaine de la santé. La baisse des dépenses publiques se produit en raison d'un déplacement de la demande des ménages vers les services privés, sans nécessairement augmenter le niveau de corruption du gouvernement. En revanche, la demande plus faible vis-à-vis de l'implication étatique peut entretenir le sous-développement du système de santé public puisqu'il représente un coût fiscal net pour les ménages qui ne le sollicitent pas. L'analyse empirique réalisée dans ce chapitre consiste à estimer les effets des envois de fonds sur les dépenses de santé privées et publiques d'un panel de pays, puis à examiner l'effet d'éviction à l'aide d'un modèle à équations simultanées. Par ailleurs, nous tenons compte de la nature procyclique des dépenses publiques dans les pays en développement en conditionnant l'ajustement des dépenses de santé au cycle économique.

1 Les dépenses publiques dans les pays en développement

1.1 Dépenses publiques : considérations théoriques et empiriques

Les dépenses gouvernementales représentent un centre d'intérêt de premier ordre pour la recherche en sciences économiques ainsi qu'une source de divergences concernant leur utilité. Pour Wagner (1892), les dépenses publiques sont croissantes avec le niveau de développement économique dans la mesure où l'amélioration du niveau de vie d'une population fait émerger de nouveaux besoins, comme un système éducatif et de santé plus performant. Parmi les travaux les plus influents, Peacock et Wiseman (1961) ont mené une étude sur l'évolution des dépenses publiques britanniques depuis 1890. Ils montrent que les dépenses de l'État varient en fonction des grands bouleversements, en particulier les guerres dont la préparation, la mise en œuvre et les réparations provoquent de spectaculaires augmentations. Ainsi, les dépenses du gouvernement sont systématiquement supérieures après ce type de conflit et ne reviennent pas à leur niveau initial même après plusieurs années de paix. Quant à Musgrave (1959), il insiste sur la nécessité des dépenses publiques concernant la stabilité économique, la redistribution des richesses et l'offre de services à la population.

Le rôle des dépenses publiques est un déterminant central de la pensée keynésienne dans une optique de stabilisation économique : leur nature contracyclique doit limiter les fluctuations économiques dans les périodes défavorables ou au contraire fastes. Cette caractéristique implique l'acceptation d'un déficit public potentiellement important lors des retournements, mais également de dégager un excédent lors des expansions économiques, limitant les fluctuations de la croissance. La théorie keynésienne est toutefois limitée par l'ouverture de l'économie, le multiplicateur ayant une puissance moindre du fait de la fuite par les importations. De plus, l'ouverture crée des contraintes supplémentaires, en particulier selon le régime de changes adopté et le degré de mobilité des capitaux. Si l'on considère les capitaux mobiles, la théorie néo-keynésienne conclut que les effets d'une impulsion budgétaire seront opposés selon la gestion de la monnaie : un régime de changes fixes est compatible avec une telle politique, alors qu'un régime de changes flottants annule les effets sur l'activité. Dans les faits, de nombreux pays utilisent un flottement impur, leur permettant de réaliser des ajustements monétaires temporaires, à l'instar des États-Unis et du Japon qui ont réalisé de multiples interventions depuis les années 1990 (Creel *et al.*, 2007). Par conséquent, la politique budgétaire reste un instrument théoriquement efficace en termes de stabilisation, malgré l'ouverture croissante des pays aux marchés commerciaux et financiers.

Pour les économistes d'inspiration néo-classique, les dépenses de l'État - en particulier financées par l'emprunt - ne sont pas efficaces car elles ne constituent pas une création de richesse pour des individus rationnels (Barro, 1974) et tendent à croître de façon incontrôlée (Buchanan et Tullock, 1977). Lorsqu'elles ne sont pas financées par l'émission de dette, les dépenses publiques impliquent un niveau de taxation élevé qui réduit l'initiative individuelle, la croissance économique et par extension les recettes fiscales de l'État¹⁶⁵. Ce dernier doit donc contenir ses activités aux fonctions régaliennes et laisser l'initiative au secteur privé notamment dans le domaine des assurances de santé, évitant au passage des effets d'éviction néfastes à la croissance (Gruber et Simon, 2008). La théorie de la croissance endogène nuance quelque peu ces intuitions et met en avant l'importance de certaines dépenses publiques pour la croissance économique, spécialement lorsqu'elles sont orientées vers des investissements productifs comme l'éducation, la santé ou les infrastructures (Barro, 1990). Dans ce cas précis, elles accélèrent le développement en fournissant à la population les moyens de développer son « capital humain » au sens large, dont les effets

165. Nous faisons ici référence à la célèbre « courbe » popularisée par Arthur Laffer.

seraient positifs pour la croissance (Lucas, 1988). Par conséquent, l'investissement public est susceptible de fournir un effet accélérateur lorsqu'il est orienté en direction de travaux non entrepris par des acteurs privés. Outre le capital humain, il s'agit des infrastructures routières, de la recherche fondamentale et autres biens publics permettant de favoriser les activités privées. L'externalité publique génère une augmentation de la productivité du secteur privé en lui donnant les moyens techniques et physiques de son développement. La théorie de la croissance endogène admet donc que l'intervention étatique est possible, à condition que sa finalité soit de stimuler la création de richesse (Barro, 1990, p. 129). Ce courant de pensée ne laisse que peu de place aux dépenses sociales, en particulier les transferts vers les ménages les plus pauvres qui sont essentiellement consommés¹⁶⁶. De la même façon, les dépenses soutenant le développement du capital humain (santé, éducation) sont limitées aux activités de recherche qui ne sont pas soumises à de potentiels effets d'éviction. Concernant les services de santé, ils seront davantage financés par les ménages pour les économistes néo-classiques car l'intervention étatique dans ce secteur tend à réduire la part des assurances privées.

Quelle que soit la nature des investissements entrepris, les effets d'éviction peuvent apparaître sur le marché monétaire, en particulier dans les pays en développement lorsque leur accès au financement est limité : dans ce cas, il est très probable que la hausse des investissements publics engendre une hausse du taux d'intérêt, particulièrement si la politique monétaire n'est pas accommodante. De plus, la forte exposition aux fuites de capitaux nuance la capacité de la puissance publique à pouvoir entreprendre des investissements massifs si le pays est perçu comme risqué par les investisseurs ou s'il possède un passif laissant craindre de nouveaux problèmes de solvabilité¹⁶⁷. En outre, l'ouverture économique des pays en développement - particulièrement depuis les années 1980 - crée une concurrence des biens exportables qui exige d'être compétitif sur les marchés internationaux. Or les dépenses sociales - en particulier les dépenses de santé - nécessitent un financement pouvant augmenter le coût du travail et ainsi le prix des produits exportés, même si des ajustements sont possibles *via* le taux de change. Par conséquent, l'ouverture au commerce international est susceptible de créer des pressions à la baisse sur les dépenses publiques, y compris sur la santé et l'éducation (Kaufman et Segura-Ubiergo, 2001).

166. Les politiques de redistribution sont également suspectées de créer des effets d'éviction au détriment des transferts intergénérationnels (Becker, 1974; Cox *et al.*, 2004). Voir la section 2.2 pour un exposé plus détaillé.

167. Les exemples russe et argentin illustrent ce problème de confiance.

D'une manière générale, on constate une opposition assez claire entre économistes d'inspiration néo-classique et post-keynésiens, les premiers étant pour le moins sceptiques vis-à-vis de l'intervention publique, alors que les seconds la considèrent comme indispensable notamment lors des chocs économiques. En dehors des périodes de turbulences, l'État est garant de la redistribution des richesses et corrige les défaillances du marché en mettant des biens publics à la disposition de l'ensemble de la population qui n'y aurait pas accès par le secteur privé. On peut toutefois noter que les dépenses publiques sont généralement considérées comme un fardeau compte tenu de leur coût ; or, elles sont indispensables à la prospérité du secteur privé qui ne peut se développer sans le soutien d'investissements publics (Galbraith, 1961)¹⁶⁸. Ainsi, le manque d'implication publique dans les infrastructures routières inhérent à un grand nombre de pays pauvres semble être une entrave au développement (Santos *et al.*, 2010) malgré les politiques d'ajustement structurel supposées stimuler l'initiative privée. Plus généralement, les dépenses publiques offrent des débouchés supplémentaires pour l'économie, qu'elles soient orientées vers des investissements ou en direction des ménages (Shonchoy, 2010). Dans une perspective de développement, l'importance ne tient pas tant à leur efficacité sur la croissance qu'à leur capacité à améliorer les conditions de vie. En d'autres termes, même si elles n'ont pas un impact significatif sur la production d'une économie, les dépenses publiques (notamment de santé et d'éducation) peuvent contribuer à réduire la pauvreté sous plusieurs formes, ce qui justifie leur mobilisation.

Empiriquement, l'efficacité des investissements publics sur la croissance économique n'est pas clairement établie, les résultats pointant des effets d'entraînement (Hatano, 2010) ou des effets d'éviction (Gjini et Kukeli, 2012). Tadeu et Tasso (2013) nuancent cette vision dichotomique en précisant que l'impact global des investissements publics est variable selon leur nature. Plus précisément, ils provoqueront des effets d'entraînement sur la croissance lorsqu'ils sont orientés vers des secteurs permettant d'augmenter la productivité, alors que des évictions peuvent apparaître s'ils concurrencent directement le secteur privé. Cruz et Teixeira (1999) mettent en avant un possible effet d'éviction à court terme lié à une concurrence entre investissements publics et privés mais une complémentarité à long terme, d'où un effet d'entraînement. À l'instar des théories de la croissance endogène citées précédemment, de nombreux travaux empiriques insistent donc sur l'orientation

168. L'auteur souligne ironiquement que « [...] les voitures ont une importance supérieure aux routes sur lesquelles elles roulent » (pp 150).

des dépenses publiques vers des secteurs productifs, les autres dépenses liées à d'éventuels programmes annexes - par exemple de redistribution - ne devant pas être à la charge du gouvernement. Cet argument nous permet d'établir une différence claire entre investissements publics et dépenses publiques, ces dernières faisant référence à des programmes de protection sociale ou des dépenses de fonctionnement. Dans la mesure où elles nécessitent un financement public et par conséquent un taux de prélèvement plus élevé, l'impact sera globalement négatif pour l'économie selon les théories libérales (Barro, 1990). La nuance entre investissements et dépenses est toutefois délicate puisque les premiers entraînent les secondes. Par exemple, la construction d'un hôpital - qui représente un investissement public - nécessite d'employer du personnel (médical, d'entretien, etc...) qui sera comptabilisé comme des dépenses de fonctionnement du gouvernement. Or, il ne s'agit pas là d'une dépense improductive en ce sens qu'elle contribue à améliorer les conditions de santé des individus qui auront une productivité plus élevée. De même, des investissements visant à améliorer l'accès à l'éducation impliquent des créations de postes de professeurs et de personnel administratif, une dépense supplémentaire pour l'État. Encore une fois, le gouvernement aura augmenté ses dépenses car l'investissement public requiert un relais pour perpétuer le fonctionnement des services qui y sont associés. Finalement, si la théorie de la croissance endogène met en avant la nécessité de créer des externalités publiques positives pour le secteur privé, il semble difficile de ne pas augmenter dans le même temps les dépenses publiques au sens strict car la formation du capital humain nécessite un effort continu dans le temps. On peut opposer à cette thèse le fait que les dépenses en capital humain sont à terme assurées par le secteur privé, comme cela est largement le cas pour la santé aux États-Unis¹⁶⁹. Toutefois, il semble peu plausible que le secteur privé souhaite investir dans l'éducation et la santé dans des pays peu développés car l'incidence de la pauvreté rend le coût des services quasi-prohibitif. Par conséquent, le secteur privé n'a aucun intérêt à investir dans un domaine où il ne trouvera que peu de débouchés : l'État peut alors prendre le relais sans risquer de créer un effet d'éviction dont nous avons exposé les impacts précédemment. À terme, le secteur privé peut éventuellement remplacer les activités gérées par le secteur public, comme on le remarque aux États-Unis, mais l'impulsion préalable semble indispensable pour combler le manque d'investissement initial.

169. Le graphique 5.4 ci-après montre néanmoins que le cas américain représente davantage une exception qu'une généralité.

1.2 La procyclicité des dépenses sociales dans les pays en développement

La caractéristique procyclique des dépenses sociales (Arze del Granado *et al.*, 2013) et plus largement des dépenses publiques (Talvi et Vegh, 2005 ; Ilzetzki et Vegh, 2008) est déterminante pour notre étude car elle peut justifier le fait que les envois de fonds représentent un substitut aux transferts publics lorsque le cycle économique se retourne. La procyclicité peut s'expliquer par la difficulté de financement des économies en développement sur les marchés financiers lors des retournements économiques. Pourtant, les politiques fiscales - spécialement les dépenses sociales - sont censées avoir un rôle de stabilisateur lorsque la conjoncture devient défavorable, d'où un comportement contracyclique. Les dépenses concernant l'éducation et la santé sont particulièrement concernées par ce phénomène dans les pays en développement (Arze del Granado *et al.*, 2013), contrairement aux pays développés. La procyclicité semble également liée au niveau de richesse car Arze del Granado *et al.* (2013) trouvent une relation contracyclique aux États-Unis, essentiellement due aux indemnités de chômage. La tendance procyclique des dépenses sociales est particulièrement dommageable pour les pays en développement car elle limite grandement la puissance des stabilisateurs usuels et accentue le cycle économique. Ce comportement est très visible dans les pays d'Amérique du Sud (Gavin et Perotti, 1997), ce qui nous permet de faire un parallèle avec les nombreuses crises subies par ces pays lors des années 1980-1990 (crises de change, hyperinflation, ajustement structurel...). La contrainte de financement en période de récession est ici déterminante : les créanciers internationaux peuvent exiger des conditions de solvabilité relativement contraignantes et les capitaux très mobiles ne laissent d'autre choix aux débiteurs que de réduire leurs dépenses publiques afin de limiter le déficit lié à la baisse de l'activité. Au contraire, les financements étant moins coûteux dans les périodes de forte croissance, les gouvernements peuvent alors promouvoir des politiques sociales. Cette inégalité de financement entre les pays développés et en développement est toujours visible aujourd'hui : de nombreux pays font face à des taux d'intérêt quasi-prohibitifs alors que des pays développés très endettés (comme la France ou les États-Unis) bénéficient toujours de taux très bas.

Enfin, la littérature macroéconomique montre que les dépenses publiques - en particulier les dépenses sociales - sont fortement affectées par le cycle économique dans les pays en développement. Contrairement à la logique keynésienne, elles ne sont pas contra-

cycliques mais procycliques et accentuent donc les chocs, qu'ils soient positifs ou négatifs. Cette cyclicité n'est pas sans rappeler celle des transferts de fonds, dont les flux sont généralement considérés comme contracycliques et stabilisateurs¹⁷⁰ pour les économies réceptrices (Frankel, 2009 ; Hakura *et al.*, 2009 ; Mandelman et Zlate, 2012). L'opposition entre le comportement des dépenses sociales (procycliques) et des transferts de fonds (contracycliques) peut révéler une substitution entre les dépenses publiques et les transferts privés, les seconds pouvant se substituer aux premières lors des retournements économiques. Encore faut-il que les cycles économiques entre pays le d'origine et les pays d'accueil des migrants ne soient pas interdépendants, ce qui représente une hypothèse relativement forte et probablement invalide à moyen terme¹⁷¹.

En revanche, on peut envisager que cette substitution transitoire entre transferts privés et dépenses sociales s'opère indépendamment du cycle économique, c'est-à-dire en permanence. Il peut s'agir de dépenses habituellement financées par le gouvernement mais pouvant être entreprises *via* le secteur privé, comme les services de santé et d'éducation. Compte tenu de la transmission des chocs économiques rendue de plus en plus rapide par l'ouverture et l'interdépendance des économies, une telle situation expose les ménages à une situation d'insécurité et peut maintenir les économies réceptrices dans un processus de sous-développement du système de protection sociale. Il s'agit là de la principale interrogation de ce chapitre.

1.3 L'efficacité des dépenses sociales dans les pays en développement : le rôle de l'environnement institutionnel

Malgré des décennies de travaux théoriques et empiriques, les études relatives aux dépenses sociales dans les pays en développement proposent des conclusions très variées quant à la réelle efficacité de l'intervention de l'État. Baltussen (2006) note que les dépenses de santé, même si elles sont substantielles, peuvent être réparties de façon inégale, souvent au détriment des habitants des zones rurales isolées. Par conséquent, ce n'est pas tant les montants mobilisés que l'allocation efficace de la dépense qui importe. Encore une fois, il semble que la corruption soit une problématique non négligeable en ce sens qu'elle

170. Nous avons cependant nuancé cet argument (chapitres 3 et 4).

171. En effet, bien que les retournements économiques des pays en développement aient généralement peu d'effets sur les pays développés, ce constat n'est pas symétrique. Voir le chapitre précédent pour une discussion plus approfondie.

conditionne les impacts des dépenses entreprises. Par exemple Reinikka et Svensson (2005) montrent que de très larges sommes d'argent, destinées à améliorer la scolarité des enfants ougandais, sont détournées à tel point qu'environ 12% de la somme initiale est utilisée à des finalités productives. L'impact sur les dépenses est ambigu, puisqu'on peut supposer qu'un haut niveau de corruption entraîne des dépenses anormalement élevées, dans le but de compenser les pertes inhérentes à un environnement corrompu¹⁷². Rajkumar et Swaroop (2008) notent que la corruption provoque des effets généralisés sur les dépenses sociales : ainsi, il semble que des institutions défailtantes soient systématiquement associées à une efficacité moindre des investissements publics, y compris dans l'éducation ou la santé. Il est intéressant de noter qu'une mauvaise allocation des fonds provoque à terme des impacts négatifs sur l'offre publique, spécialement dans le cadre d'un environnement démocratique (Pani, 2011). En effet, la provision de biens et services publics nécessite un financement substantiel, en particulier par l'impôt. Or, lorsque les ménages ne bénéficient que de revenus de transfert négligeables par rapport au taux d'imposition, leur vote tend à se reporter sur des décideurs politiques défavorables aux dépenses publiques. Cavallo et Daude (2011) ajoutent que l'effet d'éviction créé par les investissements publics est considérablement réduit lorsque les institutions sont performantes et intègres. La meilleure productivité marginale des investissements publics et l'ouverture, permettant de relâcher la contrainte de financement, limitent l'éviction de l'investissement privé et amplifient les externalités positives. L'ouverture financière assure un accès plus large aux ressources financières mais expose en contrepartie l'économie nationale à une plus grande instabilité macroéconomique potentiellement coûteuse (Rodrik, 1998). Dans ce contexte d'accès restreint au financement, les transferts de fonds sont souvent perçus comme un relais au système bancaire pour les ménages ou les entrepreneurs ayant des besoins de liquidités (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009), d'où un impact plutôt positif pour le développement économique. Arvate *et al.* (2010) notent que l'intervention gouvernementale - au sens économique - tend à alimenter les comportements de recherche de rente, dans la mesure où plus les subventions et autres financements sont nombreux, plus ils font l'objet de convoitises. À l'opposé, Montinola et Jackman (2002) soulignent que certains pays d'Amérique latine (Pérou, Brésil, Argentine) ont subi une hausse apparente de la corruption suite aux programmes d'ajustement des années 1980-1990, alors que ces réformes préconisaient précisément la baisse des dépenses publiques.

172. En effet, les pertes liées à la corruption impliquent des dépenses plus élevées mais peu efficaces.

Une autre variable institutionnelle pouvant déterminer le niveau des dépenses de santé est le régime politique. Un régime autoritaire n'étant pas exposé à la pression électorale, l'incitation à entreprendre des dépenses sociales destinées à l'ensemble de la population est par conséquent moindre. Il est nécessaire de préciser que nous faisons référence à l'autoritarisme politique au sens strict et non à l'autoritarisme limitant les initiatives sur le plan économique¹⁷³. Quelques pays, notamment sur le continent asiatique, sont en effet restrictifs voire répressifs concernant les libertés politiques, alors qu'ils favorisent simultanément les investissements privés et plus généralement l'activité économique. Cet autoritarisme peut être directement mis au service de la croissance : en limitant les revendications des salariés, les gouvernements empêchent les avancées sociales qui vont de pair avec le développement économique, comme la mise en place d'un système de soins public performant. Il en résulte une plus grande compétitivité sur les marchés internationaux grâce à un coût du travail faible, mais avec un bien être social peu favorisé. Huber *et al.* (2008) montrent que le niveau de démocratie est à long terme est positivement corrélé avec les dépenses sociales sud-américaines. Les auteurs évoquent un processus aux effets « cumulatifs », d'où un impact global visible après plusieurs années de démocratie.

Pour certains auteurs, la corruption et le régime politique interagissent d'où le caractère décisif de la gouvernance institutionnelle sur la procyclicité des dépenses publiques (Alesina *et al.*, 2008) ainsi que sur les impacts des transferts de fonds (Ahmed, 2012). En dépit du fait que les économistes aient longtemps considéré les dépenses publiques comme procycliques dans les pays en développement et contracycliques dans les pays développés (Gavin et Perotti, 1997 ; Talvi et Vegh, 2005), il semble que ce phénomène soit fortement conditionné par l'environnement politique (autoritaire ou démocratique) ainsi que par le degré de corruption, tel qu'il est perçu par la population. Alesina *et al.* (2008) notent que les dépenses publiques tendent à être davantage procycliques dans les environnements à la fois démocratiques et fortement corrompus car les ménages augmentent leur demande de transferts lors des expansions économiques, craignant que les ressources générées ne soient captées par la puissance publique. De ce fait, le gouvernement n'est pas en mesure de constituer des réserves suffisantes pouvant être utilisées lors des retournements économiques (dans une optique de stabilisation), d'où des dépenses fortement procycliques que le cycle soit à la hausse ou à la baisse (Alesina *et al.*, 2008). Par conséquent, les mé-

173. L'exemple sud-coréen apporte un éclairage historique intéressant sur le développement économique et l'autoritarisme, en particulier sous la présidence de Park Chung-Hee. Voir également Huff (1995) pour une analyse de l'émergence économique de Singapour.

nages renoncent aux stabilisateurs en période de récession mais obtiennent malgré tout des transferts lors des périodes économiques fastes. Ce comportement, proche de l'hypothèse *starving the Lethavian* de l'économie publique, implique cependant que les individus soient parfaitement rationnels mais également que la corruption soit observable dans son intégralité. Or, seule une part de la corruption est observée, en particulier celle émanant des fonctionnaires en contact avec la population. La corruption située au niveau du gouvernement central n'est que très partiellement perçue (Montinola et Jackman, 2002) d'où un biais d'information évident remettant en cause l'hypothèse proposée par Alesina *et al.* (2008). En revanche, il est très probable que le régime politique détermine le cycle des dépenses : dans une perspective de réélection, un gouvernement aura tendance à utiliser la ressource publique comme stabilisateur. Néanmoins, l'économie publique suggère que les dépenses sont largement liées au cycle électoral lui-même (Tibbitts, 1931), générant des expansions budgétaires en fin de mandat afin de stimuler l'activité économique. Par conséquent, les dépenses publiques ne dépendent pas uniquement du comportement des électeurs ou de la conjoncture mais également du cycle électoral, plus précisément de la distance séparant le gouvernement d'une élection décisive. Pour Brender et Drazen (2013), le changement de gouvernement n'a pas impact notable sur les dépenses publiques à court terme, mais l'approche d'une échéance électorale tend à les augmenter, l'effet étant particulièrement significatif dans les démocraties bien implantées et insignifiant dans les jeunes démocraties. Par conséquent, on note que les dirigeants politiques soumis à la pression électorale ne sont pas insensibles à l'effet escompté des politiques fiscales, un comportement correspondant aux hypothèses de la théorie du cycle politico-économique (Tibbitts, 1931 ; Nordhaus, 1975). Outre la corruption, l'instabilité géopolitique est une variable pouvant réduire indirectement les dépenses sociales, au profit des dépenses militaires. En effet, des conflits récurrents ou des tensions régionales entraînent des dépenses d'armement coûteuses qui ne contribuent pas à développer d'autres secteurs. Le poids des dépenses militaires est donc susceptible d'expliquer une partie du sous-développement des investissements publics dans certains pays, en particulier dans les économies de petite taille où l'armement peut représenter une part très importante des dépenses totales.

2 Les envois de fonds se substituent-ils aux dépenses de santé publiques ?

2.1 Différencier dépenses de santé et dépenses d'éducation

Avant de rechercher des liens empiriques entre les envois de fonds et les dépenses de santé, il nous faut définir précisément le champ de notre étude. Si l'on se réfère à la littérature, spécialement aux études macroéconométriques, on remarque que les auteurs se focalisent simultanément sur deux types de dépenses, à savoir les dépenses de santé et d'éducation (Huber *et al.*, 2008 ; Ebeke, 2012 ; Arze del Granado *et al.*, 2013) appelées « dépenses sociales ». En dépit du fait que les dépenses d'éducation soient analysées conjointement avec les dépenses de santé, la nature de leurs déterminants et les données disponibles ne nous permettent pas de les considérer de façon identique. En effet, les dépenses de santé ont un caractère plus « immédiat » que les dépenses d'éducation puisqu'elles permettent d'assurer la capacité physique des individus et d'éviter des problèmes sanitaires d'ampleurs plus ou moins importantes pour les gouvernements. Les dépenses d'éducation ne sont pas caractérisées par un tel degré d'urgence tant pour le gouvernement que pour les ménages. En d'autres termes, la demande de services de santé semble beaucoup plus inélastique que la demande de services relatifs à l'éducation. Proposer un indicateur de dépenses sociales rassemblant ces deux variables risque de biaiser non pas les résultats mais leur interprétation. Une corrélation négative entre les transferts privés et les dépenses publiques d'éducation et de santé peut retranscrire une baisse substantielle des dépenses d'éducation et une baisse moins importante (et donc peu significative) des dépenses de santé, ou inversement. Par ailleurs, les différentes sources de données disponibles concernant l'éducation (Banque Mondiale, UNESCO...) ne disposent pas de mesures distinctes entre dépenses publiques et dépenses privées. L'absence de données suffisamment fines ne permet pas d'obtenir le degré de précision requis pour mener une investigation empirique robuste, c'est pourquoi nous ne retiendrons pas les dépenses d'éducation dans notre analyse. Nous allons donc focaliser notre étude sur le lien entre les transferts de fonds et les dépenses de santé.

2.2 Quelques faits stylisés

La littérature propose de nombreuses études examinant les effets d'éviction des transferts publics sur les transferts privés, sans envisager la causalité inverse. Parmi ces travaux,

La et Xu (2017) montrent qu'une hausse des transferts publics aux ménages vietnamiens réduit de façon substantielle les transferts privés entre individus, notamment ceux reçus de l'étranger.

L'étude de La et Xu (2017) fait écho aux nombreux travaux de l'économie publique exposant le caractère néfaste des politiques de redistribution de l'État qui conduisent à évincer les transferts entre agents (Cox *et al.*, 2004). L'argument principal est de considérer que les transferts intergénérationnels - par exemple des actifs à leurs parents âgés - sont réduits lorsque l'État intervient pour pratiquer ce type de redistribution en lieu et place des individus (Becker, 1974; Cox et Jimenez, 1992). Cette problématique s'applique particulièrement aux pays en développement où les transferts informels¹⁷⁴ sont importants. Il est toutefois surprenant de constater que la littérature n'ait pas envisagé la possibilité que l'effet d'éviction puisse émaner des transferts de fonds au détriment du secteur public : de par leur importance, les envois des migrants sont susceptibles de limiter le développement de la protection sociale publique voire de l'évincer s'ils s'y substituent¹⁷⁵. Or, les transferts internationaux ne sont pas nécessairement redistributifs et accroissent même les inégalités entre ménages selon certains auteurs (Wouterse, 2010). L'éviction des dépenses de santé publiques est alors très problématique car elle accentue les inégalités entre les ménages receveurs et non receveurs. Cet argument, à contre-pied de la théorie exposée ci-dessus, est un enjeu important car nous avons constaté dans le chapitre précédent que les transferts des migrants sont fortement soumis aux conditions des pays d'accueil, n'offrant pas une protection stable à long terme pour les ménages bénéficiaires. Bien que peu nombreuses, quelques études ont étudié le rôle de la migration sur les politiques publiques, en particulier les dépenses sociales du gouvernement.

Selon Ebeke (2012), il semble que les transferts privés tendent à abaisser le niveau des dépenses sociales dans les pays receveurs. Plus précisément, l'auteur trouve une relation négative sur les dépenses de santé et d'éducation lorsque la gouvernance présente des scores faibles (stabilité politique, corruption, etc.) et conclut que des institutions défailtantes sont à l'origine d'un détournement des fonds publics, puisque les ménages receveurs sont

174. Nous faisons ici référence à l'ensemble des transferts, qu'ils soient reçus d'un migrant localisé à l'étranger ou dans le pays d'origine, ainsi qu'aux dons, héritages, etc.

175. Cette substitution peut auto-entretenir le sous-développement du système de santé public car les ménages bénéficiant d'envois de fonds ont une demande moindre vis-à-vis des services de l'État, qui nécessitent également un financement et donc des prélèvements.

moins vigilants vis-à-vis des pratiques du gouvernement. Notons que cet argument revient à poser le problème de l'augmentation de la corruption *via* les transferts : l'aléa moral se produit précisément parce que le gouvernement réalise que son engagement social n'est plus indispensable. L'effet serait donc plus subtil que dans le cadre de l'aide internationale ou de l'exploitation des ressources naturelles (qui procurent une rente directe au gouvernement) puisque les transferts privés ne peuvent pas directement être captés par l'État. Dans ce contexte, le gouvernement extrait sa rente en réduisant une partie du budget initialement destiné aux politiques sociales ou de redistribution. Une autre possibilité - non explorée par la littérature existante - pourrait être que les transferts de fonds se substituent aux dépenses publiques de santé, mais sans que cette réduction ne soit systématiquement liée à une mauvaise gouvernance. Le fait que les ménages financent les dépenses de santé par le secteur privé peut désinciter le gouvernement à investir dans ce domaine, mais réduit également la demande en direction des services publics d'où des dépenses globalement plus faibles.

Une baisse des dépenses sociales ne résulte pas nécessairement d'un environnement corrompu. Par exemple, Galbraith (1993, 1995) note que les dépenses sociales américaines ont été largement réduites depuis les années 1980, sans augmentation visible de la corruption. De la même façon, on peut supposer que les dépenses sont réorientées vers des secteurs dont la productivité est davantage visible à court terme (comme l'investissement en capital physique), auquel cas la baisse de l'implication publique dans le domaine de la santé serait moins dommageable puisque les envois de fonds permettent le financement des services privés (Zhunio *et al.*, 2012). Cependant, plusieurs facteurs nuancent voire annulent cet argument, l'interrogation la plus pertinente se situant au niveau de l'égalité de l'accès aux soins ou à l'éducation. Dans la mesure où seule une partie de la population bénéficie de transferts privés, il semble difficile de justifier le fait de passer outre le financement public de la protection sociale. Un tel contexte provoque inévitablement une hausse des inégalités entre les ménages bénéficiant de transferts internationaux - une proportion souvent faible - et ceux qui n'en bénéficient pas. Pour autant, Zhunio *et al.* (2012) considèrent que ce transfert de charges permet au gouvernement de concentrer ses investissements vers d'autres secteurs profitant « à l'ensemble de la population » et soulignent que les envois de fonds permettent de financer hôpitaux et écoles, libérant ainsi le gouvernement d'un « fardeau » financier (Zhunio *et al.*, 2012, p. 4606). Cette thèse paraît peu crédible : sauf incitation particulière, il semble complexe de mobiliser de telles sommes et

d'assurer une continuité du service dans le temps. Des programmes locaux comme le 3X1 mexicain sont susceptibles de favoriser ce type d'initiatives, mais ne concernent qu'une minorité d'individus. À cela s'ajoute un problème plus idéologique : le financement d'un système de santé est-il du ressort des ménages (ou, plus exactement, des travailleurs expatriés) ou de l'État ? À l'instar de Skeldon (2008), les auteurs les plus sceptiques notent que si de nombreuses institutions internationales semblent croire au développement des pays pauvres par les flux de transferts privés envoyés depuis les pays d'accueil, ce schéma n'est probablement pas viable à long terme. Par ailleurs, les montants transférés sont très inégaux selon les régions et les villes (Skeldon, 2008, p. 8), ne permettant pas de les considérer comme un substitut à l'investissement public pour le domaine de la santé. Au contraire, ce type de financement nécessite une migration des générations futures pouvant limiter le développement économique local en raison d'une population active plus faible. Dans le cas des pays en développement, seule la puissance publique semble être en mesure de fournir un minimum de services à l'ensemble de la population eu égard au niveau de pauvreté, bien que de nombreux gouvernements demeurent impuissants face à cette tâche éminemment complexe (van der Gaag et Stimac, 2009).

À une échelle plus microéconomique, quelques travaux évaluent le rôle croissant des envois de fonds dans le financement des dépenses de santé des ménages. En s'appuyant sur le cas mexicain Frank *et al.* (2009) examinent l'utilisation des transferts de fonds reçus principalement depuis les États-Unis. Les résultats émanant des diverses enquêtes ménages sont variés, toutefois il semble qu'une large part des transferts soit utilisée pour financer des soins : les dépenses seraient 44% plus élevées en présence de transferts selon les données de l'ENIGH¹⁷⁶, particulièrement pour les individus ne possédant pas d'assurance *via* leur activité professionnelle. La majeure partie des études montre que les transferts sont généralement associés à des taux de scolarisation plus élevés ainsi qu'à de meilleures conditions de santé, en particulier pour les enfants (Hildebrandt et McKenzie, 2005 ; Medina et Cardona, 2010 ; Zhunio *et al.*, 2012). De plus, Salas (2014) souligne que les ménages péruviens ont une probabilité plus importante d'inscrire leurs enfants dans une école privée lorsqu'ils bénéficient de transferts. Cette caractéristique met en évidence un possible effet indésirable : en effet, l'auteur observe que la qualité de l'enseignement public péruvien reste à ce jour très médiocre, or le fait d'inscrire ses enfants dans un établissement privé permet de pallier ce problème. Cependant, seule une part des ménages bénéficie de transferts privés

176. Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares.

et le signal envoyé au gouvernement est négatif puisqu'il désincite à l'investissement dans ce secteur. Nous pouvons alors supposer que les conséquences sur les dépenses publiques de santé sont identiques.

Cette fongibilité entraînant une baisse des dépenses de santé et/ou d'éducation n'est pas sans rappeler l'impact de l'aide internationale. En effet, ce type de flux est connu pour créer une éviction vis-à-vis des dépenses de santé, notamment dans des pays caractérisés par des institutions fragiles ou peu efficaces. Par exemple, Lu *et al.* (2010) démontrent que l'aide internationale se substitue aux dépenses nationales de santé, puisqu'une augmentation de l'assistance au développement de la santé se traduit par une diminution des dépenses publiques vers ce secteur. Il est intéressant de noter que l'aide destinée à la santé mais gérée par des entités non gouvernementales ne provoque pas cet effet de substitution. L'éventuelle dépendance à l'aide internationale est très comparable aux effets potentiels des transferts de fonds. Si ces derniers se substituent aux programmes publics de santé, les individus receveurs sont très exposés aux changements économiques et sociaux des pays accueillant les migrants.

En effet, Mandelman et Zlate (2012) suggèrent que les migrants subissent les conséquences des retournements économiques dans les pays d'accueil, ce phénomène se répercutant sur leurs revenus et donc sur les montants monétaires qu'ils transfèrent à l'étranger. Ces salariés étant souvent précaires, ils sont *de facto* très exposés aux cycles économiques puisque les emplois temporaires sont les plus touchés en période de récession. La pression sur l'emploi exercée par les retournements économiques influe également sur les politiques migratoires qui tendent à se durcir, afin de limiter la migration lorsque le chômage augmente¹⁷⁷. Par ailleurs, les migrants sont soumis à des périodes de chômage de long terme si la reprise n'est pas immédiate et si elle touche l'ensemble des économies, comme lors de la crise de 2008-2009. Ces quelques exemples illustrent la fragilité d'un système de santé financé grâce aux transferts issus de la migration qui expose les bénéficiaires aux cycles économiques des pays accueillant les migrants.

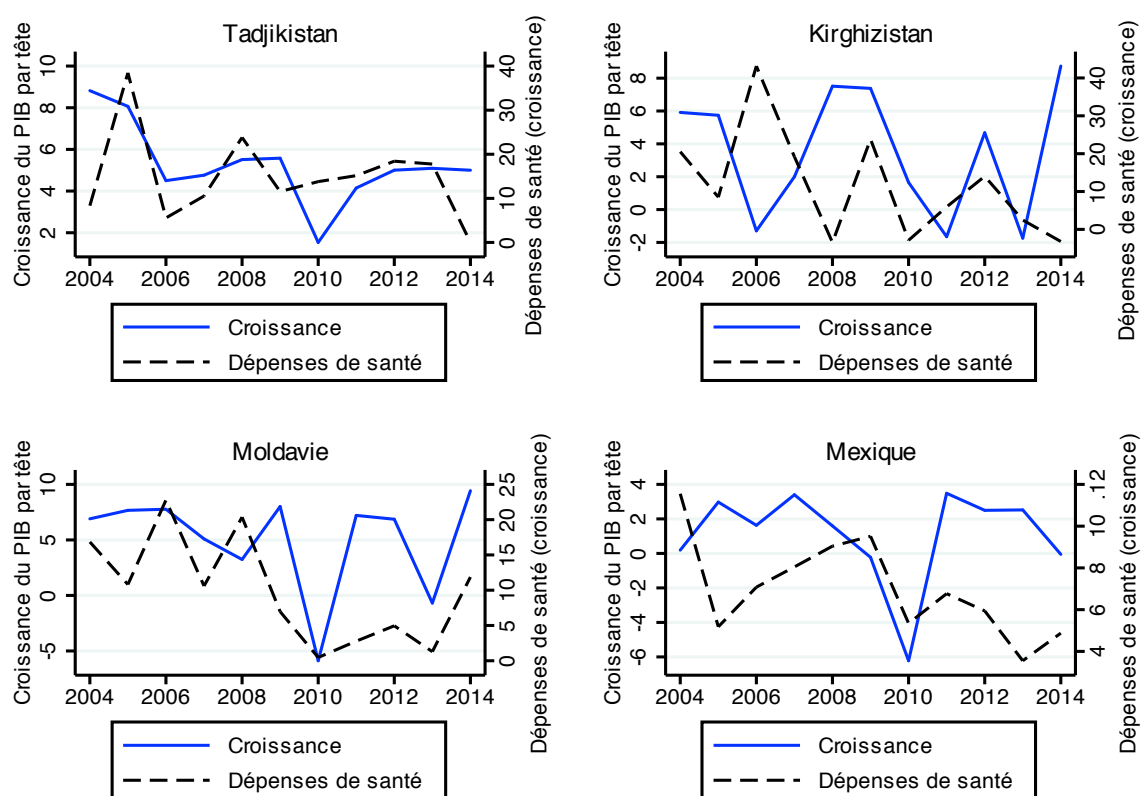
177. Voir le chapitre précédent.

2.3 Les envois de fonds comme substitut ou complément aux dépenses de santé publiques ?

Dans le cadre de notre étude, le phénomène de substitution peut être envisagé comme un complément à court terme, eu égard aux caractéristiques des dépenses publiques des pays en développement. En effet, une abondante littérature résumée dans la section 1.2 montre que les dépenses publiques sont fortement conditionnées par le cycle économique dans les pays en développement, engendrant une procyclicité évidente. Or, les transferts de fonds sont reconnus pour être relativement contracycliques puisqu'ils sont envoyés dans une optique de stabilisation du revenu. Des dépenses de santé publiques procycliques et des transferts de fonds contracycliques génèrent potentiellement une complémentarité de court terme entre secteur public et privé : les transferts de fonds peuvent se substituer aux dépenses de santé du gouvernement lorsque celles-ci sont mises à mal par un cycle économique défavorable en finançant des services privés¹⁷⁸. *A priori* positif à court terme, cet effet devient problématique s'il se situe sur le long terme indépendamment de la conjoncture, les transferts de fonds représentant alors un substitut total et non un complément. L'impact du cycle économique - exogène - modifie simultanément les dépenses de santé publiques et les transferts reçus de l'étranger, ce qui complexifie l'identification de la relation à étudier. Un cycle économique favorable tend à augmenter les dépenses du gouvernement dans un contexte procyclique alors que les transferts devraient décliner. Symétriquement, un retournement économique se traduit par une réduction des dépenses gouvernementales - notamment de santé - alors que le comportement contracyclique des envois de fonds implique une augmentation des flux entrants afin de garantir le revenu des ménages et éventuellement leur accès aux services de santé par le biais du secteur privé. Bien que facilement appréhendable, cette hypothèse est critiquable à de nombreux égards. Tout d'abord, elle suppose que les cycles économiques des pays d'origine et d'accueil du migrant ne soient pas synchronisés, or nous avons constaté dans le chapitre précédent que l'intensité croissante des échanges commerciaux et financiers renforce l'interdépendance macroéconomique. Au delà du cycle, les motivations des migrants posent également question : l'hypothèse altruiste ne fait pas l'unanimité dans la littérature, de nombreux auteurs supposant que les individus migrent et renvoient des sommes d'argent plutôt pour leur intérêt personnel (Brown, 1997), entraînant des flux plutôt acycliques voire procycliques.

178. Cette hypothèse est toutefois fragile car les dépenses de santé publiques sont difficilement ajustables à très court terme. L'analyse empirique (voir ci-après) confirme que le cycle économique n'a pas d'implication significative sur la relation envois de fonds/dépenses de santé publiques.

FIGURE 5.1 – Évolution des dépenses de santé publiques et de la croissance économique



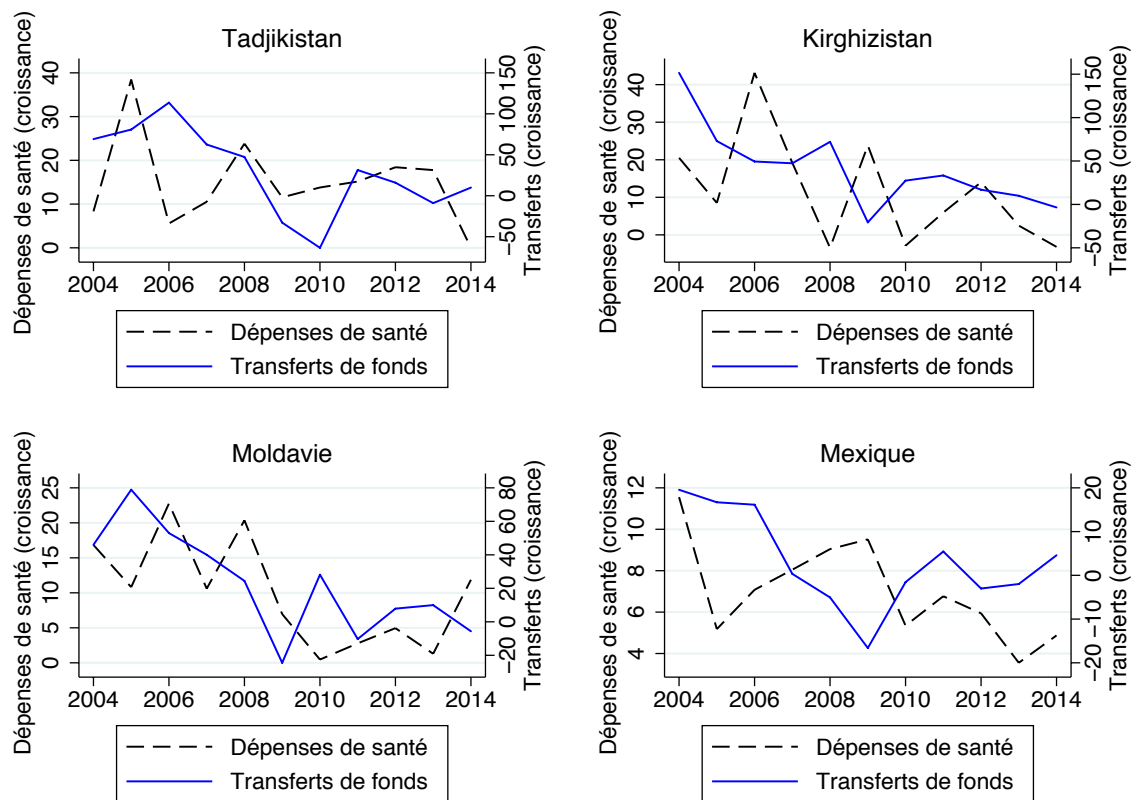
La croissance du PIB par tête est exprimée en t_{-1} afin de prendre en compte la réaction du gouvernement. Les dépenses de santé publiques sont exprimées par tête et en variation annuelle (%). Données OMS et Banque Mondiale. Réalisation de l'auteur.

La figure 5.1 illustre la variation des dépenses de santé publiques par rapport au cycle économique pour quatre pays recevant des montants de transferts relativement importants. Une simple analyse graphique montre que le comportement des dépenses de santé est variable selon les cas : si le Kirghizistan et la Moldavie sont caractérisés par des variations procycliques, la relation est moins évidente pour le Tadjikistan¹⁷⁹. En revanche, on note que la crise économique des pays développés (2008-2009) affecte très fortement la croissance du PIB par tête et, par extension, l'effort apporté au secteur de la santé, même si la variation des dépenses reste globalement positive¹⁸⁰. L'impact de la crise est

179. Rappelons que les dépenses de santé sont représentées en variation annuelle. Par conséquent, une tendance baissière ne doit pas être interprétée comme une baisse des dépenses lorsqu'elle reste strictement positive mais comme une hausse plus faible qu'à la période précédente. En revanche, si la variation est inférieure à 0, les dépenses par tête ont effectivement baissé par rapport à la période précédente.

180. Les pays anciennement membres de l'Union soviétique ont été également affectés par la crise asiatique de 1997 puis par la crise russe de 1998, avec des répercussions significatives sur les dépenses de santé. Ce constat confirme l'intuition développée lors des chapitres 3 et 4, où nous affirmions que les cycles économiques sont de plus en plus synchronisés et interdépendants, limitant *de facto* la capacité stabilisatrice des transferts de fonds.

FIGURE 5.2 – Évolution des dépenses de santé publiques et des envois de fonds



Les dépenses de santé publiques sont exprimées par tête et en variation annuelle (%).
 Les envois de fonds sont exprimés par tête et en variation annuelle (%).
 Données OMS et Banque Mondiale. Réalisation de l'auteur.

similaire sur l'évolution des envois de fonds (figure 5.2), qui sont tributaires des pays où résident les migrants. Dans le cas d'une forte concentration de la diaspora, nous avons suggéré que les flux de transferts de fonds sont probablement davantage procycliques que contracycliques, ce qui affaiblit leur potentiel stabilisateur.

Tout porte donc à croire que les transferts issus de la migration représentent un moyen efficace de stabiliser l'accès aux services de santé des ménages *via* le secteur privé lors des chocs spécifiques aux pays receveurs, mais cet effet stabilisateur disparaît si les pays d'accueil des migrants sont également affectés par un retournement économique. Or, l'absence de contracyclicité constatée sur la figure 5.2 ne permet visiblement pas de considérer les envois de fonds comme un complément aux dépenses de santé à court terme.

2.4 Les transferts de fonds, nouvelle malédiction pour la gouvernance ?

L'hypothèse de la « malédiction » affaiblissant la qualité de la gouvernance concerne essentiellement l'aide au développement et les ressources naturelles selon la littérature. Collier et Hoeffler (2007) ont mené une étude empirique sur un panel de 161 pays et concluent que l'aide est détournée à des fins militaires - dans une proportion moyenne de 11.4% - ayant pour conséquence d'alimenter les conflits armés tout en réduisant fortement les apports pour le développement. Concernant plus spécifiquement la corruption, Okada et Samreth (2012) montrent que l'aide tend à la minimiser, alors que Menard et Weill (2016) ne trouvent aucun lien quelle que soit la causalité étudiée. De la même façon, la dépendance d'une économie vis-à-vis des ressources naturelles est susceptible de créer un comportement de recherche de rente de la part des dirigeants politiques, ce qui tend à augmenter le produit national sans externalités positives. L'impact sur les dépenses de santé a été récemment étudié par Cockx et Francken (2014), qui démontrent une relation négative avec l'exploitation des ressources naturelles. Les auteurs concluent que l'exploitation de ce type de ressources doit contribuer au développement du système de santé public *via* la taxation des activités qui y sont attachées, afin d'augmenter le bien être général et ne pas limiter la rente à un groupe restreint¹⁸¹.

Le effets des envois de fonds diffèrent puisqu'ils sont destinés aux ménages et non à l'État, contrairement à l'aide internationale ou aux rentes issues des ressources naturelles. Toutefois, le fait que le gouvernement ne puisse pas directement capter une ressource financière ne signifie pas qu'il n'est pas en mesure d'en extraire une rente. En particulier, la littérature relative à la migration fait état de possibles liens entre la qualité institutionnelle et les transferts privés dans ses développements les plus récents. Parmi ces travaux, Abdih *et al.* (2012a) et Berdiev *et al.* (2013) trouvent une relation significative entre transferts de fonds et gouvernance. Les transferts privés alimenteraient la corruption dans les pays receveurs, mais Berdiev *et al.* (2013) montrent également que cette relation est plutôt bidirectionnelle (par conséquent, les transferts de fonds sont envoyés dans des pays dont les perceptions de corruption sont relativement fortes). Ahmed (2012) propose des conclusions relativement proches concernant les pays du Moyen-Orient, les impacts négatifs des transferts étant toutefois accentués par un régime politique autoritaire, peu soumis à la

181. Voir également Brunnschweiler et Bulte (2008) et Vicente (2010).

pression électorale.

Au-delà des effets directs, de nombreuses études suggèrent que les impacts des transferts privés sur des variables économiques ou sociales (croissance, dépenses de santé) dépendent de l'environnement institutionnel. Catrinescu *et al.* (2009) notent que les transferts privés sont particulièrement corrélés à la croissance économique lorsque les perceptions de corruption sont faibles. Ebeke (2012) ajoute que les impacts sur les dépenses de santé et d'éducation sont négatifs seulement lorsque la gouvernance¹⁸² se situe à des niveaux relativement bas. On remarque aisément que les auteurs ont une approche très différente : Abdih *et al.* (2012a), Ahmed (2012) et Berdiev *et al.* (2013) supposent que les transferts de fonds dégradent la qualité de la gouvernance alors que Catrinescu *et al.* (2009) et Ebeke (2012) affirment que c'est au contraire la qualité de la gouvernance, exogène, qui conditionne les impacts sur le développement.

Concernant plus spécifiquement l'environnement démocratique, Pfütze (2012) démontre que la migration favorise les transitions, notamment *via* les transferts monétaires qui permettent aux ménages d'être plus indépendants vis-à-vis du gouvernement. En s'appuyant sur le cas mexicain, l'auteur estime que la probabilité pour un individu de voter pour un parti d'opposition au PRI¹⁸³ au début des années 2000 était plus forte lorsque son ménage était composé d'un migrant. Tyburski (2012) obtient des résultats similaires concernant la corruption, dans la mesure où les régions mexicaines recevant des montants importants de transferts privés voient leur niveau de corruption se réduire sur la période 2001-2007.

Si nous reformulons les idées développées dans cette section, nous pouvons constater que la littérature insiste sur l'environnement institutionnel mais appréhende son rôle de deux façons distinctes. En premier lieu, Abdih *et al.* (2012a), Ahmed (2012) et Berdiev *et al.* (2013) considèrent les envois de fonds comme un déterminant direct de la corruption, sans toutefois en déduire des conséquences sur le comportement du gouvernement (par exemple en termes de dépense publique). En considérant la gouvernance comme exogène dans leur modèle économétrique, Catrinescu *et al.* (2009) et Ebeke (2012) vont plus loin et soulignent que les impacts des envois de fonds sont néfastes lorsqu'ils sont envoyés dans des

182. Les variables significatives concernent les perceptions de corruption, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la régulation et de la démocratie, la stabilité politique et la qualité de l'État de droit.

183. Le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) a largement dominé le paysage politique mexicain au XX^e siècle, avant une alternance en 2003.

pays dont la qualité institutionnelle est faible. Plus spécifiquement, Ebeke (2012) montre que les dépenses de santé publiques sont réduites lorsque les envois de fonds sont destinés à des pays fortement corrompus.

Enfin, l'ensemble de ces travaux s'intéresse essentiellement aux conséquences des envois de fonds sur l'offre mais n'envisagent pas les effets en termes de demande des ménages. Or, le fait que les envois de fonds soient négativement corrélés aux dépenses de santé publiques ne signifie pas que ces dernières soient délibérément réduites par le gouvernement. Au contraire, si les ménages ont une préférence pour les services privés, alors les envois de fonds permettent de financer leurs soins par ce secteur plutôt que par les services publics. Cette situation est particulièrement plausible dans les pays en développement qui sont souvent caractérisés par des niveaux de confiance faibles vis-à-vis des services de santé publics (Gilson, 2003 ; Ozawa et Walker, 2011). Ainsi, le déplacement de la demande de soins vers le secteur privé provoque des dépenses moindres pour l'État, sans que cet effet ne résulte directement d'une hausse de la corruption¹⁸⁴. C'est précisément cet effet d'éviction qui sera au centre de ce chapitre. Nous commencerons par rechercher une éventuelle corrélation entre les envois de fonds et les dépenses de santé publiques (section 3.3). Nous étudierons ensuite les canaux (dépenses privées ou corruption) par lesquels les envois de fonds évincent les dépenses publiques (section 3.4)¹⁸⁵.

3 Analyse empirique des effets directs et indirects des envois de fonds sur les dépenses de santé

Pour conserver une certaine cohérence dans l'analyse, l'échantillon de pays sera identique dans toutes les estimations et regroupe 95 pays en développement (voir la liste en annexe 5.5) sur la période 2000-2014. Cet intervalle est suffisamment large pour obtenir une robustesse satisfaisante et présente l'avantage d'omettre les observations antérieures aux années 2000, fortement soumises aux biais de mesure des envois de fonds (voir l'introduction générale). Notre variable d'intérêt, qui sera les dépenses de santé émanant du secteur public rapportées au PIB, permet de mesurer l'effort gouvernemental dans ce domaine. Toutefois, il doit être noté que le PIB est susceptible de croître à un rythme différent des

184. On peut néanmoins supposer que des niveaux de corruption initialement élevés favorisent l'utilisation des services privés plutôt que publics.

185. Le rôle de la corruption sera discuté mais ne fera pas l'objet d'une investigation empirique.

dépenses (autrement dit, la relation n'est pas nécessairement linéaire). La demande de services de santé augmente d'une part avec la richesse et d'autre part avec l'évolution de l'espérance de vie, alors que parallèlement la croissance du PIB tend à se stabiliser à l'issue du processus de convergence. Pour compléter l'analyse, il semble donc indispensable de considérer les dépenses de santé publiques par tête¹⁸⁶. Cet indicateur nous permet de mesurer l'évolution réelle des dépenses de santé pour chaque habitant et de capter une information supplémentaire par rapport au traditionnel ratio dépenses de santé sur PIB.

3.1 Statistiques descriptives et comparaisons internationales

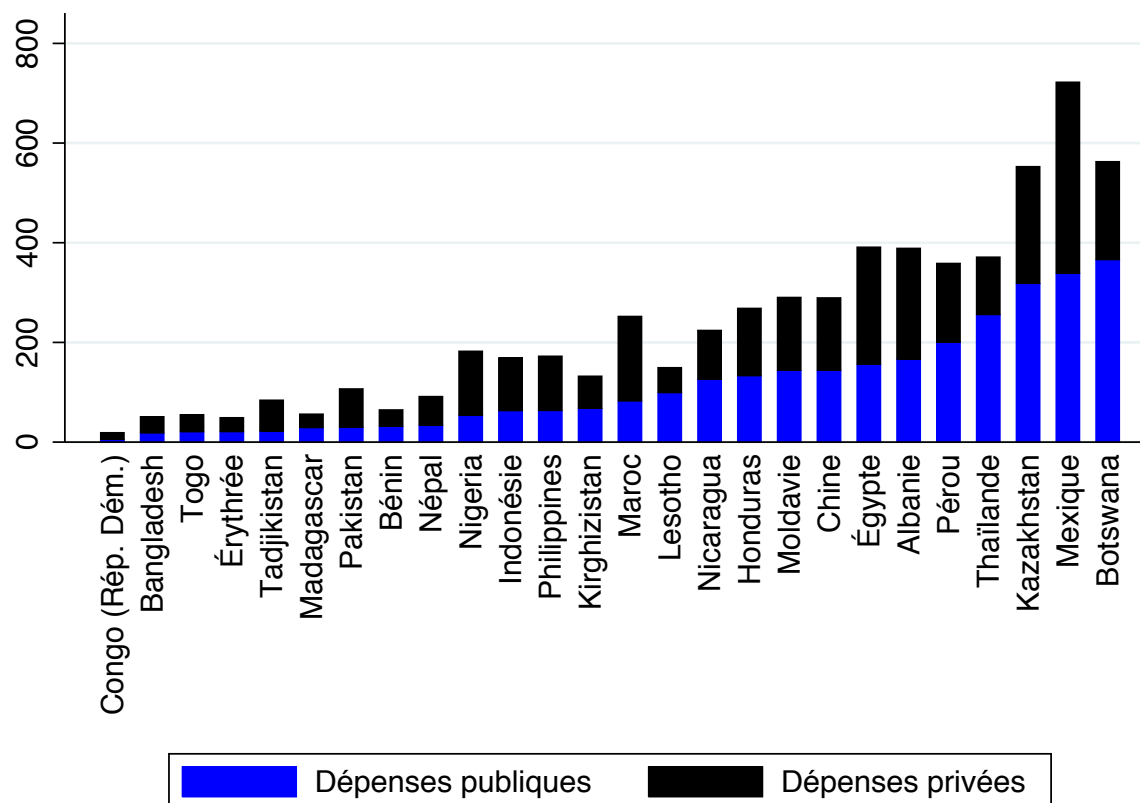
Le graphique 5.3 met en évidence de très fortes disparités inter-pays concernant les dépenses de santé : alors qu'en 2014 le Mexique ou le Botswana possédaient des dépenses relativement importantes (plus de 500 dollars par tête), de nombreux pays se situaient toujours à des niveaux très faibles comme la République Démocratique du Congo ou le Tadjikistan. Quand bien même les dépenses totales sont plus élevées, elles proviennent essentiellement du secteur privé. Lorsque l'on compare les données avec celles des pays avancés (graphique 5.4), on remarque sans surprise que ces derniers possèdent des dépenses bien plus élevées et émanant davantage du secteur public. En effet, la majorité des pays de l'OCDE¹⁸⁷ finance une très large partie des dépenses *via* l'État, même si le cas américain fait quelque peu exception. Bien que les dépenses publiques de santé américaines atteignent un montant très proche des autres pays (environ 4541 dollars par tête), les dépenses privées sont encore plus élevées (4861 dollars par tête) d'où un chiffre global deux fois supérieur à la moyenne. Paradoxalement, ce pays affiche les dépenses de santé par habitant les plus élevées alors qu'il est également le seul de l'échantillon dont les dépenses sont majoritairement financées par le secteur privé (52%). Cette comparaison internationale montre que malgré les spécificités inter-pays, le développement économique s'accompagne d'un développement du système de santé public de façon systématique.

Bien évidemment, les graphiques présentés dans cette section doivent être tempérés avec la démographie des pays développés, dont la population est vieillissante et nécessite des soins plus nombreux par rapport aux pays en développement généralement beaucoup plus jeunes. Toutefois, ces statistiques confirment que le financement de la santé est un enjeu

¹⁸⁶. L'utilisation des dépenses de santé par tête est très utile dans le cadre de statistiques descriptives mais pose problème pour l'analyse économétrique (voir la section 3.3).

¹⁸⁷. Notons que certains pays considérés comme « en développement » par la littérature économique sont membres de l'OCDE, à l'instar du Mexique.

FIGURE 5.3 – Dépenses de santé par tête dans quelques pays en développement (Dollars PPP)

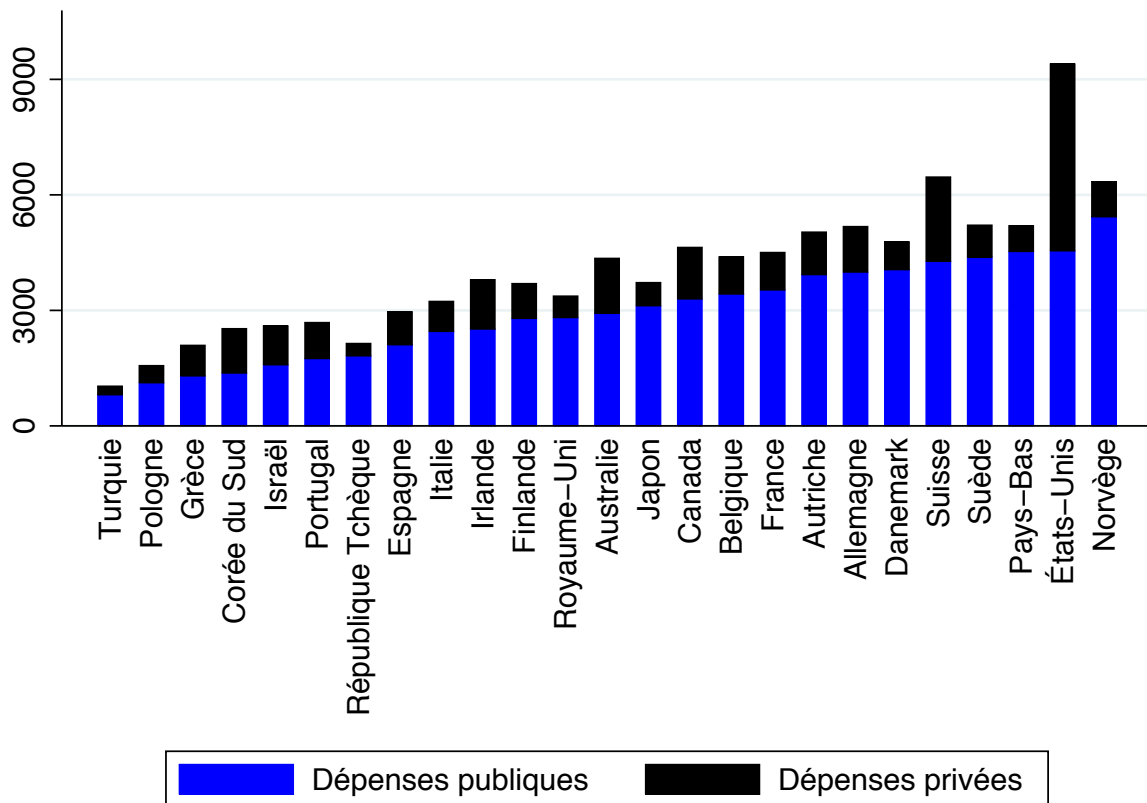


Année 2014. Données Organisation Mondiale de la Santé. Réalisation de l'auteur.

d'envergure, d'où l'intérêt de s'interroger sur les impacts potentiels des transferts de fonds sur les moyens mobilisés par les gouvernements. De plus, le fait que les dépenses de santé soient largement financées *via* le secteur privé dans les pays pauvres crée une vulnérabilité beaucoup plus importante que dans les pays développés. En effet, des ménages subissant une forte incidence de la pauvreté ne sont généralement pas en mesure de financer des soins par leurs propres moyens, alors que les populations plus aisées des pays développés peuvent éventuellement recourir à cette option si nécessaire.

Une autre interrogation concerne la structure même de ces dépenses privées : nous pouvons supposer que des dépenses financées directement par les ménages permettent à ces derniers de bénéficier de prélèvements plus faibles, d'où un effet globalement neutre par rapport à un système financé par taxation. Pour illustrer ce phénomène, il est possible de s'appuyer sur le cas américain, dont le secteur privé finance plus de la moitié des dépenses de santé *via* un système d'assurances privées. Bien que les dépenses totales soient largement plus élevées que la moyenne de l'OCDE, on peut considérer que ce système

FIGURE 5.4 – Dépenses de santé par tête dans quelques pays de l'OCDE (Dollars PPP)



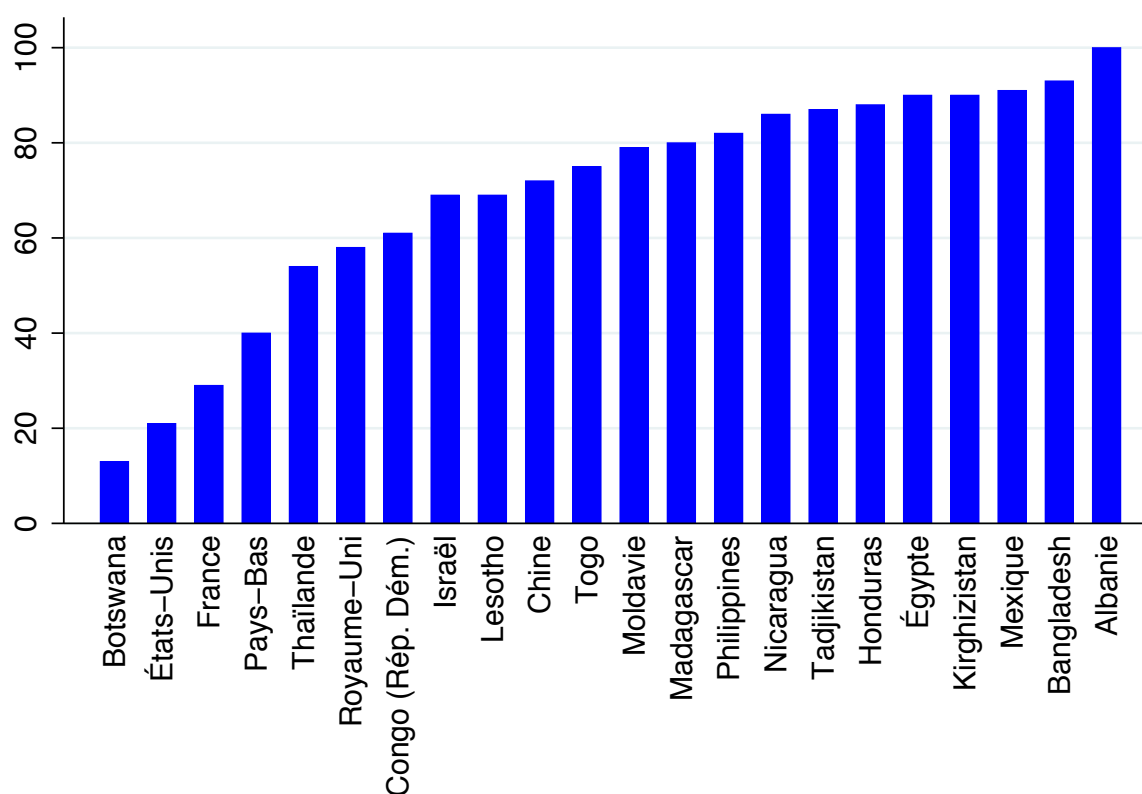
Année 2014. Données Organisation Mondiale de la Santé. Réalisation de l'auteur.

de santé se base sur l'assurance, la seule différence avec la plupart des autres pays étant son caractère individuel. Or, le graphique 5.5 montre bien que ce n'est pas le cas avec les pays en développement où les dépenses privées représentent dans une proportion considérable des frais non couverts, contrairement aux pays développés. Pour reprendre l'exemple des États-Unis, ce pays n'affiche qu'une part des dépenses non couvertes égale à 21 %, lorsqu'elle atteint plus de 80% pour les dix pays situés à droite de la figure, tous en développement. En d'autres termes, le financement des soins dans les pays en développement est basé sur un système que l'on pourrait qualifier « au coup par coup », c'est-à-dire financé directement en fonction de la demande. Cette situation entraîne inévitablement une forte vulnérabilité car les ménages ne bénéficiant pas d'assurance, le coût des soins peut se révéler quasi-prohibitif dans le cas d'une maladie prolongée, spécialement lorsqu'elle touche un membre actif de la famille. Si ce dernier n'est plus en mesure de travailler, la baisse du revenu rend plus difficile le financement des soins.

Les envois de fonds sont alors utilisés pour financer ce type de dépenses, en particu-

lier non couvertes. Le montant des envois de fonds étant difficilement estimable à long terme, il semble peu probable qu'ils soient utilisés pour financer une assurance privée. Par conséquent, le financement des dépenses de santé *via* les transferts privés ne représente qu'une diversification des ressources mais n'apporte pas de solution durable aux pays en développement, dont les dépenses de santé sont structurellement faibles et volatiles. On peut néanmoins considérer que les migrants apportent un soutien non négligeable à leurs proches, en attendant la mise en place d'un système de soins généralisé.

FIGURE 5.5 – Dépenses de santé non couvertes (% des dépenses privées totales)



Année 2014. Données Organisation Mondiale de la Santé. Réalisation de l'auteur.

3.2 Les impacts des transferts de fonds sur la structure des dépenses de santé

3.2.1 Spécification empirique et méthode d'estimation

Nous allons tout d'abord estimer les impacts des transferts de fonds sur la répartition des dépenses de santé entre le secteur public et privé. Dans la mesure où les transferts issus

de la migration financent les dépenses de santé privées et sont susceptibles d'évincer les dépenses de santé publiques, nous pouvons estimer leurs impacts par rapport au poids relatif des deux modes de financement. Plus formellement, le modèle s'écrit :

$$\frac{HPUB_{it}^c}{HPRIV_{it}^c} = \alpha_1 + \alpha_2 REM_{it} + \alpha_3 X_{it} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{it} \quad (5.1)$$

$\frac{HPUB_{it}^c}{HPRIV_{it}^c}$ représente le poids relatif des dépenses de santé publiques par tête par rapport aux dépenses de santé privées par tête¹⁸⁸, REM les transferts de fonds, X des contrôles additionnels, η un effet spécifique pays et μ un effet temps. Les envois de fonds finançant principalement des paiements non couverts (Frank *et al.*, 2009), les dépenses de santé privées sont limitées à ce type de financement¹⁸⁹.

Notre démarche présente l'avantage d'être simple à modéliser (une seule équation est nécessaire) mais se heurte à des limites en termes d'interprétation puisqu'un coefficient α_2 significatif peut retranscrire plusieurs phénomènes. La variable dépendante représentant un ratio, il est impossible de déterminer quelle partie des dépenses de santé (privée ou publique) est affectée et avec quelle intensité. Dans un cas extrême, il est envisageable que seule l'une des deux variables soit affectée par les transferts de fonds, en particulier les dépenses privées. L'utilisation d'une valeur relative permet dans un premier de rendre compte ses effets globaux des envois de fonds sur la structure des dépenses temps, avant de proposer une estimation plus détaillée.

Par ailleurs, nous estimons l'équation (5.1) avec des termes d'interaction afin de déterminer le rôle du cycle économique et des perceptions de corruption, permettant une comparaison de nos résultats avec Ebeke (2012).

$$\frac{HPUB_{it}^c}{HPRIV_{it}^c} = \vartheta_1 + \vartheta_2 REM_{it} + \vartheta_3 X_{it} + \vartheta_4 (REM \times OG)_{it} + \eta_i + \mu_t + \varepsilon_{it} \quad (5.2)$$

$$\frac{HPUB_{it}^c}{HPRIV_{it}^c} = \varphi_1 + \varphi_2 REM_{it} + \varphi_3 X_{it} + \varphi_4 (REM \times CORR)_{it} + \eta_i + \mu_t + \zeta_{it} \quad (5.3)$$

188. Les statistiques relatives aux dépenses de santé sont fournies par l'Organisation Mondiale de la Santé (*Global Health Expenditure Database*).

189. Ainsi, lorsque nous parlerons des « dépenses de santé privées », il s'agira des dépenses de santé privées non couvertes (sauf indication contraire).

OG représente l'écart de production et $CORR$ le contrôle de la corruption (ces deux variables étant incluses dans la matrice de contrôles X).

Dans la mesure où les données utilisées concernent plusieurs dizaines de pays, il est nécessaire de prendre en compte les effets spécifiques aux différents pays, d'où la mobilisation d'un estimateur permettant de capturer l'hétérogénéité. L'estimateur à effets fixes (FE) est un outil adapté aux panels hétérogènes, sous réserve d'une stricte exogénéité entre les variables explicatives et la variable dépendante. Cet estimateur n'est plus consistant si l'hypothèse d'exogénéité des variables explicatives est levée, ce qui semble être le cas ici pour plusieurs raisons. En effet, nous pouvons supposer la relation étudiée est endogène car les transferts de fonds sont susceptibles d'être envoyés aux pays caractérisés par des dépenses de santé faibles, qu'elles soient publiques ou privées.

Deux options sont alors disponibles pour corriger ce biais : utiliser la méthode des variables instrumentales afin de neutraliser le biais d'endogénéité ou la méthode des moments généralisée (GMM). Les limites de la première méthode ayant déjà été évoquées dans les chapitres précédents, nous utiliserons une nouvelle fois une estimation GMM-système (Blundell et Bond, 1998). Comme lors des chapitres précédents, nous appliquons une estimation en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005) et nous limitons les instruments à un nombre inférieur aux groupes de notre échantillon.

3.2.2 Estimation du cycle économique et de l'écart de production

D'un point de vue pratique, il est très délicat de définir formellement une période de retournement économique, notamment dans le contexte des pays en développement. Les taux de croissance sont généralement plus élevés et plus volatils que dans les pays développés¹⁹⁰, démontrant qu'un cycle économique défavorable ne peut être approximé par une croissance du PIB négative. Pour obtenir une estimation plus précise de la conjoncture, nous devons tenir compte des valeurs historiques de la croissance qui permettent de déduire une approximation du PIB potentiel et d'en déduire l'écart de production, ce dernier mesurant la distance de l'économie par rapport au niveau de croissance qu'elle pourrait atteindre sans fluctuations de court terme. Les techniques de filtrage développées

190. Voir annexe 5.6 pour plus d'informations sur les statistiques descriptives. Concernant l'échantillon de 95 pays utilisé pour les estimations économétriques, le taux de croissance réelle moyen du PIB par tête est de 2.97 %, avec 303 cas de récession ($\Delta PIB^c < 0$).

à la fin des années 1990 (Hodrick et Prescott, 1997 ; Baxter et King, 1999) permettent d'isoler la composante temporaire de la tendance de long terme du cycle économique.

On suppose que notre série temporelle représentant le PIB est composée d'une tendance de long terme (T_t) et d'une composante cyclique (C_t) :

$$y_t = T_t + C_t \tag{5.4}$$

Le filtre d'Hodrick-Prescott consiste à minimiser le programme suivant :

$$\min_{T_t} \left\{ \sum_{t=1}^T (y_t - T_t)^2 + \lambda \sum_{t=2}^{T-1} [(T_{t+1} - T_t) - (T_t - T_{t-1})]^2 \right\} \tag{5.5}$$

Le premier terme du programme détermine la déviation de la série brute par rapport à la tendance, alors que le second terme capture la déviation de la tendance elle-même. Par conséquent, le paramètre λ « pénalise » le second terme, c'est-à-dire qu'une forte valeur implique que le *trend* sera « lisse ». Outre les limites inhérentes à ce filtre (voir par exemple Guay et Saint-Amant (2005)), le paramétrage du modèle (*via* le terme λ) est du ressort de l'économiste, même si la littérature utilise quasi-systématiquement les valeurs de 1600 pour les données trimestrielles et de 6.25 ou 100 pour les données annuelles (Ravn et Uhlig, 2002 ; Ilzetzi, 2011). Guay et Saint-Amant (2005) ajoutent que le filtre d'Hodrick-Prescott, comme celui de Baxter-King, ne sont pas pleinement efficaces pour déterminer les composantes cycliques lorsque le spectre de densité est dominé par des fréquences basses, puisqu'ils sont précisément des filtres à hautes fréquences. Il s'agit néanmoins de l'approximation la moins imparfaite que nous pourrions déduire des données. La mobilisation d'une technique de filtrage nécessite d'avoir des données de long terme afin de pouvoir déterminer un écart de production par rapport aux valeurs historiques. Par conséquent, nous utilisons les données de PIB les plus anciennes disponibles pour estimer le cycle économique de chaque pays, qui datent généralement du début des années 1970¹⁹¹. L'écart de production sera retardé d'une période dans le modèle économétrique car les dépenses de santé, en particulier publiques, subissent les conséquences de la conjoncture avec un décalage temporaire lié à la provision des budgets, généralement déterminée avec une année d'avance. Pour faciliter son interprétation, cette variable sera binaire : elle

191. Le filtre d'Hodrick-Prescott a été utilisé pour déterminer l'écart de production, avec un paramètre λ fixé à 100.

prendra la valeur 1 si l'écart de production est négatif, 0 dans le cas contraire¹⁹².

3.2.3 Contrôles additionnels

Afin d'obtenir des résultats robustes et d'éviter les variables omises, un ensemble de contrôles sera incorporé à l'estimation, en tenant compte des considérations théoriques et empiriques suggérées dans la revue de la littérature. En premier lieu, la spécification de la variable dépendante - qui représente l'importance des dépenses de santé publiques par rapport aux dépenses de santé privées - ne capture pas la valeur des dépenses de santé mais leur répartition d'où la nécessité d'inclure des variables pouvant modifier leur structure et non le seul montant des dépenses. Ainsi, une population âgée requiert des soins à la fois plus nombreux et plus fréquents pouvant augmenter les dépenses privées ou publiques, bien que la relation demeure ambiguë (Mou, 2012). Nous avons également noté qu'une mobilité des capitaux importante est une source de volatilité des dépenses publiques dans les pays en développement, en raison des ajustements budgétaires consécutifs aux retournements économiques. Cet effet sera contrôlé par l'indice *Kaopen* (Chinn et Ito, 2006). Farzanegan (2011) note qu'un pays dont les revenus dépendent fortement des ressources naturelles comme le pétrole peut voir ses dépenses altérées par les variations de la demande sur le marché mondial, une hypothèse confirmée par Cockx et Francken (2014). Par exemple, le budget iranien fluctue en fonction du prix du pétrole, bien que les dépenses sociales ne semblent pas varier de façon significative. Les recettes de l'Iran - générées à hauteur de 60% par le pétrole - sont ainsi grandement déterminées par les fluctuations du prix et de la demande énergétique mondiale¹⁹³. Dans la mesure où une forte dette limite les marges de manœuvre du gouvernement, ce critère sera inclus *via* le poids du service de la dette par rapport au revenu national. Les facteurs institutionnels décrits par la littérature comme conditionnant les effets des envois de fonds seront ajoutés à l'aide des données fournies par la fondation *Heritage*¹⁹⁴. Contrairement à Ebeke (2012), le taux d'urbanisation ne sera pas inclus à l'estimation en raison son niveau élevé de corrélation avec le PIB par tête¹⁹⁵, même si cette variable est considérée comme un déterminant récurrent des dépenses de santé publiques dans la littérature (Abbas et Hiemenz, 2011 ; Jetter et Parmeter, 2013).

192. Un écart de production négatif signifie que l'économie se situe en-dessous de son potentiel productif.

193. La récente chute du cours du pétrole (fin 2014) offre un exemple empirique sur la relation liant les dépenses publiques et les rentes énergétiques pour les pays très dépendants comme le Venezuela et la Russie.

194. Nous avons utilisé l'indice « intégrité du gouvernement », qui remplace l'indice « contrôle de la corruption » utilisé dans le premier chapitre (la méthodologie reste cependant identique).

195. Le niveau de corrélation s'élève à 0.68.

En revanche, nous ajoutons la taille de la population pour tenir compte des économies d'échelle dans le partage des biens publics.

Tableau 5.1 – Contrôles additionnels

Contrôle	Expression	Source
Age de la population	% de la population âgée de 65 ans et +	Banque Mondiale & FMI
Richesse	PIB/tête (ln)	Banque Mondiale & FMI
Conjoncture	Écart de production (t_{-1})	Banque Mondiale, FMI et calculs de l'auteur
Mobilité des capitaux	Indice Kaopen	Chinn et Ito (2006)
Dépendance aux ressources naturelles	Rentés (% PIB)	Banque Mondiale & FMI
Endettement public	Service de la dette (% PNB)	Banque Mondiale & FMI
Contrôle de la corruption	Intégrité du gouvernement	Fondation Heritage
Taille de la population	Population totale (ln)	Banque Mondiale & Nations Unies

3.2.4 Résultats

Les résultats sont présentés dans le tableau 5.2. La colonne (1) reporte les résultats de l'équation principale, les colonnes (2) et (3) les interactions avec respectivement l'écart de production et l'indice de corruption. La colonne (1) montre que les transferts de fonds sont associés à une part des dépenses publiques de santé relativement moindre. En d'autres termes, ils tendent à favoriser les dépenses de santé privées et/ou à réduire les dépenses de santé publiques. Ce constat confirme donc l'intuition développée dans les sections précédentes, à savoir que les transferts issus de la migration sont susceptibles d'évincer une part de la dépense publique ou d'alimenter des dépenses de santé en majorité privées. En revanche, on note que l'écart de production n'affecte pas significativement la variable dépendante. Contrairement à notre hypothèse, le cycle économique ne détermine pas la structure des dépenses de santé d'un point de vue macroéconomique. En revanche, il est envisageable qu'une conjoncture négative associée à des montants importants de transferts ait un impact plus significatif dans la mesure où ces derniers sont reconnus pour financer des dépenses de santé privées. Au contraire, les périodes d'expansion économique favorables au développement des dépenses de santé publiques peuvent être moins bénéfiques pour ce secteur si les transferts privés génèrent des dépenses privées importantes. Pour explorer cette hypothèse, un terme d'interaction entre les transferts privés et l'écart de

Tableau 5.2 – Les impacts des transferts de fonds sur la structure des dépenses de santé

Variables explicatives	Variable dépendante : $\frac{\text{Dépenses de santé publiques}}{\text{Dépenses de santé non couvertes}}$		
Transferts de fonds	-3.025** (1.321)	-4.581*** (1.619)	-4.684 (7.140)
Écart de production < 0 (t_{-1})	-4.807 (7.005)	-18.18 (14.35)	-5.133 (7.083)
Intégrité du gouvernement	3.305*** (1.153)	3.664*** (1.124)	2.791 (2.132)
Transferts de fonds × Écart de production < 0		5.009 (4.550)	
Transferts de fonds × Intégrité du gouvernement			0.0717 (0.303)
Population 65+	-7.472 (6.218)	-8.023 (6.405)	-6.544 (6.963)
Rentes ressources naturelles	-0.459 (1.154)	-0.254 (0.979)	-0.498 (1.115)
PIB/tête (ln)	42.30* (22.62)	40.58* (21.33)	41.65* (22.21)
Service de la dette	-4.495 (3.049)	-4.141 (2.664)	-4.432 (2.921)
Population (ln)	-29.85*** (9.413)	-30.19*** (8.595)	-29.40*** (9.683)
Kaopen	-6.948 (7.845)	-5.179 (7.920)	-7.966 (9.179)
Constante	368.7** (164.5)	382.2** (170.2)	370.8** (164.0)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.407	0.316	0.399
Hansen (p-value)	0.589	0.723	0.525
Instruments	44	44	44
Observations	1434	1434	1434
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
Pays	95	95	95

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

production a été ajouté à l'estimation (colonne (2)). L'interaction n'est pas significative, suggérant une absence d'impact sur la structure des dépenses de santé. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que les envois de fonds réagissent imparfaitement à la conjoncture dans pays d'origine des migrants, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'activité économique du pays d'origine et des pays d'accueil est susceptible de suivre la même tendance, comme nous l'avons suggéré dans le chapitre 4, limitant ainsi l'aspect contracyclique des transferts. Dans ce cas, les envois de fonds sont associés à des dépenses publiques moindres d'une façon générale, sans influence particulière à court terme. Par ailleurs, les dépenses de santé publiques ne sont pas nécessairement affectées par la conjoncture, d'où un ratio dépenses publiques/privées relativement stable et peu sensible à l'activité économique.

D'un point de vue pratique, l'interaction non significative montre que les effets de substitution entre envois de fonds et dépenses de santé publiques, s'ils sont avérés, résultent davantage de phénomènes de long terme que de fluctuations de court terme. En revanche, une demande accrue pour les services privés alimentée par les envois de fonds peut expliquer une baisse structurelle des dépenses publiques et le résultat de la colonne (1). Cette baisse peut également résulter d'un gouvernement peu porté sur l'intérêt général comme suggéré par Ebeke (2012), c'est pourquoi nous avons ajouté un terme d'interaction entre envois de fonds et perceptions de corruption (colonne (3)).

À l'instar du coefficient précédent, cette seconde interaction n'est pas significative. Les perceptions de corruption ne conditionnent donc pas les effets des envois de fonds sur la structure des dépenses de santé, ce qui ne signifie toutefois pas que l'effet soit neutre. En effet, le contrôle de la corruption affiche un coefficient positif et significatif lorsqu'il est ajouté à la régression (colonne (1)) et favorise donc les dépenses de santé publiques par rapport aux dépenses privées non couvertes. Les ménages sont probablement plus enclins à utiliser les services de santé publics dans les pays où la corruption perçue est moins importante, alors que dans le cas contraire ce sont les services privés qui sont privilégiés. Manifestement, les effets croisés avec les envois de fonds sont inexistant dans notre échantillon mais nécessitent d'être davantage explorés, directement sur les dépenses publiques et privées¹⁹⁶. Concernant les variables de contrôle, on remarque que le PIB par tête favorise les dépenses publiques par rapport aux dépenses privées non couvertes, une tendance en ligne avec les graphiques 5.3 et 5.4. Les tests d'autocorrélation et de validité des instruments montrent que les différents modèles estimés ne présentent pas de biais pouvant affecter les résultats. Finalement, ces résultats préliminaires montrent que si les transferts de fonds sont systématiquement associés à une structure des dépenses de santé en faveur du secteur privé, le cycle économique et le contrôle de la corruption ne semblent pas conditionner les effets.

3.3 Analyse des effets directs des transferts de fonds

3.3.1 Spécification et stratégie empirique

Nous avons montré que les envois de fonds favorisent une structure des dépenses de santé davantage supportée par le secteur privé. Pour déterminer avec plus de précision leur rôle

196. Ce point sera exploré dans la section suivante.

sur le financement des dépenses de santé, il semble plus pertinent d'utiliser un modèle permettant d'intégrer les deux sources de financement de la santé comme variables dépendantes. Autrement dit, il s'agit de modéliser une spécification à deux équations, l'une ayant pour variable dépendante les dépenses de santé privées et l'autre les dépenses de santé publiques. Ces deux équations auront pour régresseur commun les transferts des migrants, permettant ainsi de capturer précisément leurs effets sur chaque mode de financement. Dans un premier temps, le fait d'utiliser comme variable dépendante les dépenses de santé privées non couvertes permet de mesurer l'intensité du lien entre les transferts de fonds et le financement privé de la santé, indépendamment des dépenses publiques dans ce domaine. On peut en effet supposer que les transferts privés financent une partie des services de santé privés sans se substituer aux dépenses de santé publiques, dans le cadre de soins complémentaires. Les individus peuvent également avoir une préférence pour les services privés plutôt que publics, comme cela est parfois le cas avec l'éducation (Salas, 2014).

$$HPRIV_{it} = \beta_1 + \beta_2 REM_{it} + \beta_3 \rho_{it} + \eta_i + \mu_t + \Omega_{it} \quad (5.6)$$

$HPRIV$ représente les dépenses de santé privées non couvertes (% PIB). Quant aux dépenses publiques, elles sont modélisées avec l'équation suivante.

$$HPUB_{it} = \theta_1 + \theta_2 HPUB_{it-1} + \theta_3 REM_{it} + \theta_4 \gamma_{it} + \eta_i + \mu_t + \phi_{it} \quad (5.7)$$

$HPUB$ représente les dépenses de santé du gouvernement (% PIB)¹⁹⁷. L'estimation sera cette fois dynamique, les dépenses de santé publiques étant soumises à un fort effet d'hystérèse puisque les budgets sont votés en fonction des dépenses passées (Ebeke, 2012), ce qui n'est pas le cas des dépenses privées non couvertes. Pour contrôler cet aspect, nous incluons donc une variable dépendante retardée dans l'équation (5.7). Il doit être noté que notre mesure des dépenses publiques demeure quelque peu imprécise car elle représente l'ensemble des dépenses de santé (investissements, dépenses de fonctionnement, indemnisations, etc). Or, la présente étude cible davantage les dépenses relatives aux soins généraux (curatifs, maternité, etc.) car les transferts de fonds sont susceptibles de les financer et donc de les évincer, contrairement à la construction d'hôpitaux ou autres

197. Nous avons montré dans la section 2.1 que la relation entre les dépenses de santé - en particulier publiques - et le PIB n'est pas nécessairement linéaire. Exprimer les dépenses par tête serait probablement plus précis mais cette mesure présente l'inconvénient d'être peu adaptée à l'utilisation d'un panel dynamique (la variable dépendante retardée étant corrélée à certains régresseurs dont le PIB par tête). À titre indicatif, les résultats utilisant les dépenses par tête sont exposés sur les annexes 5.1 et 5.2 et ne sont pas affectés.

infrastructures publiques. Le manque de données nous contraint cependant à utiliser les dépenses générales du gouvernement comme variable dépendante¹⁹⁸. De plus, mesurer les dépenses publiques en termes monétaires n'apporte qu'une information très partielle car la répartition de cet effort n'est pas prise en compte. En particulier, l'accès aux soins est fortement inégalitaire entre zones rurales et zones urbaines dans de nombreux pays en développement (Baltussen, 2006). On peut citer le cas du Lesotho, dont le gouvernement a récemment décidé d'investir dans un nouvel hôpital situé dans la capitale, dans le cadre d'un partenariat public-privé. L'ONG Oxfam (2014) note que le fonctionnement de cet hôpital absorbe plus de 51% du budget public destiné à la santé, alors que 25% de la population rurale est en moyenne située à trois heures de transport du centre médical le plus proche. Ce cas anecdotique illustre la difficulté d'évaluer efficacement un système de santé et montre les nombreuses limites liées à un indicateur uniquement basé sur un critère monétaire.

Des dépenses élevées ne sont également pas nécessairement synonymes d'efficacité, les ressources pouvant être dispersées dans divers projets sans réelle coordination. Le problème de la corruption a également été évoqué dans la première partie de ce chapitre : lorsqu'une partie des montants destinés à la santé est détournée, les dépenses peuvent paraître très élevées, alors que seule une part du financement est utilisée pour des finalités productives. Cela étant, il semble évident que le développement d'une offre de santé publique nécessite des apports financiers importants, au moins dans les premiers stades de développement puisque la population est très vulnérable et les infrastructures quasi-inexistantes.

Un coefficient β_2 positif dans l'équation (5.6) associé à un coefficient θ_3 négatif dans l'équation (5.7) signifierait que les transferts de fonds évincent les dépenses de santé publiques tout en favorisant les dépenses privées de santé. Cette relation est proche des conclusions d'Ebeke (2012) mais lorsque ce dernier utilise des termes d'interaction pour identifier le lien entre transferts de fonds et gouvernance, nous préférons utiliser un modèle à plusieurs équations afin de mettre en évidence d'éventuels canaux de transmission, que nous étudierons dans la prochaine section. Quels que soient les résultats, l'interprétation de l'économiste est variable. Des dépenses privées élevées et des dépenses publiques faibles peuvent traduire un système basé sur l'assurance individuelle, à l'instar des États-Unis.

198. L'organisation mondiale de la santé fournit quelques données désagrégées, mais le nombre de valeurs manquantes ne permet pas de mener une étude économétrique rigoureuse.

L'argument contraire consisterait à souligner le fait que la santé est un enjeu prioritaire et que l'accès universel ne peut être assuré que par la puissance publique. Ces deux visions s'inscrivent manifestement dans des contextes de développement différents. Les pays très développés présentent généralement un accès à la santé beaucoup plus aisé (ne serait-ce que par la forte urbanisation). Par ailleurs, les niveaux de richesse - bien qu'inégaux - permettent un accès aux soins à une large part de la population avec la possibilité de financer les dépenses de santé plus facilement *via* le secteur privé. La situation des pays en développement, en particulier très pauvres, est très différente car les niveaux de revenu sont si faibles que seul l'État semble être en mesure de provisionner les soins à une population la plus large possible.

3.3.2 Contrôles additionnels

Les contrôles nécessaires à l'estimation des équations (5.6) et (5.7) sont relativement proches des variables utilisées dans le modèle précédent. Ainsi, nous ajoutons à l'équation (5.6) l'âge de la population, l'écart de production, le PIB par tête, l'indice de corruption et la taille de la population. En effet, nous avons suggéré qu'une population âgée dépense davantage en services de santé, notamment privés (De Nardi *et al.*, 2010). Le PIB par tête permet de contrôler la richesse du pays qui est théoriquement corrélée avec une baisse des dépenses de santé non couvertes. Enfin, une perception importante des actes de corruption peut inciter les ménages à utiliser davantage des services privés plutôt que publics.

Concernant l'équation modélisant les dépenses publiques, nous incluons le PIB par tête, le service de la dette, l'ouverture financière, l'écart de production, les perceptions de corruption, les rentes issues de l'exploitation des ressources naturelles, la taille de la population. L'ouverture aux capitaux étrangers expose les pays à davantage de volatilité tout comme des rentes liées aux ressources naturelles. Une plus grande corruption peut réduire les dépenses publiques de santé ou la demande des ménages, comme nous l'avons déjà suggéré précédemment. Enfin, la conjoncture détermine en partie le revenu du gouvernement et par conséquent ses dépenses.

Des termes d'interaction entre envois de fonds et écart de production ainsi qu'entre envois de fonds et contrôle de la corruption seront estimés de la même façon que dans la section précédente. Ils permettront d'évaluer la mesure dans laquelle la conjoncture et la

qualité institutionnelle conditionnent les effets des envois de fonds sur les différents types de dépense et de comparer nos résultats avec ceux de la littérature.

3.3.3 Résultats

Les résultats concernant les dépenses de santé privées sont présentés dans le tableau 5.3 et les estimations relatives aux dépenses publiques dans le tableau 5.4. Comme nous l'avions supposé et conformément aux nombreuses études microéconomiques, les transferts de fonds sont positivement corrélés aux dépenses de santé privées non couvertes. Cependant, cet effet n'avait pas été étudié au niveau macroéconomique et spécifiquement sur ce type de dépense. Notre résultat démontre donc qu'en termes agrégés, les envois de fonds augmentent les dépenses de santé entreprises par les ménages *via* le secteur privé, ce qui peut refléter un effet de complémentarité ou un effet d'éviction. Des dépenses complémentaires permettent de financer des soins qui ne sont pas offerts par le secteur public alors qu'une substitution provoque au contraire une augmentation des dépenses privées au détriment du secteur public. Cette seconde hypothèse est particulièrement envisageable car l'indice de corruption est négatif et significatif, traduisant le fait que davantage de perceptions en la matière sont associées à une utilisation plus importante des services privés. Cela peut donc signifier que dans un environnement fortement corrompu, les ménages ont une mauvaise perception des services publics et préfèrent se tourner vers des services privés. Alternativement, nous pourrions suggérer qu'une plus grande corruption limite les dépenses du gouvernement et ne laisse d'autre choix aux ménages que d'avoir recours au secteur privé. En revanche, l'impact de la conjoncture n'est pas significatif et démontre que les services privés ne sont pas davantage sollicités lors des périodes de crise. L'interaction avec les envois de fonds est également non significative et confirme qu'un effet de substitution à court terme est exclu. Plus simplement, elle signifie que les envois de fonds ne financent pas davantage de dépenses privées lorsque le cycle économique se retourne. Comme nous l'avions supposé, les transferts des migrants ne réagissent peut être pas immédiatement au cycle économique et ne se substituent pas aux services publics sur des périodes de court terme. De la même façon, l'interaction entre envois de fonds et corruption n'est pas significative et souligne que des perceptions plus importantes n'influencent pas l'impact des transferts sur les dépenses de santé privées. Le financement de ces dernières par les envois de fonds ne s'explique donc pas par un environnement perçu comme plus corrompu.

Tableau 5.3 – Les effets des envois de fonds sur les dépenses de santé privées non couvertes (% PIB)

Variables explicatives	Variable dépendante :		
	Dépenses de santé non couvertes, % PIB (<i>HPRIV</i>)		
	(1)	(2)	(3)
Transferts de fonds	0.0516*** (0.0160)	0.0648*** (0.0232)	0.0321 (0.0936)
Écart de production < 0 (t_{-1})	-0.0562 (0.0480)	0.166 (0.266)	-0.0632 (0.0522)
Intégrité du gouvernement	-0.0219** (0.00881)	-0.0219** (0.00855)	-0.0264 (0.0211)
Transferts de fonds × Écart de production < 0		-0.0523 (0.0645)	
Transferts de fonds × Intégrité du gouvernement			0.000836 (0.00421)
Population 65+	0.309 (0.281)	0.252 (0.222)	0.328 (0.283)
Population (ln)	0.0457 (0.125)	0.0332 (0.116)	0.0534 (0.126)
PIB/tête (ln)	-0.671 (0.540)	-0.523 (0.407)	-0.701 (0.528)
Constante	5.308*** (1.787)	4.660** (1.878)	5.401*** (1.825)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.494	0.668	0.533
Hansen (p-value)	0.458	0.425	0.391
Instruments	35	35	35
Observations	1171	1171	1171
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
Pays	95	95	95

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

L'impact des envois de fonds est négatif sur les dépenses de santé publiques (colonne (1) du tableau 5.4). Les envois des migrants ne financent donc pas seulement les dépenses de santé privées, ils ont également tendance à évincer les dépenses émanant du secteur public quelles que soient les perceptions de corruption. Ce résultat est très différent de l'analyse réalisée par Ebeke (2012), laquelle rapportait un effet négatif spécifiquement dans le cadre d'institutions défailtantes. La relation négative que nous soulignons peut être attribuée aux ménages recevant des envois de fonds qui se tournent vers le secteur privé pour financer leurs soins. Nous avons noté dans la revue de la littérature que la perception des services de santé publics est parfois très négative en raison de croyances subjectives plus ou moins fondées (Gilson, 2003; Ozawa et Walker, 2011), expliquant alors ce type de comportement. Plus précisément, les ménages sont moins enclins à faire appel au secteur

Tableau 5.4 – Les effets des envois de fonds sur les dépenses de santé publiques (% PIB)

Variables explicatives	Variable dépendante :		
	Dépenses de santé publiques, % PIB (<i>HPUB</i>)		
	(1)	(2)	(3)
<i>HPUB</i> _{<i>t</i>-1}	0.872*** (0.0679)	0.890*** (0.0620)	0.876*** (0.0719)
Transferts de fonds	-0.0165*** (0.00598)	-0.0214** (0.00838)	-0.0178 (0.0310)
Écart de production < 0 (<i>t</i> ₋₁)	-0.0523 (0.0362)	-0.128** (0.0652)	-0.0533 (0.0360)
Intégrité du gouvernement	-0.000147 (0.00305)	-0.000475 (0.00291)	-0.000159 (0.00657)
Transferts de fonds × Écart de production < 0		0.0200 (0.0151)	
Transferts de fonds × Intégrité du gouvernement			6.14e-05 (0.00111)
Population (ln)	-0.0466** (0.0193)	-0.0381** (0.0175)	-0.0456** (0.0203)
Rentes ressources naturelles	-0.00777*** (0.00203)	-0.00671*** (0.00212)	-0.00783*** (0.00228)
PIB/tête (ln)	0.00654 (0.0293)	-0.00354 (0.0300)	0.00570 (0.0304)
Service de la dette	0.000674 (0.00317)	0.00104 (0.00316)	0.000748 (0.00330)
Kaopen	0.0194 (0.0151)	0.0150 (0.0147)	0.0180 (0.0146)
Constante	1.343*** (0.433)	1.242*** (0.395)	1.310*** (0.456)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.405	0.391	0.404
Hansen (p-value)	0.639	0.634	0.561
Instruments	38	38	38
Observations	1193	1193	1193
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
Pays	95	95	95

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

public lorsque ce dernier est perçu comme peu efficient ou les temps d'attentes comme abusifs. En ce sens, nous apportons une explication différente de celle proposée par Ebeke (2012), qui considère que les envois de fonds réduisent l'offre (les dépenses publiques) par plus de corruption. Nous émettons l'hypothèse que la baisse des dépenses publiques est davantage liée à un déplacement de la demande des ménages vers des services privés au détriment des services publics. Grâce aux envois de fonds, un certain nombre de ménages préférera faire appel au secteur privé pour financer ce type de service malgré le tarif parfois élevé. Si ces soins ne sont pas complémentaires et auraient été réalisés *via* le secteur public en l'absence d'envois de fonds, alors le coefficient θ_3 négatif s'explique aisément,

indépendamment du niveau de corruption.

De façon plus subtile, les transferts de fonds peuvent également limiter le développement des services de santé publics puisque la demande émanant des ménages est moindre, impliquant des dépenses structurellement faibles. Il est toutefois délicat d'émettre des conclusions tranchées tant les situations diffèrent selon les pays. Le fait que les envois de fonds financent des dépenses privées n'est pas systématiquement dommageable notamment lorsqu'ils permettent aux ménages de contourner un secteur public très peu provisionné. Par ailleurs, il est envisageable que la hausse des soins entrepris par le biais du secteur privé résulte d'un manque de confiance vis-à-vis des services étatiques, jugés parfois dangereux¹⁹⁹. En revanche, les conséquences sont plus néfastes pour la population ne bénéficiant pas d'envois de fonds - qui constitue malgré tout l'immense majorité - et pour le développement d'un système de santé universel. En effet, une demande plus faible de la part de la population n'incite pas les gouvernements à provisionner davantage les soins publics et tant à auto-entretenir le phénomène²⁰⁰. Ce mouvement de substitution peut être accentué par de mauvaises perceptions mais l'interaction non-significative (colonne (3)) montre qu'elles ne sont pas liées à la corruption. De plus, l'interaction non significative avec l'écart de production (colonne (2)) montre que l'effet d'éviction ne résulte pas de l'état de la conjoncture.

3.4 Interpréter le rôle des canaux indirects

3.4.1 De l'effet d'éviction à la dégradation de la gouvernance

Les résultats économétriques présentés dans la section précédente permettent d'éclairer de façon assez précise l'impact des transferts de fonds, tant sur les dépenses de santé privées que publiques. En effet, nous avons montré que les transferts permettent de financer des dépenses de santé privées mais que l'effort public en la matière subit des externalités négatives. Ce dernier point mérite d'être davantage approfondi pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il est délicat d'interpréter la relation liant les transferts de fonds et les dépenses de santé publiques et nous n'avons pu jusqu'à présent qu'émettre des hypothèses.

199. Les drames liés au manque de moyens humains et matériels des établissements de santé publics sont récurrents dans de nombreux pays. Alors que ce chapitre était en cours de relecture, l'Inde rapportait le décès de plus de soixante enfants dans un hôpital public du district de Gorakhpur (le 13 août 2017). Au-delà de l'effet d'éviction, les envois de fonds permettent donc aux ménages de contourner les services publics lorsqu'ils sont peu fiables.

200. Cet effet est d'autant plus visible dans un environnement démocratique puisque les ménages ont une considération moindre vis-à-vis des services de santé publics lors des périodes électorales.

La question importante étant de savoir pourquoi l'effort public dans le domaine de la santé est-il moindre dans les pays recevant des transferts de l'étranger. Or, nous avons vu que la littérature relative à la migration a récemment fait état de liens entre la qualité institutionnelle et les transferts privés. Entre autres, Abdih *et al.* (2012a), Ahmed (2012) et Berdiev *et al.* (2013) suggèrent que les envois de fonds favorisent la corruption. Plus spécifiquement, Ebeke (2012) trouve que les envois de fonds évincent les dépenses de santé publiques lorsque les niveaux de corruption sont élevés, supposant que le gouvernement en retire une rente délibérément. Dans la mesure où nos premiers résultats indiquent une corrélation négative entre envois de fonds et dépenses de santé publiques quel que soit le niveau de corruption perçue, nous proposons une autre explication.

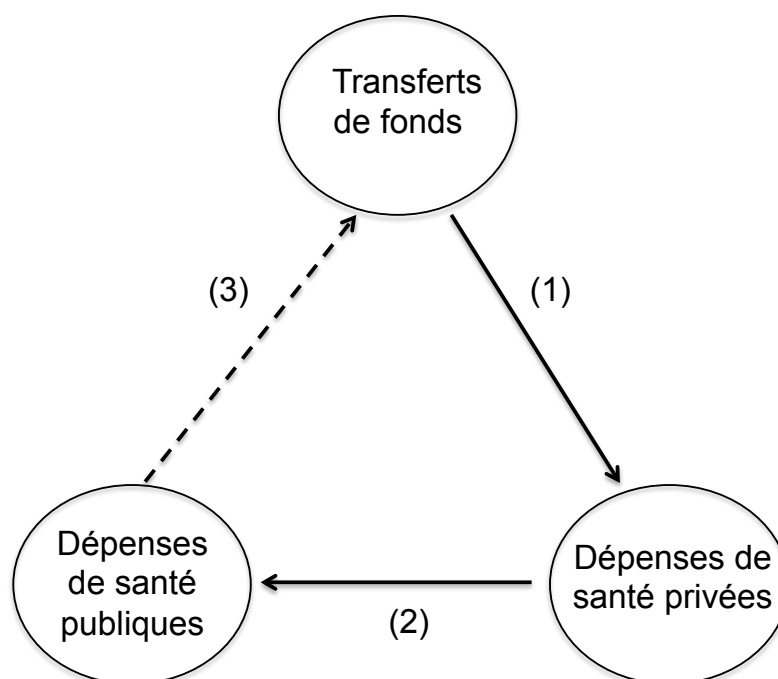
En premier lieu, on peut émettre l'hypothèse que les liens constatés entre les envois de fonds et les dépenses de santé privées (corrélation positive) et publiques (corrélation négative) ne sont pas indépendants. Le fait que les transferts financent des dépenses privées peut réduire de façon structurelle les dépenses de l'État si les services de santé publics sont moins sollicités. Dans ce cas, les envois de fonds représentent un substitut indirect aux services publics puisqu'ils permettent de financer des soins privés. Cet effet est d'autant plus plausible que de nombreux auteurs affirment que la perception des services publics est parfois très négative, en particulier dans les pays en développement (Gilson, 2003 ; Ozawa et Walker, 2011). Les ménages ont alors une forte préférence pour les services privés, que les envois de fonds permettent de financer selon nos premiers résultats. Toutefois, des niveaux de corruption élevés peuvent renforcer la mauvaise perception des services publics par les ménages, qui se détournent encore davantage vers le secteur privé au détriment de la dépense publique²⁰¹. Le phénomène d'éviction peut donc être renforcé par la corruption administrative qui est en relation directe avec les ménages, sans qu'elle ne soit un déterminant essentiel de la relation : la dépense publique est moindre car les ménages ont une demande davantage tournée vers le secteur privé mais le « niveau » de corruption n'est pas affecté. Selon cette hypothèse, les envois de fonds altèrent les dépenses de santé publiques par le biais de la demande plutôt que par le biais de l'offre, contrairement aux conclusions des études précédentes. Il s'agit là notre premier canal indirect, que nous pouvons résumer par la proposition suivante.

201. Cette hypothèse fournit une autre interprétation aux résultats d'Ebeke (2012).

Proposition 1 : Les envois de fonds augmentent la demande de soins en direction du secteur privé, se transcrivant par une utilisation moindre des services publics et par une baisse des dépenses qui y sont associées.

La figure 5.6 permet de visualiser ce premier canal : les envois de fonds augmentent la demande pour les services de santé privés (1), se traduisant par une baisse de la demande pour les services publics et donc des dépenses (2). La relation est potentiellement auto-entretenue dans la mesure où des dépenses publiques plus faibles incitent à un financement plus important *via* les envois de fonds (3).

FIGURE 5.6 – Les envois de fonds et leur effet indirect sur les dépenses de santé publiques via le canal des dépenses privées



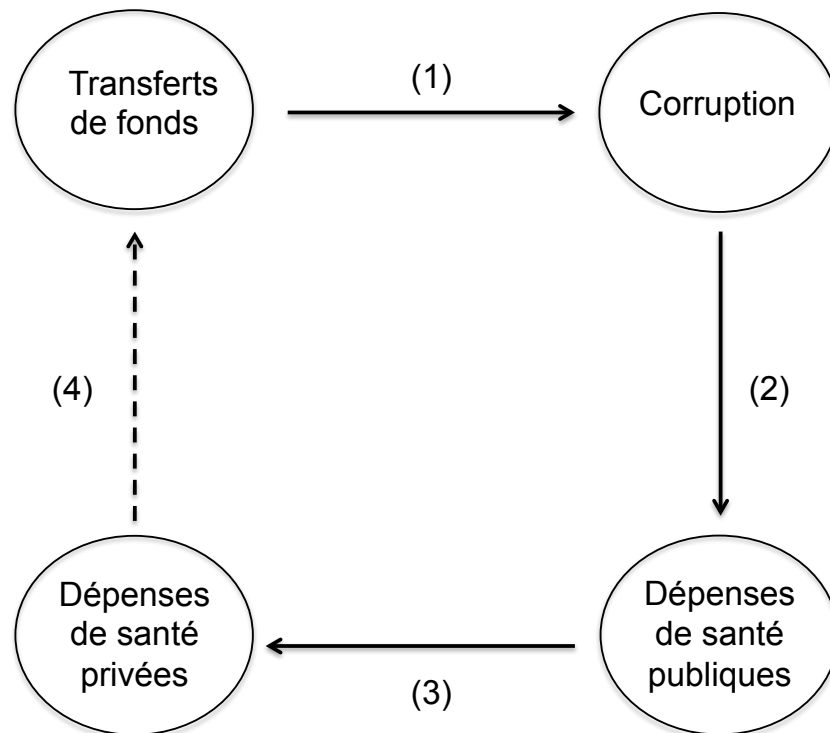
Réalisation de l'auteur.

Néanmoins, il nous faut envisager la possibilité privilégiée par la littérature, à savoir que les transferts de fonds puissent également augmenter les perceptions de corruption. Cette question nous permet d'identifier un second canal indirect entre les transferts privés et les dépenses de santé publiques : si le gouvernement considère que les envois de fonds permettent aux ménages de financer leurs soins eux-mêmes, il peut alors baisser ses dépenses et contraindre les usagers à utiliser les services privés. Le gouvernement accroît les montants détournés en réduisant ses propres dépenses qui ne sont plus indispensables aux ménages puisque les envois de fonds leur procure un revenu exogène (Ebeke, 2012, p.

1023). Il s'agit là d'un processus fondamentalement proche des effets de l'aide au développement qui est souvent suspectée de dégrader l'environnement institutionnel des pays receveurs en permettant au gouvernement de « survivre ». Il faut noter qu'il s'agit dans ce contexte d'une corruption située au niveau gouvernemental plutôt qu'administratif. D'une manière générale, la dégradation institutionnelle ne se résume pas à la corruption mais regroupe plusieurs facteurs qui, à terme, conduisent à une efficacité moindre de la politique publique.

*Proposition 2 : Les envois de fonds favorisent la corruption du gouvernement en lui permettant de réduire ses provisions en direction des services de santé publics, les ménages se reportant alors sur le secteur privé.*²⁰².

FIGURE 5.7 – Les envois de fonds et leur effet indirect sur les dépenses de santé publiques *via* le canal de la corruption



Réalisation de l'auteur.

Comme le suggère la figure 5.7, les envois de fonds augmentent la corruption (1) qui se traduit par une baisse des dotations publiques en direction du domaine de la santé (2). Les ménages utilisent alors les envois de fonds pour financer leurs dépenses par le biais

²⁰². Cette seconde proposition est une interprétation des faits que nous ne serons pas en mesure de tester empiriquement, en raison de manque de données (voir la section 3.4.2 ci-après).

du secteur privé (3). À l'instar du premier canal, la relation perdure si la baisse de l'implication publique nécessite davantage de transferts de fonds pour financer les soins *via* le secteur privé (4). Notre interprétation permet de faire le lien entre les travaux d'Ebeke (2012), qui considère la corruption comme exogène dans sa modélisation économétrique et les arguments d'Abdih *et al.* (2012a) et Ahmed (2012) qui la considèrent comme endogène sans en déduire d'effet en termes économiques. La proposition 2 regroupe ces deux aspects et montre que les envois de fonds peuvent être une source de corruption, induisant un effort gouvernemental moindre dans le domaine de la santé.

Quelle qu'en soit l'origine, l'éviction des dépenses de santé publiques serait pour le moins négative. En effet, les statistiques descriptives présentées dans la section 3.1 montrent clairement que les pays en développement ont un niveau de dépense très faible, traduisant un sous-développement chronique dans le secteur de la santé. Si les transferts de fonds se substituent à cette implication publique - ou retardent son développement - les conséquences à moyen et long terme seront probablement négatives, particulièrement lorsque les conditions économiques des pays développés sont incertaines et altèrent les montants transférés par les migrants.

3.4.2 Mesurer la gouvernance : le problème des perceptions subjectives

Parmi les nombreux concepts utilisés par les économistes, la gouvernance figure incontestablement comme l'un des plus obscurs. Deux raisons principales peuvent expliquer ce manque de consensus. Tout d'abord, les indices composites existants et largement utilisés dans la littérature empirique (ICRG du PRS Group, CPIA de la Banque Mondiale, etc.) regroupent plusieurs variables comme les perceptions de corruption, le niveau de démocratie, l'efficacité du système bureaucratique, la stabilité gouvernementale, la présence de conflits internes/externes, les tensions ethniques, le poids de *l'establishment* militaire/religieux, l'intégrité du système judiciaire...autant de variables à la fois peu comparables et potentiellement corrélées entre elles. Cependant, de tels indices présentent l'avantage d'être décomposés, permettant d'utiliser uniquement la (les) dimension(s) souhaitée(s). Dans le cadre de notre étude, la dimension « corruption » semble la plus adaptée car elle permet d'évaluer les perceptions subjectives des résidents vis-à-vis du gouvernement et de ses fonctionnaires. Le terme subjectif est ici important puisqu'il suggère que la mesure ne retranscrit pas nécessairement la prévalence de la corruption

mais la façon dont elle est perçue par les personnes interrogées. Autrement dit, les autres caractéristiques de l'environnement institutionnel sont décisives dans la mesure où elles vont déterminer en grande partie les perceptions de la corruption. Par exemple, Montinola et Jackman (2002) notent que les perceptions peuvent être largement sous-estimées lorsque l'accès à l'information est limité par le gouvernement. Au contraire, une absence de censure permet un accès plus libre à l'information, augmentant ainsi les perceptions de corruption. Ce cadre institutionnel peut expliquer les relations en U inversé entre démocratie et corruption décrites par la littérature (Mohtadi et Roe, 2003 ; Rock, 2009) : si les perceptions de corruption sont faibles dans les pays très autoritaires, ce résultat reflète probablement le fait que l'information est contrainte mais pas nécessairement que ces pays sont moins en proie à la corruption que d'autres, plus démocratiques. La construction des indices pose également problème en raison des très forts biais d'interprétation révélés par Razafindrakoto et Roubaud (2010). En effet, ces auteurs notent que les perceptions ne représentent pas systématiquement une bonne approximation des expériences et testent cette hypothèse sur une série de données microéconomiques. Il s'agit d'une problématique de premier ordre pour les pays en développement car une surestimation des perceptions de corruption est très négative pour les incitations à l'investissement et aux dons des agences internationales. Par ailleurs, Razafindrakoto et Roubaud (2010) reconnaissent que même les données microéconomiques ne sont pas totalement fiables car les personnes interrogées peuvent nier le fait d'avoir été confrontées à la corruption - ou y participer - pour des raisons diverses (peur, sentiment de culpabilité) (Razafindrakoto et Roubaud, 2010, p. 1061). Ils montrent toutefois que les données basées sur les perceptions subjectives sont très loin de retranscrire la prévalence même de la corruption. Par construction, ces indices se basent sur des interviews d'experts (Razafindrakoto et Roubaud, 2010, Tableau 1), en l'occurrence des résidents ayant des activités susceptibles d'être la cible de tentatives de corruption (chefs d'entreprises, élus, chercheurs, importateurs/exportateurs...) dont les perceptions sont fortement affectées par le cadre politico-économique. Par exemple, les experts résidant dans des pays autoritaires et/ou victimes de troubles sociaux surestiment nettement les actes de corruption rapportés par la population car les perceptions subjectives se forment en partie sur l'environnement institutionnel. En somme, l'utilisation d'un indice quel qu'il soit est une démarche nécessairement délicate, notamment en termes d'interprétation. En raison de ces nombreuses limitations, le rôle précis de la gouvernance sur les envois de fonds et les dépenses de santé (proposition 2) ne sera pas analysé dans cette étude. Nous considérons en effet que des résultats économétriques ne peuvent pas

être interprétés de façon suffisamment précise pour présenter un intérêt quelconque. En d'autres termes, la gouvernance peut apporter un contrôle auxiliaire dans les modèles économétriques mais il est très délicat d'interpréter des résultats lorsqu'il s'agit d'une variable d'intérêt, engendrant de probables erreurs d'interprétation. Par exemple, comment analyser un coefficient significatif quand bien même nous ne savons pas (1) quel effet capte la mesure de la gouvernance ? (2) dans quelle mesure les perceptions des personnes interrogées biaisent-elles le résultat ? Cette section s'intéressera donc uniquement au premier canal indirect évoqué précédemment, à savoir la relation entre envois de fonds, dépenses de santé privées et dépenses publiques. La variable « intégrité du gouvernement » continuera à être traitée comme un simple contrôle, afin de permettre un minimum de comparaison avec les études précédemment publiées.

3.4.3 Spécification économétrique

L'étude d'une relation indirecte, telle qu'elle est explicitée par la figure 5.6, nécessite d'employer une méthodologie économétrique relativement complexe car plusieurs équations doivent être estimées simultanément. La première équation doit modéliser le lien entre les envois de fonds et les dépenses de santé privées (relation (1) de la figure 5.6). Cette équation a déjà été estimée (section 3.3, équation (5.6)) et avait démontré l'effet positif des envois de fonds sur les dépenses de santé privées non couvertes. Pour rappel, l'équation était écrite de la façon suivante :

$$HPRIV_{it} = \beta_1 + \beta_2 REM_{it} + \beta_3 \rho_{it} + \eta_i + \mu_t + \Omega_{it} \quad (5.6)$$

Où $HPRIV$ représentent les dépenses de santé privées non couvertes (% PIB) et REM les envois de fonds.

Pour analyser entièrement les effets décrits par la figure 5.6, nous devons également modéliser la relation (2), c'est-à-dire l'effet des dépenses de santé privées non couvertes sur les dépenses du gouvernement dans le secteur de la santé. Il s'agit ici du canal indirect évoqué précédemment : dans un premier temps, les envois de fonds stimulent l'utilisation des services de santé privés (1) qui provoque une sollicitation moindre des services publics et par conséquent une baisse des dépenses qui y sont associées (2).

$$HPUB_{it} = \delta_1 + \delta_2 HPUB_{it-1} + \delta_3 HPRIV_{it} + \delta_4 \gamma_{it} + \eta_i + \mu_t + \Upsilon_{it} \quad (5.8)$$

Cette spécification montre que les dépenses de santé publiques ($HPUB$) ne sont plus déterminées directement par les envois de fonds mais par les dépenses de santé privées ($HPRIV$) qui dépendent elles-mêmes des transferts dans l'équation (5.6). En revanche, les matrices de contrôles ρ et γ sont identiques aux spécifications précédentes puisque les variables expliquées ($HPRIV$) et ($HPUB$) sont les mêmes. Sous forme de système, nos deux équations peuvent être réécrites de la façon suivante :

$$(1) \begin{cases} HPRIV_{it} = \beta_1 + \beta_2 REM_{it} + \beta_3 \rho_{it} + \eta_i + \mu_t + \Omega_{it} & (5.6) \\ HPUB_{it} = \delta_1 + \delta_2 HPUB_{it-1} + \delta_3 HPRIV_{it} + \delta_4 \gamma_{it} + \eta_i + \mu_t + \Upsilon_{it} & (5.8) \end{cases}$$

Spécifié ainsi, le système (1) permet de connaître précisément l'effet indirect liant les transferts de fonds aux dépenses de santé publiques *via* le canal des dépenses privées. Pour obtenir des résultats sans biais, le présent modèle doit être estimé à l'aide d'une méthodologie contrôlant la simultanéité des différentes relations. En effet, les dépenses privées ($HPRIV$) sont à la fois endogènes (dans l'équation (5.6)) et exogènes (dans l'équation (5.8)) : les deux équations doivent être estimées de façon à prendre en compte la corrélation croisée entre les résidus.

3.4.4 Difficultés d'estimation des modèles à équations simultanées

Pour estimer le système d'équations (1) sans biais, il est indispensable de mobiliser une méthodologie permettant de contrôler le caractère simultané des deux relations. Dans les faits, les modèles à équations simultanées sont le plus souvent estimés à l'aide des triples moindres carrés (3SLS) (Tavares et Wacziarg, 2001 ; Berdiev *et al.*, 2013 ; Jetter *et al.*, 2013). Comme son nom l'identifie, cette méthode consiste à estimer le système en trois étapes : régresser chaque variable endogène sur toutes les variables exogènes (1) ; remplacer les variables endogènes (et apparaissant également comme régresseur) par leurs valeurs ajustées déterminées lors de la première étape (2) ; générer une estimation par moindres carrés généralisés (MCG) en utilisant la matrice estimée lors de la deuxième étape à l'aide des variables instrumentales (3) ²⁰³.

À l'instar de Tavares et Wacziarg (2001), nous considérons comme exogènes les variables

203. Plus succinctement, Bourbonnais (2015) résume ainsi la procédure : « La méthode des triples moindres carrés [...] consiste à déterminer l'estimateur des doubles moindres carrés puis à calculer l'estimateur des MCG. » (Bourbonnais, 2015, p. 224).

qui ne sont pas déterminées directement dans le système. Cependant, cette stratégie peut se révéler hasardeuse car une variable exogène dans une équation ne l'est pas nécessairement dans une autre. Wooldridge (2010) critique cette stratégie et propose d'utiliser la méthode des moments généralisée (GMM) avec des variables exogènes propres à chaque équation et des erreurs robustes. Concernant ce dernier point, Wooldridge (2001) note que les corrections d'erreurs disponibles sur la plupart des estimateurs amoindrissent le gain des GMM, ce qui ne s'applique au cas des 3SLS qui supposent des conditions d'homoscedasticité. L'inconvénient considérable de la procédure suggérée par Wooldridge est son application quasi-inexistante dans la littérature²⁰⁴ et les difficultés de convergence lorsque le nombre de paramètres à estimer est important. Il s'agit donc d'un estimateur plutôt adapté à des modèles réduits puisqu'il permet de limiter le biais de variables omises, c'est pourquoi nous préférons utiliser l'estimateur 3SLS habituel pour nos résultats principaux et reporter les résultats issus de l'estimation GMM dans le cadre d'un modèle réduit. Pour contourner le problème d'exogénéité des instruments lors de l'estimation 3SLS, un test d'Hansen/Sargan sera effectué afin de vérifier leur validité, en particulier l'absence de corrélation avec les termes d'erreur.

Dans la mesure où le nombre de variables exogènes nécessaires à l'estimation augmente avec le nombre de paramètres à estimer²⁰⁵, le risque de voir le test d'Hansen/Sargan rejeté croît avec l'ajout de variables explicatives. De même, l'introduction d'effets fixes accroît considérablement le nombre de coefficients devant être estimés dans l'ensemble du système.

Nous procéderons donc en trois étapes : l'estimation d'un premier modèle réduit, avec seulement nos deux variables d'intérêt, des effets temps et l'indice de gouvernance comme contrôle indicatif (tableau 5.5) ; puis l'estimation du modèle complet, avec l'ensemble des variables explicatives utilisées dans les estimations précédentes (reporté sur l'annexe 5.3) ; enfin l'estimation du modèle complet avec effet fixes pays (annexe 5.4).

204. À la connaissance de l'auteur, aucun article publié n'avait employé cette méthode d'estimation en 2017. Wooldridge s'étonne de constater que l'utilisation des 3SLS demeure privilégiée mais explique cette situation par « [...] *l'histoire importante des triples moindres carrés dans les modèles à équations simultanées* ». (Wooldridge, 2010, p. 222).

205. Pour pouvoir être estimé, le modèle doit être au minimum « juste identifié » (autant de variables exogènes que de paramètres à estimer) et sur-identifié pour pratiquer un test de sur-identification (plus de variables exogènes que de paramètres).

3.4.5 Résultats

Les résultats du modèle réduit sont présentés dans le tableau 5.5 ci-après. La colonne (1) reporte les résultats de l'estimation 3SLS, les colonnes (2), (3) et (4) les estimations GMM. D'une manière générale, on remarque que les coefficients sont peu sensibles à la méthode d'estimation et que les valeurs prises par l'équation (5.6) sont similaires à celles discutées dans les sections précédentes. En d'autres termes, la relation positive entre les envois de fonds et les dépenses de santé privées non couvertes des ménages demeure robuste. Néanmoins, l'estimation de la colonne (1) surestime visiblement le coefficient des envois de fonds, ce qui s'explique aisément par le fait que l'estimation GMM corrige le biais de variables omises, spécialement dans le cadre d'un modèle réduit²⁰⁶ et utilise des instruments propres à chaque équation. Lorsque le système est estimé en GMM (colonnes (2), (3), (4)), le coefficient des envois de fonds est proche par rapport à celui généré dans la section 3.3 (tableau 5.3).

Les résultats de la seconde équation sont identiques quelle que soit la méthode utilisée et indiquent que les dépenses non couvertes évincent les dépenses de santé publiques. Ce résultat nous permet de conclure que les envois de fonds créent un effet d'éviction au détriment des dépenses publiques à travers le canal des dépenses privées non couvertes. L'estimation simultanée identifie explicitement cette relation indirecte, laquelle reste robuste lorsque nous incluons les dépenses publiques dans la première équation du système (colonne (3)). En effet, des dépenses privées importantes peuvent être liées à un manque d'implication publique dans le secteur de la santé, ce qui est confirmé par le coefficient négatif. Cela étant, les autres variables ne sont pas affectées et montrent que l'effet d'éviction demeure significatif y compris lorsque l'ensemble des contrôles et des effets fixes sont ajoutés (colonnes (2) des annexes 5.3 et 5.4). Enfin, nous pratiquons un test supplémentaire en ajoutant les envois de fonds dans la seconde équation du système (colonne (4)). Contrairement aux résultats de la section 3.3, leur coefficient n'est plus significatif démontrant que lorsque les effets des dépenses non couvertes sont prises en compte, les transferts n'affectent pas les dépenses publiques. Ce résultat est robuste lorsque nous estimons le modèle complet et avec effets fixes (colonnes (3)) des annexes 5.3 et 5.4).

Par conséquent, il apparaît que la relation négative entre les transferts et les dépenses

²⁰⁶ Lorsque l'estimation 3SLS est relancée avec l'ensemble des variables explicatives, le coefficient est équivalent à celui généré par les GMM dans le modèle réduit (voir annexes 5.3 et 5.4).

Tableau 5.5 – Les effets indirects des envois de fonds sur les dépenses de santé publiques (modèle réduit)

Variables dépendantes	Variables explicatives	(1)	(2)	(3)	(4)
Dépenses privées non couvertes (HPRIV)					
	Transferts de fonds	0.169* (0.0914)	0.0399*** (0.00486)	0.0407*** (0.00514)	0.0409*** (0.00519)
	<i>HPUB</i>			-0.307** (0.142)	-0.346*** (0.102)
	Intégrité du gouvernement	-0.0235*** (0.00728)	-0.0283*** (0.00286)	-0.0167*** (0.00583)	-0.0153*** (0.00442)
	Constante	2.059*** (0.761)	2.890*** (0.210)	3.273*** (0.291)	3.318*** (0.268)
	Observations	1176	1176	1176	1176
	Effets temps	Oui	Oui	Oui	Oui
	Effets fixes	Non	Non	Non	Non
	Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014	2000-2014
	Pays	95	95	95	95
Dépenses de santé publiques (HPUB)					
	<i>HPRIV</i>	-2.845** (1.126)	-2.774*** (0.707)	-2.565*** (0.685)	-2.667** (1.364)
	Transferts de fonds				0.0365 (0.450)
	Intégrité du gouvernement	-0.0391 (0.0398)	-0.0433** (0.0220)	-0.0383* (0.0210)	-0.0401 (0.0292)
	Constante	10.31*** (3.815)	9.612*** (2.197)	9.033*** (2.113)	9.208*** (2.887)
	Observations	1176	1176	1176	1176
	Effets temps	Oui	Oui	Oui	Oui
	Effets fixes	Non	Non	Non	Non
	Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014	2000-2014
	Pays	95	95	95	95
	Hansen/Sargan (p-value)	0.7880	0.5092	0.9209	0.8822

(1) : Estimation en triples moindres carrés (3SLS). (2), (3) et (4) : Estimations GMM avec erreurs robustes. Les erreurs sont présentées entre parenthèses. Le test d'Hansen-Sargan est calculé pour l'ensemble du système. *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

publiques de santé est directement liée - au moins en partie - au financement privé rendu possible par les envois des migrants. À la différence des études précédentes, notre modélisation à plusieurs équations permet d'identifier précisément le canal par lequel les envois

de fonds affectent les dépenses de santé du gouvernement et montrent que les perceptions de corruption n'ont pas de rôle particulier. Cette intuition est confirmée par le fait que l'indice de perception affiche un signe négatif dans la seconde équation, suggérant que le contrôle de la corruption n'améliore pas le montant des dépenses du gouvernement lorsque nous tenons compte du canal des dépenses privées²⁰⁷. Dans la mesure où nous contrôlons l'effet des perceptions de corruption suggéré par Ebeke (2012), nos résultats tendent à démontrer que la réduction des dépenses publiques imputée aux envois de fonds résulte plutôt d'un effet indirect passant par l'intermédiaire des dépenses de santé qu'ils financent. En outre, les tests des instruments (Hansen/Sargan) sont systématiquement satisfaisants et confirment la validité de nos résultats.

Ce déplacement de la demande peut s'interpréter comme une augmentation de la préférence pour les services privés ou comme un développement moindre des services publics résultant d'une plus grande autonomie des ménages. Dans un cadre démocratique, ces derniers peuvent favoriser des choix politiques en faveur d'une implication plus faible du secteur public, induisant un niveau de taxation moindre. D'une certaine manière, cette suggestion s'approche des arguments développés par Pfutze (2012) selon lesquels les ménages sont plus indépendants du gouvernement lorsqu'ils bénéficient de transferts monétaires extérieurs. Cette proposition est séduisante dans le cadre de pays autoritaires mais demeure moins pertinente si le revenu exogène que représentent les transferts de fonds limite une implication publique indispensable au développement humain et économique. Comme nous l'avons maintes fois suggéré, seule une partie de la population bénéficie de transferts privés dans les pays en développement, ce qui tend à démontrer que les externalités de la migration sont mitigées pour les ménages non receveurs, qui sont alors encore plus vulnérables. On peut ajouter qu'au delà des transferts monétaires, la migration favorise le départ des travailleurs hautement qualifiés - en particulier des médecins - dont les pays développés facilitent grandement l'émigration pour combler leur propre déficit en la matière²⁰⁸. À terme, le phénomène s'auto-entretient puisqu'une implication publique faible implique moins de postes à pouvoir (et/ou des niveaux de rémunération plus bas),

207. Le signe négatif peut souligner qu'en présence de corruption, les dépenses sont plus importantes car les détournements créent des statistiques « anormalement élevées ». En raison des difficultés d'interprétation de cet indice et de la significativité variable du coefficient, cette suggestion doit être considérée avec prudence.

208. Les externalités sont discutables car la migration des médecins semble plutôt circulaire (Boncea, 2015). Voir également Docquier et Rapoport (2012) pour une analyse plus complète du phénomène de « fuite des cerveaux » dans les pays en développement.

incitant davantage les jeunes diplômés à migrer.

Plus généralement, la relation observée est caractéristique des pays en développement où le coût des dépenses de santé associé à de faibles investissements publics contraint les ménages - lorsqu'ils le peuvent - à financer les soins au coup par coup plutôt que de passer par un système d'assurance. Les impacts des transferts de fonds interpellent de par leur caractère paradoxal : bien qu'ils permettent aux ménages de financer des dépenses de santé à court terme, il semble que les impacts à plus long terme soient largement défavorables en raison de l'effet d'éviction. Les envois de fonds financent essentiellement des dépenses de santé non couvertes et ne procurent pas une assurance stable aux ménages, nécessaire à l'atténuation de la vulnérabilité. Un financement des dépenses de santé au coup par coup, de surcroît assuré par des flux extérieurs potentiellement instables, expose les ménages à la conjoncture des pays d'accueil, d'autant plus si le financement public des soins est altéré par les dépenses privées. Par conséquent, on peut s'interroger sur les bienfaits réels des transferts des migrants sur cet aspect du développement, quand bien même la littérature insiste largement sur leur rôle positif d'un point de vue purement économique (Catrinescu *et al.*, 2009 ; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). Lorsque l'analyse est conduite sur le développement du système de santé, on constate que les effets sont beaucoup plus complexes et ne permettent visiblement pas de converger vers un accès universel aux soins. L'impact significatif des transferts de fonds sur les dépenses non couvertes montre bien que les pays receveurs ne sont toujours pas en mesure de générer la richesse nécessaire au financement d'un système de santé satisfaisant. Les transferts ne représentent qu'un moyen de pallier ce manque d'accès aux soins ou d'implication étatique mais ne sont d'aucun recours aux pays en développement puisqu'ils se substituent au rôle de la puissance publique. Les effets des envois de fonds sont finalement très comparables à ceux de l'aide au développement car il s'agit d'un transfert de richesse sans que cette dernière ne soit générée par les pays en bénéficiant : le gouvernement n'est donc pas en mesure (ou n'est pas incité) de développer les infrastructures nécessaires à l'implantation d'un système de soins public. En conséquence, même si de tels transferts représentent un levier non négligeable pour la croissance économique, comme nous l'avons montré lors du premier chapitre, les impacts sont très mitigés concernant le volet de la santé. Dans l'idéal, ils devraient se substituer temporairement aux dépenses publiques, par exemple lorsque la conjoncture contraint le gouvernement à réduire ses dépenses.

Il faut néanmoins rester prudent quant aux résultats économétriques, lesquels sont fortement soumis à l'imprécision des données. Dans le cadre de cette étude, nous avons déjà souligné que les données relatives aux dépenses de santé publiques ne permettent de retranscrire qu'une tendance très générale et en aucun cas des dynamiques parfaitement identifiées. Par exemple, les dépenses de santé publiques regroupent des éléments très différents (investissements dans des infrastructures, campagnes de vaccination, soins divers, etc.) dont la répartition n'est pas connue et potentiellement très inégale. De plus, la corruption peut augmenter artificiellement les montants investis dans ce type de dépense en raison des détournements s'opérant entre le gouvernement et l'utilisation finale, ne traduisant d'aucune manière une implication du secteur public supérieure. Contrairement aux arguments développés par Zhunio *et al.* (2012), il semble difficile de considérer un système de santé basé sur l'assistance mutuelle comme viable, ne serait-ce que par l'inégalité vis-à-vis des populations ne bénéficiant pas de transferts issus de la migration. Finalement, l'effet d'éviction démontre que l'impact global ne peut être considéré comme positif, même si plusieurs facteurs auxiliaires restent à étudier. En particulier, nous n'avons pas été en mesure d'explorer le rôle de la qualité institutionnelle qui détermine très probablement la façon dont les dépenses de santé publiques vont évoluer : un environnement démocratique associé à un État de droit limite certainement l'effet d'éviction décrit précédemment puisque le gouvernement est exposé au scrutin. À l'inverse, un pays fortement corrompu et sans véritable contrôle des activités publiques est nécessairement moins préoccupé par la demande de ses propres citoyens en matière d'accès à la santé ou à d'autres services publics. Ces multiples rapports de force ne peuvent faire l'objet d'une analyse purement quantitative eu égard aux spécificités inhérentes à chaque pays mais représentent un champ particulièrement intéressant pour de futures recherches, indispensables pour mettre en lumière les impacts ambigus de la migration sur le développement.

Conclusion

L'effet des envois de fonds sur le financement de la santé est une problématique généralement traitée à l'échelle des ménages, dont les résultats sont globalement positifs en termes d'indicateurs anthropométriques. En étudiant les externalités sur les politiques publiques, en particulier sur l'effort gouvernemental en matière de santé, ce chapitre montre que les effets sont ambigus. D'une part, les envois de fonds permettent aux ménages de financer des dépenses de santé qu'ils n'auraient pas pu entreprendre mais d'autre part, l'effet

d'éviction semble retarder le développement d'un système de soins public. Ce paradoxe incite à la prudence quant aux conclusions pouvant être formulées à partir de résultats empiriques : concevoir les transferts des migrants comme garants du volet santé du développement semble pour le moins hasardeux, tout comme les considérer comme une « malédiction » pour les politiques publiques. Nos résultats indiquent que leur impacts sont complexes et qu'au delà de la gouvernance, les effets sur la demande et les perceptions des services importent dans la promotion des politiques de santé publiques.

Même si l'effet d'éviction semble statistiquement avéré, les envois de fonds restent un outil de protection non négligeable pour les ménages bénéficiaires. Ils permettent de contourner la piètre qualité des services publics dans certains pays (voire leur inexistence) en offrant aux ménages la possibilité de financer des soins par le biais du secteur privé. En ce sens, les transferts des migrants améliorent les conditions de santé dans le pays d'origine et représentent une alternative au sous-développement des services de santé publics. Toutefois, le fait qu'ils soient déterminés de façon exogène par les conditions des pays d'accueil ne permet pas de les considérer comme une protection de long terme. Outre l'incertitude sur le revenu des migrants pouvant altérer leurs envois, nous avons mis en évidence dans les chapitres précédents les changements brutaux des politiques migratoires qui conduisent régulièrement à augmenter la vulnérabilité des travailleurs étrangers. Pour qu'il soit efficace, un système de protection doit émaner du pays même où il est mis en place afin de ne pas dépendre de la conjoncture externe. Dans les faits, les dépenses publiques de nombreux pays en développement dépendent grandement des capitaux extérieurs dont le comportement est fortement procyclique et volatil. De ce point de vue, les envois de fonds fournissent une aide temporaire aux ménages dans l'attente de services publics plus efficaces et plus accessibles. Le risque que nous mettons en avant dans ce travail est de voir le développement de la protection sociale évincé de façon permanente par les transferts qui engendrent une sollicitation moindre des biens publics et n'incitent pas le gouvernement à accélérer les investissements dans ce domaine. L'effet d'éviction est susceptible d'être encore plus important dans le cadre d'un environnement démocratique car un système de santé public nécessite un financement par l'impôt, or les ménages recevant des transferts n'en retirent aucun avantage puisqu'ils se tournent vers des services privés.

Ce frein au financement public de la santé se répercute sur les populations ne bénéficiant pas de transferts - qui représentent malgré tout une majorité de ménages - et qui sont

parfois les plus vulnérables puisqu'elles ne sont pas en mesure d'émigrer. Ainsi, Wouterse (2010) montre que les transferts reçus au Burkina Faso n'augmentent pas nécessairement le bien-être social lorsqu'ils ne sont pas répartis de façon égale, les ménages situés en zone rurale n'en bénéficiant pas. Les envois de fonds représentent donc un substitut temporaire au sous-développement des services de santé publics mais ne peuvent garantir une protection à long terme. Paradoxalement, le phénomène de l'éviction peut s'auto-entretenir car le financement des soins privés nécessite d'avoir une migration constante, qui restreint la taille de la population active et complique davantage la mise en place d'un système de sécurité sociale. Les pays dont la population travaille pour une large part à l'étranger sont très concernés par cette problématique et voient leur nombre de cotisants à la sécurité sociale diminuer dans le temps, comme cela est le cas en Moldavie. Le dernier chapitre s'appliquera à exposer la trajectoire de ce pays depuis son indépendance et le rôle de la migration dans son processus de développement.

6

Les effets des envois de fonds sur l'économie et les politiques publiques : le cas de la Moldavie

Introduction

L'essentiel des travaux réalisés au cours de cette thèse - à l'exception du chapitre 2 - s'appuie sur des estimations économétriques en données de panel. Nous avons d'ores et déjà pointé les limites de ce type d'approche, qui consiste à obtenir des résultats à partir de données très hétérogènes. La méthodologie proposée dans le chapitre 2 (modélisation stock-flux cohérente) répond au problème de l'hétérogénéité en se focalisant sur l'économie de la Moldavie et en simulant des projections en fonction de l'évolution future des envois de fonds. Néanmoins, modéliser une économie est une opération très complexe et implique de réaliser des simplifications en raison des nombreuses contraintes techniques. Pour ne prendre que quelques exemples, notre modèle suppose que la propension à importer est constante pour tous les individus et que les envois de fonds dépendent uniquement de la conjoncture externe. Les outils techniques - économétrie, applications numériques - possèdent donc des limites qui nécessitent de mobiliser des approches complémentaires.

Ainsi, il peut être utile de se focaliser sur le processus de développement d'une économie sur une longue période afin de mieux cerner sa situation présente. La Moldavie est un exemple typique de pays dont l'histoire contemporaine exerce une forte influence à très long terme. Évoqué de façon récurrente lors des chapitres précédents, ce petit État a subi de nombreuses influences étrangères au cours de son histoire, qui sont autant de facteurs explicatifs de sa situation actuelle. L'importante migration de sa population et le volume élevé des envois de fonds en font un exemple idéal pour améliorer la compréhension des résultats exposés dans les cinq premiers chapitres. En analysant l'évolution de la Moldavie, ses liens commerciaux, politiques et les rapports de force en place, nous serons en mesure d'expliquer plus précisément comment les envois de fonds agissent sur son économie. Une démarche historique est particulièrement pertinente pour les chercheurs s'intéressant aux flux migratoires, dans la mesure où ces derniers sont fortement influencés par les relations entre pays d'origine/pays d'accueil.

Proposer une investigation non technique présente un autre avantage : l'identification de nouvelles questions pouvant être étendues à d'autres pays. Il est possible de repérer des relations contradictoires avec les résultats issus des estimations économétriques ou des simulations et de comprendre pourquoi les tendances des modèles diffèrent. Dans le cas de la Moldavie, nous verrons que l'impact des transferts sur le développement financier souvent

mis en avant dans la littérature (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009 ; Aggarwal *et al.*, 2011) semble limité en raison de conditions spécifiques en termes de confiance. Par ailleurs, la situation des pays où résident les migrants contribue à augmenter sa volatilité, alors que les envois de fonds sont supposés stabiliser l'économie réceptrice et le revenu des ménages.

En premier lieu, ce chapitre exposera l'évolution de Moldavie dans une perspective historique, permettant de comprendre la localisation actuelle de ses migrants qui diffère en fonction de leur région d'origine. Nous analyserons également sa trajectoire depuis son indépendance de l'Union soviétique afin de cerner les relations et les rapports de force que le pays entretient avec la Russie et l'Europe. Les rapprochements récents avec l'Union européenne sont fondamentaux car la Moldavie est un pays dépendant fortement de l'extérieur à travers les envois de fonds. La deuxième partie consistera à exploiter les données publiées par le bureau national de la statistique de Moldavie afin de mesurer l'importance des envois de fonds pour les ménages et leur place dans le financement des biens et services de consommation. Ces statistiques permettent de mesurer l'impact des chocs économiques subis par les ménages et de comprendre plus précisément le rôle des envois de fonds dans l'absorption ou l'amplification de ces chocs. La dernière partie se focalise sur le secteur public à travers les dépenses et la composition des recettes fiscales. Nous montrons qu'à l'instar des ménages, le revenu du gouvernement dépend des envois de fonds en raison de l'importance des taxes à la consommation. Ces dernières représentent plus de 40% des recettes publiques et déterminent en grande partie la capacité du gouvernement à mettre en place des politiques de stabilisation et plus largement favorables au développement.

Contrairement aux travaux précédents, ce dernier chapitre n'a pas pour vocation à utiliser des techniques quantitatives. Il s'agit d'une étude de cas essentiellement descriptive visant à confronter les résultats issus des modèles aux faits et de montrer comment les spécificités nationales déterminent les effets qu'auront les envois de fonds sur l'économie. Par ailleurs, plusieurs questions sont identifiées comme étant de futures pistes de recherche.

1 Un contexte historique complexe

À bien des égards, la Moldavie représente un pays pour lequel la migration engendre des impacts ambigus²⁰⁹. Ce petit pays d'Europe orientale, situé entre l'Ukraine et la Roumanie, est l'un des plus importants receveurs de transferts de fonds dans le monde. Son héritage historique très complexe ainsi que les statuts particuliers de la Transnistrie (à l'est) et de la Gagaouzie (au sud) favorisent la migration d'une grande partie de la population. Pour une large part, les migrants moldaves se dirigent vers la Russie, bien que les deux pays ne partagent pas de frontière commune (voir la figure 6.1 ci-dessous). La Moldavie couvre la majeure partie de l'ancienne Bessarabie, dont l'histoire a subi de multiples influences russes, roumaines, ottomanes qui expliquent les controverses actuelles relatives aux frontières du pays. Annexée par l'Empire russe au début XIX^e siècle²¹⁰, la Bessarabie sera brièvement rattachée à la Valachie²¹¹ à l'issue de la guerre de Crimée (1856), jusqu'en 1878 où la Russie récupère finalement la région. Suite à la révolution russe de 1917, la région proclame à nouveau son union avec la Roumanie (1918) qui sera reconnue par la plupart des pays d'Europe occidentale, alors que l'Union soviétique revendique le territoire. Dès 1924, l'URSS organise la sécession de l'actuelle Transnistrie pour créer la République socialiste soviétique autonome moldave mais finit par annexer l'ensemble de la Moldavie au début de la seconde guerre mondiale (1940), le pacte germano-soviétique comprenant la rétrocession de la Bessarabie. Occupé par les forces de l'Axe entre 1941 et 1944, le territoire est reconquis par l'Union soviétique et redevient une république soviétique jusqu'en 1991. Entre temps, la politique de « soviétisation » a consisté à imposer la traduction du roumain en caractères cyrilliques et à déclarer la langue russe comme officielle dans l'administration, d'où une occupation des postes clés par des Moldaves russophones ou des Russes ayant émigré en Moldavie. Économiquement, la Transnistrie a bénéficié des investissements soviétiques en industrie, alors que le reste du territoire (actuelle Moldavie) est resté essentiellement agricole. Suite à des mouvements séparatistes apparaissant dès la fin des années 1980, la Moldavie proclame son indépendance le 27 août 1991, laissant plusieurs questions identitaires en suspens. En particulier, les russophones s'opposent majoritairement à l'indépendance de l'URSS, alors que les roumanophones se divisent sur un potentiel rattachement à la Roumanie qui reformerait ainsi l'ancien

209. Les éléments historiques précis évoqués dans cette section (en particulier les dates) sont issus de l'encyclopédie éditée par Larousse.

210. La Bessarabie était auparavant rattachée à l'Empire ottoman.

211. La Valachie était une principauté dont le territoire se situait sur l'actuelle Roumanie. Son union à la Bessarabie (1857) formait alors le royaume de Roumanie.

ne contribuant pas à accélérer la signature d'un compromis²¹³.

L'indépendance de la Moldavie a également suscité le mécontentement des populations turcophones situées dans la région de Gagaouzie (voir la figure 6.1), historiquement plus proche de la Russie. Nettement moins peuplée (environ 150 000 habitants) que la Transnistrie et moins industrialisée, la Gagaouzie s'est finalement résignée à accepter un statut d'autonomie avec la Moldavie en 1995, dont elle reste partie intégrante²¹⁴. Cet accord demeure fragile et régulièrement remis en cause lors des tentatives de rapprochement entre la Moldavie et l'Union européenne, auxquelles les Gagaouzes sont majoritairement hostiles²¹⁵. Dans le cadre de notre étude, les données utilisées concernent la Moldavie (y compris la province de Gagaouzie) mais excluent les statistiques de la Transnistrie qui, bien que non reconnue, est un État possédant sa propre monnaie (rouble de Transnistrie) et ses propres instances politiques.

La Moldavie demeure un pays instable politiquement, extrêmement pauvre (le plus pauvre d'Europe en termes de PIB par tête, 1900 dollars en 2016) et très agricole. L'élection du Président par l'assemblée²¹⁶ contribue à entretenir l'instabilité politique depuis son indépendance : les dissolutions sont fréquentes et entraînent des élections qui cristallisent les intérêts russes et européens de la population. L'élection d'une assemblée communiste en 2001 permet l'élection de Vladimir Voronin au poste de Président de la République et sera confirmée lors du scrutin législatif de 2005. Une nouvelle victoire du parti communiste en 2009 provoque des manifestations exigeant des élections anticipées. Ces dernières portent au pouvoir une opposition pro-européenne morcelée en 2010 (représentée par quatre partis obtenant 53 sièges sur 101 au parlement) menée par le libéral-démocrate Vlad Filat alors que le parti communiste conserve 48 sièges. L'élection du Président de la République nécessitant 61 voix, il s'ensuit une période de forte instabilité renforcée par l'invalidation du référendum de 2010 visant à rétablir l'élection du Président au suffrage universel direct, faute d'une participation suffisante. Le parlement finit par élire Nicolae

213. Dans les faits, le parlement moldave a accordé en 2005 un droit à l'autonomie dénommé « Unité territoriale autonome de la rive gauche du Dniestr ». Cette disposition est rejetée par le gouvernement de Transnistrie.

214. Le statut autonome lui permet de bénéficier d'une assemblée législative distincte du parlement moldave.

215. Ces remises en cause prennent la forme de référendums récurrents, comme celui de 2014 qui rejette un projet d'association entre l'UE et la Moldavie.

216. Après l'indépendance, la constitution moldave assurait l'élection du Président au suffrage universel direct mais cette disposition a été modifiée en 2000. La Cour constitutionnelle rétablira l'élection du Président au suffrage universel direct en 2016.

Timofiti en 2012, qui gouverne donc avec un parlement plutôt pro-européen reconduit par les élections législatives de 2014, lors desquelles le parti socialiste du pro-russe Igor Dodon réalise un score élevé aux dépens du parti communiste de l'ex-président Voronin. Cette majorité fragile des pro-européens est marquée par de nombreuses démissions entre 2014 et 2016 (3 premiers ministres se succèdent, sans compter les intérimaires) et surtout par le scandale de 2015 où près d'un milliard de dollars est dérobé du système bancaire moldave (représentant plus de 12% du PIB)²¹⁷. L'élection du président au suffrage universel direct est finalement rétablie par la Cour constitutionnelle et Igor Dodon est élu²¹⁸ président de la République en novembre 2016 alors que le gouvernement, dirigé par Pavel Philip, demeure social-démocrate.

Les clivages linguistiques masquent le mécontentement de la population vis-à-vis de ses dirigeants perçus comme corrompus, un sentiment exacerbé lors du scandale financier évoqué ci-dessus. À cette occasion, des manifestations regroupant Roumanophones et Russophones avaient été organisées pour réclamer davantage de transparence dans la gestion des affaires publiques. Sous couvert de divergences linguistiques, les manifestants accusent leurs élus d'entretenir les clivages à travers les élections afin de dissimuler une corruption omniprésente touchant la plupart des organisations politiques. Après des années d'instabilité économique et politique, il est donc probable que la Moldavie soit aujourd'hui davantage confrontée à des problèmes de gouvernance qu'à une fractionalisation linguistique de sa population. Ce climat de méfiance contribue à maintenir une forte incertitude économique et n'incite pas les ménages à utiliser les envois de fonds dans des activités productives, contrairement aux conclusions de nombreuses études empiriques. Ainsi, nous verrons que les incitations à l'investissement sont peu efficaces et que le développement financier n'est pas stimulé en raison d'une méfiance omniprésente vis-à-vis des établissements bancaires. De ce point de vue, l'instabilité de la vie politique moldave ne fait qu'accroître le climat d'incertitude.

217. L'ex-premier ministre Vlad Filat (en poste entre 2009 et 2013), accusé d'avoir bénéficié d'une partie des montants détournés, sera arrêté en 2015.

218. Igor Dodon obtient 52.3% des voix au second tour face à la candidate sociale-démocrate Maia Sandu. L'abstention s'élève à 46%.

2 Le difficile équilibre des relations avec l'Europe et la Russie

L'histoire complexe de la Moldavie explique largement les controverses actuelles autour des relations avec l'Europe et la Russie. Toutefois, le pays s'est davantage rapproché de l'Union européenne depuis le milieu des années 2000, y compris sous la présidence de Vladimir Voronin. Membre du Conseil de l'Europe dès 1995 et de l'OMC depuis 2001, le pays rallie l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE) en 2007. Il avait auparavant (1997) rejoint l'organisation pour la démocratie et le développement (GUAM) fondée par la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine. Peu actif mais bénéficiant du soutien des États-Unis, cette organisation est un moyen pour les pays membres de faire valoir leurs intérêts dans les territoires contestés (Transnistrie pour la Moldavie, Haut-Karabagh pour l'Azerbaïdjan, Crimée pour l'Ukraine, Abkhazie et Ossétie du Sud pour la Géorgie).

Cela étant, le traité le plus controversé est probablement l'Accord d'association entre la Moldavie et l'Union européenne conclut en 2014. Il vise à favoriser le commerce entre les deux zones en abaissant progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires, à lutter contre la corruption ainsi qu'à favoriser un accord avec la Transnistrie (qui n'est pas concernée par le traité). Contesté par la Gagaouzie *via* un référendum en 2014, le traité est également dénoncé par l'actuel Président Igor Dodon qui souhaite rejoindre l'Union eurasiatique. Concernant ce dernier point, les avancées ne sont pas significatives dans la mesure où le parlement moldave est toujours majoritairement pro-européen, au moins jusqu'aux élections législatives de 2018. De plus, les exportations de la Moldavie ne sont plus désormais destinées qu'à hauteur de 10-15% à la Russie, limitant grandement les marges de manœuvre pour une renégociation du traité signé en 2014²¹⁹. Parallèlement, la Moldavie est toujours membre la Communauté des États Indépendants, sans toutefois adhérer au Traité de Sécurité Collective qui impliquerait une présence militaire à ses frontières.

D'une façon générale, le pays semblait donc se rapprocher de l'Union européenne jusqu'à l'élection du Président Dodon en 2016, caractérisant l'ambiguïté de ses relations depuis son indépendance (Bon, 2008, p. 68). La Moldavie se trouve actuellement dans une position chancelante dont l'issue sera largement déterminée par le scrutin législatif de 2018.

219. À ce jour, le Président Dodon a déposé la candidature de la Moldavie pour intégrer l'Union eurasiatique, mais pour un statut de simple observateur.

En attendant, la Russie a réagi à la signature du traité d'accord avec l'Union européenne par un embargo visant les produits agricoles (vin, fruits) qui représentent un quart des exportations du pays et sont largement destinés à la Russie. En dépit des tentatives de ré-exportation par l'intermédiaire de la Biélorussie et du Kazakhstan (bénéficiant d'un accord de libre-échange avec la Russie), le secteur agricole est fortement affecté par ces mesures, ne parvenant pas à exporter sur les marchés européens. Les populations rurales sont d'autant plus concernées qu'elles demeurent très défavorisées par rapport aux citadins, eux-mêmes figurant parmi les ménages les plus pauvres d'Europe. L'embargo de 2014 a un impact toutefois moins important que les sanctions russes de 2005-2006 qui visaient à l'époque les mêmes produits : la Moldavie a entre temps diversifié son portefeuille de clients ce qui lui permet de moins dépendre de la demande russe. En revanche, elle reste exposée à la fourniture énergétique de la Russie (en particulier de gaz), dont la livraison avait été temporairement suspendue en 2006, avant de reprendre à des prix fortement rehaussés. Cette dépendance énergétique a engendré un regain d'inflation très important à la fin des années 2000 et déprécie les revenus agricoles - stagnants - ne favorisant pas la modernisation de l'agriculture. En effet, il semble que le manque de compétitivité et le coût élevé de l'investissement soient les barrières les plus importantes aux exportations agricoles moldaves sur le marché européen occidental, qui nécessite une adaptation à des normes exigeantes (Cenusa *et al.*, 2014, p. 6). La Commission européenne a réagi à l'embargo de 2014 en proposant d'augmenter les importations de produits agricoles, permettant à la Moldavie d'écouler une partie de ses stocks, en particulier de vin.

Dans ce contexte d'instabilité, sans amélioration significative d'un point de vue économique, de nombreux Moldaves se sont exilés en Russie et en Europe afin de bénéficier du niveau de vie nettement plus favorable. Ils permettent à la population restée en Moldavie de soutenir sa consommation grâce aux envois monétaires qui représentent près d'un quart du PIB. Ces transferts financent l'importation de produits et plus largement le déficit commercial qui s'élevait à plus d'un milliard de dollars en 2015 : l'équilibre économique reste donc fragile et le pays demeure tributaire des rapports de force étrangers. Même si la dépendance vis-à-vis des importations russes s'est considérablement réduite, les envois de fonds proviennent encore majoritairement de ce pays (53% en 2014 et 42% en 2015, voir la figure 6.3). L'importante baisse de la part des transferts reçus de Russie entre 2014 et 2015 (-220 millions de dollars) est probablement due à l'instabilité économique et monétaire russe mais n'est pas compensée par les envois provenant d'autres zones puisqu'au total,

la baisse est de l'ordre de 250 millions de dollars. Il s'agit d'un sujet particulièrement sensible pour les autorités car les envois de fonds représentent un moyen de subsistance indispensable aux ménages (voir la section 5 ci-après). De plus, ils permettent au gouvernement de générer des revenus *via* les taxes à la consommation et aux importations, tout en limitant les transferts sociaux vers les ménages. Ainsi, le solde budgétaire est relativement équilibré²²⁰ depuis les années 2000 (en excédent jusqu'en 2005 puis avec un déficit limité à 2% par la suite) malgré l'instabilité économique omniprésente. Cette dépendance aux envois de fonds, à laquelle s'ajoute l'instabilité du rouble, maintient la Moldavie dans une situation délicate, entre volonté d'intégration aux pays européens et intérêts vis-à-vis de la Russie. Bien que cette dernière n'ait pas pratiqué de sanctions à l'encontre des migrants moldaves, l'utilisation de ce type de restrictions lors du conflit russo-géorgien de 2006²²¹ ne peut que préoccuper les autorités moldaves. En ce sens, la suppression des visas pour les Moldaves souhaitant résider pour une durée inférieure à trois mois dans l'espace Schengen (effective depuis 2014) facilite la diversification des origines des envois de fonds.

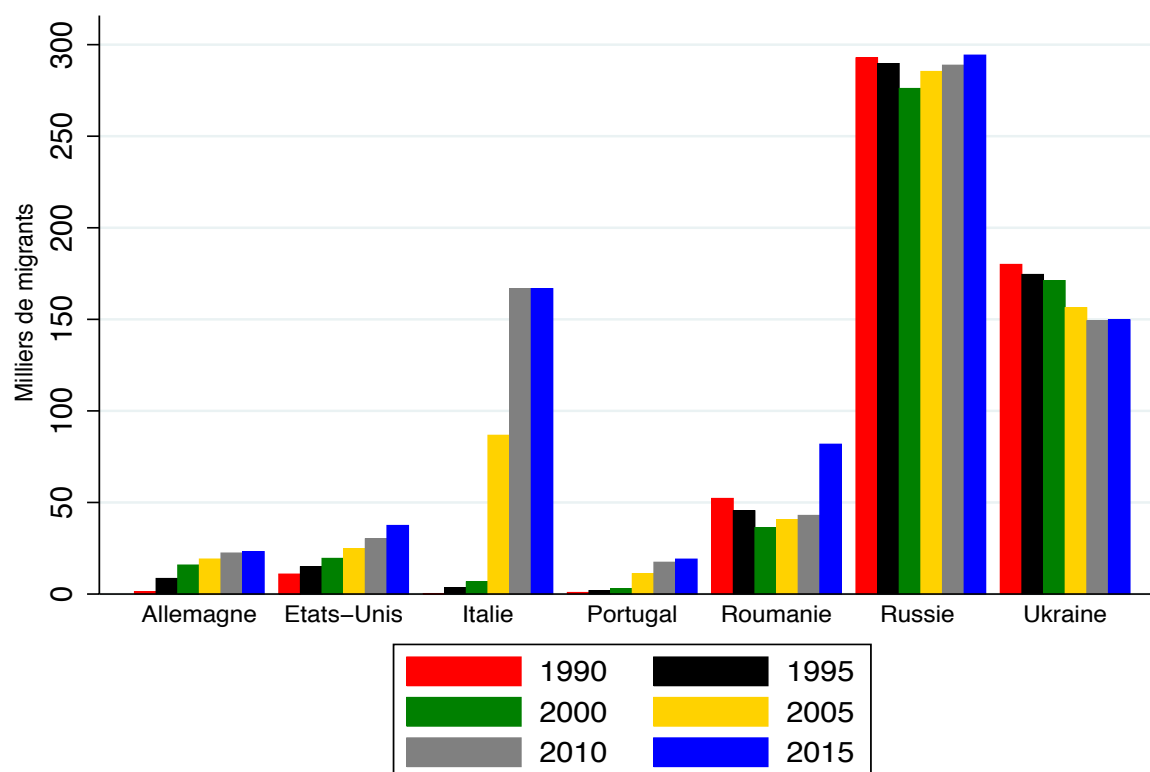
3 L'émigration massive de la population moldave depuis l'indépendance

Avant la déclaration d'indépendance, la migration de la population moldave était plutôt permanente et essentiellement localisée en Ukraine et en Russie, ce qui explique la stabilité de la diaspora dans ces deux pays (figure 6.2). Le véritable changement s'est opéré après la crise russe (1998) qui a très sévèrement affecté l'économie de la Moldavie et entraîné une grande partie de la population dans la pauvreté. Face à l'inflation et au marasme économique, les actifs ont commencé à émigrer en fonction de la matrice identitaire du pays : les russophones en Russie ou en Ukraine, les roumanophones en Europe. D'abord essentiellement irrégulière, la migration des Moldaves a été ensuite facilitée par des accords bilatéraux incluant notamment l'Italie et le Portugal, expliquant le nombre non négligeable de ressortissants dans ces pays (IOM, 2012). L'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne (2007) a contribué à accélérer les flux migratoires sortants, l'obtention de passeports étant largement facilitée par les autorités roumaines. D'une façon générale,

220. Cette orthodoxie budgétaire s'explique par l'intervention de FMI et de la Banque Mondiale dont dépendent les aides accordées à la Moldavie.

221. Les autorités russes avaient alors limité l'octroi de visas aux ressortissants géorgiens et restreint la possibilité pour les migrants de retourner des sommes d'argent en Géorgie.

FIGURE 6.2 – Les principales destinations des migrants moldaves



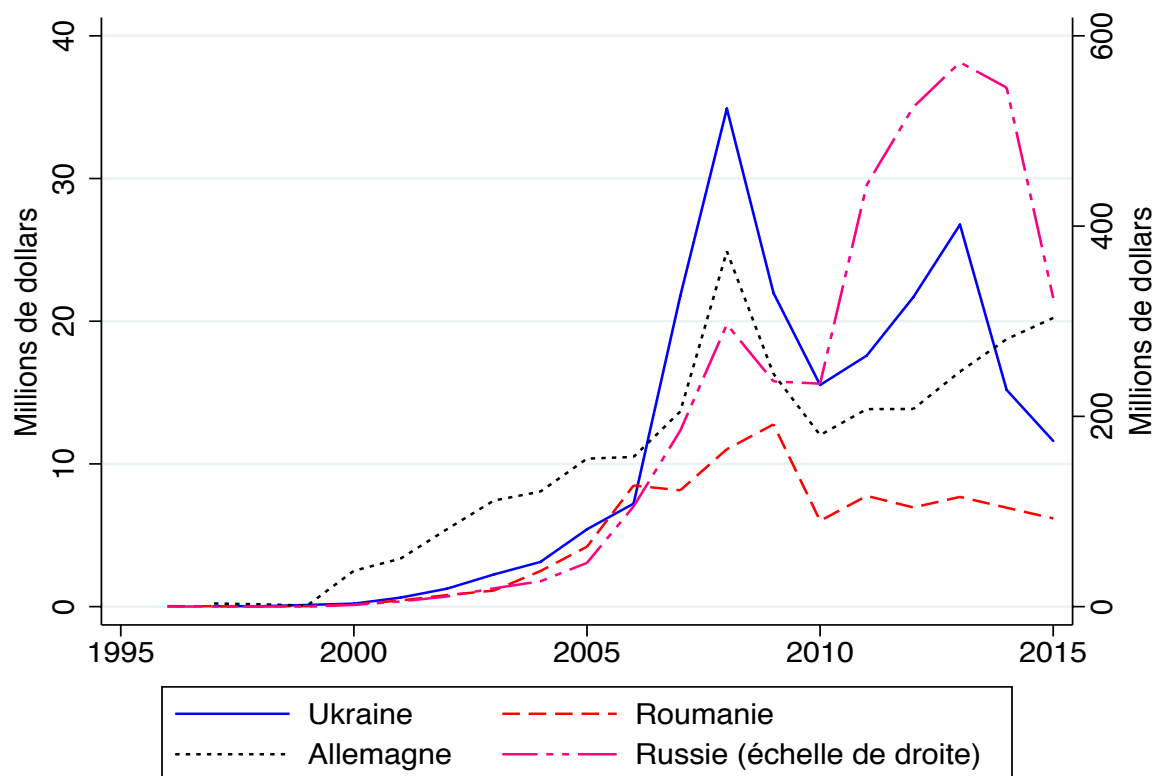
Données Nations Unies, réalisation de l'auteur.

le rapprochement de la Moldavie avec les instances européennes contribue à augmenter le nombre de migrants dans l'UE, notamment en Italie et en Roumanie (figure 6.2). Parallèlement, les dégradations des relations entre la Russie et la Moldavie ainsi que les turbulences de l'économie russe ne semblent pas affecter les flux migratoires jusqu'à présent. En revanche, l'Ukraine accueille de moins en moins de Moldaves²²² qui ne renvoient que des montants relativement faibles²²³ d'envois de fonds (figure 6.3). Si le nombre de migrants est plutôt stable quelles que soient les destinations, les envois sont beaucoup plus volatils et dépendent fortement de la conjoncture. Ainsi, les transferts envoyés de Russie ont été très affectés par la grande crise de 2008, puis par l'instabilité du rouble et du cours de l'énergie à partir de 2014. Dans la mesure où la diaspora moldave est majoritairement située en Russie, ces fluctuations se répercutent sur les montants totaux d'envois de fonds reçus par la Moldavie mais également sur l'économie qui reste liée à la conjoncture russe, d'où des flux clairement procycliques. L'instabilité plus importante

222. Le stock important de la diaspora en Ukraine est issu de mouvements migratoires antérieurs à l'indépendance (IOM, 2012). La migration économique des Moldaves vers ce pays est aujourd'hui faible.

223. Ce chiffres sont probablement sous-estimés en raison de la situation de la Transnistrie qui se situe précisément entre la Moldavie et l'Ukraine, favorisant les transactions informelles. La région est par ailleurs connue pour ses nombreux commerces illicites, notamment dans le domaine des armes.

FIGURE 6.3 – Les envois de fonds en Moldavie par pays d'origine



Les données sont exprimées en millions de dollars. La banque centrale de Moldavie ne fournit pas de données sur les flux bilatéraux avec l'Italie, mais la Banque Mondiale estime que les envois partant de ce pays vers la Moldavie ont atteint 297 millions de dollars en 2015. Données Banque Nationale de Moldavie, réalisation de l'auteur.

caractérisant les transferts envoyés de Russie s'explique également par le fait que les migrants résidant dans ce pays sont généralement moins qualifiés que ceux travaillant dans les pays européens et occupent donc des emplois plus exposés à la conjoncture. Des différences sont également observées concernant le genre : les migrants Moldaves travaillant en Russie sont essentiellement des hommes, alors que les femmes se dirigent en majorité vers l'Europe, en particulier dans le domaine des services à la personne.

Globalement, le taux de migration est extrêmement élevé : la proportion d'émigrants représente environ un quart de la population moldave depuis 2005, laquelle décroît à un rythme de l'ordre de -0.1% / -0.2% chaque année. Même si cette diaspora permet à la population moldave de bénéficier d'importants transferts monétaires, le développement du pays est irrégulier et freiné par l'émigration des actifs en raison du manque d'opportunités locales. La Moldavie est un pays dont la forte migration, elle-même provoquée par des conditions internes difficiles, ne semble pas servir le développement économique alors que la littérature insiste largement sur les externalités positives potentielles (transferts moné-

taires, réduction de la pauvreté, expérience à l'étranger). Ces dernières ne suffisent pas à compenser le départ d'une large partie de la population, notamment des diplômés qui ne retourneront pas nécessairement en Moldavie à court ou moyen terme : dans une telle configuration, même un effort important du gouvernement dans le domaine de l'éducation ne permet pas d'obtenir de gains économiques.

Nous verrons que l'augmentation du revenu disponible des ménages moldaves par les transferts de fonds est un fait indiscutable et donc plutôt bénéfique, mais que l'instabilité chronique des pays européens et surtout de la Russie laisse perplexe sur l'avenir de ce type de modèle économique. La forte instabilité de l'économie russe, très dépendante de la demande énergétique, fragilise la situation des migrants et donc des ménages bénéficiant de transferts extérieurs. Cette instabilité se traduit par des fluctuations soudaines du rouble depuis 2014, dépréciant les montants des transferts monétaires envoyés de Russie. Les migrants ayant choisi l'Europe occidentale sont également soumis aux turbulences européennes, dont les membres sont de plus en plus réservés sur la migration économique, à l'instar des États-Unis. Toutefois, il faut probablement s'attendre à des transferts monétaires de plus en plus importants en provenance de l'Union européenne, dans la mesure où les conditions de circulation des Moldaves sont facilitées depuis 2014.

4 L'économie de la Moldavie depuis son indépendance

Afin de proposer un profil récent du pays, le tableau 6.1 rassemble quelques indicateurs démographiques, économiques et sociaux importants. Comme nous l'évoquions dans la section précédente, la Moldavie reste à ce jour un pays relativement pauvre par rapport à ses voisins européens, caractérisé par un taux de croissance volatil traduisant un processus de développement irrégulier²²⁴.

Le taux de chômage officiellement bas, partiellement occulté par une faible population active, masque également la part importante de l'activité informelle qui réduit fortement le nombre d'individus participant au financement de la protection sociale. Ce phénomène est accentué par la migration puisque les émigrants sont essentiellement des actifs qui ne participent donc pas au financement de la sécurité sociale. Au regard de la figure 6.4, la production industrielle, contribution principale au PIB (figure 6.5), n'a évolué

224. La figure 2.4 du chapitre 2 (section 2.2) expose la croissance moldave depuis 1995.

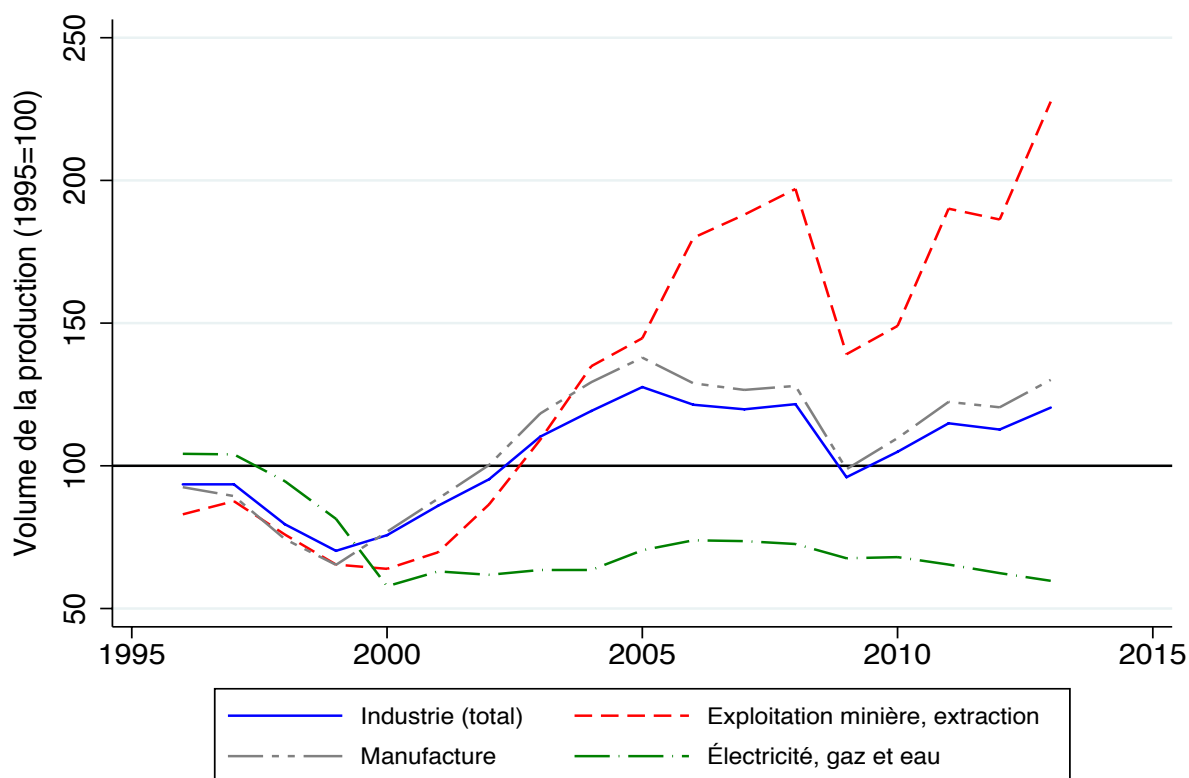
Tableau 6.1 – Quelques statistiques générales sur la Moldavie

Indicateur	2000	2005	2010	2014
PIB/tête (dollars constants 2005)	583.3	831.2	983.2	1190.7
Dette publique (% PIB)	96.86	34.4	26.9	30.1
Solde public (% PIB)	-1.49	+1.80	-2.61	-1.88
Solde commercial (% PIB)	-22.78	-39.87	-38.19	-36.32
Population totale	3 644 070	3 600 436	3 563 695	3 557 634
Taux de chômage	8.5%	7.3%	7.4 %	3.9 %
Proportion d'emplois informels	ND	33.44%	30.92%	32.53%
Nouveaux émigrants	ND	6828	4714	2374
Personnes sous le seuil de pauvreté (absolue) national	67.8%	29.1%	21.9%	11.4%
Inscription éducation primaire (% total)	89.1	91	87.6	87.1
Dépenses de santé publiques par tête (dollars constants 2005)	19	35	52	62
Nombre de cotisants à la sécurité sociale	Aucun (pas de sécurité sociale)	1 083 200*	864 200	877 400
Espérance de vie à la naissance	66.9	67.7	69.7	71.5
Indice de développement humain	0.597	0.648	0.672	0.701

ND : Non disponible. *Année 2006. Données Bureau National de la Statistique de Moldavie, Organisation Mondiale de la Santé, UNESCO, Nations Unies, Banque Mondiale, FMI et Banque Nationale de Moldavie.

que lentement depuis les 20 dernières années. Plus précisément, l'industrie moldave n'a progressé que de 20 % entre 1995 et 2015, avec des différences significatives selon les sous-secteurs. Par exemple, la protection de minerais a plus que doublé sur cette même période, mais cette activité ne contribuait qu'à 0.5 % de la production nationale en 2014. Le principal contributeur, à savoir l'activité manufacturière, n'a guère progressé et s'est sérieusement replié suite à la crise de 2008, expliquant largement la variation totale de la production industrielle. Finalement, la structure productive du pays a peu évolué depuis l'indépendance, à l'exception du secteur agricole dont l'importance décroît de façon continue alors que la vente de détail s'est au contraire développée. Il faut néanmoins souligner que la sécession de la Transnistrie en 1991 prive la Moldavie de nombreuses ressources

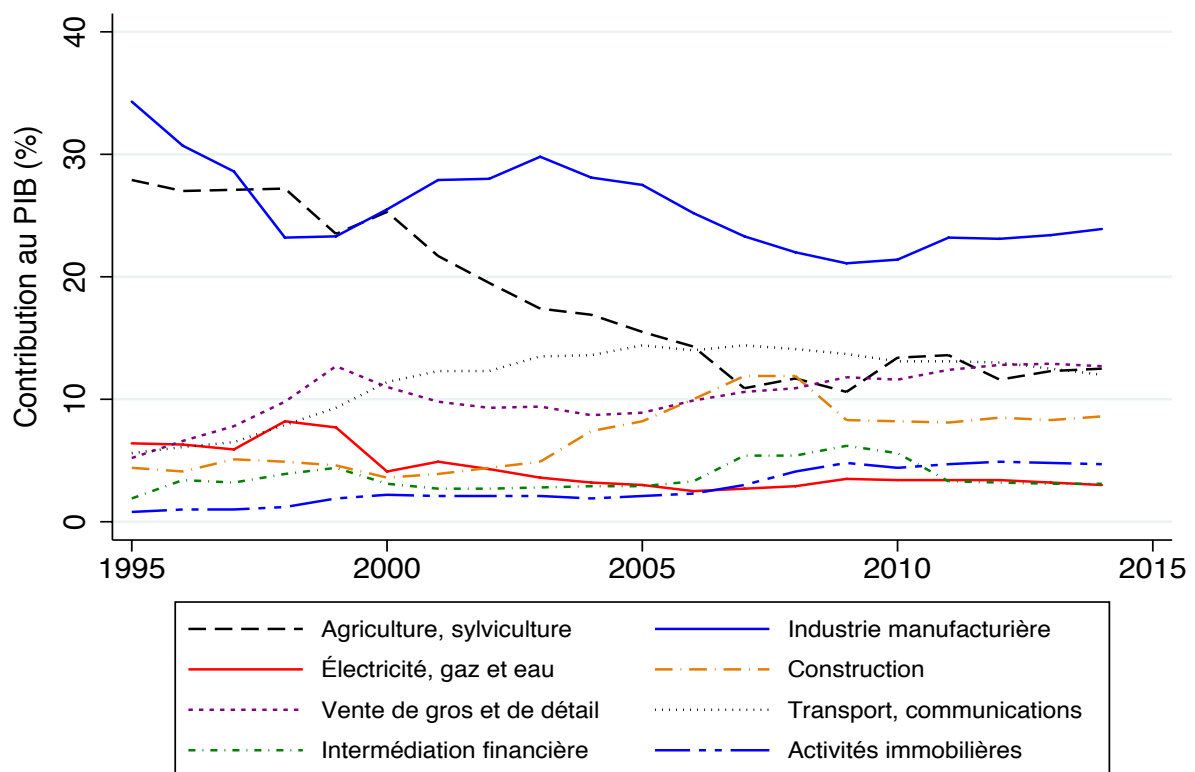
FIGURE 6.4 – Évolution de la production industrielle (1995=100)



Données du Bureau National de la Statistique de Moldavie, réalisation de l'auteur.

industrielles. Cette région ne représente que 10% du territoire mais génère 90% de la production électrique et le tiers de la production industrielle en 1990 (Mackinlay et Cross, 2003, Chapitre 5), en raison des investissements soviétiques concentrés sur ce territoire (voir section 1 et Banque Mondiale (2015a)). Plus récemment, les activités immobilières et de construction ont commencé à se développer, mais restent assez marginales en termes de contribution au PIB. En analysant plus spécifiquement les composantes de la demande (figure 6.6), on remarque que la répartition est quasi-identique depuis les années 1990 : la Moldavie est un pays dont l'économie est basée sur la consommation des ménages et caractérisée par une propension à importer extrêmement élevée. La consommation des ménages ne semble pas affectée par les épisodes de crise alors que les exportations se sont légèrement repliées suites aux sanctions russes (à partir de 2005-2006). Il en résulte une balance commerciale très fortement déficitaire (figure 6.7), compensée par des envois de fonds qui fournissent une quantité importante de devises. La faiblesse de l'investissement demeure un problème pour le pays et ne semble pas être stimulé par les envois de fonds qui sont essentiellement consommés ou thésaurisés. Le manque d'opportunités sur le marché local et l'absence de profitabilité sont les motifs les plus régulièrement évoqués dans

FIGURE 6.5 – Contribution des principaux secteurs au PIB

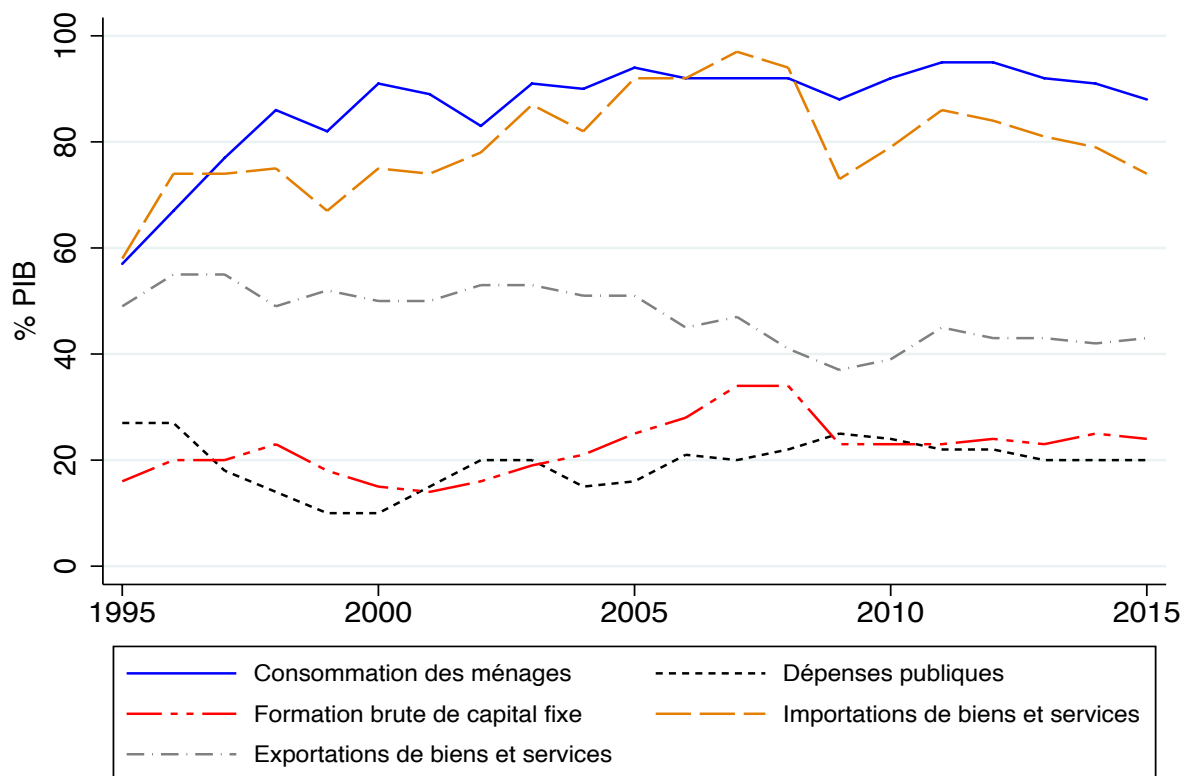


Données du Bureau National de la Statistique de Moldavie, réalisation de l'auteur.

les enquêtes ménages pour expliquer cette situation (Martinez *et al.*, 2015). Comme nous l'avons souligné dans le chapitre 2, les autorités ont tenté de favoriser l'investissement des envois de fonds en proposant un programme²²⁵ doublant chaque leu investi à partir de 2011 mais le plafond limité à 200 000 lei (9700 dollars) n'a pas permis d'obtenir des résultats significatifs (Martinez *et al.*, 2015). La faiblesse de l'investissement est particulièrement problématique pour l'activité agricole qui n'est pas suffisamment compétitive sur les marchés européens car peu adaptée à leurs normes spécifiques. Le secteur primaire exporte donc essentiellement en Russie et subit régulièrement les conséquences des frictions entre les gouvernements russe et moldave. Pour pouvoir être compétitive en Europe, l'agriculture nécessiterait des investissements coûteux et rapides permettant de produire en conformité avec les standards européens, mais les contraintes de liquidité ralentissent ce processus de modernisation (Cenusa *et al.*, 2014). Contrairement aux résultats suggérés par la littérature (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009 ; Aggarwal *et al.*, 2011) les envois de fonds ne semblent pas représenter un atout pour l'investissement, que ce soit par des initiatives entrepreneuriales ou par un relâchement des contraintes de liquidité. Les résultats

225. Le programme est intitulé « PARE 1+1 » (*Programme for Attracting Remittances into the Economy*) et s'inspire du 3X1 mexicain.

FIGURE 6.6 – Composantes de la demande par rapport au PIB



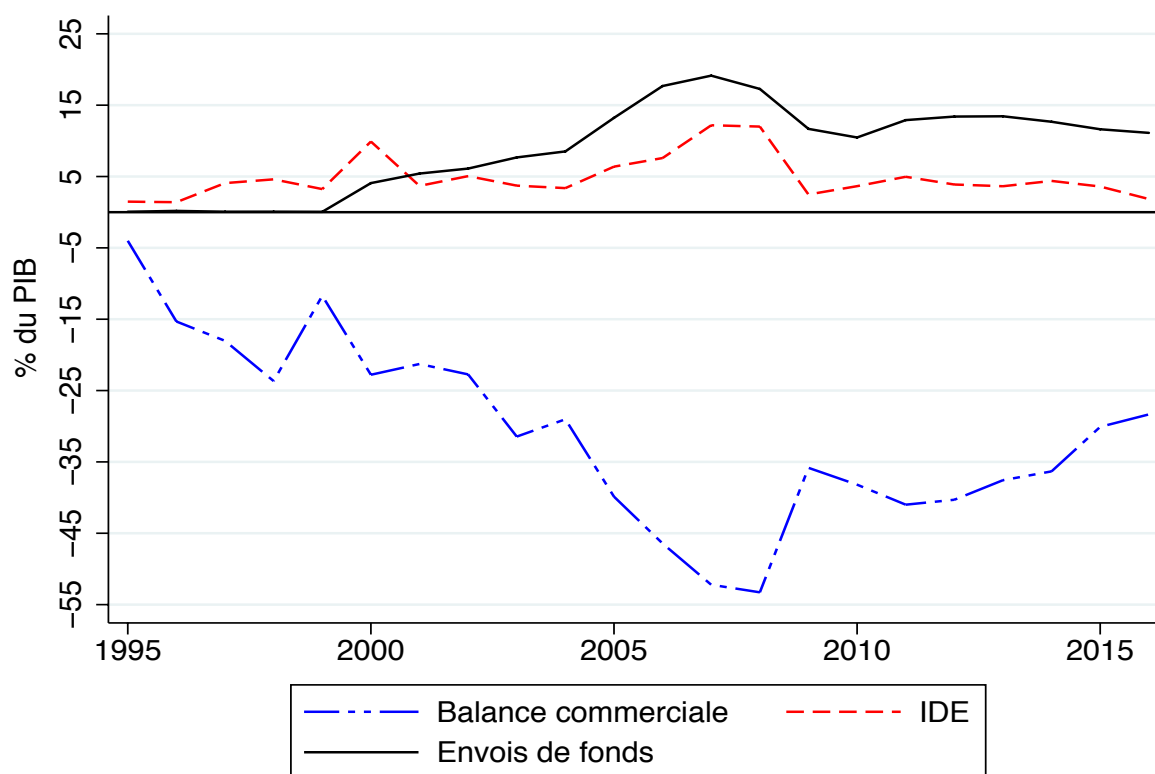
Données du Bureau National de la Statistique de Moldavie, réalisation de l'auteur.

économétriques issus des estimations en données de panel (chapitre 1) ne se vérifient donc pas dans le cas spécifique de la Moldavie²²⁶. Le mode de détention des transferts est un facteur explicatif supplémentaire : Cuc *et al.* (2006) montrent qu'ils sont essentiellement thésaurisés, contribuant peu au développement financier. Ainsi, ils ne permettent pas de favoriser la finance formelle en raison du manque de confiance envers les établissements bancaires persistant depuis la crise de 1998²²⁷. En conséquence, seuls 18% des ménages déclaraient détenir de l'épargne dans un établissement financier formel en 2013 (Banque Mondiale, 2015b). Ce constat permet d'identifier un canal entre envois de fonds et relâchement des contraintes financières, à savoir la confiance des ménages envers le secteur bancaire. Pour que le développement financier soit effectivement stimulé, il nécessite une plus forte sollicitation des banques qui ne se produira pas si les ménages ne souhaitent pas utiliser leurs services. Il s'agit là d'une hypothèse intéressante pouvant être traitée avec des données microéconomiques et s'inscrivant dans les travaux récents d'Ambrosius et Cuecuecha (2016), qui montrent que les transferts favorisent davantage la finance in-

226. En effet, le chapitre 1 montre que les envois de fonds sont corrélés à l'investissement privé sur un échantillon de plusieurs dizaines de pays (dont la Moldavie fait partie).

227. De ce point de vue, le scandale politico-financier de 2015 évoqué dans la section 1 ne contribue pas à améliorer le climat de confiance vis-à-vis des établissements bancaires et du secteur public.

FIGURE 6.7 – Principaux flux entrant en Moldavie



Données Banque centrale de Moldavie, réalisation de l'auteur. Pour permettre une comparaison avec les statistiques du chapitre 2, les envois de fonds sont représentés sans les rémunérations des travailleurs temporaires.

formelle que formelle.

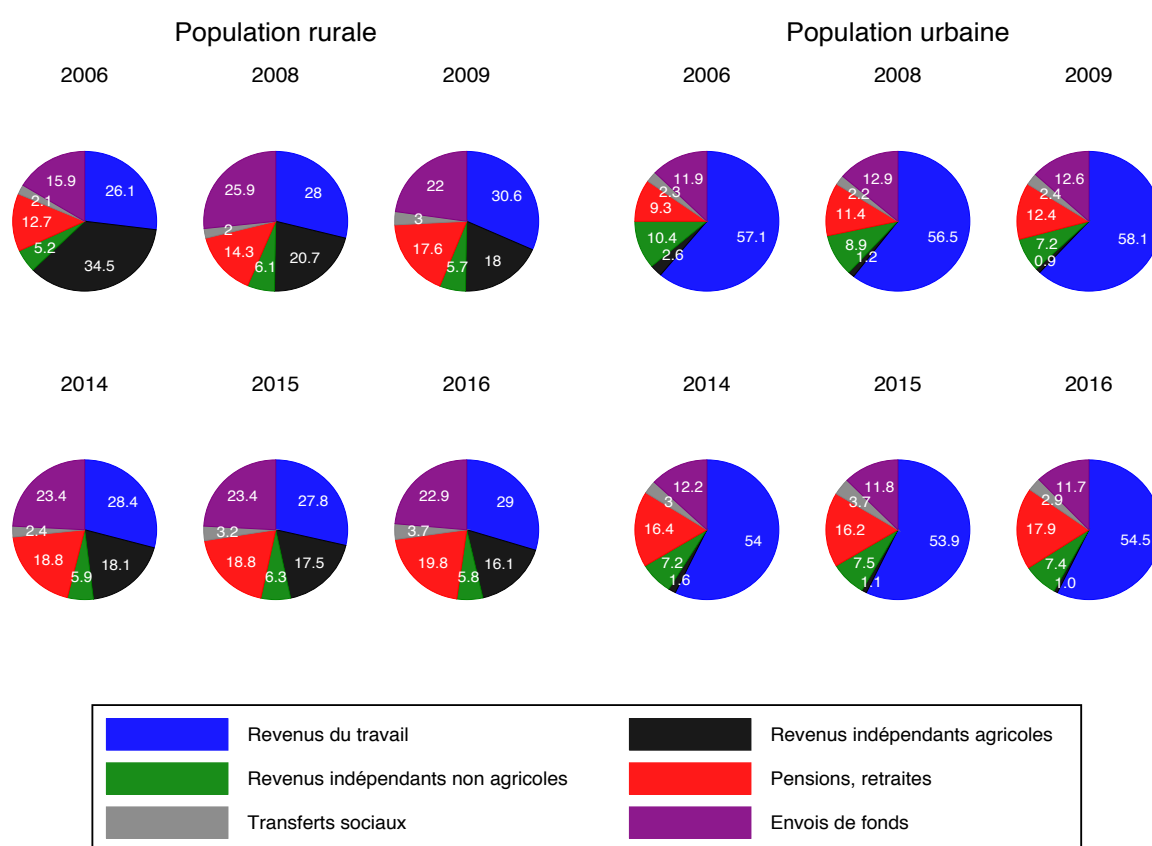
Les flux d'investissements étrangers (IDE) ne comblent pas le sous-investissement interne puisqu'ils ne représentaient qu'environ 2% du PIB en 2016 (figure 6.7), malgré un régime fiscal plutôt compétitif pour les entreprises²²⁸. Le manque de qualification de la population locale, associé au sous-développement des infrastructures routières, est peu attractif pour les investisseurs étrangers souhaitant exporter sur les marchés internationaux (UNCTAD, 2013). Pourtant, la figure 6.7 montre que les flux d'IDE étaient relativement importants avant 2008 (plus de 10% du PIB) mais n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant crise, ce qui peut s'expliquer par la volatilité de la croissance et l'incertitude de la situation en Ukraine. La Moldavie souffre également d'une réputation défavorable en termes de transparence et l'instabilité politique depuis 2010 crée un climat peu propice aux investissements.

228. L'impôt sur les bénéfices s'élève à 12%.

5 L'importance des transferts de fonds pour le revenu des ménages

Lorsqu'on observe l'importance des transferts de fonds en Moldavie (figure 6.7), on imagine aisément qu'ils occupent une place non négligeable dans le revenu des ménages. Le bureau national de la statistique de Moldavie fournit de nombreuses données sur les sources de revenu des ménages depuis 2006, avec une décomposition par zone (rurale/urbaine). Le graphique 6.8 illustre ces données pour les années 2006, 2008, 2009, 2014, 2015, 2016²²⁹. D'emblée, on remarque que les transferts privés représentent une part relativement importante et stable du revenu des ménages, notamment pour ceux situés dans des zones rurales (près du quart du revenu disponible en 2016). Cette part est deux fois moins importante

FIGURE 6.8 – Principales sources de revenu des ménages



Les données sont exprimées en pourcentage du revenu total. Données du Bureau National de la Statistique de Moldavie, réalisation de l'auteur.

chez les urbains mais reste non négligeable puisqu'elle dépasse 10%. Il est intéressant de

229. Nous avons choisi de sélectionner l'année la plus ancienne disponible (2006), la plus récente (2016), ainsi que des périodes où les transferts de fonds ont diminué (2009, 2015, 2016) afin de pouvoir analyser l'impact sur le revenu et la consommation.

constater qu'en termes de répartition, la baisse brutale des transferts observée en 2009 n'a eu qu'un impact marginal pour les ménages urbains mais beaucoup plus prononcé pour les ruraux. Le fait que les transferts représentent une part plus importante du revenu pour les ménages situés dans les campagnes s'explique par des conditions de vie très précaires et par le recul du secteur agricole qui contribue à appauvrir la population rurale (figure 6.5). Ce déclin est d'ailleurs très visible sur le graphique 6.8 car la part des rémunérations agricoles des travailleurs indépendants a été divisée par deux entre 2006 et 2016. Par conséquent, les transferts de fonds prennent une part de plus en plus conséquente et représentent la seconde source de revenu, non loin des rémunérations du travail. En d'autres termes, la population rurale est fortement dépendante des transferts issus de la migration et plus largement des conditions économiques des pays accueillant les Moldaves, à savoir la Russie et les pays d'Europe centrale ou occidentale. Au delà de la répartition des différentes sources de revenu, il est intéressant de porter une analyse en termes monétaires afin d'appréhender l'évolution du revenu disponible. Le graphique 6.9 montre que si le revenu des ménages moldaves augmente²³⁰, cette progression est fortement conditionnée par le cycle économique. En particulier, les ménages ruraux ont été très affectés par l'épisode récessif de 2009 puisque leur revenu disponible s'est contracté de près de 5%, alors que les ménages des zones urbaines ont connu une quasi-stagnation (+0.9%)²³¹.

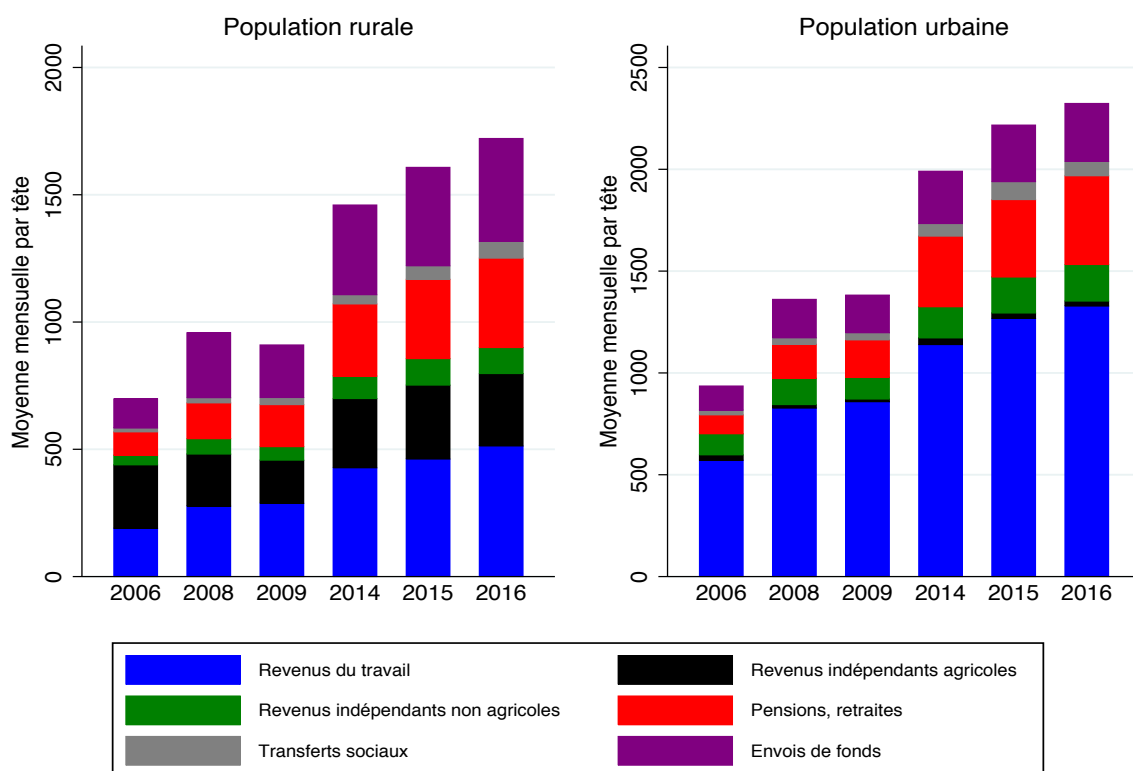
On remarque clairement sur le graphique 6.9 que les transferts de fonds ont eu un rôle important dans l'évolution du revenu disponible des ménages ruraux : en baisse de 19% par rapport à 2008, ils ont largement contribué à réduire le revenu, bien que d'autres sources aient également été affectées (notamment les revenus agricoles). La baisse des transferts a été beaucoup moins significative pour les ménages urbains (-2%) ce qui explique en partie le fait que le revenu disponible ait été stable malgré la forte récession de 2009. Une explication supplémentaire serait que les migrants originaires des zones urbaines sont en moyenne plus qualifiés et possèdent probablement des emplois mieux rémunérés et plus stables à l'étranger. À l'inverse, les campagnes moldaves sont toujours très pauvres et l'accès à l'éducation est plus difficile, ayant pour conséquences des niveaux de qualification moindres et des emplois occupés plus précaires. La dépendance aux transferts de

230. Les données fournies par le bureau de la statistique de Moldavie ne tiennent pas compte de l'inflation. Par exemple, les prix ont progressé de 121% entre 2006 et 2016, alors que le revenu nominal a augmenté de 143% pour les habitants des zones urbaines et de 145% pour les habitants des zones rurales.

231. Les prix ont été stables en 2009, avec un taux d'inflation de -0.1%. Nous mesurons l'inflation à l'aide de l'indice des prix à la consommation qui permet d'inclure les produits importés (contrairement au déflateur du PIB).

fonds est le second facteur explicatif : dans la mesure où le revenu des ménages ruraux était composé à plus de 25% de transferts en 2008, il a été nécessairement plus affecté par leur contraction par rapport aux citadins. Ces derniers, dont le revenu ne dépendait qu'à hauteur de 12.9% aux transferts extérieurs ont donc été beaucoup moins affectés. On note toutefois que si les transferts monétaires des ménages urbains s'étaient contractés dans les mêmes proportions que ceux des ménages ruraux, le revenu disponible aurait baissé, mais de seulement 1.25% compte tenu de leur importance plus faible. Cette baisse plus modérée s'explique également par la légère progression des rémunérations salariées et des retraites.

FIGURE 6.9 – Évolution des revenus par source

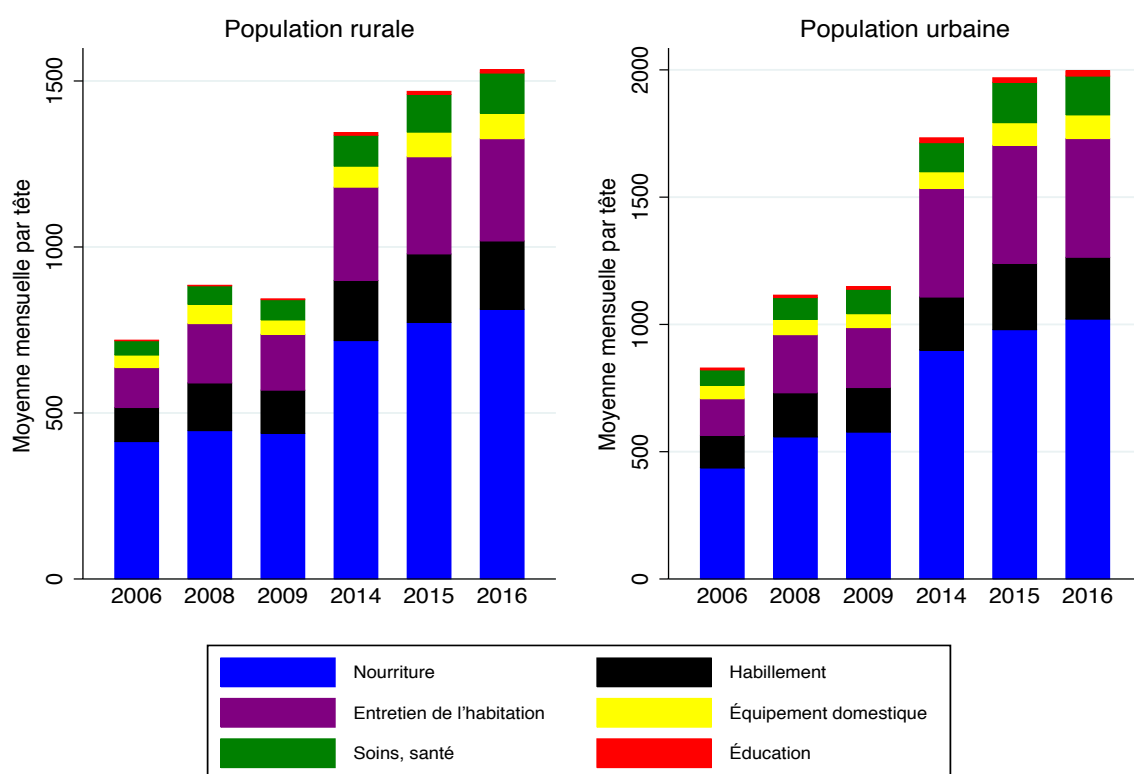


Les données sont exprimées en lei courants. Données du Bureau National de la Statistique de Moldavie, réalisation de l'auteur.

La période de récession traversée par la Moldavie en 2009 ayant été relativement brève, il est fort probable que la consommation des ménages n'ait pas subi de baisse significative. La figure 6.10 met en avant l'évolution de la consommation des ménages, selon les différents postes de dépenses. À l'instar du revenu, on observe que les ménages situés dans les zones rurales ont été nettement plus affectés que les ménages urbains. Comme nous l'avons souligné précédemment, les données ne prennent pas en compte l'inflation

mais celle-ci étant nulle en 2009, les chiffres sont aisément comparables à ceux de 2008. Au regard de l'évolution de la consommation des ménages ruraux, on constate que les transferts de fonds n'ont visiblement pas été en mesure de la stabiliser - même pour l'alimentation - lors du retournement économique de 2009. En effet, la consommation globale a baissé de plus de 4% par rapport à 2008, ce chiffre s'élevant à 2% pour les dépenses d'alimentation ce qui n'est pas réellement significatif compte tenu de la baisse des prix dans ce secteur²³². Néanmoins, la consommation des ménages urbains, moins dépendants des transferts extérieurs, résiste davantage et progresse même de 2.5% (3.4% pour les dépenses d'alimentation). Il est bien évidemment difficile d'attribuer la baisse des dépenses de consommation des ménages situés en zone rurale uniquement aux transferts de fonds, mais le fait qu'ils contribuent en grande partie au revenu ne laisse que peu de doute. En

FIGURE 6.10 – Évolution de la consommation par poste



Les données sont exprimées en lei courants. Données du Bureau National de la Statistique de Moldavie, réalisation de l'auteur.

ce qui concerne les dépenses de santé, elles continuent à augmenter progressivement (+9% pour les ménages ruraux et +12% pour les ménages urbains), mais cette hausse doit être tempérée avec la forte inflation touchant les médicaments (+20% en 2009). Autrement

232. En effet, même si le taux d'inflation était globalement nul en 2009, la tendance dans le secteur de l'alimentation était plutôt déflationniste.

dit, la progression des dépenses de santé privées ne reflète pas une réelle augmentation en volume mais plutôt une tendance inflationniste, même si les prix des services médicaux semblent beaucoup plus stables (+2% en 2009).

Les ménages ont été moins affectés par la légère contraction de l'économie observée en 2015 (-0.4%) et par la baisse simultanée des envois de fonds (-25%)²³³. Le revenu a continué à augmenter (+11.3% en milieu urbain et +10% en milieu rural), une progression réelle faible compte tenu de la hausse des prix à la consommation (9.7%). Concernant les ménages ruraux, le revenu a été largement soutenu par l'augmentation des transferts sociaux (+14%, retraites incluses), maintenue en 2016 malgré un taux d'inflation nettement plus bas (6.4%). Toutefois, les transferts des migrants demeurent la seconde source de revenu des ménages situés en zone rurale, dépassant largement ceux du gouvernement (figure 6.8). En revanche, le revenu réel des ménages urbains s'est contracté en 2016, s'expliquant par la faible progression des revenus du travail (+4.8%), la stagnation des revenus des indépendants non agricoles et surtout par la hausse moins importante des transferts sociaux (8%) par rapport aux ménages ruraux. Les revenus de ces derniers ont quant à eux été stables en 2016 en valeur réelle.

La consommation réelle a globalement diminué en 2015 si l'on tient compte de la forte hausse des prix liée à une dépréciation brutale du leu, mais elle est soutenue par la progression des achats d'équipements ménagers en milieu urbain (+35% en 2015) et d'habillement (+25%) malgré des taux d'inflation élevés dans ces secteurs (14%). Quand à la hausse apparente des dépenses de santé, elle provient essentiellement de la tendance inflationniste inhérente aux médicaments (20% en 2015). La faiblesse de la consommation semble se confirmer en 2016, que ce soit pour les ménages ruraux ou urbains (respectivement +3.8% et +2.8% pour un taux d'inflation moyen de 6.4%), ce qui peut s'expliquer par la baisse des envois de fonds (-1%) pour la deuxième année consécutive. Il est intéressant de remarquer que les secteurs dont la consommation est habituellement soutenue par les transferts des migrants (en particulier l'entretien du ménage, l'habillement et les dépenses de santé privées) sont particulièrement concernés par la tendance baissière. Cette situation est d'autant plus surprenante que l'économie moldave semblait reprendre en 2016 (avec une croissance de +4.1%) et que les prix de l'énergie ont peu évolué, après une

233. Cette forte baisse est en partie imputable à la dépréciation brutale du rouble à partir du mois de décembre 2014.

hausse des tarifs de l'électricité de 35% en 2015 par rapport à 2014. Elle peut traduire une incertitude des ménages vis-à-vis de leur revenu, étant donnée la conjoncture peu favorable en Russie et la baisse des envois de fonds sur deux années consécutives (ce qui n'était pas arrivé même durant la grande crise). Il est à l'heure actuelle difficile d'estimer la tendance pour 2017 mais la Banque Nationale de Moldavie enregistre une hausse des envois de fonds de 3.5% au premier trimestre 2017 en glissement annuel, pouvant laisser envisager une reprise progressive des flux.

Ces données démontrent que l'impact stabilisateur souvent attribué aux envois de fonds est plus ou moins efficace selon les contextes. Dans le cas de la Moldavie, la forte dépendance des ménages aux transferts extérieurs implique davantage d'instabilité en période de crise, contrairement aux effets attendus. La configuration particulière de la diaspora - concentrée dans seulement deux zones - crée une volatilité et une procyclicité des flux qui n'offre pas un caractère stabilisateur. Cette observation pourrait expliquer les effets non-linéaires des envois de fonds identifiés par Combes et Ebeke (2011) sur la consommation des ménages. Lorsqu'ils représentent une part importante du revenu, les ménages concentrent les risques plutôt que de les diversifier et sont donc plus vulnérables. L'incapacité des transferts de fonds à stabiliser le revenu et la consommation des ménages moldaves - en particulier ruraux - durant la grande crise résulte de circonstances exceptionnelles qui ne sont *a priori* pas récurrentes. Cependant, la récente instabilité de la Moldavie (2015) associée à une baisse des envois de fonds semble à nouveau affecter les ménages. Cette baisse à la fois plus faible mais plus durable que l'épisode récessif de 2009 a contraint le gouvernement à augmenter ses transferts, démontrant que la consommation est un enjeu non négligeable pour les autorités. De fait, les ménages demeurent vulnérables à l'activité économique de la Russie qui détermine les envois de fonds par le biais du cours du rouble mais sont également tributaires de l'instabilité de leur propre monnaie. En effet, une large partie des biens de consommation est importée (figure 6.6), engendrant une inflation très volatile qui évolue au gré des fluctuations du leu. Or, la baisse des envois de fonds est un problème pour la banque centrale car ils représentent une source de devises indispensable à l'administration du taux de change et à la stabilisation de son cours.

6 Envois de fonds, recettes fiscales et dépenses du gouvernement

6.1 La volatilité des recettes fiscales

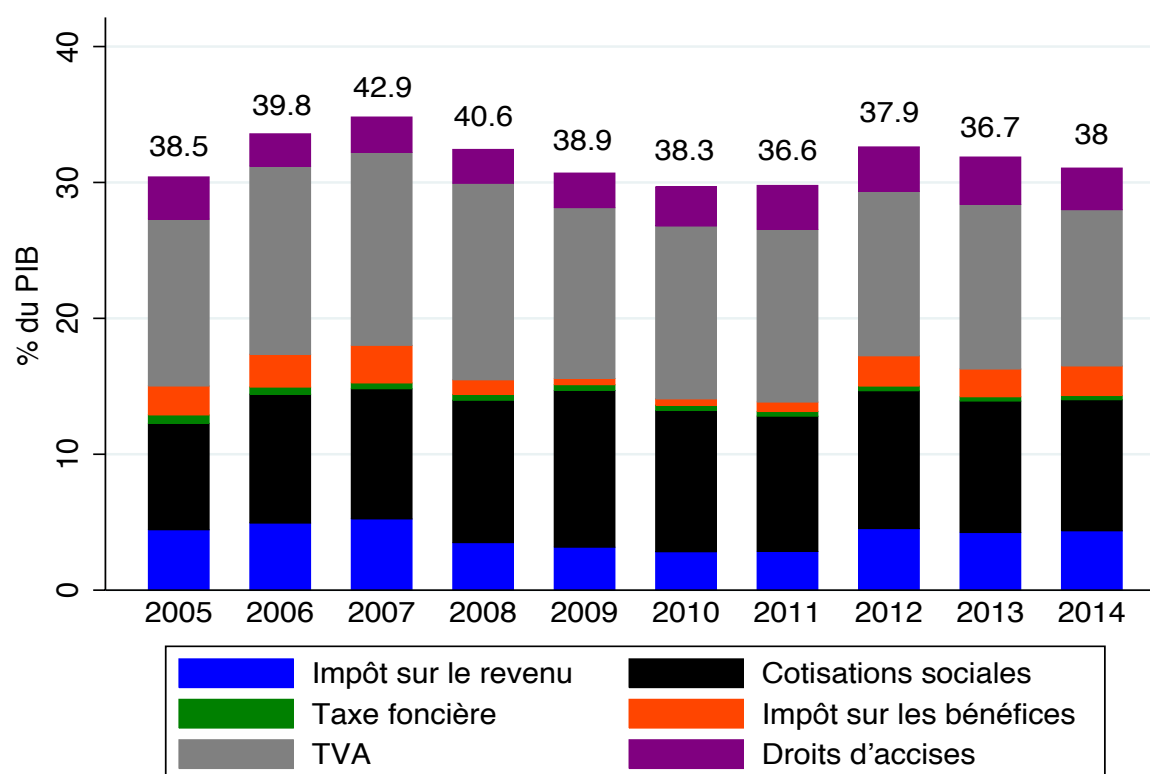
La littérature s'intéresse essentiellement au rôle des envois de fonds sur le revenu des ménages et dans une moindre mesure sur l'activité économique, négligeant leurs effets au niveau fiscal. Ces derniers sont très visibles en Moldavie car les envois de fonds financent une part importante de la consommation et des produits importés, dont la taxation apporte un revenu essentiel pour les finances publiques. En outre, les transferts des migrants permettent aux ménages d'améliorer leur niveau de vie sans que le gouvernement n'ait besoin de mobiliser des transferts sociaux importants (figures 6.8 et 6.9) pour soutenir leur revenu, d'où des économies sur les dépenses publiques. La figure 6.11 montre bien que les recettes du gouvernement dépendent fortement des taxes à la consommation, alors que les impôts sur le revenu et sur les entreprises ont une contribution nettement plus faible. À l'instar de nombreux pays en développement, la Moldavie rencontre des difficultés pour récolter les taxes dues, créant un écart significatif entre le revenu que le gouvernement devrait percevoir et les impôts effectivement collectés (USAID, 2016). L'importance de l'emploi informel, qui représente près d'un tiers de la force de travail, réduit également les prélèvements en particulier sous forme de cotisations. Le taux de TVA se situe dans la moyenne européenne (20%)²³⁴ mais les prélèvements fluctuent fortement au gré de la conjoncture comme le montre la figure 6.12. Le retournement économique de 2009 a entraîné une forte baisse des recettes issues des taxes à la consommation qui représentaient 40% des prélèvements, alors la baisse substantielle de l'impôt sur les bénéfices mise en place après la crise a accentué le manque à gagner pour l'État²³⁵.

La structure des recettes publiques représente donc une source de vulnérabilité pour les finances moldaves et rend le système fiscal peu progressif compte tenu de l'importance des prélèvements indirects. Dans la mesure où l'essentiel des taxes collectées provient de la consommation, le revenu du gouvernement est très exposé à la conjoncture économique qui dépend elle-même de facteurs externes, comme nous l'avons constaté dans les sections

234. Un taux réduit à 8% ainsi que des exemptions existent pour certains produits de première nécessité, par exemple les médicaments.

235. Cette baisse consistait en des exonérations pouvant être totales pour des investissements coûteux. Pour un historique des changements de la fiscalité moldave, voir Qehaja (2012), tableau 2.

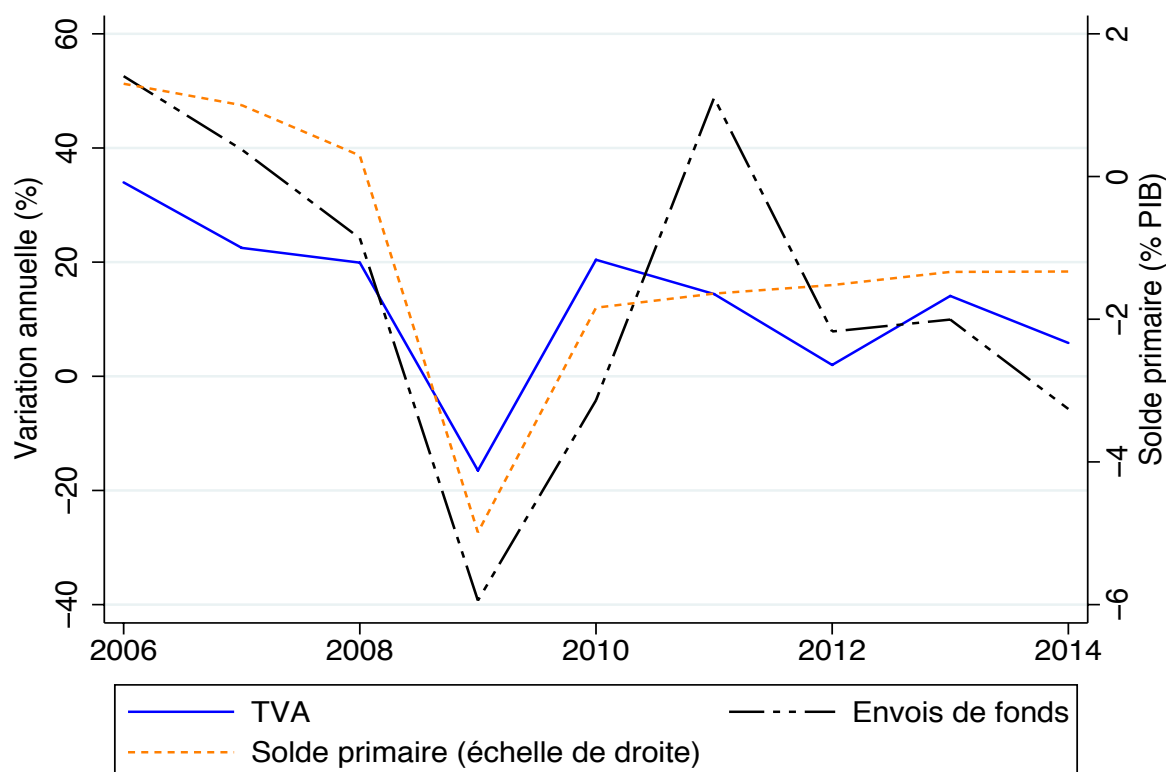
FIGURE 6.11 – Évolution des principaux revenus du gouvernement



Données FMI. Les chiffres situés au-dessus des segments correspondent aux prélèvements totaux par rapport au PIB. Réalisation de l'auteur.

précédentes. En soutenant la consommation des ménages, les envois de fonds permettent au gouvernement d'augmenter ses recettes *via* la TVA lors des périodes de croissance mais l'instabilité des flux observée depuis la crise de 2008 crée des fluctuations aussi brutales qu'éphémères (figure 6.12). De ce point de vue, la migration de la population active ne facilite pas la tâche des autorités car elle limite les prélèvements directs (impôts sur le revenu) et surtout les cotisations dont dépend le bon fonctionnement de la protection sociale. Or, le système de retraite basé sur la cotisation des actifs est de moins en moins équilibré (actuellement en léger déficit) et ajusté par une baisse des pensions contribuant à appauvrir la population retraitée (FMI, 2012). Le manque de soutenabilité fiscale associé à la migration de la population active représente un enjeu d'envergure pour le gouvernement moldave qui doit composer avec une base fiscale très étroite et un manque de diplômés qui entrave la croissance économique nécessaire à la bonne santé des finances publiques. Les déficits enregistrés depuis la crise de 2008-2009 (figure 6.12) montrent clairement que l'instabilité des envois de fonds complexifie la gestion des comptes publics et se répercute ensuite sur la population *via* des ajustements budgétaires. Les recettes publiques, au même titre que le reste de l'économie, sont soumises aux contraintes externes qui laissent

FIGURE 6.12 – Revenus de la TVA, envois de fonds et solde primaire



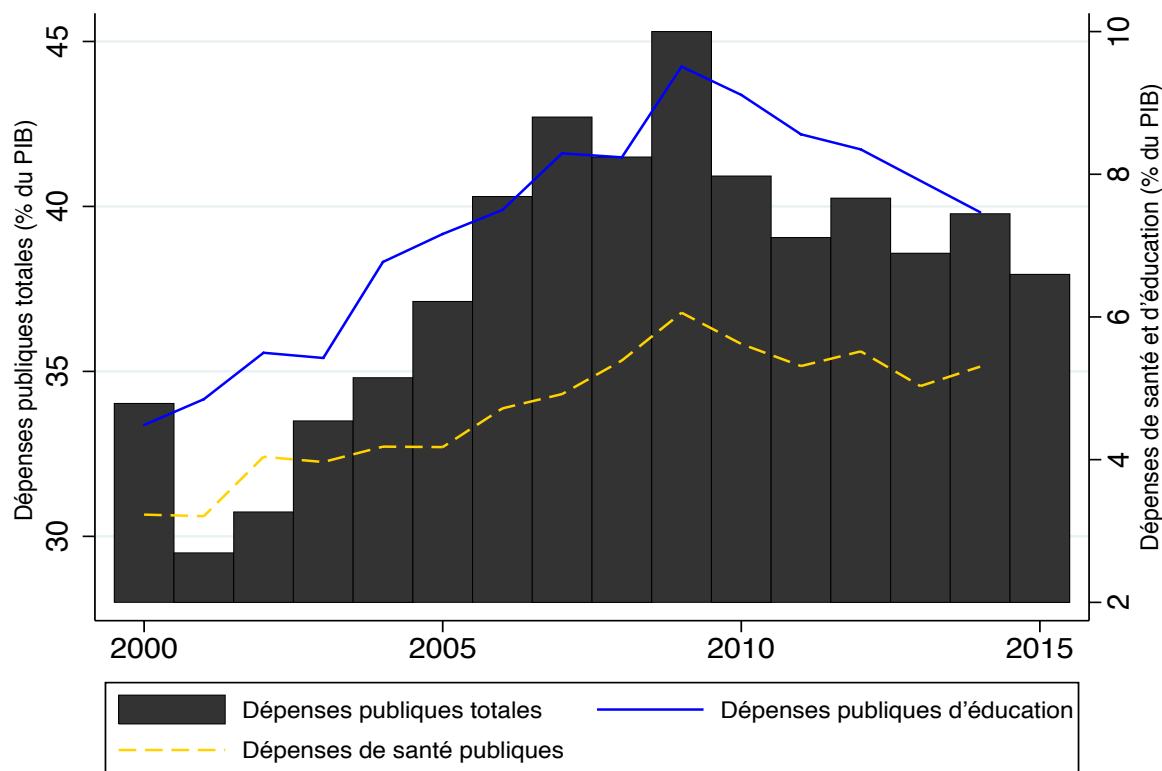
Les envois de fonds et les recettes issues de la TVA sont exprimés en croissance annuelle. Données FMI et Banque Nationale de Moldavie, réalisation de l’auteur.

peu de visibilité sur la pérennité des services fournis à la population.

Cette analyse des liens existants entre les envois de fonds et les recettes du gouvernement soulève de nouvelles questions actuellement peu explorées par une littérature s’étant davantage focalisée sur les dépenses (Ebeke, 2011 ; Doyle, 2015). En fonction de la structure fiscale et de la cyclicité des envois de fonds, les effets de ces derniers peuvent être très différents. Par exemple, un pays caractérisé par des envois de fonds procycliques et dont le budget dépend fortement des taxes à la consommation est vulnérable aux chocs externes puisqu’une baisse des transferts (et donc du revenu des ménages) s’accompagne d’une baisse des recettes fiscales et par l’impossibilité de mettre en place une politique stabilisatrice. L’étude de ces phénomènes est un prolongement des travaux mettant en avant le comportement procyclique des dépenses publiques dans les pays en développement (voir les sections 1 et 2 du chapitre 5).

6.2 Les ajustements des dépenses d'éducation et de santé après la crise de 2008

FIGURE 6.13 – Évolution des dépenses publiques



Données UNESCO, OMS et FMI. Réalisation de l'auteur.

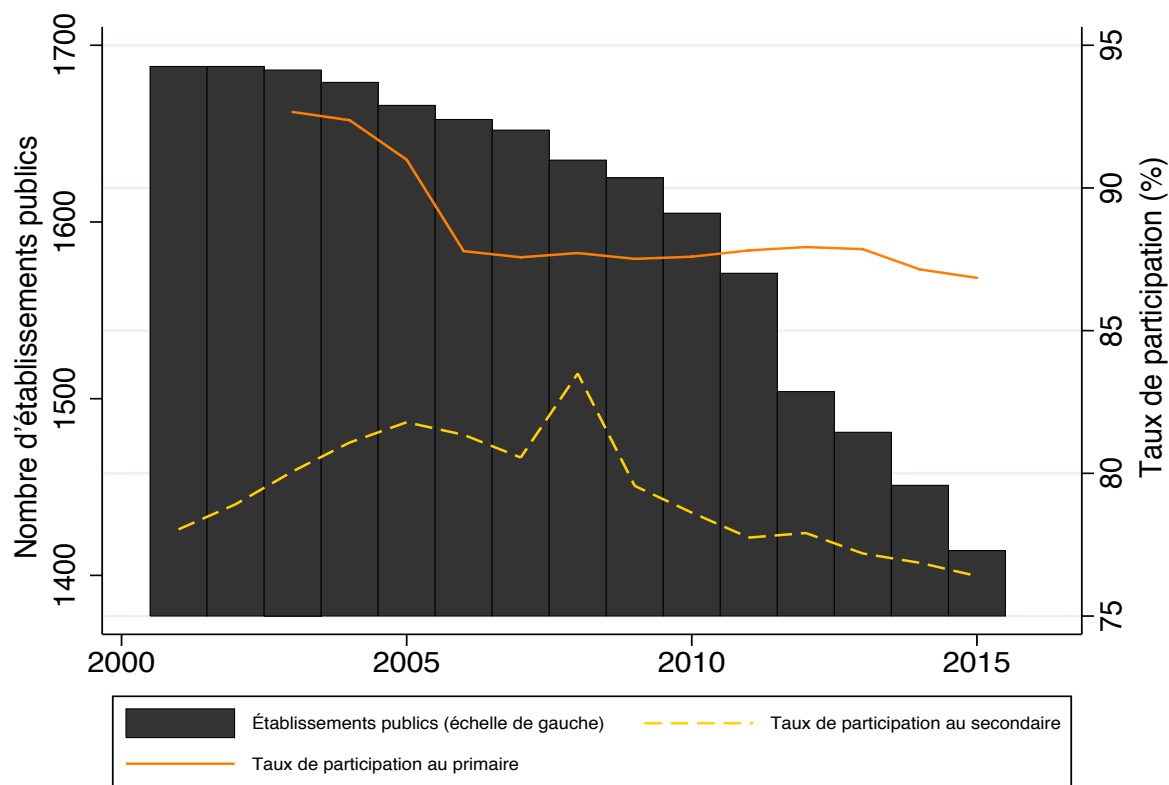
Suite à la crise de 1998 ayant durement affecté l'économie et les finances moldaves, les politiques sociales ont bénéficié d'une croissance soutenue à partir de la décennie 2000 (figure 6.13). La hausse des dépenses publiques sur cette période a surtout profité au budget de l'éducation, alors que l'effort dans le domaine de la santé est moins significatif (figure 6.13), les dépenses en soins étant majoritairement couvertes par le secteur privé. Lorsque les dépenses publiques ont atteint leur niveau le plus élevé en 2009 (45% du PIB), les transferts vers les ménages absorbaient environ 35% du total (Qehaja, 2012), ce qui montre que la demande de redistribution est importante malgré les transferts monétaires des migrants²³⁶. Contrairement à l'intuition développée dans le chapitre 5, il ne semble pas que les envois de fonds se substituent aux dépenses du gouvernement en matière sociale, spécialement dans l'éducation puisque l'effort dans ce domaine représentait en 2014 7.5% du PIB, après avoir atteint près de 10% en 2009²³⁷. Cependant, la croissance très

236. Cela étant, les pensions et retraites représentent une très large partie des transferts aux ménages (voir la section 5).

237. À titre de comparaison, la moyenne des pays de l'OCDE se situe autour de 3.5% du PIB.

volatile depuis la crise ne permet pas au gouvernement de bénéficier de recettes stables, le contraignant à réaliser des ajustements en matière fiscale mais également au niveau des dépenses. En particulier, le pays a lancé une réforme visant à réduire les dépenses d'éducation jugées coûteuses compte tenu de la baisse du nombre d'élèves depuis le début des années 2000 (FMI, 2012). Cela étant, la Moldavie est un pays peu urbanisé et possédant un grand nombre de villes de petite taille, rendant difficile la réduction des dépenses par le regroupement des écoles. La fermeture de nombreux établissements d'éducation en zone rurale (figure 6.14) est pour le moins négative dans la mesure où les difficultés d'accès représentent un des motifs principaux de la non scolarisation des enfants pour les ménages (IDIS, 2009). Cette réduction de l'effort public est très visible depuis 2010 (figure 6.14) et s'accompagne d'une baisse des taux de scolarisation notamment dans le secondaire, ce qui n'est pas particulièrement souhaitable dans une perspective de développement humain. En outre, plusieurs études montrent que la Moldavie manque de travailleurs qualifiés (UNCTAD, 2013), laissant présager des conséquences économiques néfastes si la baisse brutale des dépenses d'éducation se poursuit.

FIGURE 6.14 – Taux de participation au primaire et au secondaire et nombre d'établissements scolaires publics



Données UNESCO et Bureau National de la Statistique de Moldavie. Réalisation de l'auteur.

Les ménages se tournent progressivement vers le secteur privé mais la part des dépenses demeure négligeable en raison de leur coût élevé. La figure 6.10 montre que la part du budget des ménages allouée à l'éducation est faible, en particulier dans les zones rurales²³⁸. En somme, l'exposition des recettes fiscales à la conjoncture conduit le gouvernement à pratiquer des politiques d'ajustement qui pèsent finalement sur les ménages, voire sur la croissance de long terme concernant l'éducation.

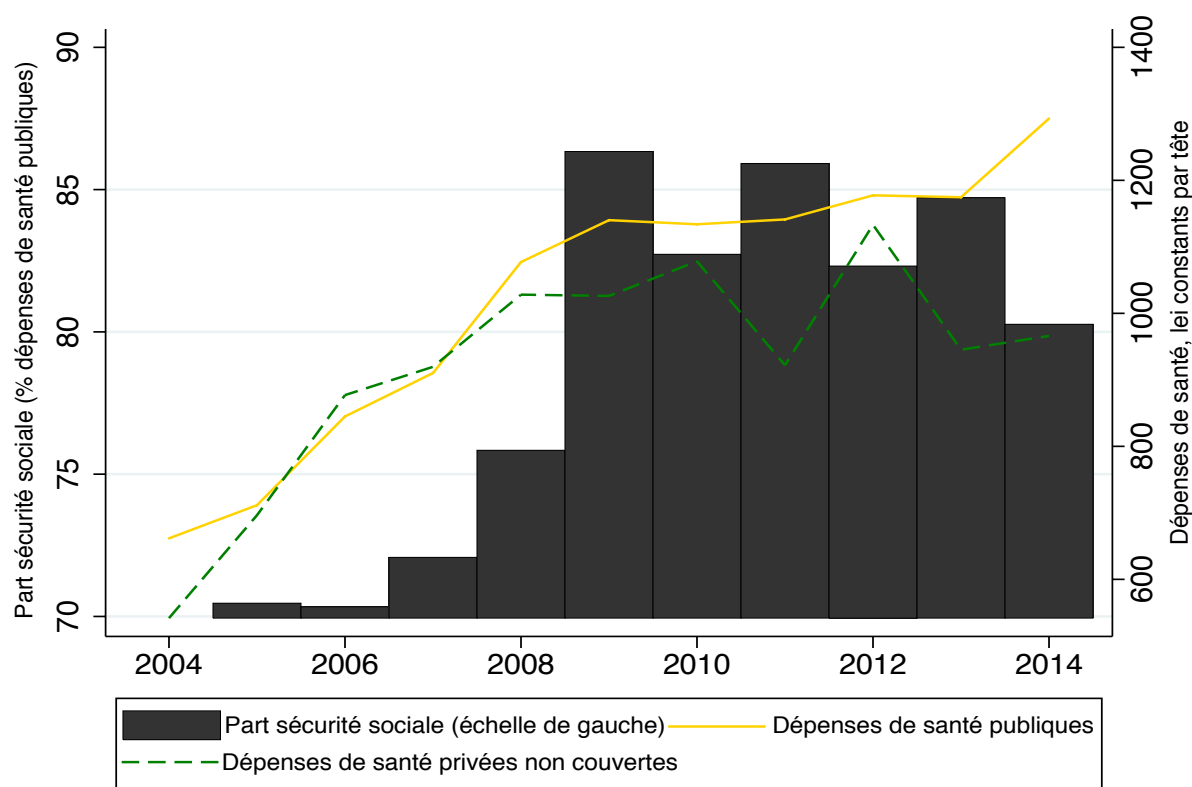
Contrairement à l'éducation, les dépenses publiques en matière de santé demeurent faibles (5% du PIB en 2014) et sont compensées par des dépenses équivalentes dans le secteur privé dont 80% sont non couvertes selon les données de l'OMS. Manifestement, les envois de fonds permettent de pallier le coût des soins, plus particulièrement des médicaments qui représentent l'essentiel des dépenses non couvertes (OMS, 2012, Tableau 2). Au manque de moyens financiers s'ajoute l'inégale répartition des ressources, axée de façon disproportionnée vers les hôpitaux au détriment des soins les plus courants (Hone *et al.*, 2016). Cet héritage du système de santé soviétique est en cours de réaménagement mais a été fortement retardé par la crise de 1998 dont les conséquences ont été durables non seulement sur le financement du secteur de la santé mais également sur les conditions physiques de la population (Hone *et al.*, 2016, p. 2). La création d'un système de sécurité sociale en 2004 a toutefois permis de garantir un accès plus équitable aux soins et de pérenniser leur financement grâce aux cotisations sociales, même si la prévalence toujours importante du secteur informel (tableau 6.1) continue de poser problème. La sécurité sociale permet de bénéficier de la gratuité des soins primaires, secondaires, dentaires et d'urgence²³⁹ mais ne couvrait que 75% de la population en 2012. Une des particularités du système moldave est l'égalité entre travailleurs et non travailleurs : pour être couverts, ces derniers doivent impérativement cotiser dans des proportions équivalentes aux salariés et sont assurés par l'État. Or, les personnes sans emploi représentent plus de la moitié des assurés (OMS, 2012, p. 7), ce qui a contraint le gouvernement à découpler le montant des cotisations selon le statut depuis 2007.

Malgré les avancées significatives permises par la sécurité sociale, la population continue de financer une partie significative des soins *via* des paiements non couverts, essentiellement

238. L'évolution est peu perceptible sur le graphique. Les dépenses privées d'éducation ont été multipliées par 5 entre 2006 et 2016 pour les ménages ruraux et par 3 pour les ménages urbains, sachant que les prix pratiqués pour ce type de service ont triplé sur la même période.

239. L'accès aux soins primaires est gratuit pour toute la population, qu'elle cotise ou non.

FIGURE 6.15 – Part des dépenses émanant de la sécurité sociale et dépenses de santé par tête



Données OMS, réalisation de l'auteur.

pour des médicaments. Même si l'assurance nationale absorbe désormais la majeure partie des dépenses du gouvernement en matière de santé (figure 6.15), les moyens financiers sont insuffisants pour fournir à la population une protection satisfaisante. La hausse continue des dépenses privées, même après l'introduction de la sécurité sociale, n'incite pas la population à souscrire à l'assurance qui représente un coût supplémentaire²⁴⁰. Par ailleurs, les paiements informels sont toujours courants en Moldavie, même s'ils ne sont pas nécessairement associés à de la corruption²⁴¹. Les progrès réalisés ont également été mis à mal par la crise de 2009 qui contraint le gouvernement à réduire rapidement son déficit, se traduisant par une réduction de l'effort budgétaire au détriment du secteur de la santé (OMS, 2012). À l'instar de l'éducation, le domaine de la santé est également tributaire de la conjoncture en raison de son financement : malgré l'introduction des cotisations, le gouvernement finance encore plus de 50% du budget de la santé qui est de fait exposé aux

240. Les enquêtes réalisées auprès des ménages soulignent que les premiers motifs invoqués par les personnes non assurées sont le coût, le chômage et le fait « qu'elles continueront à payer pour les soins malgré l'assurance ». Voir OMS (2012) et Hone *et al.* (2016).

241. Le taux d'utilisation des services de santé, proche des moyennes européennes, montre que la perception de la population vis-à-vis de ce secteur n'est pas particulièrement mauvaise. Ce type de versement n'est pas nécessairement extorqué mais parfois associé à des « donations » (voir Vian *et al.* (2015)).

variations des recettes fiscales. L'importance des dépenses absorbées par la sécurité sociale (figure 6.15) est donc en trompe-l'œil car le gouvernement finance directement plus de la moitié du fonds en raison du manque de cotisations. De plus, la tendance à la résorption du déficit public se traduit par des réductions de postes de fonctionnaires dont les contributions représentent près de 60% du total (OMS, 2012, p. 7). Même si elles continuent d'augmenter progressivement, les cotisations alourdissent le coût du travail dans un pays où le sous-investissement ne permet pas d'accroître la compétitivité malgré une politique fiscale avantageuse pour les entreprises (voir la section 4). Dans ces conditions, le gouvernement doit réaliser un arbitrage complexe entre augmenter les cotisations ou continuer à axer la fiscalité sur les taxes à la consommation, qui présentent l'avantage de ne pas modifier le coût du travail tout en tronquant l'imposition vers les produits étrangers importés. Par ailleurs, le nombre de personnes non-assurées (environ 20% de la population) reste un enjeu important car leur nombre de consultations annuelles, même pour des soins primaires, est inférieur à 1 selon les autorités (contre plus de 3 pour la population assurée). Afin de réduire ce problème, le gouvernement a mis en place des allègements de cotisations ciblés depuis 2009, démontrant que l'objectif d'améliorer l'accès aux soins n'est pas totalement supplanté par la réduction des déficits. Le remboursement des médicaments est également progressivement étendu depuis 2009 (IDIS, 2009), ce qui pourrait expliquer la légère inflexion des dépenses privées non couvertes (figure 6.15). Cette mesure semble particulièrement pertinente car les médicaments sont majoritairement importés et sont donc soumis aux variations du taux de change qui créent des épisodes de forte inflation dans ce secteur (voir la section 5).

Conclusions et perspectives

L'objectif de ce chapitre était d'examiner les effets des envois de fonds sur la trajectoire de la Moldavie depuis son indépendance de l'Union soviétique et d'identifier des questions pouvant être étendues à d'autres pays. Deux pistes de recherche ont été soulevées : le rôle de l'état de confiance sur la capacité des envois de fonds à favoriser le développement financier (1) ; l'impact des envois de fonds sur le comportement du gouvernement et de ses recettes/dépenses (2). Cette dernière interrogation fait émerger une troisième question sur la pérennité du « contrat social » existant entre la population et le gouvernement ²⁴²,

242. Voir Rougier (2016) pour une étude du contrat social et de ses implications dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

dont nous détaillerons les enjeux ci-après. Contrairement aux autres travaux proposés dans le cadre de cette thèse, nous avons pu intégrer les contextes historique et politique qui constituent des facteurs hautement explicatifs de la situation moldave. Initialement, la migration de la population était essentiellement dirigée vers la Russie, mais l'indépendance du pays associée à son rapprochement avec l'Union européenne accroît de façon substantielle le nombre de Moldaves travaillant en Europe. Les envois de fonds retournés par les migrants ont donc des origines de plus en plus diversifiées, ce qui permet à la Moldavie de garantir une stabilité relative des flux malgré l'interdépendance croissante des économies mondiales. Le développement des relations avec l'Europe permet également au pays d'exporter une part de plus importante de ses produits sur le marché européen, d'où une dépendance moindre vis-à-vis de la conjoncture russe. Cela étant, la Russie demeure la destination privilégiée par les migrants et l'origine de près de la moitié des envois monétaires.

Les effets sur le développement économique du pays sont très mitigés et peuvent être analysés sur deux périodes. Après la crise russe (1998) et jusqu'à la crise américaine de 2008, les envois de fonds ont contribué à soutenir la consommation des ménages dans des domaines aussi variés que l'alimentation, la santé ou l'entretien domestique. Cette période se distingue également par la mise en place d'une sécurité sociale (2004) et par la mobilisation de fonds publics au service de l'éducation. Les transferts directs du gouvernement aux ménages sont toutefois restés marginaux, ce qui peut s'expliquer par le fait que les envois de fonds soutiennent le revenu tandis que le gouvernement développe des services sociaux en parallèle. De ce point de vue, la migration est positive car elle permet à l'État de limiter ses transferts directs aux ménages, lui permettant d'accélérer la construction d'un système de protection sociale plus inclusif. Le gouvernement prend en charge les dépenses que les ménages ne pourraient entreprendre mais limite en contrepartie ses transferts monétaires. Ce phénomène est très visible sur les dépenses de santé : le secteur public finance la plupart des services par le biais de la sécurité sociale alors que les ménages continuent d'assurer l'achat des médicaments qui se révèlent néanmoins très coûteux. Ce mode de développement, plutôt efficace jusqu'en 2008, se trouve depuis enraillé en raison de l'instabilité des pays dont dépend la Moldavie, à travers la migration mais également les exportations. Par conséquent, le taux de croissance de l'économie est beaucoup plus volatil et se répercute sur les marges de manœuvre du gouvernement en termes de politiques publiques.

Nous avons en effet constaté que les prélèvements fiscaux sont excessivement axés vers la consommation, laquelle dépend en partie des envois de fonds et se trouve exposée aux fluctuations externes. Sans certitude sur le niveau de ses recettes fiscales, le gouvernement est contraint de réduire l'effort entrepris au cours des années de croissance (2000-2007) afin de maintenir l'équilibre budgétaire. Les transferts privés et publics baissent simultanément, rappelant l'effet *when it rains, it pours* bien connu des économistes du développement (Kaminsky *et al.*, 2005). Le contrat social caractérisant la Moldavie est donc très fragile car sa stabilité dépend essentiellement de facteurs externes sur lesquels le gouvernement n'a qu'un impact marginal. Les envois de fonds ont permis de financer indirectement la politique du gouvernement à travers les taxes à la consommation mais les événements économiques récents montrent que le pays doit générer des recettes *via* des prélèvements moins soumis aux contraintes exogènes. Une stabilité du budget permettrait de développer des services et des transferts profitant à l'ensemble de la population, relayant les envois de fonds au rôle de stabilisateur marginal et non principal. Cette plus grande stabilité passe également par un effort de transparence exigé par la population (voir la section 2) qui contribuerait à améliorer l'état de confiance actuel des ménages qui ne les incite pas à participer pleinement au financement de la politique publique (USAID, 2016). Les incitations du gouvernement pour favoriser l'utilisation des transferts de fonds dans le cadre d'investissements productifs gagneraient probablement en efficacité, contrairement aux résultats jusqu'ici mitigés (section 4). Ces différents mécanismes imbriquant les envois de fonds, les recettes/dépenses du gouvernement ainsi que le contrat social représentent autant de questions intéressantes pouvant être étendues à d'autres économies.

Cette interprétation est toutefois purement subjective et ne s'appuie sur aucune évidence statistique, impossible à réaliser à l'échelle d'un seul pays. Pour pouvoir établir un lien de causalité, il nous faudrait établir un scénario contre-factuel dans lequel les envois de fonds auraient une place beaucoup plus limitée, puis déterminer la trajectoire des transferts du gouvernement vers les ménages. À défaut de pouvoir utiliser de telles méthodes, une simple observation des faits permet de montrer à quel point l'État est conscient des enjeux que représentent les transferts privés pour les ménages. Daniela Morari, vice-ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de Moldavie, a par exemple participé au forum organisé par la Banque mondiale sur le développement, l'investissement et les envois de fonds (juin 2017) pour rappeler l'importance des transferts des migrants sur le développement local et leur support à l'économie domestique. La vice-ministre insiste

également sur le rôle de la migration dans l'atteinte des objectifs du développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et sur l'implication du gouvernement concernant les incitations à l'investissement, notamment *via* programme *PARE 1+1* déjà mentionné dans la section 4. Chisinau avait déjà accueilli en 2016 une conférence multilatérale avec les instances européennes, visant à renforcer les avancées sur les droits de circulation et la protection sociale des migrants moldaves en Europe. Il est donc clairement établi que le gouvernement moldave cherche à maximiser les gains de la migration, si ce n'est à en minimiser les pertes pour le pays.

En effet, la Moldavie reste très dépendante des conditions externes et des changements politiques de ses partenaires. Le risque principal est de voir la migration de la population se perpétuer sans réel gain pour l'économie domestique, fragilisant également le système de sécurité sociale en raison du faible ratio actifs/inactifs. Les fluctuations récentes des pays européens et de la Russie montrent bien que le développement économique n'est pas viable lorsqu'il est trop dépendant de contraintes exogènes car il consiste à transférer la richesse d'autres pays sans en générer une nouvelle sur le territoire national. En l'absence d'un développement économique davantage centré sur la production nationale, la population pourra continuer à augmenter son niveau de vie grâce à la migration, mais demeurera exposée aux turbulences externes. De plus, les dépenses coûteuses engagées dans le domaine de l'éducation ne profitent pas à l'économie locale puisqu'une grande partie des diplômés s'expatrie vers l'étranger, représentant une véritable perte pour le pays. La migration, « le plus ancien moyen de lutte contre la pauvreté », est un signal alarmant lorsqu'elle devient massive et continue dans la mesure où elle trahit un sous-développement chronique qui pousse les individus à migrer dans des conditions précaires, créant des fractures difficilement supportables au niveau familial.

La difficulté principale est le caractère auto-entretenu de la migration : la population s'expatrie en raison de conditions internes précaires, ce qui entrave le développement économique et incite d'autres individus à émigrer. Il est ensuite complexe pour les autorités de recentrer la stratégie de développement sur la production car les marges de manœuvre financières sont étroites - en raison d'une base fiscale faible - et les gains principaux de la migration (à savoir les envois de fonds) sont difficilement canalisables vers l'investissement puisqu'ils sont reçus par les ménages. Quand bien même le gouvernement parviendrait à favoriser l'utilisation productive des envois de fonds, ces derniers ne pourraient se sub-

stituer à une politique de développement qui ne peut être qu'à l'initiative du secteur public : à l'échelle des ménages, l'investissement est limité aux micro-entreprises ou au secteur agricole, ce qui n'est pas suffisant pour développer un tissu économique profitant à l'ensemble de la population.

Conclusion générale

Principaux résultats de la thèse

Notre thèse s'est intéressée aux effets macroéconomiques des envois monétaires des migrants dans leur pays d'origine. L'utilisation de différentes approches méthodologiques, basées à la fois sur des données de panel et sur le cas de la Moldavie, nous permet d'éclairer les effets des transferts de fonds sur l'économie des pays auxquels ils sont destinés.

Tout d'abord, le chapitre 1 met en avant l'impact positif des envois de fonds sur la consommation et l'investissement et souligne ainsi leur potentiel pour la croissance économique. L'effet sur l'investissement est particulièrement important puisqu'il tend à démontrer qu'au-delà de la consommation, les transferts monétaires des migrants contribuent au développement économique à plus long terme. Toutefois, ce même chapitre rapporte une corrélation systématiquement négative entre envois de fonds et exportations, pouvant suggérer l'occurrence du syndrome hollandais²⁴³ déjà identifié par la littérature (Bayangos et Jansen, 2011), mais controversée (Rajan et Subramanian, 2005). Les impacts globaux sont donc mitigés et semblent dépendre des caractéristiques inhérentes à l'économie réceptrice. Lorsque cette dernière bénéficie d'un secteur exportateur dynamique, de tels flux de capitaux sont susceptibles d'évincer une partie de la production par une élévation du taux de change et/ou d'autres mécanismes devant être déterminés. En revanche, un faible accès au financement et un faible stock de capital sont des facteurs favorisant le potentiel des envois de fonds en raison de leur effet sur l'investissement.

Le chapitre 2 apporte un degré de précision supplémentaire en examinant les implications des envois de fonds sur l'économie moldave. Il permet de tempérer les résultats issus des données de panel et suggère que les spécificités de l'économie d'origine, mais également des économies de destination des migrants, expliquent en grande partie les effets des transferts de fonds. La reproduction des chocs économiques subis par la Moldavie entre 2005 et 2015 montre que les fluctuations s'expliquent essentiellement par la conjoncture externe, c'est-à-dire l'activité des pays de destination des migrants moldaves. Cette procyclicité nuance les travaux considérant les transferts de fonds comme stabilisateurs pour les économies réceptrices (Hakura *et al.*, 2009), dans la mesure où ils dépendent avant tout des conditions des pays d'accueil des migrants. Outre les considérations économiques, nos simulations montrent également que les chocs politiques sont déterminants et peuvent

243. Les résultats suggèrent néanmoins que les effets des envois de fonds sur les exportations ne transitent pas par le taux de change.

affecter de façon brutale et durable les envois de fonds.

La question de la fluctuation et de l'instabilité est approfondie dans la deuxième partie. Le chapitre 3 examine les déterminants de la volatilité des envois de fonds et montre que la concentration des migrants dans un faible nombre de pays de destination est un facteur explicatif important. La concentration de la diaspora favorise la volatilité des transferts agrégés car elle limite la dispersion des risques. Lorsque la quasi-totalité de la diaspora est installée dans un ou quelques pays, les fluctuations de ces derniers se répercutent fortement sur l'ensemble des envois monétaires reçus par l'économie d'origine. Contrairement aux théories percevant la migration comme une dispersion des risques au niveau microéconomique (Lucas et Stark, 1985), ce résultat montre que les conditions externes prévalent à l'échelle macroéconomique. Le chapitre 4 estime les effets d'une plus grande volatilité des envois de fonds sur la croissance des économies réceptrices. Il souligne que si des transferts instables ne suffisent pas à déstabiliser la croissance, leur corrélation avec des échanges commerciaux favorisent au contraire ce type de phénomène. Lorsque les exportations du pays d'origine du migrant sont en grande partie destinées aux pays d'accueil, l'instabilité de la croissance augmente dans l'économie d'origine, ce résultat s'expliquant par les déterminants communs des envois de fonds et des échanges commerciaux. Il en résulte une corrélation entre transferts monétaires des migrants et recettes issues des exportations, qui proviennent des mêmes pays et qui fluctuent simultanément.

Le chapitre 5 se focalise davantage sur la politique publique et plus précisément sur les dépenses de santé dans les économies réceptrices. À l'instar de leurs effets sur croissance, les envois de fonds génèrent des impacts ambigus, augmentant d'une part les dépenses de santé privées mais diminuant d'autre part celles du gouvernement. Nous interprétons cette observation comme un déplacement de la demande des ménages vers les services de santé privés dont les envois de fonds permettent le financement. Le secteur public étant moins sollicité, ses dépenses se réduisent sans que la qualité institutionnelle n'apparaisse comme un élément déterminant. En d'autres termes, les transferts de fonds créent un effet d'éviction en finançant la santé par le secteur privé, rendant l'intervention publique moins importante dans ce domaine. Les implications sont ambiguës : l'opportunité pour les ménages d'avoir accès à des soins privés - souvent perçus de meilleure qualité - est un atout considérable mais d'autre part, la baisse des investissements publics fait supporter le financement de la santé sur les seuls envois de fonds. Ce résultat doit être mis en relief

avec les chapitres précédents dans la mesure où les transferts de fonds sont déterminés par des conditions externes et représentent un risque pour des ménages finançant leurs soins *via* cette ressource potentiellement instable.

Le dernier chapitre analyse le rôle des envois de fonds sur le développement économique de la Moldavie depuis son indépendance de l'Union soviétique. Contrairement aux autres travaux proposés dans cette thèse, il développe une analyse plus descriptive et plus documentée, permettant une meilleure contextualisation ainsi que l'émergence de nouvelles interrogations. Parmi elles, nous avons souligné que les liens entre les finances publiques et les envois de fonds peuvent être étroits dans les économies relativement dépendantes des capitaux étrangers. Les transferts monétaires des migrants affectent le solde budgétaire de la Moldavie par deux leviers : d'une part ils permettent au gouvernement de limiter ses dépenses auprès des ménages²⁴⁴ et d'autre part, ils représentent une recette fiscale *via* les taxes à la consommation. Relativement efficace durant les années de prospérité économique, ce mode de développement est en revanche très instable lorsque les perspectives de croissance sont incertaines dans les économies d'accueil des migrants. La volatilité européenne et russe depuis la crise de 2008 provoque des fluctuations brutales sur les envois de fonds des migrants moldaves, lesquelles se répercutent sur la capacité du gouvernement à pouvoir poursuivre les politiques économiques favorables au développement. La diminution drastique des dépenses entreprise dès 2010 dans le but de rétablir l'équilibre budgétaire se fait au détriment de l'éducation, affecte le taux de scolarisation et interroge sur la pérennité du système de sécurité sociale.

Implications de politique économique

La première recommandation serait de différencier les implications microéconomiques et macroéconomiques des envois de fonds. À l'échelle microéconomique, les transferts monétaires des migrants ont un potentiel stabilisateur évident et peu d'articles contestent, à notre connaissance, le fait qu'ils contribuent à améliorer les conditions de vie des ménages qui en bénéficient. Plus qu'une simple diversification du revenu, ils représentent une alternative au manque d'implication publique dans certains domaines comme l'éducation ou la santé, permettant d'augmenter la scolarisation et la santé des plus jeunes. De ce point

244. Nous faisons référence aux transferts directs (comme les allocations) et aux transferts indirects (financement de l'éducation, de la santé publiques, etc.).

de vue, les politiques consistant à limiter les coûts de transaction des envois de fonds et à faciliter leur réception dans le pays d'origine (par le développement financier, technologique) sont particulièrement souhaitables et largement plébiscitées par la littérature (Salas, 2014 ; Sobiech, 2015).

Ces avancées certaines pour les ménages ne doivent cependant pas occulter deux rôles essentiels du gouvernement : la prise en charge d'une politique de développement viable et la réduction des inégalités. Concernant ce dernier point, les envois de fonds ont une contribution ambiguë dans la mesure où ils ne sont pas reçus de façon égale entre les ménages et entre les zones géographiques d'un pays donné (Skeldon, 2008 ; Wouterse, 2010). Par conséquent, les inégalités spatiales et inter-ménages peuvent augmenter si la politique publique n'est pas suffisamment redistributrice. Même dans les pays possédant une partie importante de leur population à l'étranger, tous les ménages ne bénéficient pas des capitaux étrangers. C'est pourquoi ces derniers ne peuvent se substituer à des politiques publiques plus inclusives et nécessaires pour assurer la continuité du processus de développement indépendamment de la migration. Plus succinctement, notre thèse montre que si les envois de fonds ont des effets bénéfiques pour les ménages, ils ne constituent pas à eux seuls une politique de développement.

La nécessité de considérer les envois de fonds comme un substitut temporaire est encore plus évidente à l'échelle macroéconomique. Leur rôle positif sur le développement financier, sur la contrainte budgétaire du gouvernement et plus largement sur la croissance, doit être tempéré avec leurs déterminants essentiellement exogènes. Nos résultats indiquent que la conjoncture des pays d'accueil des migrants explique fortement les fluctuations des transferts, qui représentent un canal pouvant diffuser les chocs externes à l'économie d'origine. La crise de 2008 a révélé ces limites puisque, pour la première fois depuis le début des années 1990, les transferts de fonds destinés aux pays en développement ont connu une croissance négative. Si cette baisse aurait pu être considérée comme exceptionnelle - au regard de la violence peu commune du choc économique de 2008 - des tendances plus récentes semblent confirmer l'incertitude autour des envois de fonds.

Nous avons souligné dans l'introduction générale que la Banque mondiale a publié un communiqué en avril 2017 faisant état d'une baisse des envois de fonds depuis deux ans. Il ajoute par ailleurs : « *Les envois de fonds des travailleurs migrants sont une importante source de revenu pour des millions de familles dans les pays en développement. Aussi la*

baisse de ces transferts d'argent peut-elle avoir des conséquences graves sur la capacité de ces ménages à se soigner, scolariser leurs enfants et s'alimenter correctement », ce qui n'est pas sans rappeler certains arguments développés dans le cadre de cette thèse. Les limites que nous avons formulé quant aux capacités des envois de fonds à se substituer durablement aux politiques de développement semblent, dans une certaine mesure, se réaliser dans les périodes d'incertitude économique. Par exemple, le financement des soins par les envois de fonds que nous avons évoqué dans le chapitre 5 doit demeurer un complément et non un substitut au système de santé public, que ce soit pour des raisons d'égalité ou de vulnérabilité vis-à-vis de la conjoncture externe.

Hormis la baisse des coûts de transaction pouvant faciliter les transferts d'argent, les recommandations de politique économique concernent finalement peu les migrants eux-mêmes. En particulier, les initiatives visant à orienter la migration pour répondre à des objectifs sont vaines et même contre-productives dans la mesure où elles créent des comportements d'évitement et empêchent la migration circulaire (De Haas, 2005). Quand bien même elles y parviendraient, des politiques migratoires restrictives seraient très défavorables aux pays bénéficiant des envois de fonds (comme nous l'avons vu dans le chapitre 2) et ne résoudraient en rien leurs problèmes. Les politiques économiques doivent donc tirer avantage de la migration en développant des services profitant à l'ensemble de la population, sans s'appuyer de façon excessive sur les envois de fonds dont l'évolution est difficile à appréhender.

Perspectives de recherche

Malgré plusieurs années de productions scientifiques, les impacts macroéconomiques des envois de fonds restent controversés. Nos conclusions tendent à montrer que s'ils représentent une opportunité pour le développement, cette dernière n'est que transitoire et ne peut être à la base d'un modèle économique sur le long terme. Les effets sur la politique monétaire ont à ce jour été peu explorés et nécessiteraient plus d'attention. Tout d'abord en raison des tensions inflationnistes que peuvent générer les transferts des migrants sur les économies auxquelles ils sont destinés. Ces capitaux privés ne résultant pas de la production nationale, l'augmentation de la demande interne qu'ils créent se répercute sur les prix si l'offre est relativement rigide. De nombreux pays ayant un objectif de stabilité des prix, le regain d'inflation provoqué par les envois de fonds peut engendrer des politiques

monétaires restrictives (comme une hausse du taux d'intérêt de la banque centrale) nuisant à l'activité économique. La seconde raison concerne le régime de changes. Dans les pays où la monnaie fluctue librement, les transferts de fonds sont susceptibles d'apprécier le taux de change et d'occasionner le syndrome hollandais que nous avons évoqué dans le chapitre 1. En revanche, un régime de changes fixes a des implications différentes car le contrôle de la parité permet de limiter *de facto* les fluctuations de la monnaie. Singer (2010) a d'ailleurs démontré que les pays bénéficiant d'envois de fonds importants ont une probabilité plus forte de fixer leur monnaie. Les interactions entre autorités monétaires et transferts des migrants représentent donc un sujet d'étude des plus intéressants qui permettrait d'éclairer les contradictions de la littérature sur l'occurrence du syndrome hollandais. De plus, l'ajustement de la politique monétaire aux entrées de devises étrangères pourrait améliorer les impacts macroéconomiques des envois de fonds sur les pays d'origine des migrants.

Dans des considérations plus microéconomiques, Clemens *et al.* (2014) (p. 1) notent que : « *La recherche sur le développement et les migrations est en train d'évoluer au-delà des envois de fonds* ». Les auteurs soulignent notamment que les conditions de vie des migrants demeure une dimension peu explorée et s'interrogent sur le fait que les individus, même s'ils réalisent des gains financiers à l'étranger, y sacrifient peut être leur bien-être. De ce point de vue, l'étude de la migration et de ses impacts au niveau macroéconomique ne permet pas de prendre en compte le contexte dans lequel les envois de fonds sont générés. Leurs impacts positifs sur l'économie d'origine peuvent masquer des conditions d'existence extrêmement douloureuses pour les migrants, comme le révèlent Buckley et Hofmann (2012). Il serait par conséquent pertinent d'étudier les effets de la migration en tenant compte des conditions de vie des migrants dans les pays de destination, comme cela a déjà été fait pour les enfants restés au pays d'origine.

La question climatique interroge également sur les mouvements de personnes qu'elle provoque, souvent de façon contrainte. Même si la migration visant à échapper à la pauvreté est elle aussi subie, les déplacements de personnes liés aux changements climatiques sont brutaux et concernent des populations particulièrement vulnérables. Les conséquences sont à ce jour difficiles à estimer mais apparaissent comme un nouveau défi que les économies en développement, comme les économies développées, devront affronter au XXI^e siècle.

Bibliographie

- ABBAS, F. et HIEMENZ, U. (2011). Determinants of Public Health expenditures in Pakistan. Discussion Papers 118422, University of Bonn, Center for Development Research (ZEF).
- ABDIH, Y., CHAMI, R., DAGHER, J. et MONTIEL, P. (2012a). Remittances and Institutions : Are Remittances a Curse? *World Development*, 40(4) :657–666.
- ABDIH, Y., CHAMI, R., EBEKE, C. et BARAJAS, A. (2012b). Remittances channel and fiscal impact in the middle east, north africa, and central asia. IMF Working Papers 12/104, International Monetary Fund.
- ABIDIN, I. S. Z., BAKAR, N. A. et SAHLAN, R. (2013). The determinants of exports between malaysia and the OIC member countries : A gravity model approach. *Procedia Economics and Finance*, 5 :12–19.
- ACOSTA, P. et LOZA, A. (2005). Short and long run determinants of private investment in argentina. *Journal of Applied Economics*, 0 :389–406.
- ACOSTA, P. A., LARTEY, E. K. et MANDELMAN, F. S. (2009). Remittances and the dutch disease. *Journal of International Economics*, 79(1) :p.102–116.
- ADAMS, Richard H., J., CUECUECHA, A. et PAGE, J. (2008). The impact of remittances on poverty and inequality in Ghana. Policy Research Working Paper Series 4732, The World Bank.
- ADAMS, R. H. et CUECUECHA, A. (2010). Remittances, Household Expenditure and Investment in Guatemala. *World Development*, 38(11) :1626–1641.
- ADAMS, R. H. et CUECUECHA, A. (2013). The impact of remittances on investment and poverty in ghana. *World Development*, 50(C) :24–40.

- ADAMS, S. et KLOBODU, E. K. M. (2016). Remittances, regime durability and economic growth in Sub-Saharan Africa (SSA). *Economic Analysis and Policy*, 50(C) :1–8.
- AGGARWAL, R., DEMIRGÜÇ-KUNT, A. et PERÍA, M. S. M. (2011). Do remittances promote financial development? *Journal of Development Economics*, 96(2) :255–264.
- AHMED, F. (2012). The perils of unearned foreign income : Aid, remittances, and government survival. *American Political Science Review*, 106 :p.146–165.
- AIDT, T., DUTTA, J. et SENA, V. (2008). Governance regimes, corruption and growth : Theory and evidence. *Journal of Comparative Economics*, 36(2) :p.195–220.
- ALCARAZ, C., CHIQUIAR, D. et SALCEDO, A. (2012). Remittances, schooling, and child labor in Mexico. *Journal of Development Economics*, 97(1) :156–165.
- ALESINA, A., CAMPANTE, F. R. et TABELLINI, G. (2008). Why is Fiscal Policy Often Procyclical? *Journal of the European Economic Association*, 6(5) :1006–1036.
- AMBROSIUS, C. et CUECUECHA, A. (2013). Are remittances a substitute for credit? carrying the financial burden of health shocks in national and transnational households. *World Development*, 46 :143–152.
- AMBROSIUS, C. et CUECUECHA, A. (2016). Remittances and the Use of Formal and Informal Financial Services. *World Development*, 77(C) :80–98.
- AMUEDO-DORANTES, C. et POZO, S. (2010). Accounting for remittance and migration effects on children’s schooling. *World Development*, 38(12) :1747–1759.
- AMUEDO-DORANTES, C., POZO, S. et VARGAS-SILVA, C. (2010). Remittances in Small Island Developing States. *Journal of Development Studies*, 46(5) :941–960.
- ANDO, A. et MODIGLIANI, F. (1963). The life cycle hypothesis of saving : Aggregate implications and tests. *The American Economic Review*, 53(1) :55–84.
- ANZOATEGUI, D., DEMIRGÜÇ-KUNT, A. et PERÍA, M. S. M. (2014). Remittances and financial inclusion : Evidence from El Salvador. *World Development*, 54 :338 – 349.
- ARELLANO, M. et BOND, S. (1991). Some Tests of Specification for Panel Data : Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations. *Review of Economic Studies*, 58(2) :277–297.

- ARELLANO, M. et BOVER, O. (1995). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of Econometrics*, 68(1) :29–51.
- AROCA, P. et MALONEY, W. F. (2005). Migration, Trade, and Foreign Direct Investment in Mexico. *World Bank Economic Review*, 19(3) :449–472.
- ARVATE, P. R., CURI, A. Z., ROCHA, F. et SANCHES, F. M. (2010). Corruption and the size of government : causality tests for oecd and latin american countries. *Applied Economics Letters*, 17 :1013–1017.
- Arze del GRANADO, J., GUPTA, S. et HAJDENBERG, A. (2013). Is Social Spending Procyclical? Evidence for Developing Countries. *World Development*, 42(C) :16–27.
- BALAVAC, M. et PUGH, G. (2016). The link between trade openness, export diversification, institutions and output volatility in transition countries. *Economic Systems*, 40(2) :273–287.
- BALL, C. P., LOPEZ, C. et REYES, J. (2013). Remittances, inflation and exchange rate regimes in small open economies. *The World Economy*, 36(4) :487–507.
- BALTUSSEN, R. (2006). Priority setting of public spending in developing countries : Do not try to do everything for everybody. *Health Policy*, 78(2-3) :149–156.
- BANQUE MONDIALE (2015a). Moldova - District heating and electricity tariff and affordability analysis. ESMAP Paper ACS13855, The World Bank.
- BANQUE MONDIALE (2015b). *The Little Data Book on Financial Development 2015/2016*. Numéro 22553 de World Bank Publications. The World Bank.
- BARAJAS, A., CHAMI, R., HAKURA, D. et MONTIEL, P. (2011). Workers' remittances and the equilibrium real exchange rate : Theory and evidence. *Economía*, 11(2) :45–99.
- BARRO, R. J. (1974). Are Government Bonds Net Wealth? *Journal of Political Economy*, 82(6) :1095–1117.
- BARRO, R. J. (1990). Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, 98(5) :S103–26.
- BARRO, R. J. et LEE, J. W. (2013). A new data set of educational attainment in the world, 1950 2010. *Journal of Development Economics*, 104(C) :184–198.

- BAXTER, M. et KING, R. G. (1999). Measuring Business Cycles : Approximate Band-Pass Filters For Economic Time Series. *The Review of Economics and Statistics*, 81(4) :575–593.
- BAYANGOS, V. et JANSEN, K. (2011). Remittances and competitiveness : The case of the Philippines. *World Development*, 39(10) :p.1834–1846.
- BECK, T., LUNDBERG, M. et MAJNONI, G. (2006). Financial intermediary development and growth volatility : Do intermediaries dampen or magnify shocks? *Journal of International Money and Finance*, 25(7) :1146–1167.
- BECKER, G. S. (1974). A Theory of Social Interactions. *Journal of Political Economy*, 82(6) :1063–1093.
- BEINE, M., LODIGIANI, E. et VERMEULEN, R. (2012). Remittances and financial openness. *Regional Science and Urban Economics*, 42(5) :844–857.
- BEKAERT, G., HARVEY, C. R. et LUNDBLAD, C. (2006). Growth volatility and financial liberalization. *Journal of International Money and Finance*, 25(3) :370–403.
- BERDIEV, A. N., KIM, Y. et CHANG, C.-P. (2013). Remittances and corruption. *Economics Letters*, 118(1) :p.182–185.
- BETTIN, G. et ZAZZARO, A. (2016). The Impact of Natural Disasters on Remittances to Low and Middle-income Countries. CSEF Working Papers 431, Centre for Studies in Economics and Finance (CSEF), University of Naples, Italy.
- BLALOCK, H. M. (1957). Per cent non-white and discrimination in the south. *American Sociological Review*, 22(6) :677–682.
- BLUNDELL, R. et BOND, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1) :115–143.
- BON, A. (2008). Toujours sous perfusion. *Le Courrier des pays de l'Est*, 1(1065) :64–75.
- BONACICH, E. (1972). A theory of ethnic antagonism : The split labor market. *American Sociological Review*, 37(5) :547–559.
- BONCEA, I. (2015). Brain drain or circular migration : The case of romanian physicians. *Procedia Economics and Finance*, 32 :649 – 656. Emerging Markets Queries in Finance and Business 2014, EMQFB 2014, 24-25 October 2014, Bucharest, Romania.

- BORJAS, G. J. (1987). Self-Selection and the Earnings of Immigrants. *American Economic Review*, 77(4) :531–53.
- BORJAS, G. J., BRONARS, S. G. et TREJO, S. J. (1992). Self-selection and internal migration in the United States. *Journal of Urban Economics*, 32(2) :159–185.
- BOURBONNAIS, R. (2015). *Économétrie - 9e édition - Cours et exercices corrigés*. Éco Sup. Dunod.
- BOURDET, Y. et FALCK, H. (2006). Emigrants' remittances and dutch disease in cape verde. *International Economic Journal*, 20(3) :267–284.
- BOUVATIER, V., LÓPEZ-VILLAVICENCIO, A. et MIGNON, V. (2012). Does the banking sector structure matter for credit procyclicality? *Economic Modelling*, 29(4) :1035–1044.
- BRENDER, A. et DRAZEN, A. (2013). Elections, leaders, and the composition of government spending. *Journal of Public Economics*, 97 :18–31.
- BROWN, R. P., LEEVES, G. et PRAYAGA, P. (2014). Sharing Norm Pressures and Community Remittances : Evidence from a Natural Disaster in the Pacific Islands. *Journal of Development Studies*, 50(3) :383–398.
- BROWN, R. P. C. (1997). Estimating remittance functions for Pacific Island Migrants. *World Development*, 25(4) :613–626.
- BROWN, S. S. (2006). Can remittances spur development? A critical survey. *International Studies Review*, 8(1) :55–76.
- BROWN, T. M. (1952). Habit persistence and lags in consumer behaviour. *Econometrica*, 20.
- BRUNNSCHWEILER, C. N. et BULTE, E. H. (2008). The resource curse revisited and revised : A tale of paradoxes and red herrings. *Journal of Environmental Economics and Management*, 55(3) :248–264.
- BUCHANAN, J. et TULLOCK, G. (1977). The expanding public sector : Wagner squared. *Public Choice*, 31(1) :147–150.
- BUCKLEY, C. et HOFMANN, E. T. (2012). Are remittances an effective mechanism for development? Evidence from Tajikistan, 1999-2007. *The Journal of Development Studies*, 48(8) :1121–1138.

- BUGAMELLI, M. et PATERN, F. (2011). Output Growth Volatility and Remittances. *Economica*, 78(311) :480–500.
- CAIANI, A., GODIN, A., CAVERZASI, E., GALLEGATI, M., KINSELLA, S. et STIGLITZ, J. E. (2016). Agent based-stock flow consistent macroeconomics : Towards a benchmark model. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 69(C) :375–408.
- CALERO, C., BEDI, A. S. et SPARROW, R. (2008). Remittances, liquidity constraints and human capital investments in Ecuador. IZA Discussion Papers 3358, Institute for the Study of Labor (IZA).
- CALVO, G. A. (1999). Fixed Versus Flexible Exchange Rates : Preliminaries of a Turn-of-Millennium Rematch. Rapport technique, University of Maryland.
- CAMPBELL, E. K. (2003). Attitudes of Botswana citizens toward immigrants : Signs of xenophobia ? *International Migration*, 41(4) :71–111.
- CANAU, F., GOUJON, M., HOARAU, J.-F. et REY, S. (2014). Real exchange rate and competitiveness of an EU's ultra-peripheral region : La réunion island. *International Economics*, 137 :1–21.
- CARLIN, W. et SOSKICE, D. (2005). The 3-equation new keynesian model — a graphical exposition. *The B.E. Journal of Macroeconomics*, 0(1) :p.13.
- CATRINESCU, N., LEON-LEDESMA, M., PIRACHA, M. et QUILLIN, B. (2009). Remittances, institutions, and economic growth. *World Development*, 37(1) :p.81–92.
- CAVALLO, E. et DAUDE, C. (2011). Public investment in developing countries : A blessing or a curse ? *Journal of Comparative Economics*, 39(1) :65 – 81.
- CAVERZASI, E. et GODIN, A. (2015). Post-Keynesian stock-flow-consistent modelling : a survey. *Cambridge Journal of Economics*, 39(1) :157–187.
- CENUSA, D., EMERSON, M., KOVZIRIDSE, T. et MOVCHAN, V. (2014). Russia's Punitive Trade Policy Measures towards Ukraine, Moldova and Georgia. CEPS Working Document 400, Centre for European Policy Studies.
- CHAMI, R., FULLENKAMP, C. et JAHJAH, S. (2005). Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development ? *IMF Staff Papers*, 52(1) :55–81.

- CHAN, K. H., HAYYA, J. C. et ORD, J. K. (1977). A note on trend removal methods : The case of polynomial regression versus variate differencing. *Econometrica*, 45(3) :p.737–44.
- CHANDRAN, V. G. R. et MUNUSAMY (2009). Trade openness and manufacturing growth in malaysia. *Journal of Policy Modeling*, 31(5) :637–647.
- CHINN, M. D. et ITO, H. (2006). What matters for financial development ? Capital controls, institutions, and interactions. *Journal of Development Economics*, 81(1) :163–192.
- CHISWICK, B. R. (2000). Are Immigrants Favorably Self-Selected ? An Economic Analysis. IZA Discussion Papers 131, Institute for the Study of Labor (IZA).
- CHOW, E. H. et CHEN, H.-L. (1998). The determinants of foreign exchange rate exposure : Evidence on japanese firms. *Pacific-Basin Finance Journal*, 6(1 2) :153–174.
- CHOWDHURY, M. B. (2011). Remittances flow and financial development in Bangladesh. *Economic Modelling*, 28(6) :p.2600–2608.
- CLEMENS, M. et MCKENZIE, D. (2014). Why Don't Remittances Appear to Affect Growth ? Working Papers 366, Center for Global Development.
- CLEMENS, M. A., ZDEN, . et RAPOPORT, H. (2014). Migration and Development Research is Moving Far Beyond Remittances. *World Development*, 64(C) :121–124.
- CLÉMENT, M. (2011). Remittances and Household Expenditure Patterns in Tajikistan : A Propensity Score Matching Analysis. *Asian Development Review*, 28(2) :58–87.
- COCKX, L. et FRANCKEN, N. (2014). Extending the concept of the resource curse : Natural resources and public spending on health. *Ecological Economics*, 108(0) :136 – 149.
- COLLIER, P. et HOFFLER, A. (2007). Unintended consequences : Does aid promote arms races ? *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 69(1) :1–27.
- COMBES, J.-L. et EBEKE, C. (2011). Remittances and household consumption instability in developing countries. *World Development*, 39(7) :p.1076–1089.
- COMBES, J.-L., EBEKE, C. H., ETOUNDI, S. M. N. et YOGO, T. U. (2014a). Are Remittances and Foreign Aid a Hedge Against Food Price Shocks in Developing Countries ? *World Development*, 54(C) :81–98.

- COMBES, J.-L., EBEKE, C. H., MAUREL, M. et YOGO, T. U. (2014b). Remittances and Working Poverty. *Journal of Development Studies*, 50(10) :1348–1361.
- COORAY, A. (2012). The impact of migrant remittances on economic growth : Evidence from south asia. *Review of International Economics*, 20(5) :985–998.
- COX, D., HANSEN, B. E. et JIMENEZ, E. (2004). How responsive are private transfers to income? Evidence from a laissez-faire economy. *Journal of Public Economics*, 88(9-10) :2193–2219.
- COX, D. et JIMENEZ, E. (1992). Social security and private transfers in developing countries : The case of peru. *The World Bank Economic Review*, 6(1) :155–169.
- CREEL, J., LAURENT, E. et LE CACHEUX, J. (2007). La politique de change de la zone euro ou le hold-up tranquille de la BCE. *Revue de l'OFCE*, 100(1) :7–30.
- CRUZ, B. d. O. et TEIXEIRA, J. R. (1999). The impact of public investment on private investment in Brazil, 1947-1990. *Revista CEPAL*.
- CUC, M., RUGGIERO, E. et CK, E. (2006). *Migration and Remittances in Moldova*. International Monetary Fund.
- DE HAAS, H. (2005). International migration, remittances and development : Myths and facts. *Third World Quarterly*, 26(8) :1269–1284.
- DE LUNA MARTINEZ, J. (2005). Workers' remittances to developing countries : a survey with central banks on selected public policy issues. Policy Research Working Paper Series 3638, The World Bank.
- DE NARDI, M., FRENCH, E. et JONES, J. B. (2010). Why Do the Elderly Save? The Role of Medical Expenses. *Journal of Political Economy*, 118(1) :39–75.
- DE SIMONE, G. et MANCHIN, M. (2012). Outward migration and inward fdi : Factor mobility between eastern and western europe. *Review of International Economics*, 20(3) :600–615.
- DÉMURGER, S. et WANG, X. (2016). Remittances and expenditure patterns of the left behinds in rural China. *China Economic Review*, 37(C) :177–190.

- DIXON, J. C. et ROSENBAUM, M. S. (2004). Nice to Know You ? Testing Contact, Cultural, and Group Threat Theories of Anti-Black and Anti-Hispanic Stereotypes. *Social Science Quarterly*, 85(2) :257–280.
- DOCQUIER, F. et RAPOPORT, H. (2012). Globalization, Brain Drain, and Development. *Journal of Economic Literature*, 50(3) :681–730.
- DOLLAR, D. et KRAAY, A. (2004). Trade, growth, and poverty. *The Economic Journal*, 114(493) :F22–F49.
- DOS SANTOS, C. H. et ZEZZA, G. (2004). A Post-Keynesian Stock-Flow Consistent Macroeconomic Growth Model : Preliminary Results. Economics Working Paper Archive WP 402, Levy Economics Institute.
- DOYLE, D. (2015). Remittances and social spending. *American Political Science Review*, 109(4) :785–802.
- DUMBRAVĂ, G. (2015). The fear of the 'other' in the age of globalization. The image of Romanian migration in the British press. *Annals of the University of Petrosani Economics*, 15(1) :121 – 128.
- DUTT, P. et MOBARAK, A. M. (2016). Democracy and policy stability. *International Review of Economics & Finance*, 42(C) :499–517.
- DUVAL, L. et WOLFF, F.-C. (2015). Ethnicity and remittances : Evidence from Kosovo. *Journal of Comparative Economics*, 43(2) :334–349.
- DUVAL, L. et WOLFF, F.-C. (2016). Do remittances support consumption during crisis ? evidence from Kosovo. *Oxford Development Studies*, 44(4) :479 – 492.
- EASTERLY, W., ISLAM, R. et STIGLITZ, J. E. (2000). Shaken and Stirred : Explaining Growth Volatility. Rapport technique, The World Bank.
- EASTERLY, W., KREMER, M., PRITCHETT, L. et SUMMERS, L. H. (1993). Good policy or good luck ? : Country growth performance and temporary shocks. *Journal of Monetary Economics*, 32(3) :459–483.
- EBEKE, C. (2011). Remittances, countercyclicality, openness and government size. *Recherches Economiques de Louvain / Louvain Economic Review*, 77 :89–114.

- EBEKE, C. et COMBES, J.-L. (2013). Do remittances dampen the effect of natural disasters on output growth volatility in developing countries? *Applied Economics*, 45(16) :2241–2254.
- EBEKE, C. H. (2012). Do remittances lead to a public moral hazard in developing countries? an empirical investigation. *Journal of Development Studies*, 48(8) :1009–1025.
- EIB (2013). Moldova : Private Sector Financing And The Role Of Risk-bearing Instruments. EIB Country Report 5398, European Investment Bank.
- EL-SAKKA, M. I. T. et MCNABB, R. (1999). The Macroeconomic Determinants of Emigrant Remittances. *World Development*, 27(8) :1493–1502.
- ELBADAWI, I. A., KALTANI, L. et SOTO, R. (2012). Aid, real exchange rate misalignment, and economic growth in sub-saharan africa. *World Development*, 40(4) :681–700.
- ELLERMAN, D. (2005). Labour migration : A developmental path or a low-level trap? *Development in Practice*, 15(5) :617–630.
- EMARA, N. (2012). Inflation volatility, institutions, and economic growth. *Global Journal of Emerging Market Economies*, 4(1) :29–53.
- EROSA, A. et VENTURA, G. (2002). On inflation as a regressive consumption tax. *Journal of Monetary Economics*, 49(4) :761–795.
- ESPENSHADE, T. J. et CALHOUN, C. A. (1993). An analysis of public opinion toward undocumented immigration. *Population Research and Policy Review*, 12(3) :189–224.
- EVRENSEL, A. Y. (2010). Corruption, growth, and growth volatility. *International Review of Economics & Finance*, 19(3) :501–514.
- FAFCHAMPS, M. et SHILPI, F. (2013). Determinants of the Choice of Migration Destination. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 75(3) :388–409.
- FARZANEGAN, M. R. (2011). Oil revenue shocks and government spending behavior in iran. *Energy Economics*, 33(6) :1055–1069.
- FIX, M., PAPADEMETRIOU, D. G., BATALOVA, J., TERRAZAS, A., LIN, S. Y.-Y. et MITTELSTADT, M. (2009). Migration and the Global Recession. Rapport technique, Migration Policy Institute.

- FLOOD, R. P. et ROSE, A. K. (1995). Fixing exchange rates A virtual quest for fundamentals. *Journal of Monetary Economics*, 36(1) :3–37.
- FMI (2005). World economic outlook. Rapport technique, International Monetary Fund.
- FMI (2008). Republic of Moldova : Fourth Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Nonobservance of Performance Criterion. IMF Country Report 08/320, International Monetary Fund.
- FMI (2012). Republic of Moldova : Selected Issues. IMF Country Report 12/289, International Monetary Fund.
- FRANK, R., PALMA-COCA, O., RAUDA-ESQUIVEL, J., OLAIZ-FERNANDEZ, G., DIAZ-OLAVARRIETA, C. et ACEVEDO-GARCIA, D. (2009). The relationship between remittances and health care provision in Mexico. *American journal of public health*, 99(7) :1227–1231.
- FRANKEL, J. A. (2009). Are bilateral remittances countercyclical? NBER Working Papers 15419, National Bureau of Economic Research, Inc.
- FRENKEL, J. A. et MUSSA, M. L. (1980). The Efficiency of Foreign Exchange Markets and Measures of Turbulence. *American Economic Review*, 70(2) :374–81.
- FREUND, C. et SPATAFORA, N. (2008). Remittances, transaction costs, and informality. *Journal of Development Economics*, 86(2) :356–366.
- FRIEDMAN, M. (1953). *Essays in Positive Economics*. A Phoenix book. Business economics. University of Chicago Press, USA.
- FRIEDMAN, M. (1957). *A Theory of the Consumption Function*. Numéro 57-1 de NBER Books. National Bureau of Economic Research, Inc.
- FULLENKAMP, C., COSIMANO, T. F., GAPEN, M. T., CHAMI, R., MONTIEL, P. J. et BARAJAS, A. (2008). Macroeconomic Consequences of Remittances. IMF Occasional Papers 259, International Monetary Fund.
- GALBRAITH, J. K. (1961). *L'ère de l'opulence*. Callmann-Levy (Coll. Liberté de l'esprit).
- GALBRAITH, J. K. (1980). *Théorie de la pauvreté de masse*. Gallimard.

- GALBRAITH, J. K. (1983). *The Anatomy of Power*. Houghton Mifflin.
- GALBRAITH, J. K. (1993). *La République des satisfaits : la culture du contentement aux Etats-Unis*. Economie et société. Éditions du Seuil.
- GALBRAITH, J. K. (1995). *Voyage dans le temps économique : témoignage de première main*. Economie et Société. Éditions du Seuil.
- GALOR, O. et ZEIRA, J. (1993). Income Distribution and Macroeconomics. *Review of Economic Studies*, 60(1) :35–52.
- GARCÍA ZAMORA, R. (2014). Crisis, nafta, and international migration. *International Journal of Political Economy*, 43(2) :27–46.
- GAVIN, M., HAUSMANN, R., PEROTTI, R. et TALVI, E. (1996). Managing fiscal policy in latin america and the caribbean : Volatility, procyclicality, and limited creditworthiness. IDB Publications Working Papers 6797, Inter-American Development Bank.
- GAVIN, M. et PEROTTI, R. (1997). Fiscal Policy in Latin America. *In NBER Macroeconomics Annual 1997, Volume 12*, NBER Chapters, pages 11–72. National Bureau of Economic Research, Inc.
- GEIS, W., UEBELMESSER, S. et WERDING, M. (2013). How do Migrants Choose Their Destination Country? An Analysis of Institutional Determinants. *Review of International Economics*, 21(5) :825–840.
- GHOSH, A. R., GULDE, A.-M., OSTRY, J. D. et WOLF, H. C. (1997). Does the Nominal Exchange Rate Regime Matter? NBER Working Papers 5874, National Bureau of Economic Research, Inc.
- GHOSH, B. (2010). The global financial and economic crisis and migration governance. *Global Governance : A Review of Multilateralism and International Organizations*, 16(3) :317–321.
- GILSON, L. (2003). Trust and the development of health care as a social institution. *Social Science & Medicine*, 56(7) :1453 – 1468.
- GIULIANO, P. et RUIZ-ARRANZ, M. (2009). Remittances, financial development, and growth. *Journal of Development Economics*, 90(1) :p.144–152.

- GJINI, A. (2013). The role of remittances on economic growth : An empirical investigation of 12 CEE countries. *International Business and Economics Research Journal*, 12(2) :193 – 203.
- GJINI, A. et KUKELI, A. (2012). Crowding-out effect of public investment on private investment : an empirical investigation. *Journal of business & economics research*, 10(5, (5)) :269–276.
- GLYTSOS, N. (2005). Dynamic effects of migrant remittances on growth : An econometric model with an application to Mediterranean countries. discussion paper, no. 74, KEPE, Athens, 2002. Labor and Demography 0505014, EconWPA.
- GODLEY, W. et LAVOIE, M. (2006). Comprehensive accounting in simple open economy macroeconomics with endogenous sterilization or flexible exchange rates. *Journal of Post Keynesian Economics*, 28(2) :241–276.
- GODLEY, W. et LAVOIE, M. (2007a). A simple model of three economies with two currencies : the eurozone and the USA. *Cambridge Journal of Economics*, 31(1) :1–23.
- GODLEY, W. et LAVOIE, M. (2007b). *Monetary Economics : An Integrated Approach to Credit, Money, Income, Production and Wealth*. Palgrave Macmillan UK.
- GOULD, D. M. (1994). Immigrant Links to the Home Country : Empirical Implications for U.S. Bilateral Trade Flows. *The Review of Economics and Statistics*, 76(2) :302–16.
- GRUBER, J. et SIMON, K. (2008). Crowd-out 10 years later : have recent public insurance expansions crowded out private health insurance? *Journal of Health Economics*, 27(2) : 201–217.
- GUAY, A. et SAINT-AMANT, P. (2005). Do the Hodrick-Prescott and Baxter-King Filters Provide a Good Approximation of Business Cycles? *Annales d’Economie et de Statistique*, 1(77) :133–155.
- GUO, K. et N’DIAYE, M. (2010). *Determinants of China’s Private Consumption : An International Perspective (EPub)*. IMF Working Papers. International Monetary Fund.
- GUPTA, P. (2006). Macroeconomic determinants of remittances : Evidence from india. *Economic and Political Weekly*, 41(26) :2769–2775.

- HAGEN-ZANKER, J. (2008). Why do people migrate? A review of the theoretical literature. MPRA Paper 28197, University Library of Munich, Germany.
- HAGEN-ZANKER, J. et SIEGEL, M. (2007). The Determinants of Remittances : A Review of the Literature. MGSOG Working Paper 003, Maastricht Graduate School of Governance.
- HAKURA, D., CHAMI, R. et MONTIEL, P. (2009). Remittances : An automatic output stabilizer? IMF Working Papers 09/91, International Monetary Fund.
- HANSEN, L. P. (1982). Large Sample Properties of Generalized Method of Moments Estimators. *Econometrica*, 50(4) :1029–1054.
- HASSAN, G. et HOLMES, M. (2012). Remittances and the real effective exchange rate. MPRA Paper 40084, University Library of Munich, Germany.
- HATANO, T. (2010). Crowding - in effect of public investment on private investment. *Public Policy Review*, 6(1) :105–120.
- HAUSMANN, R. et GAVIN, M. (1996). Securing Stability and Growth in a Shock Prone Region : The Policy Challenge for Latin America. Research Department Publications 4020, Inter-American Development Bank, Research Department.
- HEAD, K. et RIES, J. (1998). Immigration and Trade Creation : Econometric Evidence from Canada. *Canadian Journal of Economics*, 31(1) :47–62.
- HIGGINS, M., HYSENBEGASI, A. et POZO, S. (2004). Exchange-rate uncertainty and workers' remittances. *Applied Financial Economics*, 14(6) :403–411.
- HILDEBRANDT, N. et MCKENZIE, D. J. (2005). The effects of migration on child health in mexico. *Economía*, 6(1) :257–289.
- HODRICK, R. J. et PRESCOTT, E. C. (1997). Postwar U.S. Business Cycles : An Empirical Investigation. *Journal of Money, Credit and Banking*, 29(1) :1–16.
- HONE, T., HABICHT, J., DOMENTE, S. et ATUN, R. (2016). Expansion of health insurance in moldova and associated improvements in access and reductions in direct payments. *Journal of Global Health*, 6.

- HRISTEV, E., MINCU, G., SANDU, M. et WALEWSKI, M. (2009). The Effects of Migration and Remittances in Rural Moldova. CASE Network Studies and Analyses 0389, Center for Social and Economic Research.
- HSIAO, F. S. T. et HSIAO, M.-C. W. (2006). FDI, exports, and GDP in east and southeast Asia Panel data versus time-series causality analyses. *Journal of Asian Economics*, 17(6) :1082–1106.
- HUBER, E., MUSTILLO, T. et STEPHENS, J. D. (2008). Politics and social spending in latin america. *The Journal of Politics*, 70(02) :420–436.
- HUFF, W. G. (1995). The developmental state, government, and Singapore’s economic development since 1960. *World Development*, 23(8) :1421–1438.
- IDIS (2009). Study on Social Protection and Social Inclusion in Moldova. Report, Institute for Development and Social Initiative.
- ILZETZKI, E. (2011). Rent-seeking distortions and fiscal procyclicality. *Journal of Development Economics*, 96(1) :30–46.
- ILZETZKI, E. et VEGH, C. A. (2008). Procyclical fiscal policy in developing countries : Truth or fiction ? NBER Working Paper 14191, National Bureau of Economic Research, Inc.
- IMAZ, C. (2007). L’immigration au coeur de la relation Mexique - Etats-Unis. *Politique américaine*, 8(2) :31–46.
- IOM (2012). Extended Migration Profile of the Republic of Moldova. Report, International Organization for Migration.
- JACKMAN, M. (2013). Macroeconomic determinants of remittance volatility : An empirical test. *International Migration*, 51 :e36–e52.
- JAVORCIK, B. S., ÖZDEN, C., SPATAREANU, M. et NEAGU, C. (2011). Migrant networks and foreign direct investment. *Journal of Development Economics*, 94(2) :231–241.
- JAYET, H. et MARCHAL, L. (2016). Migration and FDI : Reconciling the standard trade theory with empirical evidence. *Economic Modelling*, 59 :46 – 66.
- JETTER, M., NIKOLSKO-RZHEVSKYY, A. et SMITH, W. T. (2013). The effects of wage volatility on growth. *Journal of Macroeconomics*, 37(C) :93–109.

- JETTER, M. et PARMETER, C. (2013). Does Urbanization Mean Bigger Governments? SSRN Scholarly Paper ID 2393197, Social Science Research Network, Rochester, NY.
- JOHNSON, G. E. et WHITELAW, W. E. (1974). Urban-Rural Income Transfers in Kenya : An Estimated-Remittances Function. *Economic Development and Cultural Change*, 22(3) :473–479.
- JONGWANICH, J. et KOHPAIBOON, A. (2008). Private investment : Trends and determinants in Thailand. *World Development*, 36(10) :1709–1724.
- JONGWANICH, J. et KOHPAIBOON, A. (2013). Capital flows and real exchange rates in emerging Asian countries. *Journal of Asian Economics*, 24 :138–146.
- JUDSON, R. et ORPHANIDES, A. (1999). Inflation, volatility and growth. *International Finance*, 2(1) :117–138.
- KALECKI, M. (1971). *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy 1933-1970*. Cambridge University Press. UK.
- KAMINSKY, G. L., REINHART, C. M. et VGH, C. A. (2005). When It Rains, It Pours : Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies. *In NBER Macroeconomics Annual 2004, Volume 19*, NBER Chapters, pages 11–82. National Bureau of Economic Research, Inc.
- KAPUR, D. (2004). Remittances : The New Development Mantra? G-24 Discussion Papers 29, United Nations Conference on Trade and Development.
- KATONA, G. (1975). *Psychological economics*. Elsevier Scientific Pub. Co.
- KAUFMAN, R. R. et SEGURA-UBIERGO, A. (2001). Globalization, domestic politics, and social spending in latin america : A time-series cross-section analysis, 1973 97. *World Politics*, 53(04) :553–587.
- KEYNES, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Cambridge University Press. UK.
- KIM, D.-H., LIN, S.-C. et SUEN, Y.-B. (2016). Trade, growth and growth volatility : New panel evidence. *International Review of Economics & Finance*, 45 :384 – 399.
- KOSER, K. (2009). The Impact of the Global Financial Crises on International Migration : Lessons Learned. Rapport technique 37, International Organization for Migration.

- KOSKA, O. A., SAYGIN, P. O., CAGATAY, S. et ARTAL-TUR, A. (2013). International migration, remittances, and the human capital formation of Egyptian children. *International Review of Economics and Finance*, 28(0) :38 – 50.
- KOSKELA, E. et VIRÉN, M. (1985). On the role of inflation in consumption function. *Review of World Economics (Weltwirtschaftliches Archiv)*, 121(2) :252–260.
- KUGLER, M. et RAPOPORT, H. (2007). International labor and capital flows : Complements or substitutes? *Economics Letters*, 94(2) :155–162.
- KUREKOVÁ, L. (2013). Welfare Systems as Emigration Factor : Evidence from the New Accession States. *Journal of Common Market Studies*, 51(4) :721–739.
- LA, H. A. et XU, Y. (2017). Remittances, social security, and the crowding-out effect : Evidence from Vietnam. *Journal of Asian Economics*, 49(C) :42–59.
- LARTEY, E. K. (2016). The cyclicity of remittances in Sub-Saharan Africa. *Journal of Economic Development*, 41(1) :1–18.
- LAVOIE, M. et GODLEY, W. (2001). Kaleckian models of growth in a coherent stock-flow monetary framework : A Kaldorian view. *Journal of Post Keynesian Economics*, 24(2) :277–311.
- LAVOIE, M. et ZHAO, J. (2010). A study of the diversification of China’s foreign reserves within a three-country stock-flow consistent model. *Metroeconomica*, 61(3) :558–592.
- LE HERON, E. (2009). Fiscal and Monetary Policies in a Keynesian Stock-flow Consistent Model. Rapport technique 1, Novo Estudo do GEMF.
- LE HERON, E. (2011). Confidence and financial crisis in a post-Keynesian stock flow consistent model. *European Journal of Economics and Economic Policies : Intervention*, 8(2) :361–387.
- LE HERON, E. et MAROUANE, A. (2015). A history of contemporary post Keynesian SFC model. Cahiers du GREThA 2015-15, Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée.
- LE HERON, E. et MAROUANE, A. (2017). Chocs Politiques et Croissance Economique : Perspectives pour la Tunisie. *A paraître dans Economie appliquée*, 1.

- LE HERON, E. et MOUAKIL, T. (2008). A Post-Keynesian Stock-Flow Consistent Model For Dynamic Analysis Of Monetary Policy Shock On Banking Behaviour. *Metroeconomica*, 59(3) :405–440.
- LEFF, N. H. (1964). Economic development through bureaucratic corruption. *American Behavioral Scientist*, 8(3) :8–14.
- LEÓN-LEDESMA, M. et PIRACHA, M. (2004). International migration and the role of remittances in eastern europe. *International Migration*, 42(4) :65–83.
- LEVY-YEYATI, E. et STURZENEGGER, F. (2003). To Float or to Fix : Evidence on the Impact of Exchange Rate Regimes on Growth. *American Economic Review*, 93(4) :1173–1193.
- LIM, S. et BASNET, H. C. (2017). International migration, workers' remittances and permanent income hypothesis. *World Development*, 96 :438 – 450.
- LU, C., SCHNEIDER, M. T., GUBBINS, P., LEACH-KEMON, K., JAMISON, D. et MURRAY, C. J. (2010). Public financing of health in developing countries : a cross-national systematic analysis. *The Lancet*, 375(9723) :1375–1387.
- LUCAS, R. (2005). International migration and economic development. Rapport technique, Stockholm : Expert Group on Development Issues, Swedish Ministry for Foreign Affairs.
- LUCAS, R. E. B. et STARK, O. (1985). Motivations to Remit : Evidence from Botswana. *Journal of Political Economy*, 93(5) :901–18.
- LUCAS, R. J. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1) :3–42.
- LUETH, E. et RUIZ-ARRANZ, M. (2006). A Gravity Model of Workers Remittances. IMF Working Papers 06/290, International Monetary Fund.
- MACKINLAY, J. et CROSS, P. (2003). *Regional peacekeepers : the paradox of Russian peacekeeping*. UNU Press, USA.
- MANDELMAN, F. S. et ZLATE, A. (2012). Immigration, remittances and business cycles. *Journal of Monetary Economics*, 59(2) :p.196–213.

- MARKUSEN, J. R. (1983). Factor movements and commodity trade as complements. *Journal of International Economics*, 14(3-4) :341–356.
- MARTINEZ, M., GIRALDO, P., NIZAMI, S., CASTRO, H., HASSAN, S., DURAKOVIC, N. et ZARUL, A. (2015). Pare 1+1 improving moldova s remittance-based investment program. Rapport technique, International Organization for Migration.
- MAYDA, A. (2010). International migration : a panel data analysis of the determinants of bilateral flows. *Journal of Population Economics*, 23(4) :1249–1274.
- MAZIER, J. et TIOU-TAGBA ALITI, G. (2012). World imbalances and macroeconomic adjustments : A three-country stock-flow consistent model with fixed or flexible prices. *Metroeconomica*, 63(2) :358–388.
- MCLAREN, L. et JOHNSON, M. (2007). Resources, group conflict and symbols : Explaining anti-immigration hostility in britain. *Political Studies*, 55(4) :709–732.
- MEDINA, C. et CARDONA, L. (2010). The effects of remittances on household consumption, education attendance and living standards : the case of Colombia. Rapport technique 72, Universidad de Antioquia, Lecturas de Economía.
- MENARD, A.-R. et WEILL, L. (2016). Understanding the link between aid and corruption : A causality analysis. *Economic Systems*, 40(2) :260–272.
- MINCER, J. (1978). Family Migration Decisions. *Journal of Political Economy*, 86(5) :749–73.
- MINSKY, H. (1975). *John Maynard Keynes*. Columbia essays on the great economists. Columbia University Press, USA.
- MITCHELL, J., PAIN, N. et RILEY, R. (2011). The drivers of international migration to the UK : A panel-based Bayesian model averaging approach. *Economic Journal*, 121(557) :1398–1444.
- MOBARAK, A. M. (2005). Democracy, Volatility, and Economic Development. *The Review of Economics and Statistics*, 87(2) :348–361.
- MOHAPATRA, S., JOSEPH, G. et RATHA, D. (2012). Remittances and natural disasters : ex-post response and contribution to ex-ante preparedness. *Environment, Development and Sustainability*, 14(3) :365–387.

- MOHTADI, H. et ROE, T. L. (2003). Democracy, rent seeking, public spending and growth. *Journal of Public Economics*, 87(3-4) :445–466.
- MONGARDINI, J. et RAYNER, B. (2009). Grants, remittances, and the equilibrium real exchange rate in sub-saharan african countries. IMF Working Papers 09/75, International Monetary Fund.
- MONTINOLA, G. R. et JACKMAN, R. W. (2002). Sources of corruption : A cross-country study. *British Journal of Political Science*, 32 :147–170.
- MORRISSEY, O. et UDOMKERDMONGKOL, M. (2012). Governance, private investment and foreign direct investment in developing countries. *World Development*, 40(3) :437–445.
- MOU, H. (2012). The political economy of public health expenditure and wait times in a public-private mixed health care system. *Canadian Journal of Economics*, 45(4) :1640–1666.
- MUNDACA, B. G. (2009). Remittances, financial market development, and economic growth : The case of latin america and the caribbean. *Review of Development Economics*, 13(2) :288–303.
- MUNSHI, K. (2003). Networks in the Modern Economy : Mexican Migrants in the U. S. Labor Market. *The Quarterly Journal of Economics*, 118(2) :549–599.
- MUSGRAVE, R. (1959). *The theory of public finance : a study in public economy*. International student edition. McGraw-Hill.
- NARAYAN, P. K. (2008). An econometric model of the determinants of private investment and a cge model of the impact of democracy on investment and economic growth in fiji. *International Journal of Social Economics*, 35(12) :1017–1031.
- NARAYAN, P. K., NARAYAN, S. et MISHRA, S. (2011). Do remittances induce inflation ? fresh evidence from developing countries. *Southern Economic Journal*, 77(4) :914–933.
- NASSIMBENI, G. (2001). Technology, innovation capacity, and the export attitude of small manufacturing firms : a logit/tobit model. *Research Policy*, 30(2) :245–262.
- NEWNHAM, R. E. (2015). Georgia on my mind ? Russian sanctions and the end of the ‘rose revolution’. *Journal of Eurasian Studies*, 6(2) :161 – 170.

- NICET-CHENAF, D. et ROUGIER, E. (2009). Fdi and growth : A new look at a still puzzling issue. Cahiers du GREThA 2009-13, Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée.
- NORDHAUS, W. D. (1975). The Political Business Cycle. *The Review of Economic Studies*, 42(2) :169–190.
- NWAGU, U. G. et RYAN, M. J. (2015). FDI, foreign aid, remittance and economic growth in developing countries. *Review of Development Economics*, 19(1) :100–115.
- OKADA, K. et SAMRETH, S. (2012). The effect of foreign aid on corruption : A quantile regression approach. *Economics Letters*, 115(2) :240–243.
- OLUBIYI, E. A. (2013). Workers remittances, governance institution and private investment in nigeria. *The Review of Finance and Banking*, 05(1) :063–081.
- OMS (2012). A review of health financing reforms in the Republic of Moldova. Health Financing Policy Paper 2012/1, World Health Organization.
- OREFICE, G. (2015). International migration and trade agreements : The new role of PTAs. *Canadian Journal of Economics*, 48(1) :310–334.
- OZAWA, S. et WALKER, D. G. (2011). Comparison of trust in public vs private health care providers in rural cambodia. *Health Policy and Planning*, 26(suppl 1) :20–29.
- PACHECO-LÓPEZ, P. (2004). Does the impact of trade liberalisation on exports, imports, the balance of payments and growth : the case of Mexico. Studies in Economics 0401, Department of Economics, University of Kent.
- PANI, M. (2011). Hold your nose and vote : corruption and public decisions in a representative democracy. *Public Choice*, 148(1) :163–196.
- PEACOCK, A. T. et WISEMAN, J. (1961). The growth of public expenditure in the United Kingdom. NBER books, National Bureau of Economic Research, Inc.
- PEDERSEN, P. J., PYTLIKOVA, M. et SMITH, N. (2008). Selection and network effects—Migration flows into OECD countries 1990-2000. *European Economic Review*, 52(7) : 1160–1186.

- PETRI, M. et SAADI-SEDIK, T. (2006). To smooth or not to smooth - the impact of grants and remittances on the equilibrium real exchange rate in Jordan. IMF Working Papers 06/257, International Monetary Fund.
- PFUTZE, T. (2012). Does migration promote democratization? evidence from the Mexican transition. *Journal of Comparative Economics*, 40(2) :p.159–175.
- POIRINE, B. (1997). A theory of remittances as an implicit family loan arrangement. *World Development*, 25(4) :589–611.
- QEHAJA, D. (2012). Fiscal Policy Response to External Crises the Case of Moldova 1998-2010. IMF Working Papers 12/82, International Monetary Fund.
- RAHMAN, M., FOSHEE, A. et MUSTAFA, M. (2013). Remittances-exchange rate nexus : the US-Mexico case. *Journal of Developing Areas*, 47(1) :63 – 74.
- RAJAN, R. G. et SUBRAMANIAN, A. (2005). What undermines aid's impact on growth? NBER Working Papers 11657, National Bureau of Economic Research, Inc.
- RAJKUMAR, A. S. et SWAROOP, V. (2008). Public spending and outcomes : Does governance matter? *Journal of Development Economics*, 86(1) :96–111.
- RAMEY, G. et RAMEY, V. A. (1995). Cross-Country Evidence on the Link between Volatility and Growth. *American Economic Review*, 85(5) :1138–51.
- RATHA, D. (2005). Workers remittances : An important and stable source of external development finance. Economics Seminar Series Paper 9, St Cloud State University.
- RATNAIKE, Y. C. (2012). Is there an empirical link between trade liberalisation and export performance? *Economics Letters*, 117(1) :375–378.
- RAUCH, J. E. et TRINDADE, V. (2002). Ethnic Chinese Networks In International Trade. *The Review of Economics and Statistics*, 84(1) :116–130.
- RAVN, M. O. et UHLIG, H. (2002). On adjusting the Hodrick-Prescott filter for the frequency of observations. *The Review of Economics and Statistics*, 84(2) :371–375.
- RAZAFINDRAKOTO, M. et ROUBAUD, F. (2010). Are international databases on corruption reliable? a comparison of expert opinion surveys and household surveys in Sub-Saharan Africa. *World Development*, 38(8) :1057 – 1069.

- REINIKKA, R. et SVENSSON, J. (2005). Fighting Corruption to Improve Schooling : Evidence from a Newspaper Campaign in Uganda. *Journal of the European Economic Association*, 3(2-3) :259–267.
- REINKE, J. (2007). Remittances in the balance of payments framework : current problems and forthcoming improvements. In for INTERNATIONAL SETTLEMENTS, B., éditeur : *Financial aspects of migration : the measurement of remittances, The IFC's contribution to the IAOS Conference, 6-8 September 2006*, volume 27 de *IFC Bulletins chapters*, pages 10–23. Bank for International Settlements.
- REMPEL, H. et LOBDELL, R. A. (1978). The role of urban-to-rural remittances in rural development. *The Journal of Development Studies*, 14(3) :324–341.
- RIOS AVILA, F. et SCHLARB, E. (2008). Bank accounts and savings - the impact of remittances and migration : a case study of Moldova. Kiel Advanced Studies Working Papers 448, Kiel Institute for the World Economy (IfW).
- ROCK, M. (2009). Corruption and democracy. *The Journal of Development Studies*, 45(1) :55–75.
- RODRIGUEZ, F. et RODRIK, D. (2001). Trade policy and economic growth : A skeptic's guide to the cross-national evidence. NBER chapters, National Bureau of Economic Research, Inc.
- RODRIK, D. (1998). Why do more open economies have bigger governments? *Journal of Political Economy*, 106(5) :997–1032.
- RODRIK, D. (2000). Participatory politics, social cooperation, and economic stability. *American Economic Review*, 90(2) :140–144.
- RODRIK, D. (2007). *One economics, many recipes : globalization, institutions, and economic growth*. Princeton University Press, Princeton, USA.
- RODRIK, D. (2008). The real exchange rate and economic growth. *Brookings Papers on Economic Activity*, 39(2 (Fall)) :365–439.
- ROMER, P. M. (1990). Endogenous Technological Change. *Journal of Political Economy*, 98(5) :S71–102.

- ROODMAN, D. (2009). How to do xtabond2 : An introduction to difference and system GMM in Stata. *Stata Journal*, 9(1) :86–136.
- ROTTE, R. et VOGLER, M. (1998). Determinants of International Migration : Empirical Evidence for Migration from Developing Countries to Germany. IZA Discussion Papers 12, Institute for the Study of Labor (IZA).
- ROUGIER, E. (2016). Fire in Cairo : Authoritarian Redistributive Social Contracts, Structural Change, and the Arab Spring. *World Development*, 78(C) :148–171.
- RUIZ, I. et VARGAS-SILVA, C. (2009). The crisis and migrants' remittances : A look at Hispanics in the US. Rapport technique, International Migration Institute.
- SAAD, W. (2011). An econometric study of the private consumption function in Lebanon. *International Research Journal of Finance and Economics*, 61 :29–41.
- SALAS, V. B. (2014). International remittances and human capital formation. *World Development*, 59(C) :224–237.
- SAMUELSON, P. A. (1939). A synthesis of the principle of acceleration and the multiplier. *Journal of Political Economy*, 47 :786.
- SANTOS, G., BEHRENDT, H. et TEYTELBOYM, A. (2010). Part II : Policy instruments for sustainable road transport. *Research in Transportation Economics*, 28(1) :46 – 91. Road Transport Externalities, Economic Policies And Other Instruments For Sustainable Road Transport.
- SANTOS-PAULINO, A. U. et THIRLWALL, A. P. (2004). The impact of trade liberalisation on exports, imports and the balance of payments of developing countries. SSRN Scholarly Paper ID 513476, Social Science Research Network, Rochester, NY.
- SEPPECHER, P. (2016). Modèles multi-agents et stock-flux cohérents : une convergence logique et nécessaire. CEPN Working Papers hal-01309361, HAL.
- SERVEN, L. et SOLIMANO, A. (1992). Private investment and macroeconomic adjustment : A survey. *World Bank Research Observer*, 7(1) :95–114.
- SHIRK, D. (2007). Migration transfrontalière et développement : le cas du Mexique. *Outre-Terre*, 18(1) :95–109.

- SHONCHOY, A. S. (2010). Determinants of government consumption expenditure in developing countries : a panel data analysis. IDE Discussion Papers 266, Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organization (JETRO).
- SINGER, D. A. (2010). Migrant remittances and exchange rate regimes in the developing world. *American Political Science Review*, 104 :307–323.
- SINGH, B. (2004). *Modelling real private consumption expenditure : an empirical study on Fiji*. Working paper. Economics Dept., Reserve Bank of Fiji.
- SJAASTAD, L. A. (1962). The costs and returns of human migration. *Journal of Political Economy*, 70(5, Part 2) :80–93.
- SKELDON, R. (2008). International migration as a tool in development policy : A passing phase? *Population and Development Review*, 34(1) :1–18.
- SOBIECH, I. (2015). Remittances, finance and growth : does financial development foster remittances and their impact on economic growth. FIW Working Paper series 158, FIW.
- SOLIMANO, A. (1989). How private investment reacts to changing macroeconomic conditions : the case of Chile in the 1980s. Policy Research Working Paper Series 212, The World Bank.
- SOLOW, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1) :65–94.
- STARK, O. (1991). *The Migration of Labor*. B. Blackwell.
- STARK, O. et BLOOM, D. E. (1985). The New Economics of Labor Migration. *American Economic Review*, 75(2) :173–78.
- SUN, S. (2012). The role of FDI in domestic exporting : Evidence from China. *Journal of Asian Economics*, 23(4) :434–441.
- SWAMY, G. (1981). International migrant workers' remittances : issues and prospects. Staff Working Paper SWP481, World Bank.
- TADEU, H. et TASSO, J. (2013). The determinants of the long term private investment in Brazil : An empirical analysis using cross-section and a monte carlo simulation. *Journal of Economics, Finance and Administrative Science*, 18(00) :11–17.

- TALVI, E. et VEGH, C. A. (2005). Tax base variability and procyclical fiscal policy in developing countries. *Journal of Development Economics*, 78(1) :156–190.
- TANSEL, A. et YASAR, P. (2010). Macroeconomic impact of remittances on output growth : Evidence from Turkey. *Migration Letters*, 7(2) :132–143.
- TAVARES, J. et WACZIARG, R. (2001). How democracy affects growth. *European Economic Review*, 45(8) :1341–1378.
- TIBBITTS, C. (1931). Majority Votes and the Business Cycle. *American Journal of Sociology*, 36(4) :596–606.
- TODARO, M. P. (1969). A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries. *The American Economic Review*, 59(1) :138–148.
- TUAN, C., NG, L. F. et ZHAO, B. (2009). China's post-economic reform growth : The role of FDI and productivity progress. *Journal of Asian Economics*, 20(3) :p.280–293.
- TYBURSKI, M. D. (2012). The resource curse reversed? remittances and corruption in Mexico. *International Studies Quarterly*, 56(2) :339–350.
- UDAH, E. (2011). Remittances, human capital and economic performance in Nigeria. *International Journal Of Human Development and Sustainability*, 4(1) :103–117.
- UNCTAD (2013). Investment policy review : Republic of Moldova. CEPS Working Document 5, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD).
- USAID (2016). Support To Moldovan State Tax Service : Tax Gap Analysis and Findings. Brite report, United States Agency for International Development.
- VAALER, P. M. (2013). Diaspora concentration and the venture investment impact of remittances. *Journal of International Management*, 19(1) :26 – 46. Diaspora Investment and Entrepreneurship : The Role of People, their Movements, and Capital in the International Economy.
- van der GAAG, J. et STIMAC, V. (2009). Toward a New Paradigm for Health Sector Development. Policy Research Working Paper Series 3, Amsterdam Institute for International Development.

- VARGAS-SILVA, C. (2008). Are remittances manna from heaven? a look at the business cycle properties of remittances. *The North American Journal of Economics and Finance*, 19(3) :290 – 303.
- VARGAS-SILVA, C. (2009). The tale of three amigos : Remittances, exchange rates, and money demand in Mexico. *Review of Development Economics*, 13(1) :1–14.
- VEGANZONES-VAROUDAKIS, M.-A., NABLI, M. K. et AYSAN, A. F. (2006). Governance and private investment in the middle east and north africa. Working papers, CERDI.
- VIAN, T., G FEELEY, F., DOMENTE, S., NEGRUTA, A., MATEI, A. et HABICHT, J. (2015). Barriers to universal health coverage in Republic of Moldova : A policy analysis of formal and informal out-of-pocket payments. *BMC Health Services Research*, 15 :319.
- VICENTE, P. C. (2010). Does oil corrupt? Evidence from a natural experiment in West Africa. *Journal of Development Economics*, 92(1) :28–38.
- WAGNER, A. (1892). *Grundlegung der politischen Oekonomie*. Numéro vol.1,partie.1 de Grundlegung der politischen Oekonomie. C.F. Winter, Germany.
- WANG, D. T., GU, F. F., TSE, D. K. et YIM, C. K. B. (2013a). When does FDI matter? the roles of local institutions and ethnic origins of FDI. *International Business Review*, 22(2) :450–465.
- WANG, M. et WONG, M. C. S. (2011). Inward FDI, remittances and out-migration. *Applied Economics Letters*, 18(15) :1405–1409.
- WANG, M., WONG, M. C. S. et GRANATO, J. (2013b). The effect of foreign direct investment on international migration : Does education matter? *The World Economy*, 36(5) :537–562.
- WANG, Y., CAO, W., ZHOU, Z. et NING, L. (2013c). Does external technology acquisition determine export performance? evidence from Chinese manufacturing firms. *International Business Review*, 22(6) :1079–1091.
- WANG, Y. et YOU, J. (2012). Corruption and firm growth : Evidence from China. *China Economic Review*, 23(2) :p.415–433.
- WANG, Z., GRAAFF, T. D. et NIJKAMP, P. (2016). Cultural diversity and cultural distance as choice determinants of migration destination. *Spatial Economic Analysis*, 11(2) :176–200.

- WESTMORE, B. (2015). International migration : The relationship with economic and policy factors in the home and destination country. *OECD Journal : Economic Studies*, 2015(1) :101–122.
- WIMMER, A. (1997). Explaining xenophobia and racism : A critical review of current research approaches. *Ethnic and Racial Studies*, 20(1) :17–41.
- WINDMEIJER, F. (2005). A finite sample correction for the variance of linear efficient two-step GMM estimators. *Journal of Econometrics*, 126(1) :25–51.
- WOLFERS, J. (2003). Is Business Cycle Volatility Costly? Evidence from Surveys of Subjective Well-Being. *International Finance*, 6(1) :1–26.
- WOODRUFF, C. et ZENTENO, R. (2007). Migration networks and microenterprises in Mexico. *Journal of Development Economics*, 82(2) :509–528.
- WOOLDRIDGE, J. M. (2001). Applications of Generalized Method of Moments Estimation. *Journal of Economic Perspectives*, 15(4) :87–100.
- WOOLDRIDGE, J. M. (2010). *Econometric Analysis of Cross Section and Panel Data*. The MIT Press, United States.
- WOUTERSE, F. (2010). Remittances, poverty, inequality and welfare : Evidence from the central plateau of Burkina Faso. *The Journal of Development Studies*, 46(4) :771–789.
- YANG, C.-H. et CHEN, Y.-H. (2012). R&D, productivity, and exports : Plant-level evidence from Indonesia. *Economic Modelling*, 29(2) :208–216.
- YANG, D. (2008). Coping with Disaster : The Impact of Hurricanes on International Financial Flows, 1970-2002. *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, 8(1) :1–45.
- YANG, D. et CHOI, H. (2007). Are Remittances Insurance ? Evidence from Rainfall Shocks in the Philippines. *World Bank Economic Review*, 21(2) :219–248.
- ZELLNER, A. (1962). An efficient method of estimating seemingly unrelated regressions and tests for aggregation bias. *Journal of the American Statistical Association*, 57(298) :348–368.
- ZEZZA, G. (2008). U.S. growth, the housing market, and the distribution of income. *Journal of Post Keynesian Economics*, 30(3) :375–401.

- ZHANG, K. H. et SONG, S. (2001). Promoting exports : the role of inward FDI in China. *China Economic Review*, 11(4) :385–396.
- ZHU, S. et FU, X. (2013). Drivers of export upgrading. *World Development*, 51 :221–233.
- ZHU, Y., WU, Z., PENG, L. et SHENG, L. (2014). Where did all the remittances go ? Understanding the impact of remittances on consumption patterns in rural China. *Applied Economics*, 46(12) :1312–1322.
- ZHU, Y., WU, Z., WANG, M., DU, Y. et CAI, F. (2011). Do Migrants Really Save More ? Understanding the Impact of Remittances on Savings in Rural China. *Journal of Development Studies*, 48(5) :654–672.
- ZHUNIO, M. C., VISHWASRAO, S. et CHIANG, E. P. (2012). The influence of remittances on education and health outcomes : a cross country study. *Applied Economics*, 44(35) : 4605–4616.
- ZIESEMER, T. H. (2009). Worker Remittances and Growth : The Physical and Human Capital Channels. *Journal of Economics and Statistics*, 229(6) :743–773.
- ZIESEMER, T. H. (2012). Worker remittances, migration, accumulation and growth in poor developing countries : Survey and analysis of direct and indirect effects. *Economic Modelling*, 29(2) :103–118.

Annexes du chapitre 1

Annexe 1.1 : Échantillon de pays utilisé dans le chapitre 1

Albanie	Pakistan
Angola	Pérou
Azerbaïdjan	Philippines
Bangladesh	Rwanda
Biélorussie	Sierra Leone
Bhoutan	Sri Lanka
Bolivie	Swaziland
Bosnie-Herzégovine	Tadjikistan
Botswana	Tanzanie
Burundi	Thaïlande
Cameroun	Ukraine
Cape Vert	Venezuela
Chine	Yémen
Djibouti	Zambie
Éthiopie	
Fidji	
Gambie	
Géorgie	
Guatemala	
Guyana	
Honduras	
Inde	
Jordanie	
Kenya	
Kirghizistan	
Liban	
Lesotho	
Liberia	
Macédoine	
Malawi	
Mexique	
Moldavie	
Mongolie	
Maroc	
Mozambique	
Namibie	
Népal	
Nicaragua	
Ouganda	

Annexe 1.2 : Statistiques descriptives du chapitre 1

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Consommation des ménages (% PIB)	73.495	17.31	17.939	178.185
Formation brute de capital fixe (secteur privé, % PIB)	15.909	8.645	-27.009	54.065
Exportations de biens et services (% PIB)	34.55	18.724	4.686	102.621
Envois de fonds (définition large, % PIB)	6.915	9.319	0	61.988
Envois de fonds (définition stricte, % PIB)	6.207	7.783	0	49.153
PIB par tête (dollars constants 2005)	1667.072	1655.143	50.042	8532.348
Inflation	8.903	10.091	-18.109	98.223
Crédit domestique au secteur privé (% PIB)	29.299	26.27	1.166	165.719
Croissance du PIB	5.196	6.524	-32.832	35.22
Investissements directs étrangers (% PIB)	4.742	8.336	-82.892	91.007
Taux de change réel (ln)	1.577	9.602	-60.343	199.871
Perceptions de corruption	27.661	11.586	4	70
Liberté de commerce	62.303	15.14	0	89.2

Annexe du chapitre 2

Annexe 2.1 : Le modèle stock-flux cohérent complet

$Y = C + I + G + X - IM$	Revenu
$gr_Y^{MO} = \frac{\Delta Y}{Y_{-1}}$	Taux de croissance
$T \equiv T_M + T_E$	Taxes
$T_M = \lambda_1 W_{-1} + \lambda_2 D$	Taxes sur les ménages
$T_E = \lambda_3 P_E + \lambda_4 Q_D$	Taxes sur les entreprises
$Q = C + I + G + X$	Ventes
$Q_D = C + I + G$	Ventes domestiques
$\Delta B = DG$	Émissions bons du Trésor
$DG \equiv G + (i_{cb-1} \cdot B_{-1}) - T - P_{cb}^d$	(I) Déficit public
$G = G_{-1} \cdot (1 + gr_Y^{MO})$	Dépense publique
$G_E \equiv G - G_M$	Dépense publique (entreprises)
$G_M = z \cdot G_{-1}$	Dépense publique (ménages)
$I^d = gr_{Kd} \cdot K_{-1}$	Investissement désiré
$K = K_{-1} + I$	Capital
$IF = P_E^u - \theta L_{E-1}$	Auto-financement
$I \equiv IF + \rho$	Investissement réel
$\rho^d = I^d - IF$	Fonds externes désirés
$gr_{Kd} = \gamma_1 + \gamma_2 r_{cf-1} + \gamma_3 U_{-1} - \gamma_4 lev$	Croissance du stock de capital désirée
$r_{cf} = \frac{P_E}{K_{-1}}$	Ratio de cash flow
$U = \frac{Y}{Y^*}$	Taux d'utilisation
$Y^* = K_{-1} \cdot \sigma$	Capacité de production maximale
$W = \frac{w}{\sigma_2} \cdot Q$	Salaire
$P_E \equiv C + I + G_E + X - IM - W - T_E - i_{L-1} \cdot L_{E-1}$	(II) Profit des entreprises
$P_E^d = \kappa_1 \cdot P_E$	Profit des entreprises distribué

Annexe 2.1 : (suite)

$P_E^u = P_E - P_E^d$	Profit des entreprises non distribué
$Y_w^a = Y_{w-1} + \theta_M \cdot (Y_{w-1} - Y_{w-1}^a)$	Revenus salariaux anticipés
$Y_v^a = Y_{v-1} + \theta_M \cdot (Y_{v-1} - Y_{v-1}^a)$	Revenus financiers anticipés
$Y_w = W - T_M + G_M$	Revenus salariaux réels
$Y_v = i_{D-1} \cdot D_{-1} + p_b^d + P_E^d$	Revenus financiers réels
$Y_M = Y_w + Y_v + REM$	Revenu des ménages
$C = \alpha_1 Y_w^a + \alpha_2 Y_v^a + \alpha_3 D_{-1} + \alpha_4 REM$	Consommation des ménages
$REM = \frac{\beta_1 + \beta_2 \cdot y^{EU}}{E_2} + \frac{\beta_3 + \beta_4 \cdot y^{RU}}{E_1}$	Transferts de fonds
$\Delta D \equiv Y_M - C$	(III) Dépôts bancaires
$\Delta L_E \equiv I - P_E^u$	(IV) Crédit des entreprises
$\rho = \rho^d \cdot (1 - LR)$	Financement externe réel
$LR = -\phi_1 + \phi_2 lev - \phi_3 \frac{\Delta REM}{REM_{-1}} + \phi_4 i_{cb}$	Risque prêteur
$lev = \frac{L_E}{K_{-1}}$	Levier
$X_{MO/RU} = \frac{IM_{RU/MO}}{E_1}$	Exportations moldaves vers la Russie
$X_{MO/EU} = \frac{IM_{EU/MO}}{E_2}$	Exportations moldaves vers l'Europe
$IM_{MO/RU} = \mu_1 + \mu_2 \cdot y^{MO}$	Importations moldaves depuis la Russie
$IM_{MO/EU} = \mu_3 + \mu_4 \cdot y^{MO}$	Importations moldaves depuis l'Europe
$IM_{RU/MO} = \mu_5 + \mu_6 \cdot y^{RU}$	Importations russes
$IM_{EU/MO} = \mu_7 + \mu_8 \cdot y^{EU}$	Importations européennes
$\Delta L^{EU} \equiv E_2 \cdot IM_{MO/EU} - E_2 \cdot X_{MO/EU} + i_{L-1}^{EU} \cdot L_{-1}^{EU} - E_2 \cdot REM_{EU}$	(V) Crédits européens
$\Delta L^{RU} \equiv E_1 \cdot IM_{MO/RU} - E_1 \cdot X_{MO/RU} + i_{L-1}^{RU} \cdot L_{-1}^{RU} - E_1 \cdot REM_{RU}$	(VI) Crédits russes
$i_L = i_{cb} + \chi_1$	Taux d'intérêt sur les prêts
$i_D = i_{cb} - \chi_2$	Taux d'intérêt sur les dépôts
$P_b \equiv i_{cb-1} \cdot B_{-1} + i_{L-1} \cdot L_{E-1} - i_{cb-1} \cdot REF_{-1} - i_{D-1} \cdot D_{t-1}$	(VII) Profit des banques
$P_b^d = \kappa_2 \cdot P_b$	Profit des banques distribué

Annexe 2.1 : (suite)

$P_b^u = P_b - P_b^d$	Profit des banques non distribué
$H = \eta D$	Monnaie banque centrale
$P_{cb} \equiv i_{cb-1} \cdot REF_{-1} - \left[i_{L-1}^{EU} \cdot \frac{L_{-1}^{EU}}{E_2} + i_{L-1}^{RU} \cdot \frac{L_{-1}^{RU}}{E_1} \right]$	(VIII) Profit banque centrale
$P_{cb}^d = P_{cb} \cdot \zeta$	Profit banque centrale redistribué
$P_{cb}^u \equiv P_{cb} - P_{cb}^d$	Profit banque centrale non redistribué
$\Delta REF \equiv \Delta H + \Delta B + \Delta L_E - P_{cb}^u - \Delta D$	(IX) Refinancement
$H_{th} \equiv H_{th-1} + \Delta REF - \frac{\Delta L^{EU}}{E_2} - \frac{\Delta L^{RU}}{E_1} - P_{cb}^u$	(X) Monnaie banque centrale théorique
	(identité de contrôle)

Annexes du chapitre 3

Annexe 3.1 : Échantillon de pays utilisé dans le chapitre 3

Afghanistan	Haïti	Sierra Leone
Albanie	Honduras	Îles Salomon
Algérie	Inde	Afrique du Sud
Angola	Indonésie	Sri Lanka
Argentine	Jamaïque	Suriname
Arménie	Jordanie	Swaziland
Azerbaïdjan	Kazakhstan	Tadjikistan
Bangladesh	Kenya	Tanzanie
Biélorussie	Kirghizstan	Thaïlande
Belize	Laos	Timor oriental
Bénin	Lesotho	Togo
Bhoutan	Liberia	Tonga
Bolivie	Macédoine	Tunisie
Botswana	Madagascar	Turquie
Brésil	Malawi	Ukraine
Bulgarie	Malaisie	Venezuela
Burkina Faso	Mali	Vietnam
Burundi	Île Maurice	Yémen
Cambodge	Mexique	
Cameroun	Moldavie	
Cape Vert	Mongolie	
Chine	Maroc	
Colombie	Mozambique	
Congo (Rép. Dém)	Namibie	
Congo (Rép.)	Népal	
Costa Rica	Nicaragua	
Djibouti	Niger	
République Dominicaine	Nigeria	
Équateur	Ouganda	
Salvador	Pakistan	
Fidji	Panama	
Gabon	Papouasie-Nouvelle-	
Gambie	Guinée	
Géorgie	Paraguay	
Ghana	Pérou	
Guatemala	Philippines	
Guinée	Roumanie	
Guinée-Bissau	Russie	
Guyana	Rwanda	
	Sénégal	

Annexe 3.2 : Statistiques descriptives du chapitre 3

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Envois de fonds (définition large, % PIB)	5.281	7.903	0	78.570
Inflation	10.126	13.235	-18.108	99.877
PIB par tête (dollars constants 2010)	2937.114	2775.845	115.436	14687.979
Investissements directs étrangers (% PIB)	3.769	8.002	-82.892	101.91
Taux de change nominal	765.843	2623.956	0	29011.492
Crédit domestique au secteur privé	29.257	26.484	0.198	166.504
Dépenses du gouvernement (% PIB)	15.278	8.878	2.047	43.479
Ratio de dépendance (% de la population active)	73.332	18.784	34.493	118.78
Concentration de la diaspora (Herfindahl)	3527.36	2077.169	805	9678
Liberté d'investissement	46.009	18.571	0	90
Occurrence des catastrophes naturelles	3.344	4.14	1	42

Annexes du chapitre 4

Annexe 4.1 : Échantillon de pays utilisé dans le chapitre 4

Afghanistan	Guinée	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Albanie	Guinée-Bissau	Paraguay
Algérie	Guyana	Pérou
Angola	Haïti	Philippines
Argentine	Honduras	République Centrafricaine
Arménie	Inde	Roumanie
Azerbaïdjan	Indonésie	Russie
Bangladesh	Iran	Rwanda
Biélorussie	Irak	Sénégal
Belize	Jamaïque	Sierra Leone
Bénin	Jordanie	Îles Salomon
Bhoutan	Kazakhstan	Afrique du Sud
Bolivie	Kenya	Sri Lanka
Botswana	Kirghizstan	Soudan
Brésil	Laos	Suriname
Bulgarie	Liban	Swaziland
Burkina Faso	Lesotho	Tadjikistan
Burundi	Liberia	Tanzanie
Cambodge	Libye	Tchad
Cameroun	Macédoine	Thaïlande
Cape Vert	Madagascar	Timor oriental
Chine	Malawi	Togo
Colombie	Malaisie	Tonga
Comores	Mali	Tunisie
Congo (Rép. Dém)	Mauritanie	Turquie
Congo (Rép)	Île Maurice	Ukraine
Costa Rica	Mexique	Venezuela
Côte d'Ivoire	Moldavie	Vietnam
Djibouti	Mongolie	Yémen
République Dominicaine	Maroc	Zimbabwe
Équateur	Mozambique	
Égypte	Namibie	
Salvador	Népal	
Fidji	Nicaragua	
Gabon	Niger	
Gambie	Nigeria	
Géorgie	Ouganda	
Ghana	Pakistan	
Guatemala	Panama	

Annexe 4.2 : Statistiques descriptives du chapitre 4

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Croissance de la population	1.727	1.276	-6.343	7.989
Croissance du PIB par tête	2.068	6.853	-37.012	35.7176
Envois de fonds (définition large, % PIB)	5.281	7.903	0	78.570
Investissements directs étrangers (% PIB)	3.769	8.002	-82.892	101.91
Inflation	10.126	13.235	-18.108	99.877
Dépenses du gouvernement (% PIB)	15.278	8.878	2.047	43.479
Formation brute de capital fixe (% PIB)	21.75	8.952	-2.424	76.82
Taux de change nominal	765.843	2623.956	0	29011.492
Crédit domestique au secteur privé (% PIB)	29.257	26.484	0.198	166.504
PIB par tête (dollars constants 2010)	2937.114	2775.845	115.436	14687.979
Concentration de la diaspora (Herfindahl)	3527.36	2077.169	805	9678
Ouverture au commerce	0.789	0.38	0.111	3.216

Annexes du chapitre 5

Annexe 5.1 : Les effets des envois de fonds sur les dépenses de santé publiques (par tête)

Variables explicatives	Variable dépendante : Dépenses de santé publiques par tête ($HPUB^c$)		
	(1)	(2)	(3)
$HPUB_{t-1}^c$	0.841*** (0.0698)	1.007*** (0.0305)	1.017*** (0.0251)
Transferts de fonds	-6.264** (2.439)	-1.127* (0.662)	-1.398 (2.055)
Écart de production < 0 (t_{-1})	-2.915 (2.049)	-3.232 (2.787)	-0.618 (1.696)
Intégrité du gouvernement	-0.894** (0.367)	-0.129 (0.122)	-0.252 (0.347)
Transferts de fonds × Écart de production < 0		0.759 (0.761)	
Transferts de fonds × Intégrité du gouvernement			0.0235 (0.0833)
Population (ln)	-6.069** (2.735)	-0.790 (0.647)	-0.620 (0.537)
Rentes ressources naturelles	-1.479** (0.705)	-0.185 (0.123)	-0.149 (0.120)
PIB/tête (ln)	34.23** (13.53)	6.125** (2.890)	5.517** (2.344)
Service de la dette	-0.961** (0.478)	-0.166 (0.187)	-0.234 (0.147)
Kaopen	2.537 (3.547)	0.998 (0.802)	1.072 (0.741)
Constante	-36.17 (107.8)	-12.06 (16.08)	-11.09 (14.19)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.327	0.278	0.276
Hansen (p-value)	0.807	0.574	0.636
Instruments	52	68	68
Observations	1189	1189	1189
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
Pays	95	95	95

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).
Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Annexe 5.2 : Les effets des envois de fonds sur les dépenses de santé privées non couvertes (par tête)

Variables explicatives	Variable dépendante :		
	Dépenses de santé non couvertes, par tête ($HPRIV^c$)		
	(1)	(2)	(3)
Transferts de fonds	0.877* (0.472)	0.623 (0.942)	1.530 (3.493)
Écart de production < 0 (t_{-1})	-0.230 (3.371)	-4.600 (13.55)	0.374 (3.569)
Intégrité du gouvernement	-1.454* (0.808)	-1.540** (0.621)	-1.342 (1.102)
Transferts de fonds × Écart de production < 0		1.526 (3.681)	
Transferts de fonds × Intégrité du gouvernement			-0.0267 (0.154)
Population 65+	14.97 (10.65)	15.90 (13.73)	13.99 (8.656)
Population (ln)	9.885* (5.294)	10.83* (5.867)	9.326* (5.369)
PIB/tête (ln)	58.90*** (19.25)	56.53** (26.63)	60.51*** (18.98)
Constante	-493.9*** (121.4)	-493.4*** (127.4)	-494.1*** (126.3)
Arellano–Bond (AR 2, p-value)	0.062	0.081	0.054
Hansen (p-value)	0.777	0.719	0.663
Instruments	35	35	35
Observations	1200	1200	1200
Effets temps	Oui	Oui	Oui
Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
Pays	95	95	95

Estimations GMM-système en deux étapes avec correction de Windmeijer (2005).

Les erreurs sont présentées entre parenthèses. *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Annexe 5.3 : Les effets indirects des envois de fonds sur les dépenses de santé publiques
(modèle complet)

Variables dépendantes	Variables explicatives	(1)	(2)	(3)
Dépenses privées non couvertes (<i>HPRIV</i>)				
	Transferts de fonds	0.0226*** (0.00757)	0.0298*** (0.00772)	0.0367*** (0.00829)
	<i>HPUB</i>		-0.157** (0.0675)	-0.232*** (0.0687)
	Intégrité du gouvernement	-0.0784*** (0.0208)	8.66e-05 (0.0392)	0.0528 (0.0367)
	Écart de production	-0.149 (0.442)	0.475 (0.492)	0.922* (0.526)
	PIB/tête (ln)	-0.230** (0.0902)	-0.303*** (0.0852)	-0.293*** (0.0993)
	Population 65+	0.206*** (0.0764)	0.101 (0.0885)	-0.0102 (0.0858)
	Population (ln)	-0.00414 (0.0266)	-0.0141 (0.0248)	-0.0142 (0.0289)
	Observations	1115	1115	1115
	Effets temps	Oui	Oui	Oui
	Effets fixes	Non	Non	Non
	Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
	Pays	95	95	95
Dépenses de santé publiques (<i>HPUB</i>)				
	<i>HPUB</i> _{t-1}	0.934*** (0.0900)	0.816*** (0.102)	0.865*** (0.0883)
	<i>HPRIV</i>	-1.113*** (0.299)	-0.999*** (0.322)	-1.020** (0.466)
	Transferts de fonds			0.0173 (0.0119)
	Intégrité du gouvernement	-0.0677 (0.0557)	-0.00484 (0.0625)	-0.0270 (0.0574)
	Population (ln)	-0.0246 (0.0255)	-0.0202 (0.0264)	-0.0401* (0.0240)
	Écart de production	0.742 (0.464)	1.076** (0.486)	0.748* (0.419)
	Rentes ressources naturelles	-0.0203* (0.0110)	-0.0118 (0.0131)	-0.0162 (0.0132)
	PIB/tête (ln)	-0.130 (0.205)	-0.309 (0.217)	-0.100 (0.148)
	Service de la dette	0.0134 (0.0104)	0.00730 (0.0114)	-0.00430 (0.0122)
	Kaopen	0.308** (0.157)	0.375** (0.164)	0.0640 (0.0474)
	Observations	1115	1115	1115
	Effets temps	Oui	Oui	Oui
	Effets fixes	Non	Non	Non
	Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
	Pays	95	95	95
	Hansen/Sargan (p-value)	0.1150	0.2804	0.1333

Estimations en triples moindres carrés (3SLS). Les erreurs sont présentées entre parenthèses.

Le test d'Hansen-Sargan est calculé pour l'ensemble du système. Les constantes ne sont pas reportées.

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Annexe 5.4 : Les effets indirects des envois de fonds sur les dépenses de santé publiques
(modèle complet avec effets fixes pays)

Variabiles dépendantes	Variabiles explicatives	(1)	(2)	(3)
Dépenses privées non couvertes (<i>HPRIV</i>)				
	Transferts de fonds	0.0106* (0.00630)	0.0127** (0.00598)	0.0118* (0.00665)
	<i>HPUB</i>		0.0569 (0.0486)	0.0574 (0.0487)
	Intégrité du gouvernement	-0.0429** (0.0205)	-0.00429* (0.00257)	-0.00427* (0.00257)
	Écart de production	0.0449 (0.176)	0.0914 (0.155)	0.0919 (0.155)
	PIB/tête (ln)	0.210 (0.227)	0.441* (0.261)	0.436* (0.262)
	Population 65+	0.0120 (0.0415)	0.0989 (0.0694)	0.0986 (0.0705)
	Population (ln)	-0.265 (0.397)	1.883* (1.131)	1.870 (1.141)
	Observations	1115	1115	1115
	Effets temps	Oui	Oui	Oui
	Effets fixes	Oui	Oui	Oui
	Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
	Pays	95	95	95
Dépenses de santé publiques (<i>HPUB</i>)				
	<i>HPUB_{t-1}</i>	0.706*** (0.0421)	0.710*** (0.0616)	0.702*** (0.0650)
	<i>HPRIV</i>	-1.038** (0.411)	-1.367*** (0.358)	-1.207*** (0.389)
	Transferts de fonds			-0.00280 (0.00737)
	Intégrité du gouvernement	-0.0269 (0.0285)	-0.000942 (0.00385)	-0.000398 (0.00405)
	Population (ln)	-1.694*** (0.554)	-0.913 (0.944)	-0.910 (0.948)
	Écart de production	0.444** (0.196)	0.387* (0.217)	0.372* (0.220)
	Rentes ressources naturelles	-0.00895* (0.00508)	-0.0120*** (0.00438)	-0.0116** (0.00461)
	PIB/tête (ln)	-0.286 (0.253)	0.0123 (0.429)	-0.00341 (0.445)
	Service de la dette	-0.0459** (0.0208)	-0.0620*** (0.0238)	-0.0578** (0.0241)
	Kaopen	-0.00915 (0.0341)	-0.382 (0.540)	-0.407 (0.591)
	Observations	1115	1115	1115
	Effets temps	Oui	Oui	Oui
	Effets fixes	Oui	Oui	Oui
	Période	2000-2014	2000-2014	2000-2014
	Pays	95	95	95
	Hansen/Sargan (p-value)	0.1036	0.4121	0.3173

Estimations en triples moindres carrés (3SLS). Les erreurs sont présentées entre parenthèses.

Le test d'Hansen-Sargan est calculé pour l'ensemble du système. Les constantes ne sont pas reportées.

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Annexe 5.5 : Échantillon de pays utilisé dans le chapitre 5

Albanie	Guinée-Bissau	Swaziland
Algérie	Guyana	Tadjikistan
Angola	Haïti	Tanzanie
Angola	Honduras	Thaïlande
Argentine	Inde	Togo
Arménie	Indonésie	Tonga
Azerbaïdjan	Jamaïque	Tunisie
Bangladesh	Jordanie	Turquie
Biélorussie	Kazakhstan	Ukraine
Belize	Kenya	Venezuela
Bénin	Kirghizstan	Yémen
Bhoutan	Laos	Zambie
Bolivie	Macédoine	Zimbabwe
Bosnie-Herzégovine	Madagascar	
Botswana	Malawi	
Brésil	Malaisie	
Bulgarie	Mali	
Burkina Faso	Île Maurice	
Burundi	Mexique	
Cameroun	Moldavie	
Cape Vert	Mongolie	
Chine	Maroc	
Colombie	Mozambique	
Comores	Népal	
Congo (Rép)	Nicaragua	
Costa Rica	Niger	
Côte d'Ivoire	Nigeria	
République Dominicaine	Ouganda	
Équateur	Pakistan	
Égypte	Panama	
Salvador	Papouasie-Nouvelle-	
Éthiopie	Guinée	
Fidji	Paraguay	
Gabon	Pérou	
Gambie	Philippines	
Géorgie	Rwanda	
Ghana	Sénégal	
Guatemala	Sierra Leone	
Guinée	Sri Lanka	
	Soudan	

Annexe 5.6 : Statistiques descriptives du chapitre 5

Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Envois de fonds (définition stricte, % PIB)	4.732	6.092	0	49.153
Écart de production < 0	0.447	0.497	0	1
Intégrité du gouvernement	28.695	12.209	0	70
Population 65+ (%)	5.19	3.091	1.699	19.729
Population (total)	44998033	163687336	96076	1364270000
Rentes issues des ressources naturelles (% PIB)	9.122	11.819	0	80.921
PIB par tête (dollars constants 2011)	2912.952	2836.094	115.794	14778.905
Service de la dette (% du PNB)	4.555	5.899	0	57.432
Ouverture du compte de capital (Kaopen)	-0.203	1.38	-1.904	2.374
Dépenses publiques de santé (% PIB)	2.962	2.118	0.045	9.222
Dépenses publiques de santé (par tête, PPP)	175.045	221.987	1	1248
Dépenses de santé privées non couvertes (% PIB)	2.282	1.235	0.501	9.442
Dépenses de santé privées non couvertes (par tête, PPP)	108.581	107.697	2	755

Liste des figures

Figure 0.1	Principaux flux de capitaux à destination des pays en développement	18
Figure 1.1	Les impacts des transferts de fonds sur la croissance à travers la consommation, l'investissement et les exportations	48
Figure 2.1	Les transferts de fonds des migrants en Moldavie	74
Figure 2.2	Taux de croissance de la Moldavie, de la zone euro et de la Russie .	85
Figure 2.3	Les principaux partenaires commerciaux de la Moldavie	86
Figure 2.4	Les envois de fonds et la croissance économique en Moldavie	89
Figure 2.5	Principales composantes de la demande en Moldavie	95
Figure 2.6	Taux directeur, transferts des migrants et inflation en Moldavie . .	101
Figure 2.7	Evolution du cours du leu moldave (MDL) par rapport à l'euro (EUR) et au rouble (RUB)	102
Figure 2.8	Principales variables à l'état stationnaire (% PIB)	105
Figure 2.9	Reproduction des tendances sur la période 2005-2016	109
Figure 2.10	Simulation d'une crise économique sur l'économie russe	112
Figure 2.11	Simulation d'une crise monétaire sur l'économie russe	113
Figure 2.12	Simulation d'une baisse permanente des envois de fonds	116
Figure 3.1	Corrélation entre la croissance mexicaine et américaine	130
Figure 3.2	Corrélation entre les transferts de fonds et la croissance du principal pays de destination des migrants	133
Figure 3.3	Corrélation entre les transferts de fonds et la croissance de l'économie réceptrice	134
Figure 3.4	Corrélation entre les transferts de fonds et la consommation des ménages	135
Figure 4.1	Exportations mexicaines aux États-Unis et transferts de fonds . . .	169
Figure 4.2	Exportations moldaves et transferts de fonds entrants	170

Figure 4.3	Corrélation entre les transferts de fonds et les exportations (ensemble de l'échantillon)	185
Figure 4.4	Corrélation entre la concentration des migrants et les exportations du pays d'origine vers les pays de destination	188
Figure 5.1	Évolution des dépenses de santé publiques et de la croissance économique	224
Figure 5.2	Évolution des dépenses de santé publiques et des envois de fonds	225
Figure 5.3	Dépenses de santé par tête dans quelques pays en développement (Dollars PPP)	230
Figure 5.4	Dépenses de santé par tête dans quelques pays de l'OCDE (Dollars PPP)	231
Figure 5.5	Dépenses de santé non couvertes (% des dépenses privées totales)	232
Figure 5.6	Les envois de fonds et leur effet indirect sur les dépenses de santé publiques via le canal des dépenses privées	248
Figure 5.7	Les envois de fonds et leur effet indirect sur les dépenses de santé publiques <i>via</i> le canal de la corruption	249
Figure 6.1	Localisation de la Moldavie et de ses régions autonomes	268
Figure 6.2	Les principales destinations des migrants moldaves	274
Figure 6.3	Les envois de fonds en Moldavie par pays d'origine	275
Figure 6.4	Évolution de la production industrielle (1995=100)	278
Figure 6.5	Contribution des principaux secteurs au PIB	279
Figure 6.6	Composantes de la demande par rapport au PIB	280
Figure 6.7	Principaux flux entrant en Moldavie	281
Figure 6.8	Principales sources de revenu des ménages	282
Figure 6.9	Évolution des revenus par source	284
Figure 6.10	Évolution de la consommation par poste	285
Figure 6.11	Évolution des principaux revenus du gouvernement	289
Figure 6.12	Revenus de la TVA, envois de fonds et solde primaire	290
Figure 6.13	Évolution des dépenses publiques	291
Figure 6.14	Taux de participation au primaire et au secondaire et nombre d'établissements scolaires publics	292
Figure 6.15	Part des dépenses émanant de la sécurité sociale et dépenses de santé par tête	294

Liste des tableaux

Tableau 1.1	Sources des variables de contrôle	59
Tableau 1.2	Les impacts des transferts de fonds sur la consommation, l'investissement et les exportations	60
Tableau 1.3	Les impacts des transferts de fonds sur la consommation : robustesse causale	63
Tableau 1.4	Les impacts des transferts de fonds sur l'investissement : robustesse causale	64
Tableau 1.5	Les impacts des transferts de fonds sur l'investissement : interactions avec les perceptions de corruption	68
Tableau 2.1	Matrice des stocks	83
Tableau 2.2	Matrice des transactions	84
Tableau 2.3	Les entreprises moldaves par secteur et par taille	96
Tableau 3.1	Part des migrants pris en compte (% stock) par la variable $\sigma_{j,k,l,m,t}^{\Delta PIB^c}$.	145
Tableau 3.2	Part des migrants pris en compte (% stock) par la variable $\sigma_{jt}^{\Delta PIB^c}$.	145
Tableau 3.3	Contrôles additionnels	147
Tableau 3.4	Concentration de la diaspora, volatilité des pays d'accueil et instabilité des transferts de fonds	149
Tableau 3.5	Concentration de la diaspora, volatilité du principal pays d'accueil et instabilité des transferts de fonds	153
Tableau 4.1	Contrôles additionnels	177
Tableau 4.2	Volatilité des transferts de fonds et croissance économique	178
Tableau 4.3	Contrôles additionnels	182
Tableau 4.4	Volatilité des transferts de fonds et instabilité de la croissance économique	183
Tableau 4.5	Liens commerciaux entre pays d'origine et de destination des migrants (sur 123 pays)	186

Tableau 4.6 Liens commerciaux entre pays d'origine et de destination des migrants : quelques exemples	187
Tableau 4.7 Effets de la concentration du commerce sur la volatilité de la croissance et phénomènes interactifs	192
Tableau 4.8 Effets de la concentration du commerce sur la volatilité de la croissance et phénomènes interactifs (avec seuil)	195
Tableau 4.9 Effets de la volatilité du commerce sur la volatilité de la croissance et phénomènes interactifs	197
Tableau 5.1 Contrôles additionnels	237
Tableau 5.2 Les impacts des transferts de fonds sur la structure des dépenses de santé	238
Tableau 5.3 Les effets des envois de fonds sur les dépenses de santé privées non couvertes (% PIB)	244
Tableau 5.4 Les effets des envois de fonds sur les dépenses de santé publiques (% PIB)	245
Tableau 5.5 Les effets indirects des envois de fonds sur les dépenses de santé publiques (modèle réduit)	256
Tableau 6.1 Quelques statistiques générales sur la Moldavie	277

Table des matières

Remerciements	5
Introduction générale	15
I Envois de fonds et croissance économique	33
1 Les canaux de transmission des effets des transferts de fonds sur la croissance : une analyse en données de panel	35
Introduction	37
1 Consommation, investissement et exportations : les effets contrastés des envois de fonds	38
1.1 Des effets ambigus sur l'investissement	38
1.2 Des impacts plus consensuels sur la consommation privée	40
1.3 Des effets complexes sur les exportations	43
2 Stratégie empirique et données	46
2.1 Spécification du modèle	46
2.2 Modélisation économétrique du système d'équations	49
2.3 Sources des données	58
3 Résultats et discussion	61
3.1 Spécification en équations simultanées	61
3.2 Test de la robustesse causale en estimation dynamique	63
3.3 Investigation des effets croisés des transferts de fonds et de la corruption sur l'investissement	66
Conclusion	68
2 Le rôle des envois de fonds dans la transmission des chocs externes : une modélisation stock-flux cohérente de l'économie moldave	71
Introduction	73
1 Les apports de la modélisation stock-flux cohérente et ses applications	76
1.1 Cadre théorique général et aperçu des applications actuelles	76

1.2	L'intérêt de la modélisation stock-flux cohérente pour l'étude du cas moldave	80
2	Modélisation de l'économie moldave	81
2.1	Le reste du monde	82
2.2	Intégration des transferts de fonds au modèle	88
2.3	Les ménages	90
2.4	Les entreprises	93
2.5	Les banques commerciales	98
2.6	L'État	99
2.7	La banque centrale	100
3	Résultats du modèle et reproduction des faits stylisés	103
3.1	L'état stationnaire du modèle	103
3.2	Les sanctions commerciales de 2006, la crise économique mondiale (2008-2009) et l'instabilité russe (2014-2016)	104
4	Simulation de chocs externes	110
4.1	Simulation d'une crise économique et monétaire en Russie	110
4.2	Simulation d'une baisse permanente des envois de fonds	113
	Conclusion	118

II Envois de fonds et volatilité 121

3 Les effets de la concentration de la diaspora et du cycle économique des pays d'accueil sur la volatilité des envois de fonds 123

	Introduction	125
1	Les transferts de fonds entre effets stabilisateurs et volatilité	126
1.1	La stabilisation du revenu et de la consommation des ménages	126
1.2	La concentration de la diaspora et l'instabilité des pays de destination, déterminants essentiels de la volatilité des envois de fonds	131
1.3	Les déterminants essentiels des lieux de destination des migrants	136
2	La concentration de la diaspora augmente-t-elle la volatilité des transferts de fonds ? Une analyse empirique	140
2.1	Données migratoires et mesure de la concentration	142
2.2	Spécification empirique et méthodologie économétrique	143
2.3	Contrôles additionnels	146

2.4	Résultats et discussion	148
2.5	Robustesse des résultats : l'impact du taux de croissance du principal pays d'accueil des migrants sur les envois de fonds	151
2.6	Au-delà des déterminants économiques : influences et risques politiques	154
	Conclusion	157
4	Les impacts de l'instabilité des envois de fonds sur la volatilité de la croissance des pays d'origine et les effets amplificateurs du commerce bilatéral	159
	Introduction	161
1	Comment les échanges commerciaux et financiers amplifient-ils les effets des envois de fonds sur l'instabilité de la croissance?	162
1.1	Les déterminants de la volatilité de la croissance et le rôle des envois de fonds	162
1.2	La synchronisation des envois de fonds des migrants avec le commerce extérieur	167
2	Analyse empirique	175
2.1	L'impact de la volatilité des transferts de fonds sur la croissance éco- nomique	175
2.2	L'impact de la volatilité des transferts de fonds sur la volatilité de la croissance économique	179
2.3	Le rôle amplificateur des liens commerciaux entre les pays d'accueil et les pays de destination des migrants	184
2.4	Discussion des implications en termes de politique économique	198
	Conclusion	200
III	Envois de fonds et politiques publiques	203
5	L'effet d'éviction des envois de fonds sur les dépenses publiques de santé	205
	Introduction	207
1	Les dépenses publiques dans les pays en développement	208
1.1	Dépenses publiques : considérations théoriques et empiriques	208
1.2	La procyclicité des dépenses sociales dans les pays en développement .	213
1.3	L'efficacité des dépenses sociales dans les pays en développement : le rôle de l'environnement institutionnel	214

2	Les envois de fonds se substituent-ils aux dépenses de santé publiques? . . .	218
2.1	Différencier dépenses de santé et dépenses d'éducation	218
2.2	Quelques faits stylisés	218
2.3	Les envois de fonds comme substitut ou complément aux dépenses de santé publiques?	223
2.4	Les transferts de fonds, nouvelle malédiction pour la gouvernance? . .	226
3	Analyse empirique des effets directs et indirects des envois de fonds sur les dépenses de santé	228
3.1	Statistiques descriptives et comparaisons internationales	229
3.2	Les impacts des transferts de fonds sur la structure des dépenses de santé	232
3.3	Analyse des effets directs des transferts de fonds	239
3.4	Interpréter le rôle des canaux indirects	246
	Conclusion	259
6	Les effets des envois de fonds sur l'économie et les politiques pu- bliques : le cas de la Moldavie	263
	Introduction	265
1	Un contexte historique complexe	267
2	Le difficile équilibre des relations avec l'Europe et la Russie	271
3	L'émigration massive de la population moldave depuis l'indépendance	273
4	L'économie de la Moldavie depuis son indépendance	276
5	L'importance des transferts de fonds pour le revenu des ménages	282
6	Envois de fonds, recettes fiscales et dépenses du gouvernement	288
6.1	La volatilité des recettes fiscales	288
6.2	Les ajustements des dépenses d'éducation et de santé après la crise de 2008	291
	Conclusions et perspectives	295
	Conclusion générale	301
	Bibliographie	309
	Annexes	339
	Liste des figures	355
	Liste des tableaux	358